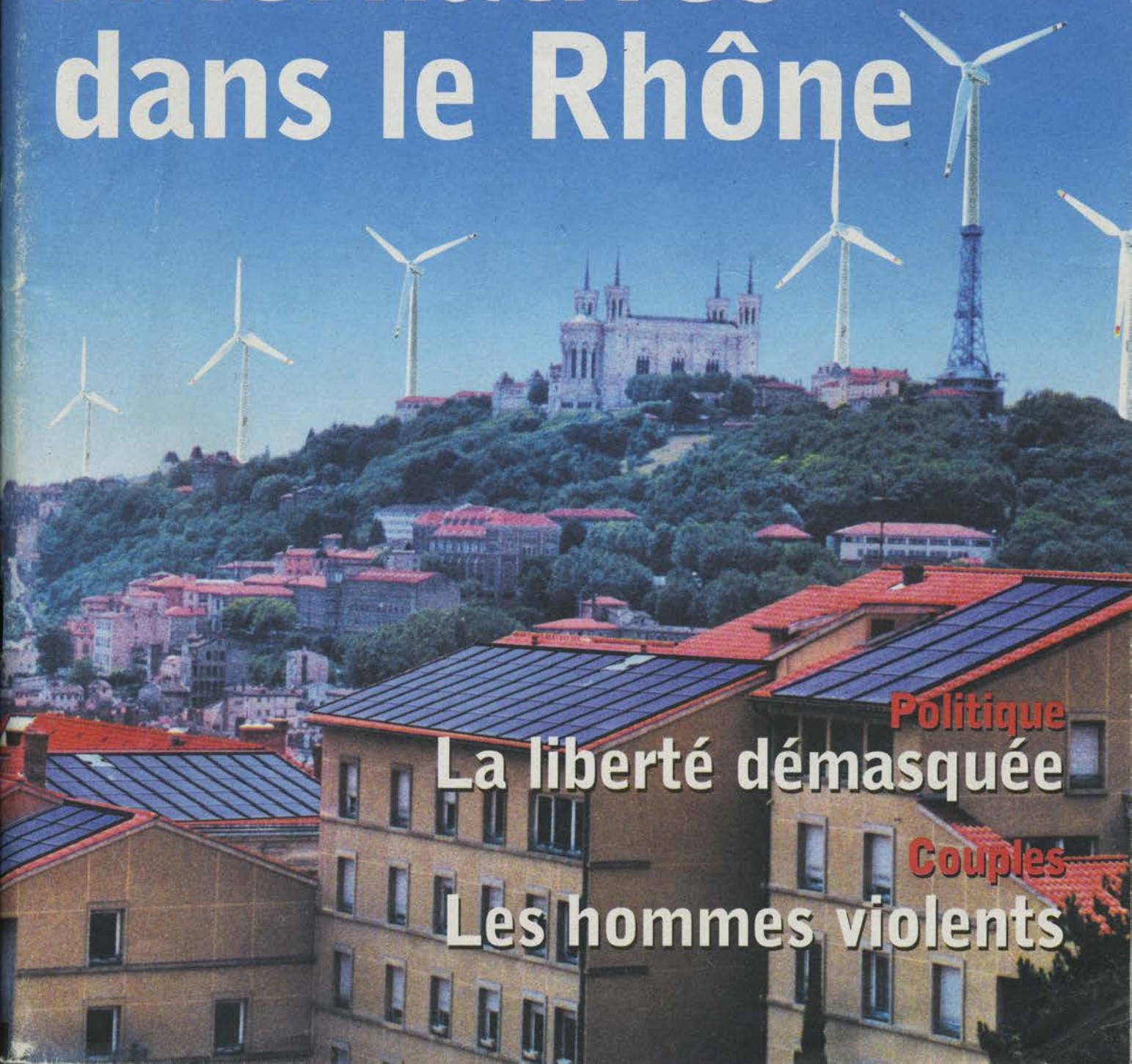


Silence
N°272
273
Eté
2001
40 FF
240 FB
10 FS

Silence

Ecologie • Alternatives • Non-violence

Alternatives dans le Rhône



Politique

La liberté démasquée

Couples

Les hommes violents



Les pentes de la Croix-Rousse

de Mimmo Pucciarelli

4

La Duende

de Manu Mollé

13

Le Bastringue

de Manu Mollé

15

Cabiria

de Michel Bernard

20

La gryphe libertaire

de Mimmo Pucciarelli

23

Et également

8 Solidarités locales

11 Solidarités internationales

17 Culture

19 Education

22 Femmes

25 Politique

31 Paix

34 Energie

37 Habitat

38 Environnement

Non-violence : Lyon, ville de la résistance

de Serge Perrin

27

Restaurer une maison en pisé

de Michel Bernard

32

Du bioclimatique en lotissement

de Michel Bernard

36

Réseau Santé

de Michel Bernard

43

Radio-Canut, Radio-Calade

de Michel Bernard

49

41 Agriculture

42 Magasins biologiques

47 Santé

51 Médias

52 Livres

Aux lectrices et lecteurs du Rhône

Depuis 1982, la revue Silence essaie d'animer le débat sur les valeurs de l'écologie, des alternatives de terrain et de la non-violence. Elle essaie de donner la parole à celles et ceux qui pensent que la société actuelle n'est pas une fatalité. De 1982 à 1986, cette revue était uniquement diffusée sur la région Rhône-Alpes. Depuis 1986, elle n'a plus de frontières et elle a poursuivi lentement mais sûrement son développement. En 2001, après 19 ans de fonctionnement, la revue est devenue une des plus importantes dans le domaine de l'écologie politique en France. Elle est animée par des bénévoles même si une certaine professionnalisation a eu lieu avec cinq salariés à temps partiel.

En 1997, nous sentant à l'étroit dans nos colonnes, nous avons essayé de lancer le concept de numéros régionaux, en supplément de la périodicité habituelle. Mi-mai est ainsi sorti un spécial Alsace (n°218). La formule a nécessité des améliorations et a débouché sur un spécial Bretagne en été 2000 (n°259/260). Nous avons poursuivi avec le Limousin (janvier 2001, n°265/266) avant de nous pencher sur notre propre département.

Si vous découvrez Silence avec ce numéro, sachez que la revue ressemble habituellement à la deuxième partie de ce numéro double. Sachez enfin que nous ne sommes pas habituellement en kiosque, que l'on nous trouve dans les magasins bios et quelques librairies, et que le plus simple pour poursuivre la route avec nous est encore l'abonnement.

Si vous voulez aller plus loin avec nous, vous pouvez participer à la réalisation de la revue en venant tout d'abord à une expédition dont les dates sont indiquées en bas à droite de la page 2.

Aux autres lectrices et lecteurs

Le dossier de ce mois est «transversal» dans la mesure où nous avons essayé de faire une liste la plus complète possible de ce qui se passe dans le Rhône. Nous espérons pouvoir poursuivre le tour des régions (*) dans d'autres numéros. Pour cela, il faut qu'une équipe régionale se mette en place et nous prépare le travail. Si vous êtes intéressés par un tel projet dans votre région, prenez contact avec nous pour discuter les modalités de notre collaboration. Des contacts sont déjà en cours en Auvergne, Bourgogne, Normandie, Provence, Midi-Pyrénées. Nous pouvons vous mettre en contact.

(*) par «région», nous entendons des régions culturelles et non des régions administratives, si ici les deux coïncident, ce n'était pas le cas en Bretagne.

Silence

Ecologie • Alternatives • Non-violence

✉ Courriers :

9 rue Dumenge, F 69004 LYON

☎ Renseignements

04 78 39 55 33 le jeudi

☎ Diffusion - Comptabilité - Abonnements

04 74 07 08 68 le mardi

☎ Rédaction

04 78 39 55 33 le mercredi

✉ Virements bancaires

CCP 550 39 Y LYON

✉ Distribution en Belgique

Brabant-Ecologie

Route de Rénipont, 33 - B - 1380 OHAIN

Tel / fax : 02 633 10 48

CCP 000 15 19 365 54

Imprimé sur papier 100 % recyclé blanchi sans chlore

par Atelier 26 - Loriot - Tel : 04 75 85 51 00

Les textes sont sous la responsabilité de leurs auteurs.

La reproduction des textes est autorisée sous réserve

d'en indiquer la source et le nom des auteurs

(photos et dessins compris)

N° de commission paritaire : 64946

N°ISSN 0756-2640

Date de parution : 3^{ème} trimestre 2001

Tirage : 9000 ex

Editeur : Association Silence

Présidente : Madeleine Nutchey

Vice-présidente : Sylviane Poulenard

Trésorière : Myriam Cognard

Vice-trésorier : Jacques Caclin

Réalisation de la revue

Directrice de publication : Madeleine Nutchey Secrétares

et de rédaction : Michel Bernard et Michel Jarru Gestion et

abonnements : Michel Jarru Documentaliste : Julie Rougier

Maquette et publicité : Vincent Cheynet Salons et fêtes :

Raymond Rasse Rédaction : Michel Bernard, Alain-

Claude Galtié, Madeleine Nutchey, Sylviane Poulenard,

Mimmo Pucciarelli Conseillers scientifiques : Roger

Bernard, Richard Grantham, Jacques Grinevald, Henri

Persat, André Picot Dessinateurs : Altho, Dédé, Lasserpe,

Lebre, Mahlen, Mutio, Alexis Nouaillat, Thiriet, Xavier

Veas, Veesse Iconographie : Michel Bernard Correcteurs :

Raymond Vignal, Chantal Grosmondard Expédition :

Mélanie Combes, Claude Crotet, Marguerite Descamps,

Vincent Martin, Paulette Mazoyer, Sylviane Michel,

Bernard Parez, Christian Rony, Reine Rosset, Jacqueline

Schilt, Xavier Seredine, Myriam Travostino, Suzanne

Vignal Correspondants : Georges David, René Hammi,

Christian Jacques, José Oria, Mireille Oria, Jean-Luc

Thierry Et pour ce numéro : Yvette Bailly, Laurent Combe,

Laurence Chopart, Thierry Manceau, Robert Michel,

Manu Mollé, Serge Perrin.

Couverture : Photo de Michel Bernard, montage de

Vincent Cheynet.

Venez nous voir !

N°274 - septembre

Comité de clôture des articles

samedi 4 août à 14 h

(clôture brèves : mercredi 8 août à 12 h)

Expédition

vendredi 24 août de 14 h à 21h30

N°275 - octobre

Comité de clôture des articles

samedi 1er septembre à 14 h

(clôture brèves : mercredi 5 septembre à 12 h)

Expédition

vendredi 21 septembre de 14 h à 21h30

Cette revue est réalisée en grande partie

par des bénévoles. Vous pouvez y participer.

Pour faire connaissance, vous êtes invités

aux expéditions. Celles-ci comprennent

un goûter à 17 h et un repas à 21h30

offerts par Silence.

Bulletin d'abonnement page 95

67 Politique

La liberté démasquée

d'Alain-Claude Galtié

Couples

Les hommes violents

d'Yvette Bailly

Gros

Mais pourquoi continuent-ils ?

de Steven Gorelick

Brèves

55 Alternatives

57 Annonces

58 Environnement

61 Paix

62 Nucléaire

64 Energies

65 Politique

70 Société

72 Santé

79 Femmes

80 Nord/Sud

90 Courrier

93 Livres

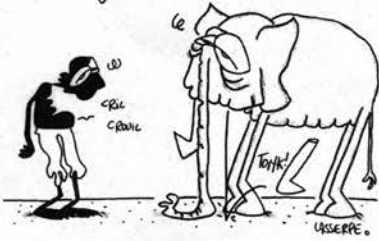
+ catalogue

central

Les informations contenues dans ce numéro ont été arrêtées au 30 mai 2001.

FAMINE AU KENYA

NOUS ON BOYCOTTE
DANONE ET NESTLÉ!



LA MODERNISATION SOCIALE

ON APPREND NOTRE LICENCIEMENT
PAR COURRIER ÉLECTRONIQUE

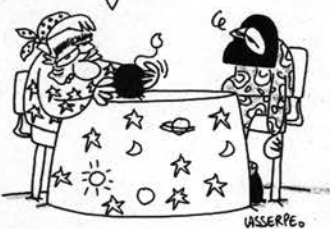


RAPPORT DU SÉNAT : LES POLITIQUES
ONT JOUÉ AVEC LA SANTÉ PUBLIQUE



L'AVENIR DE LA CORSE

JE VOIS... JE VOIS...



AVION GÉANT & L'ÉLARGISSEMENT DES ROUTES
RENCONTRE DES OPPOSITIONS



Terre des gônes

Avec le début des mouvements de contestations vers la fin des années soixante un peu partout dans le monde des alternatives ont vu le jour afin d'essayer de transformer notre quotidien ici et maintenant. Une des caractéristiques principales de ces alternatives était celle de rejeter une vision idéologique du monde, pour adopter une attitude expérimentale face aux multiples et divers dysfonctionnements présents aussi bien dans le monde libéral et démocratique que dans celui régi par des institutions totalitaires à parti unique ou «socialisme réel». Ecologie, éducation, travail, vacances, luttes de solidarité locales ou internationales, le terrain d'expérimentation n'a fait que s'élargir depuis.

Silence s'efforce tous les mois de rendre compte de l'ensemble de ces alternatives dont le nombre et les différences sont si importantes qu'il nous est difficile de toujours en restituer et comprendre l'ampleur. Ainsi, il y a quelques années est née l'idée de faire le point région par région pour rendre compte de cette réalité d'une manière plus approfondie. Ainsi, après les dossiers sur l'Alsace, la Bretagne et le Limousin (1), voici venu le tour du Rhône (2).

Pour réaliser ce dossier, nous n'avons pas dû faire une longue enquête de terrain puisque nous y baignons depuis plus de deux décennies. Cependant nous nous sommes aperçus que malgré la connaissance du mouvement alternatif, les initiatives se renouvellent si vite et dans les domaines les plus divers qu'il nous est difficile de maintenir nos listes à jour. Certes il y en a plus d'une qui sont actives depuis plus de vingt ans, mais d'autres n'ont vécu que quelques mois. Et puis, plusieurs se sont créées récemment et nous n'en connaissons que le nom, la ou les personnes qui en sont à l'origine.

C'est pourquoi nous sommes conscients que ce dossier illustre seulement partiellement la diversité et la richesse des alternatives présentes dans la région lyonnaise aujourd'hui.

Nous savons aussi que l'ensemble de ces alternatives ne correspond pas à un «projet alternatif» dans lequel elles se reconnaissent toutes. Nous pensons plutôt que chacune d'entre elles représente un bout d'alternative, un lieu, une action, un mouvement, des idées, une culture nous permettant de regarder les chemins que nous avons parcourus et ceux qui nous restent à emprunter pour continuer à alimenter l'imaginaire et les pratiques sociales, démontrant que non seulement la «résistance» est possible, mais aussi d'autres modes de vie...

Mimmo Pucciarelli ■

- Naturellement nous attendons, comme toujours, vos remarques que nous publierons dans les prochains numéros pour «compléter» ce dossier.
- Nous faisons le choix de publier le plus possible d'adresses, chacun pouvant y choisir ce qui lui semble correspondre à sa définition des alternatives.
- De nombreuses adresses personnelles figurent dans ces listes. Par simple politesse, il faut toujours prendre rendez-vous avant de vous rendre à l'une de celles-ci.

(1) Alsace : n°218 ; Bretagne : 259/260 ; Limousin : 265/266.

(2) Le Rhône, une région ? Pas vraiment, mais sa population dépasse largement celle du Limousin !

L'utopie quotidienne dans un quartier

«alternatif»

Avec des petites listes qui cumulent plus de 20 % au premier tour et un maire Vert réélu au deuxième tour avec 63 % des voix, la Croix-Rousse, l'une des deux collines de Lyon, semble être un monde à part. Mythe ou réalité ?

«**C**e fut un quartier populaire de canuts, qui est devenu un quartier 'alternatif' (avec un maire vert), colonisé par l'immigration (notamment turque), l'extrême gauche, la drogue et les tags». Voilà la définition du premier arrondissement de Lyon faite par cet expert-comptable, marié, père de trois enfants, et tête de liste du Front national aux récentes élections municipales pour cet arrondissement (1).

Cette définition est très instructive, la xénophobie mise à part, ainsi que l'amalgame entre extrême-gauche, drogue et tags. Ce qui est intéressant dans ces propos, c'est la «reconnaissance» de cette particularité de la vie sociale et politique de ce quartier. Mais, ce n'est pas la première fois qu'on parle en ces termes des pentes de la Croix-Rousse, d'autant plus que des sociologues militants ont contribué par leurs travaux à alimenter cet imaginaire (2).

Des réseaux horizontaux

La Croix-Rousse représente effectivement un de ces quartiers où la concentration d'activités alternatives est très importante. Par activité alternative j'entends une activité politique, économique sociale ou culturelle ayant comme objectif d'une part de remettre en question les valeurs régissant l'organisation verticale de nos sociétés, et de l'autre, d'essayer de les remplacer par des pratiques horizontales inspirées par des sensibilités libertaires, autogestionnaires, écologistes, féministes, etc.

Pour se rendre compte de cette réalité, il suffit de regarder dans ce dossier le nombre d'initiatives recensées dans le premier arrondissement, ce qui correspond aux pentes de la Croix-Rousse.

À partir de ce constat, qui pourrait être enrichi par des données concernant d'autres activités moins connues, ou encore par des réflexions sur des structures auxquelles on ne peut pas coller l'étiquette d'alternative, mais qui, de fait, participent ou se nourrissent de cette dynamique, on peut affirmer que dans ce quartier il y a une forte présence d'alternatifs et d'alternatives sociales. Cette présence montre un enracinement d'une culture alternative dans ce quartier, plusieurs activités ont fêté déjà leurs vingt ans, une diversité assez marquée et un renouvellement constant autant dans la forme que dans le contenu.

Dès lors peut-on dire qu'à la Croix-Rousse se vit une utopie au quotidien ?

L'utopie au quotidien

L'utopie dont il est question ici, n'est plus ce non-lieu littéraire jailli de l'imagination de tel ou tel écrivain, essayiste, politique, ou poète. Ici, l'utopie que j'observe et à laquelle j'apporte ma petite contribution quotidienne



Musique improvisée dans la rue.

représente un lieu géographique bien précis. Une Ile-Rousse qui, de fait, se trouve en amont d'une presque île bordée par le Rhône et la Saône. De ce fait les contacts entre les alternatifs croix-roussiens avec les autres initiatives de la ville, de la région et des autres pays, sont réguliers. Certes, il existe un «look des squats croix-roussiens» comme l'indiquait *le Monde* il y a quelques années, et «une tribu alternative croix-roussienne» comme le reconnaissait plus récemment l'hebdomadaire *Lyon capital*. En réalité les personnes participant à la vie alternative des pentes rassemblent plutôt à ce qu'on appelle aujourd'hui le peuple de Seattle, de Prague, de Nice, etc.

D'autre part leurs initiatives ne se limitent pas à la vie et à la gestion d'activités alternatives dans le quartier et pour ses habitants. *Silence*, mensuel non-violent, écologiste et alternatif a près de quatre mille abonnés dans toute la France, *l'Atelier de création libertaire* n'a publié qu'un seul ouvrage sur la Croix-Rousse... *Latitude* (3), tout en maintenant des contacts avec quelques-unes de ces réalités et en apportant son soutien à telle ou telle initiative travaille surtout pour des clients en dehors du quartier...

Si Lyon est connu par ses spécialités, les quenelles ou ses bouchons, l'utopie croix-roussienne n'a pas vraiment de spécialités locales. Elle est tout simplement le reflet de cet imaginaire utopique contemporain né à la fin des années soixante et que l'on retrouve dans beaucoup d'autres villes. Cependant nous constatons dans ce quartier l'existence d'un ensemble d'éléments utopiques concentré dans un périmètre limité. Ceci permet aux personnes faisant vivre ces utopies de se côtoyer dans leurs déplacements quotidiens. En effet, les alternatifs croix-roussiens se rencontrent non seulement dans le local ou les locaux qu'ils et elles fréquentent, mais aussi dans les escaliers qu'il faut gravir ou descendre pour se déplacer dans ce quartier. Ces personnes se rencontrent non seulement lorsqu'elles se ren-

dent à une réunion mais aussi au gré du hasard d'un emploi du temps qui, ici, est quelque peu différent de celui imposé dans les autres quartiers où les déplacements se font essentiellement en voiture ou avec des transports publics. Cet élément architectural du quartier de la Croix-Rousse devient ainsi un facteur déterminant pour comprendre l'utopie quotidienne qui s'y vit. À partir de ces remarques je fais l'hypothèse suivante : à la Croix-Rousse ce n'est pas l'utopie qui a construit une ville, mais c'est une ville, dans notre cas un quartier, son histoire, son architecture qui facilitent la réalisation d'initiatives expérimentales à ses habitants.

L'architecture particulière des pentes de la Croix-Rousse, fut imaginée au début du XVIII^e siècle pour qu'elle devienne une fabrique, la fameuse fabrique de la soie pour laquelle travaillaient les canuts. Deux cents ans après nous constatons que c'est dans ce quartier que de nombreuses initiatives alternatives ont vu le jour depuis, favorisant un renouvellement régulier de pratiques utopiques. Déjà en 1835, Michel-Marie Derrion y créait «*Le commerce véridique et social*» des sortes de coopératives de consommation (4). C'est toujours dans ce quartier que se créèrent les premiers mouvements mutualistes et les premières organisations ouvrières. C'est encore des pentes qui descendirent les premiers délégués affiliés à la Première internationale... C'est enfin à l'Hôtel-de-Ville, situé aux pieds de la Croix-Rousse, que pendant la Commune de Lyon, Bakounine annonce l'abolition de l'Etat...

(1) Voir *National hebdo* n° 865 du 15 au 21 février 2001.

(2) Voir *Le rêve au quotidien, les expériences collectives et autogérées à la Croix-Rousse de 1975-1995*, édition Atelier de création libertaire, Lyon, 1996 ; Alain Pessin, *L'imaginaire utopique aujourd'hui*, PUF, Paris, 2001.

(3) Coopérative de géographes et d'informaticiens spécialisés dans la cartographie, 27, montée Saint-Sébastien 69001 Lyon, tél : 04 72 10 19 19.

(4) Voir le n° 354 d'octobre 2000 de la revue *Economie & Humanisme* dont le dossier «L'utopie d'une économie de changement social» présente une partie des actes du colloque sur Michel-Marie Derrion et l'utopie de l'économie sociale.



Repas de Quartier.

La résistance fut active dans ce quartier pendant la deuxième guerre mondiale et se servit des traboules (5) pour ses actions clandestines. Enfin, depuis le début des années 1970, on assiste à un jaillissement ininterrompu d'expériences.

Des alternatives ouvertes au sein d'un quartier

Mais la Croix-Rousse n'est pas *Christiania*. À Copenhague au Danemark un millier de personnes vivent dans une ancienne caserne formant une sorte de communauté élargie qui, à elle seule, représente une petite ville, une société avec ses côtés utopiques et ses contradictions (6). La Croix-Rousse, et plus précisément le

premier arrondissement de Lyon, compte quelque 26000 habitants. À côté d'un millier d'alternatifs, vivent donc 25 000 autres personnes. Celles-ci peuvent, certes, être influencées par la dynamique et l'imaginaire dont sont porteuses leurs expériences. Cela a permis, par exemple, l'élection d'un maire «vert» en 1996 et à nouveau cette année... Mais dans ce quartier «alternatif», on vote aussi pour les autres partis politiques. Au premier tour de ces dernières municipales, l'extrême-droite a obtenu plus de 4 %, les deux familles de droite plus de 34 %. Si la Gauche plurielle a obtenu environ 36 %, l'ensemble des listes d'extrême-gauche, alternatives, et autres écologistes utopistes ont dépassé les 20 %... si on pouvait y ajouter les nombreux anarchistes vivant sur les pentes mais qui traditionnellement sont abstentionnistes, on atteindrait un chiffre encore plus important...

Une présence «alternative» est indéniablement présente aussi au niveau politique (7). Mais c'est toujours à la Croix-Rousse dans un bel immeuble situé pas très loin de la place des Terreaux et de l'hôtel de ville, que se rencontrent les adeptes de la scientologie.

Cette réalité alternative qui, pour certains aspects, continue d'être utopique vis-à-vis de ce qui se passe ailleurs, est intéressante parce qu'elle montre qu'il est possible de vivre et travailler autrement et en même temps que l'imaginaire utopique réussit à s'incarner et se renouveler continuellement dans de nouvelles

expériences. De plus cette dynamique est porteuse d'interrogations qui me semblent être au cœur d'un projet politique utopique ou d'une utopie politique aujourd'hui.

Participation collective et solidarité

En observant le fonctionnement de ces initiatives on se rend compte que l'autogestion, la participation collective, l'équité et la solidarité entre les personnes engagées dans ces alternatives sociales, sont des valeurs fortes qui les démarquent des autres activités. Mais ces valeurs ont du mal à vivre sans un effort quotidien remettant inlassablement en question le devenir de l'utopie initiale elle-même. La pratique de l'utopie dans les alternatives croix-roussiennes, mais aussi dans celles que l'on



Des murs bien vivants.

(5) Une spécialité de la Croix-Rousse. Ce sont des passages au sein des immeubles qui permettaient de transporter la soie d'un atelier à l'autre sans risque de prendre la pluie.

(6) Voir *Récits de Christiania* de Jean-Manuel Traimond, éd. Atelier de création libertaire, Lyon, 1994.

(7) Il me semble intéressant de signaler que dans la partie haute de la Croix-Rousse, c'est-à-dire le quatrième arrondissement de Lyon, parmi les personnes élues il y a Guylaine Gouzou-Testut, aujourd'hui adhérente aux Verts, qui a participé, entre autres choses, pendant quelque temps à la vie du groupe *insoumission* entre les années 1975 et 1980... Ainsi qu'Eric Cazin lui aussi membre des Verts depuis deux ou trois ans ayant fréquenté les libertaires lyonnais pendant une vingtaine d'années...



Michel Bernard

Occupation d'un immeuble de luxe par les squatters de la Croix-Rouge.

connaît aujourd'hui dans d'autres villes est toujours le fruit d'une expérimentation particulière et pas la réalisation d'un dessin d'un maître architecte ou d'un guide spirituel. Non pas qu'il n'existe pas de cas où l'on puisse constater des «utopies» préfabriquées ou des gourous conditionnant l'organisation et le fonctionnement de structures se proposant de construire des mondes clos. Mais ce n'est pas le cas dans ces initiatives expérimentales puisqu'elles ne prétendent pas diriger ou fixer des règles générales pour un mouvement ou un modèle de société alternative. Chacune d'entre elles cherche un chemin qui est particulier tout en maintenant des contacts formels ou informels avec les autres initiatives ou avec des membres de celles-ci.

Ce phénomène préfigure en quelque sorte une société horizontale qui pourrait bien être l'utopie politique pour les années à venir. Cette expérimentation directe vécue dans ce quartier



Laurent Combe

Repas de Quartier.

depuis plus d'un quart de siècle, est partagée par des centaines de personnes, voire par quelques milliers de Croix-Roussiens. Peut-on envisager qu'elle devienne une référence et une pratique pour l'ensemble des habitants d'un quartier, voire d'une ville, d'une région ?

Je pense qu'elle est partagée aujourd'hui par de nombreuses autres personnes (8). Je pense qu'elle peut devenir de plus en plus une utopie ouverte et expérimentale pour toutes celles et ceux qui ne se contentent pas d'avalier des slogans 100 % «révolutionnaires» comme continuent de nous le proposer des partis et des mouvements politiques. Ces expériences ouvertes sur un quartier permettent de ramener notre regard vers l'horizontalité et de ne plus penser le monde de bas en haut ou de haut en bas.

A partir de ce constat, je me pose cette autre question : combien d'autogestion sommes-nous prêts à accepter et quel degré d'engagement personnel sommes-nous prêts à mettre en œuvre dans notre quotidien ? Question qui nous amène à nous interroger sur comment faire pour continuer à alimenter un imaginaire utopique afin qu'il nous aide à transformer la société vers des formes de démocraties horizontales...

Ce que j'aime dans les utopies croix-roussiennes c'est justement le fait qu'elles continuent à poser des questions... c'est peut-être ça le sens de l'utopie : poser des questions inlassablement.

Mimmo Pucciarelli ■

(8) La présence de nombreuses listes «alternatives» est seulement la partie émergente d'une mouvance et des réseaux qui s'interrogent sur le devenir de la démocratie, des alternatives sociales et d'une utopie politique qu'on pourrait indiquer comme étant autogestionnaire ou pour une démocratie horizontale.

Quelles utopies contemporaines ?

Les utopies contemporaines naissent :

- Dans des lieux récupérés de l'histoire : une vieille caserne à Copenhague, des squats de vieux bâtiments, de friches industrielles...

- Lors de festivals, de rassemblements, musiques politiques, théâtres, expositions, etc.

- Lors d'actions nomades, nomadisme des squats, des gens de la rue, mais également lors d'actions militantes comme de longues marches (origine de Silence !).

- Occasionnellement dans les institutions : grèves, occupation dans les lieux de travail, dans les écoles, etc.

- Parfois de la confrontation, de la rencontre de deux utopies déjà existantes.

L'utopie littéraire en général n'est pas directement en contact avec le courant dynamique de l'imaginaire utopique contemporain. Elle relate des références figées dans des notes de bas de page... Mais des étincelles peuvent jaillir de films comme *Woodstock*, *Pourquoi Pas ?* ou *L'An 01*.

L'utopie politique cherche depuis la fin des années 60 de s'incarner durablement dans et par les nouveaux mouvements sociaux, mais si elle les incarne tour à tour, elle ne semble pas pouvoir les unifier. Elle ne peut représenter que des mouvements, initiatives, activités éphémères ou ponctuelles qui sont le fait dans la plupart des cas d'un petit groupe de personnes.

L'utopie contemporaine n'est ni un millénarisme ni une vision holistique et totalisante. Elle déploie ses imaginaires subversifs et contamine des réseaux parfois à ciel ouvert, parfois par des chemins souterrains. Elle a gagné, jusqu'à présent un pari avec l'histoire, par sa permanence. Toutefois nous n'avons aucune idée quant à sa force mobilisatrice, et encore moins si ces utopies contemporaines peuvent représenter ou sont de fait l'alternative sociale tant attendue. Peut-être ne peuvent-elles que continuer à labourer un petit lopin de terre et toucher au cœur seulement les individus dont la sensibilité et les possibilités socio-économiques peuvent s'en emparer et les répandre...

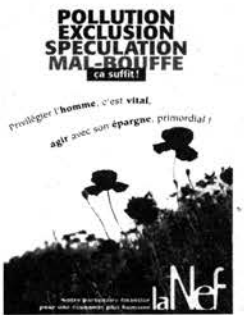
Occupation d'un immeuble de luxe par les squatters.



Michel Bernard



Nouvelle économie fraternelle



qu'elle aura collecté suffisamment de fonds, a son siège national à Lyon depuis l'automne 2000. En collaboration avec le Crédit coopératif, elle réunit aujourd'hui plus de 5000 épargnants qui, selon ses propres statuts coopératifs, sont tous sociétaires et peuvent donc participer aux décisions.

La Nef se distingue d'une banque classique par la totale transparence de ses opérations : tous les prêts accordés sont publiés sur son site internet et les épargnants peuvent intervenir pour critiquer le choix d'un prêt s'ils le désirent.

Contrairement à l'ambiance «mondialisation» actuelle, la Nef pense que les valeurs humaines passent avant la finance et que l'argent doit servir à développer la solidarité et non la compétition. Ainsi, la Nef prête le plus souvent à des projets sociaux, souvent en lien avec l'écologie : agriculture biologique, habitat sain, protection de l'environnement, logement social, commerce équitable, culture...

Pour le moment, elle ne peut prêter qu'à des projets professionnels ou collectifs (agriculteurs, artisans, sociétés, coopératives, associations, etc.), mais dès qu'elle aura pu se transformer en banque, elle pourra aussi prêter à des particuliers. Ces derniers peuvent par contre bénéficier dans cette banque d'un compte-courant ou d'un compte-épargne similaire à ce que propose une banque traditionnelle, grâce à la collaboration du Crédit coopératif. Si vous voulez savoir à quoi sert votre épargne et éviter les financements douteux des grandes banques, voici l'adresse qu'il vous faut.

■ La Nef, 114, boulevard du 11-Novembre, 69626 Villeurbanne cedex, tél : 04 72 69 08 60.

La Nef, Nouvelle économie fraternelle, est un organisme financier pas comme les autres. Cette société qui vise à devenir une banque alternative lorsqu'elle aura collecté suffisamment de fonds, a son siège national à Lyon depuis l'automne 2000. En collaboration avec le Crédit coopératif, elle réunit aujourd'hui plus de 5000 épargnants qui, selon ses propres statuts coopératifs, sont tous sociétaires et peuvent donc participer aux décisions.

Xanthines

En 1998, s'est ouvert à Lyon, au fond d'une cour, le premier café du commerce équitable. Dans ce café, les jus de fruits proviennent du Laos, le thé des Indes, le café du Mexique et de Haïti. Ces produits sont achetés à la plate-forme nationale pour le commerce équitable qui garantit aux coopératives de producteurs des prix corrects et réguliers en échange d'investissements dans les domaines de l'éducation et de la santé. Le bar est animé par une vingtaine de bénévoles. Il est également possible d'acheter les produits en sachet pour sa propre consommation. Tous les jeudis à 18h30, sont organisées des manifestations culturelles : concerts, conférences, expositions...

■ Xanthines, 16, cours Albert-Thomas, 69008 Lyon.

Habitat et Humanisme

Créé par un prêtre, ce mouvement lutte de manière intelligente contre l'exclusion et l'insalubrité en réhabilitant des logements et en veillant à ce que les anciens locataires puissent être relogés sur place, afin d'éviter le rejet en banlieue. A mis en place un fonds de placement solidaire et une assurance-vie dont une part des revenus permettent de financer ce genre d'opérations. La plus spectaculaire est au 9, place Colbert dans le 1er arrondissement de Lyon où la cour des Voraces, que l'on peut voir dans de nombreux films, abrite encore aujourd'hui une population sociale très mélangée, dont des ateliers d'artiste.

Habitat et Humanisme est également en train de réhabiliter une maison pour l'accueil des grands malades sortant d'hospitalisation. Cette maison, appelée Béthanie sera un lieu de dialogue où l'on prendra soin des malades pour répondre à la détresse et à la solitude qui accompagnent souvent cette période.

■ Habitat et Humanisme, 9, rue Mathieu-Varille, 69007 Lyon, tél : 04 72 71 16 12.

Restaurants du Cœur

Le discours officiel nous annonce qu'entre 1997 et début 2001, le nombre de chômeurs a baissé d'un million ! La reprise économique serait au rendez-vous. Tout irait donc bien dans le meilleur du monde. Pourtant, jamais il n'y a eu autant de personnes en difficulté et chaque année les Restaurants du Cœur battent des records de repas servis. En 2000, 6500 familles avaient été

Systemes d'échanges locaux



Les systèmes d'échanges locaux sont apparus en France en 1994. Le premier a été rural en Ariège, le deuxième a été urbain : ce fut celui de la Croix-Rousse. On en compte aujourd'hui environ 300 en France. Un SEL est une association, formelle ou non, dans laquelle les habitants peuvent effectuer des échanges de biens ou de services, en contrepartie d'une somme en monnaie interne. Cette monnaie virtuelle permet d'éviter l'écueil du troc en intégrant les échanges dans un système collectif. La somme des valeurs d'échanges fait théoriquement toujours zéro (dans la réalité avec les départs, des incitations aux échanges, etc. ce n'est pas tout à fait exact). Chaque SEL publie un catalogue des offres et des demandes, chacun-e étant ensuite libre de faire les échanges qu'il ou elle veut. La monnaie n'étant que virtuelle, elle empêche tout enrichissement : celui qui a un compte positif ne peut que le dépenser en demandant des services ou des biens à un autre. Les SEL sont avant tout des lieux de convivialité où les motivations sont très diverses, mais avec comme point commun la recherche de liens sociaux dans une société qui au contraire n'en produit plus guère. Les SEL lyonnais ont fait l'objet de plusieurs études sous leurs aspects économiques et sociaux. Côté économique, il en ressort que les SEL urbains sont moins dynamiques que les SEL ruraux du fait de l'absence presque totale d'échanges de nourritures. Au niveau social, contrairement à ce que pensaient certains, il s'avère que si la proportion de personnes en difficultés est importante (familles monoparentales en particulier), elle n'est pas majoritaire et que des personnes de tous milieux peuvent participer à un SEL. Les SEL lyonnais organisent chacun leurs activités propres (des rencontres, des marchés, des réunions...) et en commun organisent régulièrement des rencontres inter-SEL pour échanger non plus des biens et des services, mais des idées.

Pour en savoir plus, créer son SEL local, le SEL de la Croix-Rousse diffuse depuis le début un guide *SEL, mode d'emploi* (contre 50 F). Silence, en relation avec ce même SEL, a réalisé un hors-série *SEL, pour changer, échangeons* qui présente une vingtaine de textes d'observateurs extérieurs et une autre vingtaine de textes de pratiquants des SEL. Enfin, Silence a publié dans son numéro d'été 1999, ce qui se fait d'équivalent dans s'autres pays (Italie, Allemagne, USA, Grande-Bretagne, Sénégal...). Dans notre numéro de juin 2001, vous pouvez aussi lire une réflexion sur la reproduction des inégalités au sein des SEL du fait de l'alignement de la monnaie virtuelle sur le fonctionnement des monnaies réelles (en gros, les plus riches peuvent gagner de la monnaie virtuelle en vendant des biens achetés en monnaie réelle et profiter des services des plus pauvres qui eux n'offrent que leur temps). Dans les SEL lyonnais, cette dérive n'est toutefois pas observée. Dans quelques autres SEL, des échanges en temps sont essayés pour tenter de remédier à ce problème.

- SEL Lyon Croix-Rousse, 4, rue Bodin, 69001 Lyon, tél : 04 78 27 29 82.
- SEL Rive gauche, 23, rue Marignon, 69003 Lyon.
- SEL Lyon sur Saône, MJC du Vieux-Lyon, 69005 Lyon, tél : 04 78 22 02 98.
- SEL Rive gauche, La Griffe, 5, rue Sébastien-Gryphe, 69007 Lyon, tél : 04 72 71 98 37.
- Gratte-SEL, 54, rue de la Filature, 69100 Villeurbanne, tél : 04 78 93 07 45.
- SEL Vénissieux, Centre culturel Boris-Vian, 8, rue G.-Picard, 69200 Vénissieux.
- SEL Villefranche, 9, impasse de la Gerbe, 69400 Villefranche, tél : 04 74 66 81 33.
- SEL'Est, Maison des sociétés, boîte 81, square Grimma, 69500 Bron.
- SEL Brignais, local de l'Amicale laïque, 53 bis, rue Général-de-Gaulle, 69530 Brignais.
- SEL Monts du Lyonnais, M.J. Jay, 45, avenue du Forez, 69590 Saint-Symphorien-sur-Coise, tél : 04 78 19 02 17.
- SEL Oullins, 11, rue Cadière, 69600 Oullins, tél : 04 78 51 29 41.

aïdées dans le département du Rhône, en 2001, on est passé à 6700. Il semble bien que la reprise économique ne soit pas pour tout le monde. Pour essayer de faciliter la reprise d'une activité économique et pour aussi diversifier en aliments frais les différents points de distribution, les Restos du Cœur au niveau national essaient de mettre en place des

Jardins du Cœur. L'un d'entre eux a ouvert à Francheville le 1er mars dernier sur un terrain autrefois cultivé par des sœurs. Sur un hectare et demi, on y trouve de multiples légumes, mais aussi des arbres fruitiers et des fleurs. Un pigeonier présente sur le terrain a permis de créer sur place un vestiaire, des toilettes et à l'étage un bureau. Les *Jardins du*

Cœur accueille des personnes en difficulté rencontrées soit par le réseau de distribution alimentaire soit par l'ANPE. Quatre personnes y travaillent tous les matins. Si l'initiative est louable et bénéficie de l'aide d'horticulteurs, elle n'est évidemment pas suffisante pour fournir les 17 300 repas par jour distribués en hiver dans la région lyonnaise.

- Jardins du Cœur, 29, Grande-Rue, 69340 Francheville, tél : 04 78 59 26 96.
- Et également, les points d'alimentation :
- 18, rue René Leynaud, 69001 Lyon, tél : 05 78 30 12 76.
- 200 bis, rue Paul-Bert, 69003 Lyon, tél : 04 72 91 47 11.
- 25, rue Dr-Nonhomme, 69003 Lyon, tél : 04 37 91 00 88.
- 32, rue Denfert-Rochereau, 69004 Lyon, tél : 04 78 30 13 19.
- 22, rue Saint-Michel, 69007 Lyon, tél : 04 78 58 97 29.
- 58, cours Albert-Thomas, 69008 Lyon, tél : 04 78 05 05.
- 137, avenue Saint-Apollinaire, 69009 Lyon, tél : 04 78 25 32 11.
- 572, La Sauvegarde, 69009 Lyon, tél : 04 78 64 58 90.
- 25, rue Hippolyte-Kahn, 69100 Villeurbanne, tél : 04 78 84 35 63.
- 18, avenue Eugène-Hénalf, 69120 Vaulx-en-Velin, tél : 04 72 04 22 64.
- 10, place Nicolas-Boileau, 69140 Rilleux, tél : 04 78 97 23 05.
- 49, rue Paul-Bert, 69150 Décines, tél : 04 78 49 38 54.
- 11, avenue de la République, 69200 Vénissieux, tél : 04 78 67 56 00.
- 11, avenue Gambetta, 69250 Neuville, tél : 04 72 08 95 87.
- 14, rue de la Grande-Allée, 69310 Pierre-Bénite, tél : 04 78 51 40 22.
- 22, rue de la République, 69330 Meyzieu, tél : 04 78 04 63 63.
- 10, rue du 11-Novembre 1918, 69550 Ampleux, tél : 04 74 89 21 79.
- 49, rue Jean-Jaurès, 69500 Bron, tél : 04 78 26 57 61.
- 4, boulevard François-Reynaud, 69800 Saint-Priest, tél : 04 78 20 33 93.

Ecrivains publics

Pour devenir écrivain public, il faut déjà être sensibilisé à la question de l'illettrisme. Celui-ci touche des catégories de personnes très différentes : jeunes en difficulté, adultes n'ayant pas appris à écrire ou l'ayant oublié, étrangers installés en France, personnes âgées ne comprenant plus le langage d'aujourd'hui... L'écrivain public a comme travail de faire se réconcilier des gens qui parlent le français avec le travail d'écriture, à travers l'aide à la rédaction le plus souvent de documents administratifs plus ou moins abscons. Des associations comme Parécrits propose des ateliers d'écriture ouverts à tous ceux et celles qui désirent se rapprocher de l'écrit. Les publics n'y sont pas cloisonnés, de tous niveaux, et écrivent sur des questions d'actualité.

- Monique Varquez, 249, rue Paul-Bert, 69003 Lyon, tél : 04 78 53 33 68.
- Adéquamots, 7, rue de Belfort, 69004 Lyon, tél : 04 78 27 17 20.

- Ecrivains publics, 54, rue Saint-Georges, 69005 Lyon, tél : 04 78 37 46 55.
- Véronique Mouchard-Herbeteau, 37, rue Vendôme, 69006 Lyon, tél : 04 78 89 58 02.
- Script d'Or, 30, rue de Marseille, 69007 Lyon, tél : 04 78 72 13 08.
- Scrib Services, 31, rue Gabriel-Sarazin, 69008 Lyon, tél : 04 78 74 49 77.
- Parécrits, Françoise Dumas, 17, avenue Roger-Salengro, 69100 Villeurbanne, tél : 04 78 89 69 34.
- Institut français des écrivains publics, 17 T, avenue Roger-Salengro, 69100 Villeurbanne, tél : 04 78 89 69 34. *Formation pour devenir écrivain public.*
- Maryse Danière, Bât B, 20, rue Guyot, 69300 Caluire, tél : 04 72 07 02 15.
- L'Écriture, Longsard, 69640 Saint-Julien, tél : 04 74 68 28 77.

Boutiques de droit

Créées à partir de 1980 pour venir en aide aux personnes en difficultés face à des problèmes administratifs, les boutiques de droit favorisent la médiation dans les conflits de proximité.

- Boutique de droit, 26, rue René-Leynaud, 69001 Lyon, tél : 04 78 28 52 95.
- Boutique de droit, 45, rue Smith, 69002 Lyon, tél : 04 78 37 29 07.
- Boutique de droit, 418, rue Marius-Donjon, 69009 Lyon, tél : 04 78 66 00 56.
- Boutique de droit, 1, rue Louis-Armstrong, 69200 Vénissieux, tél : 04 78 70 47 97.

Jardins solidaires

Beaucoup de personnes en difficultés financières seraient heureuses de pouvoir jardiner. Mieux encore, de manger bio. Les Jardins de Cocagne, qui sont nés à Besançon il y a maintenant une dizaine d'années, ont essaimé dans toute la France et fort logiquement, il s'en est ouvert dans la région lyonnaise.

- Association des Jardins de Cocagne, mairie de Tarare, 57, rue de la République, 69170 Tarare.
- Jardins de Cocagne, chemin de Gouttenoire, 69210 Bully, tél : 04 74 26 83 08.
- Les Jardins du Garon, 16, place Jean-Jaurès, 69520 Grigny, tél : 04 78 73 19 07.



Observatoire international des prisons

Créé en 1990, l'OIP est une ONG indépendante qui vise à améliorer la situation des prisonniers partout dans le monde. Menant une activité proche de celle d'une agence de presse, elle dispose de correspondants auprès de chaque établissement pénitentiaire en France et à l'étranger. Elle alerte l'opinion publique à travers de multiples publications dont la revue bimestrielle «*Dedans-Dehors*» et un guide du prisonnier.

- OIP, Observatoire international des prisons, 4, rue Bodin, 69001 Lyon, tél : 04 72 00 81 95.



Imprimerie militante

A la suite d'une fête libertaire qui laisse un bénéfice, quelques militants de la Croix-Rousse décident d'investir cet argent dans une petite imprimerie militante. A l'époque, les bouchers vous servent de la vache pas encore folle dans des sacs portant la mention «*Mon boucher est un artiste*». Comme la qualité de départ de l'imprimerie ne sera pas géniale, elle retourne le slogan et devient «*Mon artiste est un boucher*» dont les initiales MAB sont aujourd'hui connues de tous ceux qui veulent rapidement un tract, une affiche ou un autocollant. Sur papier recyclé si vous le désirez.

- MAB, Mon artiste est un boucher, 37, rue Burdeau, 69001 Lyon, tél : 04 78 30 97 97.

Maison du citoyen

La première maison du citoyen en France a ouvert en janvier 1993, à Villeurbanne, dans le quartier des Buers. Plus d'une centaine d'habitants ont participé à la mise en place d'un comité de pilotage pour créer ce lieu de rencontres, d'échanges... La maison du citoyen se fixe comme but de rendre les habitants acteurs et non consommateurs. Elle intervient dans

de multiples domaines : aide aux plus démunis, organisation de soirée culturelle, visite de la ville, débat d'actualité («*le néo-libéralisme dans nos assiettes*» en février 2001), elle propose de l'aide scolaire, des cours de langue, d'alphabétisation, une bibliothèque, des activités artistiques, etc.

- Maison du citoyen, 67, rue Octavie, 69100 Villeurbanne, tél : 04 78 68 99 27.

Et également

- ATD quart-monde, 28, rue de l'Annonciade, 69001 Lyon, tél : 04 78 39 34 30. *Mouvement international de lutte contre l'exclusion et d'éducation des plus pauvres «par l'égalité digne».* Organise des conférences, des expositions, des ateliers d'écriture, Publie beaucoup de documents. Participe chaque 17 octobre à la journée mondiale contre la misère.
- ALPIL, Action lyonnaise pour l'insertion par le logement, 12, place Croix-Paquet, 69001 Lyon, tél : 04 78 39 26 38. Association créée en 1979 pour favoriser l'accès au logement.
- Cimade, 33, rue Imbert-Colomès, 69001 Lyon, 04 78 28 47 89 (à Saint-Exupéry : 04 72 23 81 64). Association œcuménique représentant les groupes de soutien aux immigrés, aux sans-papiers, aux réfugiés politiques dans les centres de rétention, actions militants contre la double-peine (délinquants étrangers emprisonnés puis expulsés), élabore au niveau national «*Causes communes*».



- Solidarité emploi, 10, rue Lanterne, 69001 Lyon, tél : 04 78 30 86 43.
- SOS Racisme, 10, rue Lanterne, 69001 Lyon, tél : 04 78 39 24 44.
- APUS, Association de praticiens de l'urgence sociale, 7, place du Griffon, 69001 Lyon, tél : 04 72 10 13 13. *Depuis 1970, associations d'aide à la réinsertion pour les toxicomanes, les personnes précarisées, les prostituées, les sortants de prisons.*
- Comité Louis-Braillie, 7, rue Major-Martin, 69001 Lyon, tél : 04 72 16 93 77. *Organise des dîners dans le noir pour que les voyants comprennent les difficultés des non-voyants. Le bénéfice de ces repas sert à des actions de sensibilisation.*
- Secours populaire, 29, rue Burdeau, 69001 Lyon, tél : 04 78 27 37 85.
- Acteurs de solidarité, 65, montée de la Grande-Côte, 69001 Lyon, tél : 04 78 28 80 89. *Acteurs de solidarité, animée à Lyon par Claude Calvier, se veut un carrefour d'initiatives en faveur des plus démunis. Il s'agit d'initier des projets concrets qui peuvent faciliter l'entraide, le lien social, la rencontre entre démunis et non démunis.*

Equivoque humanitaire

Lyon est le siège de nombreux groupes humanitaires (Handicap international, EquiLibre, Artisans de Paix, Vétérinaires sans frontières, Bioforce). Ces groupes peuvent sembler à certains comme alternatifs. Qu'ils ne s'y trompent pas : un simple regard dans leur comptabilité montre que l'essentiel de leurs revenus sont institutionnels (ministères de la coopération, des affaires étrangères, de la défense, fonds humanitaire ECHO de l'Europe) et que le public n'y joue qu'un très faible rôle. Ces groupes, pour assurer leurs transports de matériel, bénéficient d'aides de l'armée et, dans le cas de Bioforce, il était précisé lors de sa création que les femmes faisant cette formation étaient considérées comme volontaires du service national ! Autant dire qu'il s'agit là, sous couvert d'humanitaires, de prolongement « civil » de notre politique colonialiste dans les pays du Sud. De nombreux ouvrages ont montré que ces ONG sont, pas forcément volontairement, utilisés par les services de renseignement pour récupérer de l'information difficile à obtenir de la part des services officiels. Cela va même jusqu'à l'escroquerie lorsque, comme dans le cas d'EquiLibre, le président de l'association est aussi directeur d'une société de transport qui facture au prix fort ses services à l'association. Pour en savoir plus : « L'équivoque humanitaire », Silence n°211.



Peuples solidaires

Peuples solidaires est une association née en 1983 qui se bat contre les causes du mal-développement en essayant de montrer les liens entre les questions sociales ici et là-bas. Elle mène depuis quelques années une action en faveur de l'éducation au développement en intervenant en milieu scolaire. En réseau dans toute la France, l'association publie à Lyon la revue «Peuples en marche», dans laquelle s'expriment régulièrement des partenaires comme le CRID à Paris, les réseaux Frères des hommes et Terre des hommes. Au niveau national Peuples solidaires a mis en place

un réseau d'alerte qui mène des actions urgentes sous forme de lettres à envoyer à des autorités lorsque des problèmes sociaux se posent quelque part. Ce Réseau solidarité a son siège à Rennes. Peuples solidaires a également mis en place un réseau de jeunes solidaires et est membre actif du CADR, la Coordination des associations de développement du Rhône. A partir des livres que la revue reçoit, elle a mis en place une bibliothèque spécialisée dans les questions du tiers-monde.

- Peuples solidaires, 10, rue Lanterne, 69001 Lyon, tél : 04 78 29 67 99.
- BTM, Bibliothèque Tiers-Monde, 10, rue Lanterne, 69001 Lyon, tél : 04 78 84 48 21.
- Peuples solidaires, M. Seymat, 82, cours Tolstoï, 69100 Villeurbanne, tél : 04 78 84 48 21.
- Peuples solidaires, J. Boy, 69250 Poleymieux, tél : 04 72 26 00 03.
- Peuples solidaires, Centre Social, place Andrée-Marie-Perrin, 69290 Craponne, tél : 04 78 57 15 85 Joseph Rochet.
- Peuples solidaires c/o François Maurice, 70, route Bruissin, 69340 Francheville, tél : 04 78 59 13 05.
- Peuples solidaires Monts-du-Lyonnais, c/o Bonnard Jean-Pierre, 69610 Avezé, tél : 04 74 70 00 45.
- Peuples solidaires, BP71, 69642 Caluire cedex.

Et également

- Amnesty International, 1, rue de la Platière, 69001 Lyon, tél : 04 78 39 04 09. Huit groupes locaux sur la région lyonnaise. Diffusion nationale du matériel d'Amnesty. Actions d'informations auprès du grand public sur la question des droits

de l'homme, participation à des débats, campagnes de lettres, etc.

- ICRA, commission internationale pour les droits des peuples autochtones, 4, rue Bodin, 69001 Lyon, tél : 04 78 27 29 82.
- Lion des Neiges, 4, rue Bodin, 69001 Lyon, tél : 04 72 00 03 36. Association d'aide au peuple tibétain.
- Survie, 2, place Sathonay, 69283 Lyon cedex 01, tél : 04 78 39 12 56. Relais local du réseau national qui depuis maintenant plus de dix ans dénonce sans cesse la poursuite de la colonisation française dans ses anciennes colonies, et le rôle des multinationales dans les guerres qui déchirent le monde. Voir le dossier réalisé avec eux dans Silence n°270 de mai 2001.
- Survie Touarègue-Temoust, 7, rue Major-Martin, 69001 Lyon, tél : 04 72 33 51 87.
- Solidarité Centrafrique, 12 bis, rue des Capucins, 69001 Lyon, tél : 04 78 30 61 98.
- CEIPAL, Centre d'études internationales paysannes et actions locales, 8, quai Maréchal-Joffre, 69002 Lyon, tél : 04 78 37 95 07.
- La Kora, 8, quai Maréchal-Joffre, 69002 Lyon, tél : 04 78 92 89 45. Depuis 1989, cette ONG intervient au Sénégal et au Mali pour aider les associations locales, les groupements féminins, les artisans, à développer des activités permettant des créations d'emplois. Elle aide à mettre en place des caisses locales d'épargne pour des micro-crédits, elle favorise des échanges Sud-Sud en Afrique de l'Ouest, elle assure des formations professionnelles.
- Max Havelaar, c/o CEIPAL, 8, quai Maréchal-Joffre, 69002 Lyon, tél : 04 78 37 95 07. Diffusion d'un label de commerce équitable, en particulier sur le café. Promotion de ce commerce équitable en direction des magasins, des comités d'entreprises, des élus...
- Centre d'information et de solidarité avec le Congo-Kinshasa, 8, quai Maréchal-Joffre, 69002 Lyon, tél : 04 72 41 03 86. Information sur le Congo-Kinshasa et l'Afrique des Grands Lacs (actualité, histoire, culture, etc.). Recherches documentaires, soutien aux organismes de défense des droits de l'homme, appui administratif

Soutien à la Palestine

Fayouz et Jaddallah Mus-sa, croyant enfin en une possible paix en Palestine, décident de repartir s'installer dans leur pays en 1997. Cadres dans la société palestinienne, ils s'investissent alors



dans un projet de «Jardins de la paix» afin de faciliter l'autonomie alimentaire locale. Mais la situation s'étant cruellement dégradée, le projet est aujourd'hui suspendu et le plus urgent semble de constituer un atelier de confection de vêtements. Ils sont soutenus à Lyon par l'association Afak-Bethleem qui collecte des fonds en proposant d'organiser à la demande des repas de spécialités palestiniennes.

- Afak-Bethleem, 15, rue Jean-Baptiste-Say, 69001 Lyon, tél : 04 78 39 07 81.
- AMFP, Association médicale franco-palestinienne, c/o CCO, 39, rue Courteline, 69100 Villeurbanne, tél : 04 78 24 04 44. Autre groupe très actif dans la solidarité avec la Palestine.

Solidarités internationales



aux demandeurs d'asile et expertise de dossiers.

- CIEDEL, Centre international d'études pour le développement, 30, rue Sainte-Hélène, 69002 Lyon, tél : 04 72 77 87 50. Au sein de la faculté de droit et de sciences économiques et sociales de l'Université catholique de Lyon, le CIEDEL est une équipe pluridisciplinaire organisée autour de formations qui s'adressent à des professionnels du développement, du Nord comme du Sud et propose l'acquisition des méthodes et outils nécessaires à l'acteur de développement local (12 modules sur 2 ans) ; un secteur études et appui qui réalise des travaux d'études ou d'évaluation et un accompagnement sur le terrain ; un secteur recherche, un centre de documentation...
- Réseaucoop, réseau d'accueil à la coopération en Rhône-Alpes, 30, rue Sainte-Hélène, 69002 Lyon, tél : 04 78 42 96 82. Programme animé par le Rongead et le Ciedel pour apporter un soutien méthodologique aux ONG, associations, entreprises, universités et collectivités locales engagées dans des projets de coopération et de développement avec les pays du Sud ou de l'Est.
- Santé et Mali, 7, rue de la Charité, 69002 Lyon, fax : 04 72 41 04 94.
- Altair, 19, rue du Plat, 69002 Lyon, tél : 04 72 77 63 83. Association de développement des étudiants de l'ISARA, institut supérieur d'agriculture Rhône-Alpes.
- JEREMI Rhône-Alpes, c/o Brigitte Burlet-Vienney, 85, cours Charlemagne, 69002 Lyon, tél : 04 78 92 92 23. Lutte contre la malnutrition au Burkina-Faso.
- Terre d'Amitié, 306, rue André-Philipp, 69003 Lyon, tél : 04 78 95 30 47. Association qui collecte des anciens médicaments (11 groupes en France). Les médicaments périmés sont détruits en respectant les normes d'environnement, ceux encore bons sont envoyés à des associations des pays du Sud (700 structures bénéficiaires). Elle collecte aussi les vieilles radiographies dont la revente des sels d'argent permet de financer une autre action : la collecte de lait maternel.
- Migrations santé Rhône-Alpes, 15, rue du Dauphiné, 69003 Lyon, tél : 04 72 33 61 22. Information, formation, conseil, recherche, centre de documentation, espace d'échanges et de réflexion sur les pratiques professionnelles avec les publics migrants, formation des professionnels de la santé des secteurs social, culturel et éducatif et de toutes personnes qui travaillent avec les publics migrants. Actions de terrain d'éducation à la santé, dans le champ interculturel
- SEP ASPAL, Solidarité énergie Pérou, c/o Bernard Molin, 7, rue Ternois, 69003 Lyon, tél : 04 78 53 06 02.
- Aux quatre coins du monde, 81, grande rue de la Croix-Rousse, 69004 Lyon, tél : 04 78 27 33 66. Association tenant un magasin de produits provenant du Sud.
- Association Cambodge-Rhône-Alpes, chez Mme Marie-Antoinette Réveil, 3, rue Jean-Revel, 69004 Lyon, tél : 04 78 28 74 12. Dans l'esprit et avec l'appui du réseau national, soutien aux réfugiés et ressortis-



sants cambodgiens ou originaires du Sud-Est asiatique dans le respect de leur identité et leur culture propre, par le moyen notamment d'accueils, d'informations, de publications, de rencontres, d'échanges ainsi que d'activités culturelles, sportives, de loisirs et de formation. Présence auprès de la communauté khmère de la région.

■ COSI, Centre d'information et de solidarité avec l'Afrique, c/o Charlotte Garcia, 73, rue Eugène-Pons, 69004 Lyon, tél : 04 78 39 18 03.

■ SCD, Service de coopération au développement, 42, montée Saint-Barthélémy, 69005 Lyon, tél : 04 78 25 41 65.

■ CADR, Collectif des associations de développement de la région Rhône-Alpes, 42, montée Saint-Barthélémy, 69005 Lyon, tél : 04 72 32 14 18. Créé en 1986, il coordonne les activités d'une trentaine d'associations sur la région. Il intervient tout particulièrement sur l'éducation au développement.

■ DIAL, Diffusion de l'information sur l'Amérique Latine, 38, rue du Doyenné, 69005 Lyon, tél : 04 72 77 00 26. Publications d'informations régulières sur la pauvreté, les droits de l'homme, les expériences sociales et alternatives, l'identité indienne, la position des Eglises...

■ Artisans du monde, 14, rue de la Bombarde, 69005 Lyon, tél : 04 78 92 90 05.

■ Terre des hommes, 6, quai de Bondy, 69005 Lyon, tél : 04 78 27 10 32.

■ ACAT, Action des chrétiens pour l'abolition de la torture, 8, quai Bondy, 69005 Lyon, tél : 04 72 07 04 19. Informations sur les droits de l'homme, en particulier l'article V de la Déclaration universelle des droits de l'homme : « nul ne sera soumis à la torture, ni à des peines ou traitements cruels, inhumains, dégradants ». Actions pour l'abolition de la torture et des exécutions capitales, de la violence d'Etats, des disparitions forcées. Sensibilisation et éducation aux droits de l'homme et au respect inconditionnel de la personne humaine.

■ Artisans du Sahel, 83 bis, rue Joliot-Curie, 69005 Lyon, tél : 04 78 25 54 55.

■ Enfance et partage, 166, chemin de Choulans, 69005 Lyon, tél : 04 78 36 04 70.

■ Tandem Nord-Sud, 46, rue Pauline-Jaricot, 69005 Lyon, tél : 04 72 57 41 02. Groupe de soutien aux initiatives prises dans le Sud. A coordonné ainsi le passage à Lyon de la Caravane transcontinentale en 1999 (venue d'Inde), des actions des Mères de la place de Mai (Argentine), etc.

■ SOS Sahel international, 1, quai de Serbie, 69006 Lyon, tél : 04 72 69 79 99. Soutien aux populations rurales du Sahel dans leur lutte pour leur auto-développement et contre la désertification. Réalisations de programmes dans les domaines de l'eau (installation de pompes et retenues d'eau), verdure (reboisement, maraîchage, culture vivrière, clôtures de protection, foyer amélioré pour la cuisson), santé (constructions : moulin à grains, centre de récupération nutritionnelle, case de santé, dispensaire villageois et maternité)...

■ Comequi, c/o Claire Martel, 11, avenue Berthelot, 69007 Lyon, tél : 04 78 61 08 74. Association de promotion du commerce équitable.

■ Aide et action, 2, rue Henri-Barbusse, 69008 Lyon, tél : 04 78 72 53 10. Parrainage d'enfants du Sud pour financer leur scolarité. Engagement sur la durée (130 F pour 8 ans). Correspondance personnalisée.

■ Rongead, Réseau des ONG européennes sur l'agro-alimentaire et le développement, 14, rue Antoine-Dumont, 69008 Lyon, tél : 04 72 71 66 70.

■ Amitiés franco-yougoslave, 115 bis, rue Villon, 69008 Lyon, tél : 04 78 40 26 62. L'association développe des formes de solidarité entre les peuples au-delà des conflits politiques.

■ ACTIF, 513, avenue de la Sauvegarde, 69009 Lyon, tél : 04 78 47 57 88.

■ Aide au volontariat en Inde, 9, rue Longchamp, 69100 Villeurbanne, tél : 04 78 84 08 68. Vente de tissus provenant des villages d'anciens lépreux ou d'handicapés.

■ Association franco-maghrébine, c/o CCO, 39, rue Courteline, 69100 Villeurbanne, tél : 04 78 93 41 44.

■ Atlik Lyon, 22, avenue Condorcet, 69100 Villeurbanne, tél : 04 78 89 99 61. «Le puits» à Tombouctou. Aide aux Touaregs du Mali et du Niger pour la construction de puits, la scolarisation, l'agriculture.

■ AFAL, Association France-Amérique

Latine, 11 bis, rue Léon-Chomel, 69100 Villeurbanne, tél : 04 78 84 57 70.

Association créée en 1979 pour dénoncer les dictatures à l'époque au pouvoir en Amérique latine. Aide à l'insertion des personnes venant de ce continent. Soirées-débats, spectacles, conférences, etc.

■ Agir ensemble pour les droits de l'homme, 31, cours Emile-Zola, 69100 Villeurbanne, tél : 04 72 44 24 99. Cette association finance des projets relevant des droits de l'homme dans les pays du Sud, à la demande d'associations locales.

■ Espoir pour l'Arménie, 8, avenue Salvador-Allende, 69100 Villeurbanne, fax : 04 72 82 09 70.

■ Le Pont - Die Brücke, 56, rue du 1er-Mars-1943, 69100 Villeurbanne, tél : 04 78 68 90 50. Association née en 1996 pour faire se rencontrer des retraités français et allemands afin de combler un déficit de paroles entre anciennes victimes de la guerre et sortir ainsi des ressentiments.

■ France-Cuba, CCO, 39, rue Courteline, 69100 Villeurbanne.

■ Cinéma Jeanne-Mourguet, 43, Grande-Rue, 69110 Sainte-Foy-lès-Lyon, tél : 04 78 59 01 46. Organise chaque printemps avec les associations du CADR un festival du film africain.

■ Artisans du monde, 105, avenue Général-de-Gaulle, 69160 Tassin-la-Demi-Lune, tél : 04 78 34 17 58.

■ Échange Rhône-Alpes Ukraine, La Grangé-Chapelle, 69210 Savigny, tél : 04 74 01 54 32.

■ ACAT, Action des chrétiens pour l'abolition de la torture, 95, rue de Collonges, 69230 Saint-Genis-Laval, tél : 04 78 56 16 86.

■ Parrainages Madagascar, 15, avenue Emile-Eveiller, 69290 Grézieu, tél : 06 10 71 18 75. Association créée en 1995, en lien avec un groupe à Tananarive, à Madagascar. Elle propose des parrainages avec des familles en grande difficulté. Elle aide par des micro-crédits des projets de développement dans les bidonvilles de la capitale, elle aide à des projets de scolarisation...

■ Artisanat SEL, c/o Jean Buthion, Les Chênes, bât 2, 5, chemin Bastère, 69350 La Mulatière, tél : 04 72 66 91 11. Service d'entraide à la vente de produits artisanaux.

■ Sahel Défis, 253, chemin Fontanières, 69350 La Mulatière, tél : 04 78 51 48 88. Développement, environnement et formation au Sahel.

■ Peuples des collines, 8, chemin du Plat,

69360 Ternay, tél : 04 72 24 66 69. Aide au Bangladesh.

■ Amnesty international, 47, passage de l'ancienne mairie, 69400 Villefranche, tél : 04 74 68 84 74.

■ Alliance franco-africaine, 210 bis, avenue Franklin-Roosevelt, 69500 Bron, tél : 04 72 81 71 06.

■ ACAT, Action des chrétiens pour l'abolition de la torture, c/o Josiane Bernon, 29 b, rue de Garantèze, 69540 Irigny, tél : 04 78 50 06 78.

■ CAID, Cellule d'appui aux initiatives de développement, Octave Olympio, 24, chemin Bruyère, 69570 Dardilly, tél : 04 78 47 53 04.

■ Dardilly tiers-monde, c/o Marcel Vergnaud, chemin du Calvaire, 69570 Dardilly, tél : 04 78 47 40 39.

■ ADEL Burkina, c/o Philippe Wolfrom, 17, rue Georges-Clemenceau, 69660 Collonges-au-Mont-d'Or, tél : 04 78 22 02 27. Partenariat et aide sous forme de prêt au Burkina-Faso.

■ Amnesty international, Mairie, 69670 Vaugneray, tél : 04 78 45 80 48.

■ Les Amis de Mamadou et du Sénégal, Dominique Thépault, 22, rue Alphonse-Daudet, 69800 Saint-Priest, tél : 04 78 40 67 08. Créée en 1997, cette association épaula des micro-projets au Sénégal, et les finance par un tourisme non destructeur et respectueux de la culture sénégalaise dans un campement géré par une structure mixte Sénégal-France.

Auvergne, RHONES-ALPES

Construire en pisé. Un confort sain et naturel.



(Dites le à vos amis : S'ils veulent construire

l'année prochaine, qu'ils me contactent pour information, avant la fin de l'automne.)

NICOLAS MEUNIER artisan

04.77.52.11.80

■ Marche du Tigre, 9, rue Dumenge, 69004 Lyon, tél : 04 72 77 56 73. Organisateur de marches de soutien au peuple tibétain. Lyon-Marseille en octobre 1998, la traversée des Alpes de Nice à Genève durant l'été 2000... en attendant une marche symbolique vers le Tibet.



DR Marche du Tibet dans les Alpes.

AQUA-TECHNIQUES

Professionnel de l'eau et de l'environnement depuis 1990



Une simple pression sur le bouton "diverter" (A) permet de passer de l'eau non filtrée (B) à l'eau filtrée (C) et inversement.

Doulton.

L'eau pure... tout simplement

Avec DOULTON c'est disposer pour 12 centimes du litre ou

1Fr/jour pour une famille de 4 personnes, d'une eau aussi pure et sûre qu'une eau de source pour tous les besoins de la boisson et de la cuisine, pendant 1 an (2500 l), beaucoup plus pratique, plus écologique, plus fiable et moins onéreux qu'un remplacement toujours partiel par des eaux en bouteilles ou n'importe quel autre système de filtration.

DOULTON élimine bactéries, chlore, résidus chimiques, herbicides, (atrazine), pesticides... et métaux lourds (plomb, aluminium) tout en conservant sels minéraux et oligo-éléments. Certification mondiale NSF. Fabrication Européenne norme ISO 9002. DOULTON est disponible en version SUR EVIER et SOUS EVIER.

Demandez notre documentation : Filtre Doulton, Filtres douche, Économiseurs d'eau, Anti-tartre Joindre votre adresse complète

AQUA-TECHNIQUES BP 77 - 82202 MOISSAC cedex - Tél. 05 63 04 45 67

La Duende, l'immeuble aux cent histoires

Vivre
ensemble



**Quand un squatt peut obtenir un bail précaire,
l'autogestion collective d'un immeuble devient
possible et les rêves peuvent enfin se concrétiser.**

Les vingt dernières années ont vu les grandes villes françaises se transformer, sous la houlette d'édiles pressés de rénover et de réhabiliter à tour de bras. Lyon n'y a pas échappé. Les quartiers font peau neuve les uns après les autres, la ville se transforme en musée. Quant à la mémoire vivante de tous ces immeubles, les habitants de Saint-Georges, de la Croix-Rousse, ou de la Guillotière, ils partent vers la périphérie est où les loyers sont moins chers et où il n'y a encore aucune raison de parler de «mixité sociale» — cette notion séduisante et passe-partout pour vider les quartiers centraux de leurs couches populaires. Ne restent donc plus que des souvenirs officiels entretenus à moindres frais (monuments historiques et journées du patrimoine), un semblant d'âme que l'on donne aux murs et que les régies immobilières se font un plaisir de monnayer très cher.

Sécurité et propreté sont les deux mamelles de cette transformation ; on peut faire disparaître tout ce qui fait tache dans le décor — poussière, papiers gras, graph', affiches, bruit, ateliers, odeurs, pauvres et immigrés — et aseptiser la ville.

Si vous êtes jeune et précaire, et que de surcroît vous aspirez aux changements de toutes sortes sur un mode radical et collectif, il devient très, très difficile de trouver un logement. Les lieux de vie alternatifs n'existent pas dans les catalogues immobiliers. C'est pour ça qu'il y a des squatts...

Prendre en main les problèmes de logement

Au milieu des années 1990, un groupe d'activistes libertaires a l'idée de monter un lieu où pourraient se dérouler des activités alternatives. Louer un local s'avérant trop compliqué pour que leur projet puisse se concrétiser, ils décident d'ouvrir une salle inoccupée, place Chardonnet, du côté des pentes de la Croix-Rousse. Ce squatt d'activités, baptisé *le Prolote*, accueille des fêtes, des repas, des réunions (de libertaires, de féministes...). Fermé après une première expulsion, il devient *la Mauvaise Pente*, rue de Crimée, toujours sur

les pentes. C'est dans ce cadre plutôt militant que se forment des groupes plus restreints qui vont ouvrir de nouveaux squatts pour en faire des lieux de vie collectifs.

Pendant trois ans, ils occupent des espaces abandonnés, sans parvenir à y rester plus durablement. En avril 1998, *la Duende* de la rue de Marseille est expulsée. Ses habitants ouvriront *la nouvelle Duende* au 91 de la rue Montesquieu.

Cet immeuble de quatre étages n'appartient pas à un propriétaire privé, mais à la Courly [1]. Il a été en partie squatté quelque temps, mais son unique squatteur venait d'en être violemment expulsé. A l'exception d'un dernier locataire, l'immeuble reste vide. Le groupe de *la Duende* de la rue de Marseille décide donc d'ouvrir et d'occuper à nouveau l'immeuble, avec l'intention cette fois d'éviter une expulsion trop rapide, et de trouver une solution légale à leur situation. La Courly engage immédiatement des démarches pour les expulser. Pour pouvoir entamer des négociations avec différentes autorités intermédiaires, de la mairie d'arrondissement au commissariat de secteur, le groupe doit impérativement se constituer en association loi 1901.

En août 1998, le premier groupe de *la Duende* est rejoint par un autre collectif, *Akouz* constitué de personnes qui viennent d'être expulsées d'une maison située à la Croix-Rousse. Fatigué de devoir à chaque fois repartir de rien, expulsion après expulsion, le collectif *Akouz* veut lui aussi pérenniser le squatt et donner une existence légale à ce nouveau lieu de vie. La Courly n'est pas encore prête à admettre l'occupation de son immeuble par une vingtaine de personnes, et décide en février 1999 d'accroître la pression, avec une expulsion rapide en ligne de mire. Refusant de se laisser faire, *la Duende* répond à ce rapport de force en allant occuper les locaux de la Courly et en multipliant les démarches pour débloquent une situation qui tend à s'enliser. Mise à son tour sous pression, la Courly accepte finalement de négocier avec les gens de *la Duende*. Soutenu par une association locale d'aide au logement (l'ALPIL), le groupe obtient la signature d'un bail précaire. Si la Courly exige une remise aux normes des installations de l'immeuble, elle concède des loyers très modérés pour les appartements.

Un espace alternatif ouvert

A côté de cette bagarre s'est écrite l'autre histoire de *la Duende*, celle d'un lieu devenu au fil du temps un des rendez-vous de la sphère alternative locale. Depuis trois ans, les habitants de *la Duende* organisent ou accueillent régulièrement tout un tas d'activités, qu'ils veulent ouvrir aussi largement que possible sur l'extérieur. La grande salle du rez-de-chaussée a vu se succéder des fêtes, des repas de quartier, des bals folk et des spectacles en tous genres. En plus de ces événements, des personnes ont pu utiliser l'endroit pour y animer différents ateliers — expression corporelle l'an passé, ou cirque cette année.

La Duende n'en a pas abandonné pour autant sa vocation «militante». Si cette fonction est de moins en moins assumée par les habitants de l'immeuble, elle continue d'accueillir des groupes et des activités clairement politiques. Pendant toute l'année 1999, *la Duende* a ouvert ses portes aux réunions et au concert de soutien du comité d'accueil de la Caravane intercontinentale [2]. A l'occasion, les féministes viennent y organiser des fêtes non-mixtes. On peut également venir au resto végan qui s'y déroule tous les quinze jours depuis près d'un an, en alternance avec *le Point Moc* — dernier squatt politique des pentes [3]. L'investissement personnel de certains habitants de l'immeuble peut également se traduire par l'organisation d'une soirée de soutien en faveur des sans-papiers.

Lieu de vie collectif, espace politique, *la Duende* a aussi créé une «zone de gratuité», avec l'ouverture en son sein d'une bourse aux vêtements gratuits. Cette initiative n'est pas sans rappeler ce qu'ont pu faire nombre d'activistes ces dernières décennies, des Diggers à San Francisco aux débuts des années 1970 aux alternatifs berlinois plus proches de nous. Ce *freeshop* se pose comme une dénonciation d'une société de consommation qui voit les modes se succéder, les vêtements s'acheter de manière frénétique et irrationnelle, tout en favorisant l'exploitation de la main-d'œuvre du tiers-monde. En proposant de ne plus acheter

[1] Communauté urbaine de Lyon, regroupement de 56 communes.

[2] Tour d'Europe des paysans indiens du KRRS pour protester contre la politique des multinationales de l'agro-chimie, voir «Magnifique caravane !», Silence n°252.

[3] Point Moc, rue Neyret (maison voisine de l'école des Beaux-Arts), 69001 Lyon. Nom choisi par opposition aux .com d'internet.

ses vêtements ou du moins de recycler ceux que les consommateurs seraient tentés de jeter, le *freeshop* fonctionne comme un outil de correction au système. Ouvert trois jours dans la semaine, il compte désormais ses habitués, alternatifs rétifs au tout-consommation ou voisins venus dégouter de «nouveaux» vêtements.

Habitat alternatif autogéré

Depuis maintenant trois ans, l'expérience de vie collective se décline sur le mode de l'autogestion au quotidien. Les dix-sept habitants de la *Duende* bénéficient de chambres individuelles, en dehors des deux appartements collectifs où ils se retrouvent pour les moments conviviaux, qu'il s'agisse des repas ou des temps de discussions informels. Lorsque les beaux jours reviennent, ils descendent dans la petite cour intérieure de l'immeuble pour boire l'apéritif ensemble. La communication collective se fait au quotidien par l'intermédiaire de tableaux. Ils essayent en outre d'organiser aussi régulièrement que possible des réunions, histoire de faire le point sur le fonctionnement interne, sur le cours des négociations avec la Courly ou sur les demandes de prêt de la salle du rez-de-chaussée. Les décisions ne sont prises qu'une fois le consensus établi.

Cette pratique de l'autogestion au quotidien est un des points sur lesquels le collectif reste ferme dans le cadre des nouvelles négociations qui se sont ouvertes avec la Courly. Le but est que les habitants de l'immeuble gèrent eux-mêmes leur lieu de vie, ce qu'ils font en se chargeant du nettoyage des parties communes ou des réparations en tous genres qu'il s'agit d'assurer. Ils refusent également qu'on leur impose l'arrivée de nouveaux locataires sans que leur avis ne soit pris en compte. Une tentative *a priori* difficile de cohabitation avec une famille de Roms a pu ainsi être menée pendant plus d'un an dans de très bonnes conditions. L'été dernier, la *Duende* a accueilli pas mal de personnes du milieu alternatif de passage sur Lyon.

Moins précaire, mais toujours fragile...

Si aujourd'hui cette expérience de vie collective suit tranquillement son cours et n'est plus exposée aux mêmes agitations du début, le rapport de force avec la Courly est en train de refaire surface. Cherchant à utiliser des crédits trop peu utilisés en faveur du logement social, l'OPAC s'est portée candidate pour racheter l'immeuble. Ce rachat pourrait d'une part modifier le fonctionne-

ment interne de l'immeuble, et d'autre part provoquer une hausse des loyers. Les habitants veulent garder leur autonomie pour continuer à consolider leur expérience d'habitat alternatif autogéré.

Forts de cette liberté, ils se sont lancés dernièrement dans un projet de toit solaire. Les conditions techniques étant réunies pour que cette source d'appoint d'électricité puisse voir le jour, ils ont fait appel à l'association *Hespul* [4] pour en assurer la réalisation.

Malgré les coups de blues, malgré l'impression encore forte d'une certaine fragilité, la *Duende* reste donc un lieu alternatif encore vivant. Peut-être moins politisé qu'à ses débuts, le projet s'affirme comme une expérience collective forte et durable. Au vu des événements qu'il peut accueillir, c'est un lieu qui a incontestablement le mérite d'exister pour ceux qui y vivent comme pour ceux qui y passent.

C'est encore plus sûrement une tentative intéressante de rupture avec l'urbanisme officiel, de construction d'une alternative à l'isolement des individus et à la recherche forcenée de rentabilité immobilière. Une expérience qui mériterait de voir le jour un peu partout...

Manu Mollé ■

[4] Voir en page énergie.

Le Canut

De 1973 à 1979, un groupe de personne décide de créer un lieu de vie collectif en ville et s'installe sur les pentes de la Croix-Rousse dans une maison bourgeoise avec jardin, place Morel. C'est la «communauté de Moulinsart». L'expérience se complète par une maison collective elle-aussi dans les Cévennes. De 1979 à 1984, le groupe change de lieu et se retrouve dans un immense appartement situé sur les berges de la Saône, quai Arloing. En 1984, la rencontre avec un gérant d'une régie HLM permet d'envisager une expérience alors inédite : l'attribution sous bail collectif d'une dizaine d'appartements constituant les trois derniers étages d'un immeuble situé au 26, rue Leynaud, bien-nommé «Le Canut».

En 1984, une vingtaine de personnes avec enfants y habitent dont certaines proviennent de la communauté de Moulinsart. Ils se constituent en association. Celle-ci signe avec la société d'HLM Rhône & Saône un contrat portant sur la location globale des appartements 13 à 22 de l'immeuble, soit un total de 775 m² habitables : quatre F2, un F3, quatre F4, un F5. L'association, en accord avec la régie et avec les caisses d'allocations familiales, détermine la part de chacun vis-à-vis d'un loyer global. Neuf appartements sont partagés entre les membres du collectif. Le dernier appartement, le «14» sert d'appartement collectif.

Les habitants se retrouvent régulièrement pour prendre des décisions, vérifier que les loyers sont à jour, régler les problèmes quotidiens qui relèvent du collectif, proposer des activités nouvelles, gérer l'appartement collectif.

La rotation des habitants est relativement rapide, en moyenne 3 ans. Les personnes arrivent par cooptation du groupe, ce qui explique une activité extérieure fluctuante, plus ou moins libertaire et proche des associations militantes dans le quartier. De nombreuses personnes partent simplement parce que leurs conditions de vie changent (vie de couple, travail, enfants...) et certaines reviennent lorsque leur situation le leur permet. Avec le temps, on assiste aujourd'hui à un mélange d'âge entre ceux qui sont là depuis longtemps ou qui sont revenus (Claire, Blandine) et ceux qui sont jeunes arrivants. Il commence même à y avoir des locataires de deuxième génération (Julie, fille de Claire).

Outre les membres du collectif, on rencontre dans les appartements les «invités» (qui sont de passage mais n'ont pas leurs affaires dans les locaux) et les «sous-marins» (qui sont là avec armes et bagages). Les «sous-marins» sont tolérés, participent aux décisions de l'association, mais n'existent pas officiellement pour la régie. Le collectif constate actuellement de une pauvreté croissante de ses membres, ce qui les oblige à jongler au niveau financier entre les rentrées des caisses d'allocations familiales,

le RMI de certains... Le loyer de chacun est calculé en fonction de la surface privative qu'il occupe en enlevant du loyer global toutes les aides que chacun peut avoir. Il est ajouté une somme de 180 F par mois et par habitant pour payer l'appartement collectif et constituer une caisse qui permet de faire quelques investissements collectifs. Cette caisse constitue une avance de trésorerie qui permet aussi au nouvel habitant de ne pas avoir à verser des mois de cautions comme cela se fait dans une location commune.

Les prises de décision se font au consensus. Elles concernent le fonctionnement de l'appartement collectif, les relations avec le voisinage et la régie, des activités proposées par certains comme la bibliothèque collective, la trocante, la préparation de repas de rue, des expos, des concerts, des repas bio, etc.

L'appartement «14», appartement collectif, est un F2 de 57 m². Les cloisons ont été abattues pour laisser une grande surface disponible. Le coin cuisine est équipé d'une machine à laver qui sert à tous et d'un bar qui permet d'offrir régulièrement des apéros et d'animer des fêtes. Il dispose de matelas qui peuvent servir à héberger des personnes de manières ponctuelles. Il dispose d'une table autour de laquelle se tiennent les réunions des habitants, mais qui peut aussi servir à d'autres associations plus extérieures. L'appartement est en effet prêt à différentes associations à partir du moment où

un membre de celles-ci habite dans l'immeuble (parents d'élèves, sans-papiers, touaregh, anti-Le Pen, OIP...).

L'acceptation du bail collectif est dû au passage à la tête de la régie de quelqu'un qui était ouvert à ce genre de démarche, mais il faut bien constater que l'expérience reste rare à Lyon. C'est sur ce principe qu'essaie de s'installer la *Duende*.

■ Le Canut, 26 rue René Leynaud, 69001 Lyon.

Et également

■ Point MOC, 31, rue Neyret, 69001 Lyon. *Squatt politique à côté de l'école des Beaux-arts. Le gouvernement ne garantit pas sa survie au-delà de l'été. Plusieurs tentatives d'expulsion ont pour le moment pu être repoussées.*

■ La Quincaillerie, rue Pierre-Semard, 69007 Lyon. *Squatt politique.*

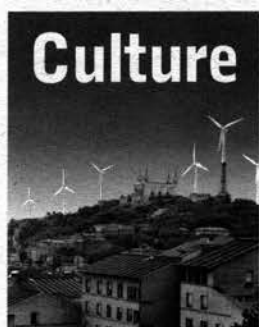
■ Kasa occupada, rue Puits-Gaillot, 69001 Lyon. *Squatt politique.*

■ Communauté Le Sappel, Le Grand Champ, 69510 Soucieu-en-Jarrest, tél : 04 78 05 16 08. *Communauté née au début des années 90 dans la mouvance ATD-quart-monde. Elle compte une dizaine de personnes en lien avec les plus démunis. Se définit comme chrétienne et cherche à permettre aux pauvres de vivre pleinement leur foi. Week-end de réflexion, publication d'un bulletin, pèlerinages...*

■ Marie-Noëlle Jay, 45, avenue du Forez, 69590 Saint-Symphorien-sur-Coise, tél : 04 78 19 02 17. *Cherche à regrouper du monde pour la mise en place d'un écovillage autour d'un fonctionnement en SEL.*

Le Bastringue

Quand une équipe de copains crée un petit bar associatif qui devient un lieu de rencontres des initiatives alternatives.



Quand on bascule de la rue de la Charité vers la rue Laurencin, on le repère déjà, avec sa guirlande d'ampoules rouges, vertes, jaunes et bleues, avec ses plantes posées devant l'entrée, et puis des vélos en pagaille certains soirs. A mesure qu'on s'en rapproche, on discerne les lettres roses de son enseigne, on commence à apercevoir quelques personnes attablées devant leurs verres, en train de discuter tranquillement.

Dans ce deuxième arrondissement si calme, connu comme le repaire des bonnes familles lyonnaises et d'une certaine droite catholique et réactionnaire, ce petit bar associatif a su se faire une place à part dans bien des cœurs. A tel point que, régulièrement, les Croix-Roussiens descendus jusque-là demandent pourquoi l'endroit n'a pas ouvert du côté des Pentès. Le dernier en date, le chanteur du groupe Bistanclaque estimait même que le bar répondait à «un concept croix-roussien».

Il y aurait donc quelque chose d'alternatif derrière ces murs aux couleurs vives... Le Bastringue a vu le jour il y a bientôt deux ans. Avant qu'il n'ouvre ses portes, on trouve trois copains qui ont envie de monter un bar associatif. Pas forcément à Lyon, d'ailleurs. La première idée est de monter un bar bibliothèque du côté de Dijon, où Paul est étudiant en histoire. Manu K. commence à se renseigner sur le statut des bars associatifs et à discuter avec quelques personnes investies dans des projets alternatifs. Pour lui, ouvrir un bar correspond au désir de ne pas entrer tout de suite dans le monde du travail et de prendre des initiatives aussi alternatives que possible. Il a un premier

modèle en tête, le *Shabestan*, un petit salon de thé associatif qui fait connaître la culture afghane du côté des Pentès. Reste que la découverte de nouvelles contraintes repousse sans cesse la création du bar.

Tout s'accélère lorsque, avec Guillaume, il apprend que le *Porte Pot*, un mini bar à vins associatif, est à reprendre d'ici l'été prochain. Plutôt que de se compliquer la tâche à tout monter eux-mêmes, tous les trois décident de racheter le fond du bar en juin 1999, grâce à quelques menues économies et, surtout, à un prêt important consenti par le frère de Paul.

Manu K. aimerait bien qu'une fille se joigne à l'équipe après les vacances, lorsque le bar ouvrira vraiment ses portes. Il écrit une lettre à Lucie, une copine qui se trouve à Strasbourg. Intéressée par le projet, elle décide de s'y investir à son tour. D'après Manu K., l'arrivée de Lucie a beaucoup fait pour le succès du bar. Cette arrivée se révèle d'autant plus salutaire que Guillaume, parti en coopération en Grèce, et Paul, devenu prof stagiaire en Normandie, ne pourront pas continuer plus loin l'aventure.

Premiers pas et petits problèmes

L'ouverture d'un bar associatif est très souvent le résultat d'attentes personnelles plus ou moins différentes, qui vont se retrouver et se mélanger au sein d'un projet commun. Le dernier en date, le *Balbuzz'art* (sur les Pentès) s'est monté autour de la volonté de diffuser des musiques électroniques que l'on entend pas forcément ailleurs, et d'organiser des expositions d'arts plastiques. Le Bastringue est née de l'envie de voir converger en un même lieu culture, politique et convivialité. Plutôt que de se contenter de servir des verres de vin bio et des plateaux de fromage et de charcuterie, Manu K. et Lucie décident d'organiser le plus souvent possible des animations entre les murs de ce bar encore rikiki. Ils connaissent pas mal de monde dans le milieu musical proche de la Croix-Rousse. Les premiers à venir jouer sont *Les Poissons sous la table*, qui, régulièrement transforment l'ensemble un peu vieillot du *Porte Pot* en un vrai lieu de fête. Les concerts permettent au bouche à oreille de se mettre en place assez rapidement, et d'attirer d'autres musiciens qui recherchent des nouveaux lieux pour se produire. Le bar leur ouvre volontiers ses portes, et on voit se succéder dans ce lieu encore improbable pas

mal de petits concerts, sans grande prétention, qui donnent d'emblée à l'endroit une touche arty plutôt sympa.

L'activité politique du bar est à l'image des musiques que l'on y entend, plutôt douce. Militant depuis quelques années sur Lyon, Manu K. connaît pas mal de monde dans la sphère politique et associative de la ville. Il a notamment assuré l'animation d'une émission sur *Radio Canuts* l'année précédente, *Chiche ! ska bab'*, où entre deux morceaux de vieux ska il s'entretenait avec des militants locaux sur leurs luttes. Ces contacts lui permettent de trouver régulièrement des invités dans le cadre des débats qu'il veut organiser dans le bar. Le premier d'entre eux est Paul Ariès qui, à la lueur des bougies, vient tranquillement parler de la macdonaldisation, avant de faire partager son expérience agitée de militant entre deux verres de vins.

Malgré cette envie de faire bouger les choses, pas mal de petits problèmes pratiques commencent à se poser. Manu K. et Lucie n'arrivent pas toujours à concilier leurs activités avec ce bar qu'il faut tenir cinq soirs dans la semaine, bénévolement, de 20 heures à 1 heure du matin. Il faut en outre assurer la comptabilité, la gestion du fond, réceptionner plusieurs fois dans la semaine des commandes etc. Manu K. propose alors à un couple de copains, Christophe et Marion, de se joindre à eux, pour faire vivre à plusieurs ce bar. Dans la foulée, ils décident d'abandonner l'idée de ne proposer que des produits différents, comme les vins bio, pour ne pas trop compliquer la gestion au quotidien du bar.

Un autre problème, plus sentimental, surgit avec les commentaires que peuvent faire certains habitués du lieu qui, sans cesse, leur évoquent le *Porte Pot* ancienne formule et leur donnent l'impression de ne pas avoir monté un endroit si différent que ça...

En décembre 1999, ils réalisent ce que Manu K appelle leur «grand coup», en ouvrant une salle mitoyenne, plus grande et plus lumineuse, qui leur permet de se réapproprier pleinement leur projet. Ils ferment le bar pendant un mois pour effectuer les travaux nécessaires à l'aménagement de cette salle. Pour qui était habitué au décor «vieilles pierres-tables en bois-bougies qui coulent» du *Porte Pot*, le résultat est saisissant : du parquet, des canapés de récup' confortables et des petites tables, une estrade pour les spectacles, et des murs jaunes. Depuis, cette nouvelle salle se transforme régulièrement au gré des artistes qui viennent y exposer leurs créations.



Cette transformation s'accompagne d'un changement de nom, qu'il s'agit désormais de trouver : ne parvenant pas à se mettre d'accord tous les quatre, ils ouvrent un cahier où chacun peut proposer ses idées :

«Le Bastringue, c'est un gars qui est passé une fois qui l'a noté dans le cahier. On l'a gardé parce que le bastringue, c'est plusieurs choses à la fois : un bal populaire, un assemblage hétéroclite et un vacarme assourdissant».

Bricolage au quotidien

Depuis son ouverture, le Bastringue est aussi un lieu (presque) autogéré. L'autogestion dans un bar associatif n'a peut-être pas grand chose à voir avec celle pratiquée dans une entreprise coopérative, elle n'en reste pas moins une expérience originale à part entière. Les décisions sont toujours prises par les membres actifs, et non pas par le président et le trésorier de l'association. Chaque membre actif est choisi par cooptation, à l'unanimité des membres actifs déjà présents. Tous apportent la même participation financière — à fond perdu — pour permettre au bar de fonctionner. On peut être étonnés de voir apparaître une telle condition dans un projet ouvertement alternatif. Pour Manu K., c'est l'assurance d'un investissement régulier sur le long terme de chaque membre actif ; cette somme permet également d'éviter que les membres se reprochent mutuellement de ne pas s'investir suffisamment dans le bar. Et comme le bar a un fonctionnement suffisamment souple pour être très vite maîtrisé par les nouveaux arrivants, les problèmes de hiérarchie sont vite évacués au sein de l'équipe.

Comme toute expérience collective, le Bastringue connaît ses petits conflits. Ils surgissent généralement au cours des réunions, autour des problèmes pratiques. Lorsqu'il devient impossible de parvenir à une quelconque unanimité, les décisions se font par vote. Une fois que le quotidien du bar reprend ses droits, les tensions disparaissent.

Il a fallu aussi faire une croix sur certains projets ou sur certaines attentes personnelles liées à l'évolution du bar. Il y a un an, Christophe a quitté l'équipe, fatigué de vivre la nuit, et supportant de moins en moins le bricolage au quotidien imposé par le statut bâtard des bars associatifs. Pour être aux normes, le Bastringue devrait fermer au moins un mois et effectuer des travaux pouvant s'élever à près de 50 000 francs. Pour l'équipe, cette situation

parfois précaire est le prix à payer lorsqu'on monte un projet résolument alternatif : «A Lyon, Wolnyta [ndlr : lieu qui organisait il y a quelques années des spectacles alternatifs du côté des Pentes, voir *Le Rêve au quotidien* de Mimmo Pucciarelli] n'a pas résisté à la fatigue de ceux qui s'y investissaient depuis des années ; les Tanneries à Dijon ont dû se plier aux normes imposées par la mairie pour continuer à exister».

A l'image de ce que fait la librairie la Gryphe de l'autre côté du Rhône, une partie du succès du Bastringue réside dans la logique bienveillante qui l'anime. Manu K., Lucie et les autres ne sont pas seulement là pour servir des verres de vins et des plateaux à des clients confortablement assis dans leurs fauteuils. Ils sollicitent aussi souvent que possible l'échange avec celles et ceux qui viennent, dont certains sont aujourd'hui devenus des amis. Le Bastringue permet aussi à des gens venus d'horizons très différents de se rencontrer : des artistes viennent s'y produire, des militants déposer quelques tracts ou organiser un débat, des étudiants discuter tranquillement, des vieux travailleurs profiter du calme de l'endroit après le boulot : «On a laissé aux gens la possibilité de s'approprier le bar» raconte Manu K. En deux ans, le Bastringue n'a connu aucun problème de violence, aucun vol et aucun refus de payer : «Le seul problème auquel on est confrontés, c'est lorsque les gens ne veulent plus partir à la fermeture».

Un avenir en pointillé...

Et après ? Pas mal d'expériences de ce type qui se sont montées à Lyon n'ont pas survécu, pour des raisons aussi diverses que variées. Aujourd'hui, Manu K. avoue qu'il a de plus en plus de mal à s'impliquer pleinement dans la vie du bar. Le Bastringue lui demande trop de temps, alors qu'il a la bougeotte. Il souhaite vivre de nouvelles expériences alternatives dans les prochaines années : organiser des concerts en zone rurale, ouvrir un squat, ou, pourquoi pas, monter une SCOP.

Trois nouvelles personnes — Stéphane, Fred et Coccinelle — sont arrivées dans l'équipe cette année, avec la volonté de faire fonctionner le bar sur les mêmes bases. La solution pour que l'expérience puisse être pérennisée le plus longtemps possible serait de créer un emploi-jeune au sein de l'association, d'une part pour effectuer les travaux de gestion au quotidien (comptabilité, réception des commandes, gestion du fonds...), et d'autre part pour s'occuper de la création de la fanzinothèque qui devait voir le jour il y a deux ans.

L'avenir du Bastringue se dessine donc entre cette envie de sortir de la débrouille — un peu usante au bout de deux ans — pour consolider le projet, et celle de laisser se créer un endroit toujours différent, au fur et à mesure des petits arrangements et des belles rencontres.

Manu Mollé ■

Cafés à thème

Depuis le milieu des années 90, s'est développée une nouvelle forme de débat au sein des cafés. Deux tendances : soit le thème est imposé du fait de la présence d'un invité, soit le thème est choisi librement par le public en début de la rencontre, des animateurs étant simplement là pour recadrer les débats.

■ Café des Verts, «La Table du Gône», 3, place du Petit-Collège, 69005 Lyon, tél : 04 78 42 10 90. Tous les samedis matins de 9 h 30 à 11 h. Ce rendez-vous a été mis en place par les adjoints Verts à la mairie pour rencontrer et discuter des questions écologiques sur la ville.

■ Café des Verts, «Le Corto», rue des Jardiniers, 69400 Villefranche. Un thème le premier mardi de chaque mois, de 19 h à 21 h.

■ Café libertaire, 19, rue Pierre-Blanc, 69001 Lyon. Tous les vendredis à partir de 21 h, au local de la Plume Noire. Entrée par le couloir.

Et également :

■ Café botanique, 7, rue Saint-Polycarpe, 69001 Lyon, tél : 04 72 74 93 07. Animé par l'association Botanique Café, Irrégulier. Travaille en relation avec des associations qui font des visites de jardins.

■ Réseau Santé, 15, rue Jean-Baptiste-Say, 69001 Lyon, tél : 04 78 27 17 16. Café philosophique le 3e samedi du mois à partir de 15 h.

■ Le Bartholdi, 6, place des Terreaux, 69001 Lyon, tél : 04 72 10 66 00. Café de l'éducation le 3e lundi du mois : confrontation entre universitaires, formateurs et grand public. Café débranché les dimanches matin : pas de thèmes pour retrouver l'ambiance des bistrotts. Café diplomatique le 2e mardi du mois à 20h15 en lien avec le Monde Diplomatique. Café-Psy le premier mardi du mois à 20 h : les cafés philos sont des lieux de psychologie déguisés ! Café sciences-citoyens le deuxième lundi du mois à 18h45 animé par des chercheurs du CNRS regroupés au sein de l'association «Mille et une sciences».



■ Café de la Place, place Sathonay, 69001 Lyon. Café de philosophie 3e samedi du mois à 10 h.

■ Café des Trois-Rivières, 2, place des Terreaux, 69001 Lyon. Café de philosophie 1er samedi du mois à 11 h 30. Sujet choisi par le public en début de débat.

■ Carré 30, 12, rue Pizay, 69001 Lyon, tél : 04 78 39 74 61. Café de philosophie ou de poésie, 2e mardi du mois à 20h30. Thème choisi par le public en début de soirée. Café de la nouvelle, le 1er mardi du mois à 20h30. Thé littéraire le 1er mardi du mois à 17h30 avec un écrivain.

■ Bacchus Café, 2, rue du Bon-Pasteur, 69001 Lyon, tél : 04 72 53 08 06. Café de



la solidarité animé par l'association Acteurs de Solidarité.

■ Café Bellecour, 33, place Bellecour, 69002 Lyon. *Café géographique le deuxième jeudi du mois à 18 h. analyse de l'actualité à partir des connaissances géographiques.*

■ Bistrot de la Passerelle, 36, quai Saint-Antoine, 69002 Lyon. *Café de philosophie 1er jeudi à 19 h.*

■ Foyer de l'IUFM, 5, rue Anselme, 69004 Lyon, tél : 04 72 07 30 82 (Jean-Luc Bayard). *Café philosophique un mardi par trimestre, de 12h30 à 13h30.*

■ Au Bambino, 67, boulevard de la Croix-Rousse, 69004 Lyon. *Café philosophique, le deuxième jeudi du mois. Quand l'université rencontre l'esprit des canuts.*

■ Espace Gerson, 1, place Gerson, 69005 Lyon, tél : 04 78 27 96 99. *Café littéraire. Une fois par mois avec un écrivain.*

L'art sur la place



De la même manière que les groupes de danse amateurs sont interpellés pour animer le défilé de la Biennale de la Danse, une installation géante se fait sur la place Bellecour, généralement début juillet, lors des éditions de la Biennale internationale d'Art contemporain. Cette manifestation est le résultat d'un long processus qui, en divers points de la ville, fait collaborer un ou des artistes avec des groupes sociaux forts variés sur un thème donné. Pour donner un exemple, l'artiste Cécilia de Varine a travaillé sur le thème de la confluence et du rôle du pont en emmenant deux groupes de personnes au confluent et en leur demandant de faire une photo et d'expliquer leur choix. Elle a choisi des réfugiés politiques logés dans un proche foyer Sonacotra et un groupe de retraités d'une maison de retraite. L'idée de confluence a provoqué chez les premiers des réflexions sur la mémoire dans l'espace (le lien avec leur pays d'origine) et s'est souvent traduit par une photo des ponts qui enjambent le Rhône. Chez les seconds, l'eau qui passe est l'occasion de faire le lien entre le présent et le passé. Les deux groupes se sont ensuite rencontrés pour commenter leur choix. Ce n'était a priori pas facile, mais le dialogue s'est engagé et l'artiste les a alors invités à mélanger leurs souvenirs en réalisant des photos-montages entre les deux séries de photos. Les photos agrandies ont été exposées et les passants sur la place Bellecour étaient invités à faire un dernier choix de lien en choisissant

parmi des reproductions en cartes postales et en choisissant un destinataire.

Pendant l'été

Fin juin, début juillet, le Jardin des Possibles offre pour un prix modeste, tout un ensemble d'actions culturelles (musique, théâtre, marionnettes, etc.) dans le cadre de l'ancien fort militaire Saint-Jean, situé à l'extrémité ouest du boulevard de la Croix-Rousse.

Pendant tout le mois de juillet et la première moitié du mois d'août, la ville de Lyon finance un extraordinaire programme culturel dans différents parcs publics du premier arrondissement de Lyon : l'Été des pentes. Chaque jour de la semaine est consacré à un thème : film le dimanche soir, chanson française le mardi, spectacle pour enfants le mercredi, musiques du monde le jeudi... et tout est gratuit.

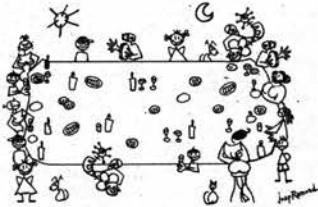
L'Institut Lumière propose également, tous les mardis soirs de mi-juillet à fin août, gratuitement, en extérieur, sur l'écran formé par le bâti du métro, place des Frères-Lumière, dans le 8e arrondissement, la projection d'un «grand» film d'hier ou d'aujourd'hui. Début de projection à la nuit noire (donc très tard en juillet !). Prévoir d'amener son siège.

■ Jardin des Possibles, Fort Saint-Jean, 69001 Lyon.

■ L'été, les pentes, c/o Stazione Terminale, 12, rue des Pierres-Plantées, 69001 Lyon, tél : 04 72 00 27 29.

■ Institut Lumière, 25, rue du Premier-Film, 69008 Lyon, tél : 04 78 78 18 95.

Les repas de quartiers



Nous ne connaissons plus nos voisins. La ville est de plus en plus anonyme. Et de ce fait, le sentiment d'insécurité grandit... sentiment cultivé par les pires partis politiques. Comment remédier à cela ? Depuis maintenant pas loin d'une dizaine d'années, les repas de quartiers apportent une réponse conviviale. Cette initiative, venue à l'origine de Toulouse, consiste à lancer par voie d'affiche un appel à un repas dans la rue, sur une place... N'importe qui peut en prendre l'initiative, mais cela nécessite quand même un minimum de coordination pour récupérer tables et chaises. Chacun vient ensuite avec un

gros plat, sucré ou salé, qu'il offre aux autres. Si des associations musicales existent dans le quartier, elles peuvent venir animer les lieux... Les commerçants locaux acceptent sans problème d'afficher ce genre d'initiatives et même parfois d'y participer. Il existe une journée nationale des repas de quartiers (début juin), mais dès les beaux jours, il est possible d'en organiser. Et cela est possible à plus petite échelle : au niveau d'une rue (les numéros pairs amènent le sucré, les impairs le salé et l'inverse la fois d'après), ou même d'un immeuble (les étages pairs...). Plus l'initiative est locale, plus la mixité sociale est assurée.

Le KoToPo

KoToPo, ça veut dire «etc.» en espéranto. Cet espace culturel a été ouvert par des jeunes espérantistes sur le thème des langues. Il s'agit d'une part de promouvoir les différentes langues, mais également de faciliter la communication entre toutes les langues par le biais de la langue internationale : l'espéranto. Le principal animateur, Guillaume Lanier est enseignant d'espéranto à l'université Lyon II. Outre des cours d'espéranto, le curieux pourra y apprendre de nombreuses langues peu connues (le tibétain ou le quechua des Andes par exemple), suivre des cours de calligraphie, participer à des concerts, des pièces de théâtre ou tout simplement venir passer un bon moment à discuter de choses et d'autres. Le lieu géré par une association (adhésion symbolique à 10 F pour l'année scolaire), est à l'écoute de tous ceux qui veulent aborder les questions des mille et une langues de la planète.

■ Le KoToPo, 14, rue René-Leynaud, 69001 Lyon, tél : 04 72 07 75 49.

L'épicerie culturelle

Reprenant l'épicerie ouverte en 1956 par son père, Malek Chérifi, très actif dans l'animation culturelle des pentes de la Croix-Rousse, a ouvert au printemps 2001 une épicerie culturelle. Aux côtés d'une activité d'épicier traditionnel, il propose un lieu convivial où les catégories sociales du quartier puissent se mêler. Dans ce lieu, dont les murs accueillent des expos, des lectures publiques se font en début de soirée, un café-débat se fait sur les questions multiculturelles, des repas-partage sont organisés à la demande, enfin, chaque dimanche matin un «brunch à palabres» débute à 11 h.

■ Epicerie culturelle, 3, rue des Pierres-Plantées, 69001 Lyon, tél : 04 72 98 35 86.

Et également

■ Anneau de Jade, 5, rue Diderot, 69001 Lyon, tél : 04 72 07 62 60. *Découvrir le jade en soi à travers différentes activités, actions de quartier.*

■ La Dune Rousse, 26, rue René Leynaud, 69001 Lyon, tél : 04 78 39 95 04. *Scène de concert, débats, expos...*

■ Centre Espéranto de la région lyonnaise, 7, rue Major-Martin, 69001 Lyon, tél : 04 78 31 67 65. *Organise des cours d'espéranto, la langue internationale, dans plusieurs lieux de Lyon. Cours pour débutants ou de perfectionnement. Possibilité de mettre d'autres cours en place selon la demande.*

■ Resto «Le Cœur des gens», place Colbert 69001 Lyon. *Initiative nouvelle autour du chanteur de rue Jean-Marc Le Bihan, ouverture le 1er mai 2001.*

■ Atelier populaire d'arts plastiques, 9, montée Saint-Sébastien, 69001 Lyon, tél : 04 78 29 33 33. *Cours d'arts plastiques et sorties thématiques avec un souci d'ouvrir les arts à tout le monde.*

■ Solid'arte, 3, rue Saint-Claude, 69001 Lyon, tél : 04 72 07 70 24. *Collectif d'artistes pour venir en aide aux jeunes créateurs en tous domaines. Aide à mettre en place un parcours artistique, organise des expositions.*

■ (Re)Aktion, 59, rue des Tables-Claudiennes, 69001 Lyon. *Producteur indépendant de CD musicaux. Musique électronique et impros.*

■ Jarring Effects, 3, rue Adamoli, 69001 Lyon, tél : 04 78 30 50 29. *collectif d'artistes lyonnais dans le domaine de la musique. Soutient les initiatives en dehors des «majors», organise quatre soirées musicales par an.*

■ Bateau-Brésil, 9, rue Burdeau, 69001 Lyon, tél : 04 78 29 17 88. *Association franco-brésilienne née en 1995. Salle de spectacle, organisation d'expositions, soutien au Mouvement des sans-terre, cours de danses brésiliennes, de langue portugaise.*

■ Carré 30, 12, rue Pizay, 69001 Lyon. *Salle de spectacle de 30 places gérée par une association depuis 1985. Pièces contemporaines, poésie.*

■ Acte public, 16, rue René-Leynaud, 69001 Lyon, tél : 04 72 00 98 87. *Entreprise de spectacles sous forme associative. Cherche à «réveiller la citoyenneté».*

■ Le Shabestan, 24, rue René-Leynaud, 69001 Lyon. *Animée par des réfugiés afghans en France depuis longtemps, cette association anime les Thés tardes de Katmandou. Lieu de culture afghane, on peut venir y écouter de la musique jusqu'à tard dans la nuit, en buvant du thé et en dégustant des spécialités locales : samossas...*

■ Le Kafé Myzik, 20, montée Saint-Sébastien, 69001 Lyon, tél : 04 72 07 04 26. *Depuis 1993, lieu associatif musical ouvert tous les soirs, sauf le lundi jusqu'à 3 h du matin. Promotion des nouvelles*

musiques dans de multiples domaines : rock, acid, jazz, rap, fusion, hard core, trash, techno, indus, expérimental... Le lieu participe également à des événements culturels divers : expositions, installations, projections, soirée thématique... Adhésion symbolique à 11 F.

■ BF15, 5, place des Terreaux, 69001 Lyon, tél : 04 78 28 66 63. *Galerie d'art contemporain associative. Favorise le lancement de jeunes artistes.*

■ Melting Family, 30, montée Saint-Sébastien, 69001 Lyon, tél : 04 78 28 37 66. *Association informelle jusqu'en 1995, elle est devenue le carrefour des rappers. Propose des studios d'enregistrement à faible coût, ateliers d'écriture hip-hop et scratch. Label indépendant.*

■ Tango de la rue, 7, rue des Pierres-Plantées, 69001 Lyon, tél : 04 72 07 08 88. *Restaurant avec soirées musicales et scratch. Label indépendant.*

■ Théâtre des Clochards célestes, 51, rue des Tables Claudiennes, 69001 Lyon. *Théâtre associatif né en 1979. Une quinzaine de spectacles par an, dont en majorité des créations. Tremplins pour de nombreux jeunes créateurs.*

■ Horlieu, 30, rue René Leynaud, 69001 Lyon, tél : 04 78 29 92 64. *Lieu d'expression culturelle et politique.*

■ Place des fêtes, 3, rue des Pierres-Plantées, 69001 Lyon, tél : 04 78 30 79 69. *Association culturelle tournée vers les questions des migrants, le multiculturel, l'intégration, la mémoire des anciens...*

consacré au voyage : espace librairie, café-restaurant avec spécialités étrangères, lieu d'exposition, espace internet, etc.

■ Arfi, BP 1102, 16, rue Pizay, 69202 Lyon. *Troupe de musique expérimentale, jazz... Label indépendant*

■ Awal, 7, rue de l'Épée, 69003 Lyon, tél : 04 72 84 95 72. *«La parole» en langue berbère. Association culturelle et socio-éducative créée en 1991 par des jeunes issus de l'immigration pour promouvoir et valoriser la culture berbère. Cours de langue, danse, chant, poterie, fête pour le nouvel an berbère (Yennayer), exposition d'artistes, films, etc.*

■ AMAC, Antenne mobile d'action culturelle, 250, rue Garibaldi, 69003 Lyon, tél : 04 78 62 74 90. *Regroupement de conteurs qui propose des spectacles pour enfants ou pour adultes. Organise «Paroles en festival», 70 représentations dans toute la région.*



■ ARLAL, Agence Rhône-Alpes pour le livre et la documentation, 25, rue Chazière, 69004 Lyon, tél : 04 78 39 58 87. *Agence officielle d'aide à l'édition financée par la région et la direction régionale des affaires culturelles.*

■ Cargo de Nuit... comme de jour, 7, rue Pailleron, 69004 Lyon, tél : 04 72 07 03 38. *Nouveau restaurant ouvert depuis le début de l'année, voulant faire se rencontrer philosophes et artistes, lieux de lecture, de musique, de chants, nourriture du monde entier.*

■ Dia-Dia, 4, rue Rivet, 69004 Lyon, tél : 04 78 29 91 24. *«Main dans la main» en langue douala du Cameroun, association faisant la promotion des cultures africaines.*

■ J'ÉFO, Jeunes espérantistes, c/o Clément Picard, 8, quai de Bondy, 69005 Lyon, tél : 04 72 07 04 19.

■ La salle de bain, 56, rue Saint-Jean, 69005 Lyon, tél : 04 78 38 32 33. *Association d'art contemporain qui dispose d'une vitrine dans le Vieux Lyon. Chaque mois, une œuvre et une seule d'exposée. Celle-ci est ensuite détruite par refus du commercial.*

■ Ecole du cirque de Lyon, MJC Ménéval, 29, avenue Ménéval, 69005 Lyon, tél : 04 72 38 81 61.

■ L'improbable, 66 bis, rue Saint-Jean, 69005 Lyon, tél : 04 78 42 00 75. *Née autour de l'ancienne librairie nouvelle (proche du PC), cette association lutte contre la «marchandisation de la culture». Organise des rencontres mensuelles avec des auteurs et des interventions sur des sujets d'actualité.*

■ Terres-de sable, 26, rue Saint-Georges, 69005 Lyon. *Bar associatif ouvert par une association africaine de danse et de percussions. Ambiance africaine : musique et débat en wolouf... ou en français.*

■ Médiatone, 103, quai Pierre-Scize, 69005 Lyon, tél : 04 78 27 93 99. *Association de promotion de groupes locaux de musique, organisateurs de concerts.*

■ Houp N'co, 44, rue Saint-Georges, 69005 Lyon, tél : 04 72 56 03 83. *Compagnie théâtrale pour enfants.*

■ ESGC, Espace Saint-Georges Communication, 44 rue Saint-Georges, 69005 Lyon, tél : 04 78 37 42 77. *Salles de réunions, sièges de nombreux groupes rouges et verts.*



Pierre-Emanuel Weick

■ Les Dragons de Saint-Georges, 53, rue Saint-Georges, 69005 Lyon, tél : 04 78 42 52 84. *Initiative des parents d'élèves du quartier qui remonte à 1992. L'association a pour but l'animation du quartier : repas conviviaux dans la rue, videgreniers, cinéma en plein air, bals musette, et, au début de chaque printemps, un grand carnaval avec la participation des enfants des différentes écoles. Un exemple à suivre dans les autres quartiers...*

■ Agora Tête d'Or, 93, rue Tête-d'Or, 69006 Lyon, tél : 04 78 52 22 54. *Lieu de débats entre religieux et laïcs animé par des dominicains. Conférences hebdomadaires sur des sujets variés : art, culture, social, politique, etc. Locations de salles possibles.*

■ Keep Smiling, 32, rue Sainte-Geneviève, 69006 Lyon, tél : 04 37 24 15 60. *Association de promotion de la techno qui cherche à en finir avec l'amalgame techno=drogue.*

■ La Bouche du métro, 28, rue d'Aguesseau, 69007 Lyon, tél : 04 78 61 73 51. *Lieu de rencontres et de café concert de culture africaine.*

■ La Villa, 198, avenue Jean-Jaurès, 69007 Lyon, tél : 04 78 72 37 09. *Dans une ancienne villa du début du siècle, un lieu d'échange et d'ouverture présentant un grand nombre d'activités... l'été. Hôtel à mille étoiles (possibilité de planter sa tente), organisation de repas collectif à la demande, «bar à eau» pour déguster les différentes eaux minérales, débat poétiques, Urbanisto, espace nomade de réflexion sur la ville, etc.*

■ CCO, centre culturel océanien, 39 rue Courtelaine, 69100 Villeurbanne, tél : 04 78 93 41 44. *Ce centre offre des salles de réunions où sont hébergées de très nombreuses associations. Il offre également des salles de spectacles où se tiennent de très nombreux groupes de soutien. Début 2001, le CCO a hébergé une grève de la faim de sept sans-papiers.*

■ Le Pezner, 87, cours Tolstoï, 69100 Villeurbanne, tél : 04 78 68 86 78. *La salle de concert alternative de la région lyonnaise. Gérée par une association, elle propose des concerts rock, techno, ska, etc. à des prix modestes (à partir de 50 F), adhésion obligatoire à 20 F. Le lieu comprend également un espace d'exposition «d'arts confondus». Face aux lieux institutionnels, le Pezner se présente comme un lieu culturel de doute, de désirs, de refus, de passions...*

■ La Boîte à répet, 51 bis, rue du 19-Mars-1943, 69100 Villeurbanne. *Studio de répétition aménagé dans un grand hangar.*

■ Cinéma le Zola, 117, cours Emile-Zola, 69100 Villeurbanne, tél : 04 78 93 42 65. *Cinéma associatif depuis 1914 ! Soutenu par la ville, milite en faveur de salles indépendantes. Anime plusieurs festivals : festival du film court (depuis 1979), Ciné O'clock (cinéma britannique depuis 1995), reflet du cinéma ibérique (depuis 1984). Publie «L'Emile».*

■ L'Antre-Parenthèse, 2, cours de la République, 69100 Villeurbanne, tél : 04

78 94 16 10. *Bar à thème organisant des animations culturelles, des expositions, des concerts, des lectures, etc.*

■ Les Sept piliers, 113, rue Francis-Pressensé, 69100 Villeurbanne, tél : 04 78 27 04 03. *Label musical indépendant.*

■ Les Trois-huit, 19, rue Poizat, 69100 Villeurbanne, tél : 04 72 33 81 87. *Compagnie théâtrale se voulant en «insoumission permanente». Pratique le compagnonnage pour accueillir de jeunes acteurs, travaille en relation avec son public.*

■ Raymond et Merveilles, 5, rue Monge, 69100 Villeurbanne, tél : 04 72 37 49 97. *Collectif de conteurs de la région. Nombreuses interventions dans les écoles.*

■ Mekoub c/o Hakim Talli, CCO, 39, rue Courtelaine, 69100 Villeurbanne.

■ Théâtre Iris, 331, rue Francis-Pressensé, 69100 Villeurbanne.

■ Centre culturel celtique, 14, place Grandclément, 69100 Villeurbanne.

■ DRAMA, Sigrid Morgane, 68, rue René, 69100 Villeurbanne. *Action théâtrale et développement personnel.*

■ Ramdam, 16, chemin des Santons, 69110 Sainte-Foy-lès-Lyon, tél : 04 78 59 62 62. *Ancienne menuiserie transformée en lieu d'ouvertures, de liberté de parole, d'invention politique et de résistance à la production de masse. Géré par un collectif artistique. «quoi de neuf» : scène ouverte le 9 de chaque mois. Studios...*

■ Usine sans fin, 55, rue de la République, 69120 Vaulx-en-Velin, tél : 06 63 22 60 67. *Collectif d'associations (Robins des Villes, Ebuliscience...) qui se battent pour l'avenir de l'usine hydro-électrique de Cusset, en amont de Lyon. Ce magnifique bâtiment industriel (1899) est toujours en activité, mais le renouvellement des turbines par EDF devrait libérer une bonne partie du bâtiment. Le classement du site permettrait la poursuite de l'exploitation industrielle tout en offrant de vastes salles aux associations.*

■ ACAP, Association pour l'action, la communication, l'animation et la promotion interculturelle, 3, rue Pierre-Dupont, 69200 Vénissieux, tél : 04 78 70 17 52. *Association créée en 1983 pour favoriser la mixité culturelle (chant, musique, danse, contes, expositions, fêtes de quartier, etc.*

■ Centre Thomas-More, La Tourette, Eveux, 69210 L'Arbresle, tél : 04 74 26 79 71. *Centre dominicain dans un célèbre bâtiment de Le Corbusier. Organise de nombreuses rencontres-séminaires autour de cinq thèmes : religions, histoires d'arts, enjeux de société, analyses et thérapies, architectures.*

■ Fédération Rhône-Alpes d'Espéranto, BP 3019, 69394 Lyon cedex 03.

■ Cité de la Création, 44, Grande-Rue, 69600 Oullins, tél : 04 78 50 44 57. *Association d'anciens des Beaux-Arts spécialisée dans la réalisation des murs peints.*

■ Théâtre Pêlle-Mêle, 171, rue J.-M.-Savigny, 69400 Villefranche, tél : 04 74 07 16 19. *Théâtre associatif.*

■ Festival des 400 coups, Espace Barmondier, 69400 Villefranche, tél : 04 74 68 51 37. *En octobre chaque année; des films francophones d'auteurs d'un peu partout dans le monde.*

■ Ateliers d'arts plastiques, 48, rue Général-Leclerc, 69430 Beaujeu, tél : 04 74 04 86 23. *Lieu d'activités artistiques, dessins, peintures, modelages, etc.*

■ Hippotouffer, Pierrefilant, 69640 Rivolet, tél : 04 74 67 47 51. *Groupe artistique.*

■ Béchamel, chez Julien Tardy, rue Chanel, 69690 Bessenay, tél : 04 74 70 84 58. *Association de promotion culturelle en milieu rural.*

■ Jeune Espéranto c/o Bruno Flochon, 6C, avenue de l'Hippodrome, 69890 La Tour-de-Salvagny, tél : 04 78 48 00 40.



■ Ecoutes et Regards, 34, rue Franklin, 69002 Lyon, tél : 04 72 38 29 21. *Association organisant des stages dans différents domaines : ateliers d'écriture, de peinture, d'arts plastiques, de chants...*

■ GRAC, Groupement régional d'actions cinématographiques, 15, rue des Archers, 69002 Lyon, tél : 04 78 42 78 97. *Association regroupant une trentaine de salles de cinéma indépendantes. Soutien la diffusion des films arts et essais.*

■ Plein les mirettes, 7, rue Groslee, 69002 Lyon, tél : 06 03 98 60 01. *Atelier pour enfants mêlant créations plastiques et scientifiques.*

■ Compagnie N'surg ! c/o Natacha Gesskoff, 20, cours Suchet, 69002 Lyon, tél : 06 10 11 46 75. *Association regroupant des comédiens, des photographes, des vidéastes et qui essaie d'initier des débats publics sur différents sujets autour de la thématique «engagé / dégaigé».*

■ Tombé du ciel, 9, rue du Port-du-Temple, 69002 Lyon, tél : 04 78 42 69 30. *Tenu par des oblats (ordre missionnaire dont le but est d'être présents auprès des plus pauvres), ce bar a une vocation culturelle, organisant des cafés solidaires, et se voulant aussi un lieu de support pour les prostituées du coin. Ambiance gay et étudiante, un lieu qui détonne avec le voisinage commercial de luxe.*

■ Raconte-moi la Terre, 38, rue Thomassin, 69002 Lyon, tél : 04 78 92 60 20. *Lieu*



Michel Bismard

La Ribambelle

L'attente de l'enfant suscite beaucoup de passion pour les parents. Une fois l'émotion de la naissance passée, toute l'attention se concentre sur les premières phases de l'éveil. Pour assurer avec le maximum de sérénité son évolution et son éducation, plusieurs possibilités s'offrent aux parents : garder l'enfant en permanence chez eux, le placer chez une nourrice, se tourner vers la crèche municipale ou bien opter pour une crèche parentale. Cette dernière solution favorise une rupture douce entre les parents et l'enfant, mais elle demande aussi une plus grande disponibilité.

Dans un premier temps, *La Ribambelle* a reposé sur des gardes tournantes chez les différents parents. Il y a eu passage progressif à un fonctionnement officiel avec la création d'une association loi 1901 et la location de locaux. *La Ribambelle* a alors été agréée par les services de la DDASS et reçoit des subventions de la CAF et de la mairie. Elle est ouverte tous les jours (du lundi au vendredi) et accueille en permanence autour de 15 enfants de 4 mois à 3 ans.

Les parents continuent à assurer obligatoirement une demi-journée de garde hebdomadaire, l'entretien (ménage, lessive), les repas, et la gestion. En collaboration avec deux éducatrices de jeunes enfants, salariées, qui se relaient pendant la semaine, ils réfléchissent et définissent, lors du collectif bimensuel et des journées de réflexion, les activités et la pédagogie. Cette implication volontaire des parents est nécessaire pour maintenir les objectifs de départ. Il existe toujours un risque de voir les activités prises en charge petit à petit par les permanents. Cette dérive peut s'effectuer avec l'arrivée de nouveaux parents qui n'ont pas assimilé le principe de la crèche ou qui se sont repliés sur la crèche parentale à cause du déficit des structures municipales. Cela nécessite à chaque rentrée un rappel des orientations.

La démarche de la crèche parentale est profondément autogestionnaire, surtout vis à vis de l'enfant, par le respect de son rythme. L'arrivée du matin et le départ du soir s'effectuent par une transition douce pendant laquelle le point est fait sur l'enfant :

sommeil, nourriture... Les relations entre les enfants sont très riches. L'absence de cloisonnement entre les âges leur permet de se côtoyer très tôt. A tout moment chaque enfant peut venir exprimer affectivité ou agressivité, les contacts physiques sont fréquents, ils se touchent, se caressent, se bousculent, se consolent, se frappent ou font la fête. Tout cela pour aboutir à terme à un groupe soudé et à une forte capacité de socialisation. La présence adulte n'est en général pas nécessaire dans le déroulement de l'activité des enfants. Il suffit souvent que l'adulte propose une activité (découpage, modelage, jeux moteurs, stimulation des sens ou de l'imaginaire...) pour que les enfants s'impliquent. La présence des adultes est avant tout nécessaire pour la sécurité, pour les sécuriser et répondre aux besoins immédiats. Si de telles structures se multiplient en raison des carences municipales, elles sont nées également d'une volonté de moins travailler et de se consacrer davantage à sa famille, à ses enfants. Le récent passage au 35 heures devraient permettre l'arrivée de parents dont les horaires rigides étaient pour le moment un frein.

■ La Ribambelle, 13, rue Vaucanson, 69001 Lyon, tél : 04 78 39 24 56.

Autres crèches parentales

■ CEPRA, Centre d'éducation parentale Rhône-Alpes, 181, avenue Jean-Jaurès, 69007 Lyon, tél : 04 72 73 05 10. *Cet organisme peut vous expliquer les démarches à suivre pour créer une crèche parentale.*

■ Le rêve en couleurs, 10, rue Vauzelles, 69001 Lyon, tél : 04 78 39 61 43.

■ Eveil Matins, 32, rue de Condé, 69002 Lyon, tél : 04 78 42 69 35.

■ Cadet Bretelle, 101, rue Bossuet, 69006 Lyon, tél : 04 78 52 77 96.

■ Merlin Pinpin, 19, rue Barrème, 69006 Lyon, tél : 04 78 89 05 99.

■ L'Haim LaVie, 239, rue Francis-Pressensé, 69100 Villeurbanne, tél : 04 78 68 29 85.

■ Chat perché, 5, rue Boube, 69100 Villeurbanne, tél : 04 78 89 44 66.

■ Petit Mémo, 22, rue Anatole-France, 69100 Villeurbanne, tél : 04 78 85 40 20.

■ Chantelune, 38, avenue Général-Brosset, 69160 Tassin, tél : 04 78 34 28 11.

■ Sucre d'Orge, 2, rue Charles-Luizet, 69230 Saint-Genis-Laval, tél : 04 78 56 46 50.

Ecole Rudolf-Steiner



Ecole Steiner

Créée en 1980, elle accueille aujourd'hui 200 enfants de 2 à 16 ans. Ecole libre reposant sur une pédagogie mondialement reconnue (plus de 1000 écoles sur les cinq continents),

basée sur un programme scolaire cohérent de la maternelle au lycée. Elle est centrée sur le respect de la nature de l'enfant et de son évolution physique, psychique et spirituelle. Elle se base sur une approche expérimentale dans les domaines artistiques et sociaux, ouvrant à une véritable démarche scientifique phénoménologique. Chaque élève est amené à réfléchir à son propre projet de vie au sein de la société. A la fin de la scolarité, les enfants passent le bac de leur choix. L'école de Saint-Genis-Laval enseigne deux langues vivantes dès le primaire, et organise des séjours à l'étranger pour ses élèves. Les parents participent à la gestion de l'école. Le prix de la scolarité tient compte du revenu familial. Un accueil parents-enfants (premiers pas) a lieu tous les mercredis à l'école.

■ Ecole Rudolf-Steiner, 5, chemin de Sanzy, 69230 Saint-Genis-Laval, tél : 04 78 33 45 04.

Ecole nouvelle du Chapoly

Ecole fondée en 1963 et gérée sous forme associative. Un projet institutionnel définit ses acteurs (enfants, parents, équipe enseignante). Adhrente à l'ANEN, Association pour le développement de l'Education nouvelle, elle est située à la campagne et accueille des enfants du jardin d'enfants au CM2. Jardinage et repas font partie du projet scolaire (cuisine saine et équilibrée). Coût de la scolarité selon le revenu familial. Chapoly est autant un lieu de découverte de la vie collective que d'appropriation de savoirs.

■ Ecole nouvelle du Chapoly, 18, chemin de la Chênaie, 69160 Tassin, tél : 04 78 34 29 29.

Et également

■ Université Solidaire, c/o Conditions des Soies, 7, rue Saint-Polycarpe, 69001 Lyon, tél : 04 78 39 36 36. *Trop souvent le savoir est géré par les universitaires, le savoir-faire par les associatifs. Il existe des passerelles à faire entre les deux, des recherches communes à mener. Au moment où pour la première fois se crée un secrétariat à l'économie solidaire, l'Université solidaire essaie de mettre en place des recherches menées conjointement par le milieu universitaire et la société civile.*

■ Maison de l'Education, Ecole, 2, rue des Tables-Claudiennes, 69001 Lyon. Association de parents.

■ Association Kindertreff, 6 bis, rue Louis-Pouteau, 69001 Lyon, tél : 04 78 30 55 72. *Crèche bilingue français-allemand.*

■ Ecole lyonnaise de plantes médicinales, 49, rue Mercière, 69002 Lyon, tél : 04 78 37 86 25.

■ Collège Coopératif, 19, rue Auguste-Comte, 69002 Lyon, tél : 04 78 92 85 36. Association qui délivre un diplôme de hautes pratiques sociales (DHPS) reconnu comme équivalent d'une maîtrise d'université. Cette association permet à une personne ayant une expérience salariée d'au moins cinq ans dans une association d'entrer dans un cycle universitaire sans avoir besoin au départ de diplômes.

■ Ecole nouvelle de la Rize, 173, avenue Félix Faure, 69003 Lyon, tél : 04 72 33 53 70. *Ecole privée laïque sous contrat d'association*

avec l'Etat, créée en 1957 et gérée par une association de parents. Adhrente à l'ANEN, Association pour le développement de l'Education nouvelle, Equipe pédagogique et enfants participent ensemble à gestion du lieu collectif et les enfants apprennent la liberté et l'autonomie au sein d'une structure collective. Assure les classes de CP à CM2.

■ Kaf'Contine, local culturel Booloo, 12, rue Cêlu, 69004 Lyon, tél : 04 72 98 34 91. *Ateliers pour enfants à partir de quatre ans autour de goûter, contes, initiation à la danse africaine, chaque mercredi.*

■ Cours Zimmermann, 84, rue Pierre-Scize, 69005 Lyon, tél : 04 78 28 25 20. *Ecole privée catholique sous contrat. Deux types de cours : pour enfants en refus de la scolarité classique et aussi pour les enfants handicapés.*

■ Tom Pouce, 8, rue Barrier, 69006 Lyon, tél : 04 78 24 51 32. *Jardin d'enfants.*

■ Collège Saint-Marc Saint-Louis, 10, rue Béguin, 69007 Lyon, tél : 04 78 72 04 32.

Ecole privée catholique sous contrat, autogestionnaire, assurant le secondaire où se retrouvent une bonne partie des enfants qui sont auparavant passés par les écoles Champoly et de la Rize. Les enfants gèrent leur emploi du temps, peuvent changer de professeurs en cours d'année si cela leur plaît.

■ AEUTA, Association des étudiants tous âges, 39 bis, rue de Marseille, 69007 Lyon, tél : 04 78 61 70 59. *Plus de 5000 adhérents de tous âges participant aux cours de l'Université Lyon 2, hors cursus scolaire. Organisation de cours délocalisés dans de nombreuses communes voisines.*

■ La Fourmi, 67, avenue Jean-Mermoz, 69008 Lyon, tél : 04 78 00 27 53. *Ecole primaire privée, membre de l'ANEN, Association nationale pour une éducation nouvelle.*

■ Centre de ressources pédagogiques, 51, rue du 4-Août, 69100 Villeurbanne.

■ Ecole Anatole-France, 34, rue Anatole-France, 69120 Vaulx-en-Velin, tél : 04 78 79 25 06. *Ecole maternelle et primaire développant dans l'ensemble de ses classes la pédagogie Freinet.*

■ La Maison Cerise, 3, chemin du Collovrier, Ecole du Pérollier, 69130 Ecullly, tél : 04 78 33 23 60. *Lieu d'accueil, d'écoute et de parole pour les enfants et leurs parents, selon les principes de la «Maison Verte» de Françoise Dolto. Pour enfants de 0 à 6 ans.*

■ La Petite Maison, 42, rue Pasteur, 69300 Caluire, tél : 04 78 08 22 64. *Lieu d'accueil de parents et d'enfants en bas-âge pour développer la socialité dans la famille et à l'extérieur de la famille selon les méthodes mises au point par Françoise Dolto. Sous forme associative depuis 1989. Adhrente des «Maisons ouvertes Rhône-Alpes».*

■ La Scène sur Saône, 4 ter, quai Jean-Jacques-Rousseau, 69350 La Mulatière, tél : 04 78 42 86 86. *Ecole associative donnant accès aux formations d'arts dramatiques. Une cinquantaine d'élèves sur trois niveaux.*

■ Parents-enfants : méthode Gordon, Nathalie Koralik, 500, rue Guillaume-de-Varey, 69380 Belmont-d'Azergues, tél : 04 72 54 64 99. *La méthode Gordon a été développée pour apprendre à mieux communiquer entre parents et enfants, s'entraider et réussir. Cette méthode développée par un psychologue met à la disposition des parents, et des enfants, des outils de communication simples, efficaces et éprouvés depuis plus de quarante ans.*

■ Crèche Françoise-Dolto, rue des Trois-Châtel, 69480 Anse, tél : 04 74 60 22 33. *Crèche fonctionnant selon les principes de la célèbre psychologue.*

■ M. Bovagnet-Mignon, 5, chemin des Hauts-de-Celettes, 69540 Irigny. *Correspondant local de l'ICEM, institut national qui coordonne les classes en pédagogie Freinet.*

Cabiria

Le discours traditionnel considère la prostitution comme une déchéance morale à combattre. C'est en écoutant ce qu'avaient à dire celles et ceux qui la pratiquent que Cabiria, une association de santé communautaire et de lutte contre les exclusions s'est imposé dès 1993.

L'épidémie de sida et les campagnes de prévention qui lui répondent auront permis un dialogue avec les prostituées sur un autre plan que la lutte contre le banditisme et la déchéance sociale. L'image traditionnelle de la prostituée surveillée par un proxénète et des réseaux issus du banditisme est à l'origine de la loi des années 60 sur la prostitution qui tolère celle-ci mais poursuit ceux qui en profitent. C'est aussi cette image qui est à l'origine des mouvements chrétiens qui, au nom de la morale, cherchent à faire sortir les «pauvres créatures» de l'abîme dans lequel elles sont tombées.

Cette image reste prégnante alors que Lyon est pourtant bien placé pour savoir qu'elle est fautive. En 1975, un groupe de prostituées décide d'occuper une église du centre de la ville pour revendiquer ses droits. Cette occupation, fortement médiatisée à l'époque, va rendre visible la communauté prostituée et pour la première fois, en faire entendre la parole. Concrètement, c'est la fin du proxénétisme de

papa. Aujourd'hui, dans leur très grande majorité, les prostituées sont à leur compte et, de plus, environ un tiers sont d'origine masculine.

Les droits des prostitué-e-s

Les travailleurs sociaux qui faisaient de la prévention contre le sida dans les milieux à risques comme la prostitution découvrent ainsi que, pour nombre de femmes, il s'agit d'une activité choisie, un moyen de gagner de l'argent. Ces femmes n'ont que faire des considérations morales et estiment que puisqu'il y a des personnes qui sont prêtes à payer, il y a de l'argent à faire. Il n'y a point de sot métier.

Interpellées par cette présentation nouvelle de la prostitution et suite à une recherche-action menée sur le terrain, des personnes décident, en 1993, de monter une structure de



L'équipe de Cabiria.

prévention santé, de rencontres et d'entraides. Ce sera Cabiria, du nom d'un film de Fellini sur la vie d'une prostituée. Cette association d'abord gérée par un comité de pilotage, devient autonome en 1995 et adopte un fonctionnement original : le conseil d'administration sera paritaire et comprendra autant de prostitué-e-s que de non-prostitué-e-s (12 salariés actuellement).

Cette association est entièrement financée par des fonds institutionnels (principalement les fonds de lutte contre le sida, mais aussi des institutions locales liées au domaine de la santé) et commencera son action en faisant tourner un bus la nuit sur les lieux de prostitution. Dans ce bus, il est possible, pour tous, de venir parler, de prendre un café, de trouver des préservatifs (25 000 par mois actuellement), de poser des questions sur des problèmes administratifs, etc.

Comme le bus ne suffit pas à répondre aux demandes multiples, un local est ensuite ouvert selon le même principe : on peut y venir sans avoir spécialement quelque chose à y faire. C'est avant tout un lieu de convivialité. Celle-ci se concrétise notamment par des repas collectifs deux soirs par semaine (plus de 150 couverts servis par mois).

Concrètement, les femmes prostituées apprécient un lieu où elles ne sont pas considérées comme victimes mais comme citoyennes. Les travestis viennent aussi, car ce sont eux qui ont le plus de mal à trouver des relais pour revendiquer des droits (680 personnes fréquentent actuellement l'association). Cabiria aide au niveau administratif : conflits avec les autorités, mais également suivi de projets de «reconversion de carrières». Les personnes qui passent ont de 18 à 70 ans.

Cabiria est considéré de l'extérieur comme un lieu qui a une approche féministe, car l'activité militante y est importante et une réflexion théorique est menée sur des thèmes liés à la prostitution, donnant lieu annuellement à un rapport d'activité qui comporte de longues analyses politiques.



Rapport avec le féminisme

Nous avons rencontré Corinne Monnet, une salariée de l'association. Celle-ci est arrivée dans l'association après des études de philosophie et un parcours militant lyonnais qui commence par le milieu punk, passe par le milieu anarchiste, la gestion d'un restaurant végétarien, puis les antispécistes (1) avant de s'impliquer dans des groupes féministes non-mixtes nés dans les squatts croix-roussiens.

Au cours des années 90, les groupes féministes non-mixtes de la Croix-Rousse ont une existence agitée. Les débats sont rudes. Certains exprimés dans des revues qui ne connaissent souvent qu'un seul numéro (2). L'un des débats porte sur la prostitution car plusieurs livres, écrits par des jeunes féministes, remettent en cause le discours des années 70 qui sont classiquement prohibitionnistes (pour la criminalisation) ou abolitionnistes (pour sa suppression), en considérant pornographie et prostitution comme des figures fortes du patriarcat. Ces nouvelles féministes comparent en effet le statut de la femme mariée avec celui de la prostituée pour affirmer qu'au moins la prostituée est libre de choisir ses clients (autonomie) et en bénéficie (elle est payée). Cette vision n'est pas partagée par tout le monde, en particulier dans un milieu anarchiste où les femmes sont souvent autonomes financièrement et rarement mariées.

Corinne Monnet va essayer de pousser le débat dans différents lieux de débats (3) avant de décider de s'impliquer dans l'association Cabiria où elle peut entendre pour la première fois les prostituées s'exprimer elles-mêmes.

La prostitution de l'Est

Depuis quelques années, sont apparues sur Lyon de nouvelles prostituées. Venues des pays de l'Est, elles sont le plus souvent sans papiers et vivent clandestinement. Elles vivent dans la terreur des contrôles de police car celle-ci, raisonnant en terme de criminalisation, cherche avant tout à démanteler les filières. Cabiria qui s'est penché sur la question estime qu'il y a une confusion des genres. Après avoir rencontré à de nombreuses reprises ces nouvelles prostituées, elle est en mesure d'affirmer aujourd'hui qu'il est réducteur de parler de ces femmes uniquement en termes de traite puisque pour de nombreuses femmes, il s'agit avant tout d'une migration pour raison humanitaire, économique, sociale ou politique. Il s'agit avant tout d'une stratégie de survie. Alors que la police parle de questions de mœurs, nous nous retrouvons en fait au sein de la question de l'immigration. Alors que la police est censée protéger, elle les harcèle. Cabiria a commencé un travail d'explication sur le sujet avec les autorités, en aidant notamment ces jeunes femmes à faire des demandes d'asile politique. La réponse est pour

le moment toujours la même : non, bien que certains laissent miroiter une promesse de papiers en échange des noms des proxénètes.

Le droit à la parole

Cabiria essaie de faire prendre conscience à la société que le milieu de la prostitution a évolué. Il y en a bien besoin quand on voit que la plupart du temps les débats sur le sujet se font toujours en l'absence totale de prostituées dans les débats. Cabiria n'a rencontré pour le moment qu'un lieu où les prostituées ont pu parler avec tout le monde : les *Etats généraux de l'écologie politique* organisés l'année dernière par les Verts. Dans d'autres circonstances, comme lors d'un colloque sur le sujet organisé par l'Unesco et le Parlement européen, le 16 mai 2000 à Paris, les militants de Cabiria rejoints par d'autres structures présentes sur d'autres villes (4) l'ont carrément bloqué pour dénoncer une réunion basée sur le mépris. Le colloque de l'Unesco portait le doux nom de «Le peuple de l'abîme, la prostitution aujourd'hui» !

C'est également parce que le droit à la parole doit se développer que Cabiria a publié à l'automne 2000 la traduction d'un appel des «travailleuses du sexe de Calcutta» (5). Un appel fort intéressant à découvrir car en plus de la prostitution s'y ajoute la question des rapports Nord-Sud. Ce texte parle également des problèmes du client (mal dans sa peau, souvent seul suite à des déplacements qui l'éloignent de son foyer) et qui interrogent sur le sens des interdits moraux. Car il semble bien que la question de la prostitution est tout aussi universelle que la religion ou le patriarcat, ces deux formes d'oppression s'unissant pour définir les tabous sexuels.

Pour Cabiria, ici comme ailleurs, il est temps de distinguer trafic et proxénétisme qui sont des fléaux et la prostitution qui peut être considéré comme un choix dans un contexte structurellement limité.

Michel Bernard ■

■ Cabiria, Le Dragon-Lune, 7, rue Puits-Gaillet, BP1145, 69203 Lyon cedex 01, tél : 04 78 30 02 65.

(1) L'antisécisme dénonce les souffrances que l'homme impose aux autres animaux au nom d'une prétendue supériorité.
(2) Elle a participé aux revues «La menstrueuse», «Et ta sœur ?...» ainsi qu'au groupe d'actions «Folles alliées». Aujourd'hui, si des militantes ont encore mené une action pour le 1er mai, elles sont dispersées.

(3) Elle publiera en 1997, aux éditions ACL, un recueil de textes intitulé «Au delà du personnel» qui remet en cause la séparation chez les militants entre sphère publique et sphère privée. Ce livre montre qu'une véritable démarche alternative commence chez soi, et en particulier dans les rapports hommes-femmes qui, même dans les milieux supposés les moins machistes, persistent.

(4) Bus des femmes (6, rue Moulin-Joly, 75011 Paris, tél : 01 43 14 98 98), Rubis (Centre social, 40, allée Mas-de-Ville, 30000 Nîmes, tél : 04 66 04 95 20), Aspasia (Suisse), Autres regards (4 bis, rue d'Oran, 13005 Marseille, tél : 04 91 42 42 90), Grisélidis (2, impasse Belfort, 31200 Toulouse, tél : 05 61 62 98 61), Espace P... (Liège).

(5) Ce document est disponible auprès de l'association contre 10 F + 4,70 F de port.

Femmes et changements

L'association Femmes et changements Rhône-Alpes anime un réseau d'échange d'expériences en Rhône-Alpes, entre des groupes d'habitantes et des organisations de femmes qui conduisent des expériences locales innovantes en matière d'environnement et de solidarité.

Ainsi, l'association favorise la prise de parole des femmes en les formant aux nouvelles techniques de l'information et de la communication, comme par exemple l'usage de l'outil vidéo, du scénario à la diffusion de films en passant par le tournage et le montage.

Cette démarche vise la promotion effective de la place des habitantes, des citoyennes, dans les processus de gouvernance, de la conception aux prises de décision dans les projets sociaux et économiques de proximité. L'association mène également des études et des actions de recherche en développement social durable tant en milieux urbains que ruraux. Elle privilégie les questions liées à l'économie solidaire, l'habitat, la consommation et la gestion des ressources et des énergies avec des pratiques écologiques, l'aménagement des espaces et des territoires. Ces analyses ont pour but l'adaptation des politiques aux réalités locales.

Les échanges en Rhône-Alpes s'étendent vers d'autres groupes de Suisse et du nord de l'Italie, d'autres régions européennes et d'autres pays du Nord comme du Sud.

Femmes et changements Rhône-Alpes, en lien avec le groupe national et international, s'implique dans la préparation des actions et des grandes rencontres sur la mondialisation et les équilibres mondiaux comme la Marche mondiale des femmes contre les violences et la pauvreté, le Forum social de Porto Alegre au Brésil, la future rencontre Rio+10 sur le développement durable prévue à l'été 2002 à Johannesburg. Il est possible de se procurer les réalisations vidéos de Femmes et chan-



gements Rhône-Alpes pour mieux appréhender le travail réalisé. Il existe un film de 47 mn qui suit la délégation lyonnaise des femmes à l'arrivée de la marche des femmes à New-York. *Mémi-méto des pentes de la Croix-Rousse* est un film de 18 mn sur les actions de groupes de femmes dans leur quartier. *Mon jardin-santé* montre la mise en place d'un jardin de plantes médicinales par des

Et également

■ Lalouma, 1, rue des Augustins, 69001 Lyon, tél : 04 78 39 53 33. Atelier de production dans le domaine de l'image et du son en relation avec des groupes de femmes ou de jeunes filles du quartier.

■ Forum gay et lesbien de Lyon, 17, rue Romarin, 69001 Lyon, tél : 04 78 39 97 72. Association créée en 1996 comme espace d'ouverture et d'accueil de l'homosexualité. Chaque mardi, anime un café «positif» sur la question du sida avec le soutien de la DDASS. Organise des manifestations conviviales, lutte en faveur du PACS, lutte contre l'exclusion.

■ Collectif féministe lyonnais, 13, rue Puits-Gaillot, 69001 Lyon, tél : 04 78 28 27 11. Lutte pour le droit des femmes et des lesbiennes. Cours d'autodéfense pour les femmes.

■ Divorce Entraïde, 2, rue de la Bourse, 69001 Lyon, tél : 04 72 00 21 11.

■ Mères en lutte, BP 1145, 69203 Lyon cedex 1, tél : 04 78 30 02 65. Association de mères qui luttent contre le phénomène de l'inceste et contre les jugements laxistes (du style maintien du droit de visite du père après un inceste).

■ Soroptimist international, 12, rue d'Algérie, 69001 Lyon, tél : 04 78 39 45 39. Organisation mondiale de solidarité aux femmes ayant une activité professionnelle, promotion des droits des femmes par des projets internationaux. Action en direction de la jeunesse. Proche des communistes.

■ ARIS, Accueil rencontres informations services, 16, rue Saint-Polycarpe, 69001 Lyon, tél : 04 78 27 10 10. Créée en 1981, c'était une des premières associations homosexuelles de la région. Trois types d'actions : prévention masculine et féminine face au sida, organisation de rencontres sous forme de dîners, de soirées dansantes, et enfin accueil autour d'une abondante documentation. Participation à la Lesbian & Gay Pride, à la «Journée de la déportation».

Milite sur les questions de société (PACS, droit à l'adoption).

■ Ecole des parents et des éducateurs, 7, place des Terreaux, 69001 Lyon, tél : 04 78 27 44 29. Organisme de médiation pour couples en difficulté.

■ Couples contre le sida, 21, place Tolozan, 69001 Lyon, tél : 04 72 00 87 36. Prévention contre le sida, en particulier dans les relations échangistes ou multipartenaires.

■ Centre d'information des femmes, 18, place Tolozan, 69001 Lyon, tél : 04 78 39 32 25. Aide aux femmes dans le domaine personnel, familial, professionnel.

■ CAARA, BP 1164, 69203 Lyon cedex 01, tél : 04 37 28 00 01. Groupe de femmes africaines.

■ Réseau Hommes, 41, rue Victor-Hugo, 69002 Lyon, tél : 04 72 77 96 66. Réseau Femmes, Geneviève Chuniaud, tél : 04 72 77 60 91 ou Marie-Thérèse Rousson, tél : 04 78 05 54 47. Tout commence par la publication de deux ouvrages du psychanalyste québécois Guy Cornaud : N'y a-t-il pas d'amour heureux et Père manquant, fils manqué. L'auteur considère que si un très grand nombre de couples explosent aujourd'hui, c'est parce que l'écart de pensée entre les deux sexes est devenu trop important.

Le mouvement de libération des femmes dont l'un des aspects est l'indépendance financière crée de nouvelles formes de pensée du côté des femmes que les hommes n'ont pas appréhendé. Les hommes se retrouvent alors bien souvent désorientés.

Au lieu d'une guerre des sexes, les hommes doivent donc essayer de comprendre ce qu'est la féminité aujourd'hui pour pouvoir redéfinir leur propre masculinité.

Pour cela, le Réseau-Hommes propose la constitution de groupes de réflexion, de groupes de soutien, où collectivement des hommes vont apprendre à se comprendre, à accep-

ter leurs émotions et en fin de compte à faire la paix entre les côtés féminin et masculin présents en chacun de nous. La formule rencontre un succès croissant et le groupe de Lyon anime la revue RH infos qui fait le lien entre les groupes français. Cette démarche de réconciliation fait maintenant des émules côté femmes puisque des groupes de l'autre sexe voient maintenant le jour.

■ Collectif Paroles de femmes, 34, rue Casimir-Périer, 69002 Lyon, tél : 04 78 37 94 30. Mise en relation des groupes de femmes issus des quartiers populaires de la région, organisation de colloques sur des questions comme la violence, la toxicomanie, l'échec scolaire... 130 groupes fédérés dans la région Rhône-Alpes.

■ Femmes contre les intégrismes, BP 0640, 69239 Lyon cedex 02, tél : 04 72 38 75 99.

■ Initiative femmes africaines, 21, rue Roger-Bréchan, 69003 Lyon, tél : 04 72 35 98 95 Agnès Kayibanda. Pour l'intégration de la femme africaine et de sa famille dans la société française.

■ Aralis, 15, rue du Dauphiné, 69003 Lyon, tél : 04 78 53 46 49. A fait une installation remarquable en demandant à des femmes d'apporter chacune un bocal dans lequel elle enferme un objet symbolique. Une vidéo a été réalisée pour demander des explications sur les objets enfermés.

■ Per'naitre, 19 bis, rue des Macchabées, 69005 Lyon. Association pour la préparation au rôle de père, comment accueillir son enfant, comment vivre la grossesse de sa compagnie, rencontres animées par des sages-femmes.

■ Aide aux pères, 73, rue Masséna, 69006 Lyon. Association de soutien aux pères en instance de divorce et aux grands-parents qui veulent continuer à voir leurs petits-enfants.

■ Regard de femmes, 33, rue Bossuet, 69006 Lyon, tél : 04 78 47 51 37 (Anne-Marie Trouxe). Association contre la remise en cause des droits des femmes et pour la solidarité aux femmes d'Europe et du monde.

■ Femmes et VIH, 13, rue des Trois-Rois, 69007 Lyon, tél : 04 72 00 47 60. Groupe de prévention et d'écoute de femmes séropositives.

■ Folles alliées, 59, rue Sébastien-Gryphe, 69007 Lyon, tél : 04 78 69 51 79. Groupe féministe non-mixte de réflexion et d'actions sur le patriarcat et les rapports de domination.

■ Femmes et Santé Rhône-Alpes, 2, cours Gambetta, 69007 Lyon, tél : 04 72 73 25 22.

■ Madivine, 15, rue de Marseille, 69007 Lyon, tél : 04 72 80 09 63. Groupe de femmes lesbiennes.

■ Femmes Solidaires, c/o Naïma Atoui, 1, rue G.-Froment, 69008 Lyon, tél : 04 72 78 75 47. Association créée en 1945 par les communistes, membre de la fédération démocratique internationale des femmes présente dans 60 pays.

■ Septigones, 7, rue Antoine-Lumière, 69008 Lyon, tél : 04 78 76 96 33. Assistantes maternelles pour couples en difficulté.

■ Association des femmes algériennes, 180, rue Professeur-Beauvisage, 69008 Lyon, tél : 04 78 74 63 79. Association de femmes au début, mixte maintenant, cherchant à faire connaître la culture algérienne (danses, repas, arts, etc.).

■ AIFSFA, 79, avenue Paul-Santy, 69008 Lyon, tél : 04 78 75 49 13. Association de femmes africaines. diffuse une vidéo «Le truc de Konaté» qui présente de manière drôle les difficultés d'utilisation des préservatifs au Burkina Faso.

■ Le Nid, 18, rue des Deux-Amants, 69009 Lyon, tél : 04 78 47 11 06. Aide aux prostituées.

■ SOS Femmes VIFF, 156, cours Tolstoï, 69100 Villeurbanne, tél : 04 78 85 76 47.

■ Mouvement français pour le planning familial, 2, rue Lakanal, 69100 Villeurbanne, tél : 04 78 89 50 61.

■ Femmes solidaires, Maison Bert- Albrecht, 14, place Grandclément, 69100 Villeurbanne, tél : 04 78 54 78 18. Structure d'aide aux victimes de la violence. Lieu de dialogue et d'accompagnement pour celles qui rencontrent des difficultés dans leur vie de tous les jours.

■ Colin-Maillard, 131 bis, route de Gènes, 69100 Villeurbanne, tél : 04 72 36 90 15. Accueil d'enfants pour couples en difficulté.

■ Mères en lutte, 2, rue Lakanal, 69100 Villeurbanne, tél : 04 78 89 89 80. Association de soutien aux femmes dont les enfants sont victimes de viol et de violences sexuelles incestueuses.

■ Conciliabules, 156, cours Tolstoï, 69100 Villeurbanne, tél : 06 60 53 74 22. Création d'événements culturels avec un encadrement par des artistes professionnels.

■ Amies du plateau du Congo, 168A, rue de la Poudrette, 69100 Villeurbanne, tél : 04 72 37 87 41. Groupe de femmes faisant de la danse africaine.

■ Canelles et piment, 7, chemin Albert-Camus, 69120 Vaulx-en-Velin, tél : 04 78 82 02 07. Association née au début des années 90 autour de repas organisés en lien avec le centre social. Ces repas ont pour but de créer des liens entre les femmes du quartier, d'origines diverses. Les repas permettent de découvrir les cuisines du monde, un passeport vers le dialogue. L'activité permet des recettes financières et un projet de magasin «traiteur» est en discussion.

■ Espace Femmes Mas-du-Taureau, Espace Malval, 58, chemin des Echameaux, 69120 Vaulx-en-Velin, tél : 04 72 04 61 71.

■ Paroles de femmes, 60-62, rue Emile-Zola, 69120 Vaulx-en-Velin.

■ EPI, 13, chemin Auguste-Renoir, 69120 Vaulx-en-Velin, tél : 04 78 79 52 79. Actions intersociatives avec support vidéo.

■ Sable d'or Méditerranée, 11, chemin Auguste-Renoir, 69120 Vaulx-en-Velin, tél : 04 78 80 29 36. Groupe de femmes d'origine du Maghreb.

■ Planning familial, 32, rue de la République, 69150 Décines-Charpieu, tél : 04 78 49 57 86.

■ Femmes infos liaisons, 8, avenue Henri-Barbusse, 69190 Saint-Fons, tél : 04 72 89 07 07. Association de défense des droits des femmes et de leurs enfants, lutte contre toute violence intra familiale, sociale ou professionnelle, aide à la création d'activités pour des femmes au RMI.

■ ASSFAM, 2, rue Georges-Monmousseau, 69200 Vénissieux, tél : 04 72 50 75 22. Groupe de femmes africaines.

■ Femmes et citoyennes, Gisèle Pham, 5, rue Docteur-Laënnec, 69300 Caluire, tél : 04 78 08 80 95.

■ Paroles de Femmes, 28, avenue des Hautes-Roches, 69310 Pierre-Bénite, tél : 04 78 50 68 04. Mène des actions pour créer des jardins collectifs dans les grands ensembles. Mènent des réflexions concrètes sur les manières de bien consommer sans trop dépenser.

■ Groupe de femmes pour l'égalité, Maison de quartier de Béliigny, 568, rue Justin-Godard, 69400 Villefranche, tél : 04 74 60 07 50. Groupe actif dans le domaine des conditions des femmes dans le Sud. En France, interventions dans le domaine social (droit du travail...). Publie un bulletin : «Egalité».

■ Planning Familial, 21, avenue du Souvenir, 69440 Mornant, tél : 04 78 44 90 56.

■ Femmes africaines de Bron, 11, square Laurent-Bonnevay, 69500 Bron, tél : 04 72 37 21 64.

■ Conciliabules, 13, chemin des Genêts, 69700 Givors, tél : 06 60 53 74 22. Centre d'hébergement pour femmes en difficultés familiales.

femmes de Pierre-Bénite sur des bouts de terrains libres d'un lotissement HLM. Cannelle et piment montre le démarrage d'une activité d'économie solidaire prise en main par des femmes dans leur quartier. La Petite Odyssée retrace le travail théâtral d'un groupe d'un centre d'hébergement pour à travers une œuvre classique parler du problème des femmes battues...

■ Femmes et changements Rhône-Alpes, Danielle Baris, 4, rue de la Bourse, 69001 Lyon, tél : 04 72 07 99 32.

Régulation naturelle des naissances



Parce que la pilule contraceptive fait violence au corps des femmes et qu'elle a parfois des effets secondaires

insupportables, parce qu'elle exonère les hommes de gérer leur fertilité alors même que l'usage généralisé de cette petite pastille diffuse dans l'environnement des hormones qui tendent à diminuer de plus en plus cette fameuse fertilité masculine, certains essaient de développer des méthodes naturelles de contraception. Au lieu d'utiliser des acteurs chimiques qui interviennent en perturbant le cycle féminin naturel de fertilité, il est possible d'apprendre à mieux connaître ce cycle, ce qui nécessite une attention particulière du couple et non seulement de la femme. Pour connaître les périodes fertiles, il faut croiser différents indicateurs : températures, sécrétions de glaire, état du col de l'utérus. En faisant alors attention, on observe un taux d'erreur proche de celui de la pilule (1,3 % de grossesses non désirées contre 0 à 1,5 % selon les pilules, 5 % pour les préservatifs, 8 % pour le stérilet). Cette méthode qui ne nécessite aucun recours à la consommation est évidemment décriée par les marchands de gadgets et de pilules.

■ Centre de planification, hôpital de l'Hôtel-Dieu, 71, quai Jules-Courmont, 69002 Lyon, tél : 04 78 33 43 34, Mme de Parscau.

La gryffe libertaire



Depuis 1978, la librairie la Gryffe, qui se définit comme «anticapitaliste et antiautoritaire» est un modèle de lieu alternatif : c'est à la fois un lieu de promotion des idées, mais également un fonctionnement collectif en accord avec ces idées.

Parmi les alternatives qui résistent aux cycles historiques des (nouveaux) mouvements sociaux on peut sans aucun doute citer la librairie libertaire la Gryffe. Elle est située au cœur du septième arrondissement, un quartier avec encore un fort mélange de populations d'origines diverses. En 1975 des anarchistes et des libertaires ayant pour certains vécu 1968, pour d'autres les grèves lycéennes contre les lois Debré, ouvrirent un local au 13, de la rue Pierre-Blanc (à la Croix-Rousse...). L'objectif était celui de permettre à «l'ensemble» des libertaires lyonnais de confronter leurs idées et d'engager des actions et des initiatives allant au-delà des querelles et du sectarisme des organisations se réclamant des diverses formes d'anarchismes. Ce local, en parallèle avec l'éclosion d'autres initiatives «alternatives» croix-roussiennes fut donc le premier à faciliter les initiatives libertaires et le renouveau d'un mouvement qui est toujours un des plus actifs sur la scène politique, sociale et culturelle lyonnaise. Suivirent la création de «Vivre» transformant un kiosque en une petite librairie libertaire, puis le Collectif utilitaire lyonnais, etc.

Au départ trois jeunes étudiants libertaires fréquentant le 13, rue Pierre-Blanc, avaient voulu créer une librairie «alternative», mais pas *libertaire*, une librairie faisant la part belle à la BD, la science-fiction et en partie seulement à la littérature et aux essais politiques. Pour cela ils avaient eu l'opportunité d'occuper de vastes locaux que le père de l'un d'entre eux, qui prenait sa retraite, abandonnait. Ce projet prévoyait d'occuper ce local aussi comme lieu d'habitation collective, une idée répandue à l'époque.

Pour diverses raisons ils abandonnèrent ce projet et proposèrent l'usage de ce local aux autres membres du collectif libertaire de la rue Pierre-Blanc. Une dizaine d'entre eux-elles, se réunirent pour créer un collectif sous forme d'association pour y ouvrir une librairie désormais explicitement «libertaire», ouverte non seulement aux idées anarchistes mais à toutes celles qui se présentaient sur la scène politique de l'après 68 comme le féminisme, l'autoges-

tion, l'écologie, et toutes celles que l'on désignait comme étant antiautoritaires...

Une critique anticapitaliste et antiautoritaire



La librairie la Gryffe (dont le nom est une contraction du mot griffe et du nom de la rue où elle se trouve, Sébastien Gryphe étant un des premiers typographes et humanistes lyonnais du XVI^e siècle), ouvrit ses portes en 1978: Depuis vingt-trois ans, désormais elle continue à «diffuser» des livres, des périodiques, et plus récemment de cassettes audio et vidéo proposant «une critique anticapitaliste et antiautoritaire de la société [qui] rendent compte des luttes sociales». Elle est toujours autogérée par un collectif d'une douzaine de personnes tous et toutes bénévoles se répartissant les «tâches pratiques», le choix et l'achat des ouvrages disponibles, l'aménagement et entretien du lieu. Ensemble elles réalisent depuis quelques années aussi le «trimestriel» *La Griffe* qui fait «une large place à la critique de livres, mais qui comporte aussi des articles d'information et de réflexion».

Le fonctionnement du collectif faisant vivre ce lieu, se base sur une réunion hebdomadaire permettant de traiter les affaires courantes, tandis qu'une assemblée trimestrielle est l'occasion de débats plus approfondis sur les orientations de la librairie elle-même.

La Gryffe dispose en outre d'une salle dans laquelle se tiennent régulièrement des réunions, des débats et des expositions. Elle héberge le *Centre de documentation libertaire* qui depuis le milieu des années 1970 recueille les documents pouvant constituer une mémoire vivante du mouvement libertaire dans la région. Enfin, depuis toujours la librairie a été le «siège» de groupes et collectifs divers, comme le *Collectif solidaires des sans-papiers* actuellement.

La pratique autogestionnaire et libertaire de cette librairie est exemplaire quant à la possibilité de faire vivre des lieux «alternatifs». Elle est exemplaire autant parce qu'elle continue à «diffuser» de la culture libertaire, mais aussi par rapport à son fonctionnement. Exemplaire parce qu'elle n'a pas abandonné l'idée du non-dogmatisme et du sectarisme en politique, mais aussi par le maintien d'un fonctionnement collectif.

Un lieu d'ouverture

Il suffit de se rendre dans ses locaux pour constater la présence d'un grand nombre de revues de la presse alternative, de textes anarchistes, mais aussi beaucoup d'autres rendant compte de la réflexion politique, philosophique, sociologique d'un point de vue critique aujourd'hui. Cette diversité s'exprime aussi clairement dans les choix des débats qui y sont organisés. Parmi les derniers il y a eu, par exemple, un débat avec des membres d'*Act-up*, de la revue *Zaama* consacré à l'histoire du mouvement beur, des membres de l'OCL (Organisation communiste libertaire) ayant édité un ouvrage sur le mouvement des femmes et le projet libertaire, avec Isabelle Felici auteure d'une histoire critique d'une tentative de faire vivre une communauté anarchis-



te au Brésil au XIXe siècle, et le 23 juin la projection de diapositives suivies d'un débat sur la situation en Irak...

Le pari de *la Gryffe* d'accompagner le mouvement libertaire et par ricochet les luttes sociales, semble gagné, d'un côté parce que dans ce lieu on a toujours la possibilité d'avoir des informations sur les diverses formes d'engagement à Lyon, mais aussi parce qu'elle a servi de vivier à plusieurs générations de militants qui se sont investis d'abord dans cette librairie pour emprunter par la suite d'autres chemins.

Vingt-trois ans de diffusion d'une culture libertaire non dogmatique grâce à la diffusion d'ouvrages et l'organisation de centaines de débats, d'échanges, ainsi que d'initiatives qui ont pu voir le jour dans les locaux de cette librairie, sont la preuve que des alternatives sont possibles et viables en dehors des schémas «capitalistes» ou même de ces formes d'économies «sociales» fonctionnant sur des bases hiérarchiques et verticales. Mais ce résultat obtenu grâce à l'engagement de plusieurs dizaines de personnes tout au long de l'histoire de cette librairie, n'a pas été facile à atteindre. Toutes les personnes ayant participé ou qui continuent de participer à des initiatives «autogérées» connaissent les difficultés du fonctionnement «collectif», les problèmes de pouvoir qu'on y remarque ainsi que ceux liés aux choix et caractères personnels, aux choix et aux sensibilités «idéologiques» et culturelles de chaque membre.

Difficultés d'un fonctionnement collectif

Ainsi, il y a eu des problèmes, liés au choix d'ouvrages, à l'acceptation de telle ou telle personne au sein du collectif, au «rejet» de quelques-unes. Cela a provoqué des conflits et des périodes de crise. Trois d'entre eux me semblent être significatifs de l'évolution des questions au sein même du mouvement libertaire lui-même et en général de l'ensemble des

alternatifs à Lyon et en France. Le premier conflit «sérieux» fut déterminé par le fait qu'un jeune permanent de la librairie devint un actif militant de la Fédération anarchiste. En effet, plusieurs membres de *la Gryffe* considéraient à la fin des années 1980 que cette organisation était toujours dogmatique et sectaire.

Un autre «conflit» se déclencha autour des thèses des antispécistes. Parmi les membres fondateurs de ce mouvement dont les précurseurs en France sont lyonnais (voir, *Les Cahiers antispécistes*), il y avait des libertaires et des personnes ayant fréquenté la librairie. Si depuis une dizaine d'années le nombre d'antispécistes s'est multiplié d'une manière particulière parmi des jeunes libertaires, la majorité des libertaires et des alternatifs ne sont ni végétariens ni adhérents aux thèses de ces personnes voulant stopper la souffrance animale, entre autres ne les tuant pas pour les manger.

Le dernier conflit en date, ayant laissé des traces dans la belle histoire de la librairie, a été celui qui a éclaté entre des personnes (proféministes et féministes radicales) devenues membres du collectif de la librairie ou en passe de le devenir et d'autres ne partageant pas des idées et des choix remettant en cause un équilibre (plus précisément un déséquilibre) plus «traditionnel» entre hommes et femmes toujours présent au sein du mouvement anarchiste, et plus largement au sein des mouvements alternatifs.

Ces trois conflits majeurs, et les nombreux «petits» autres n'ayant jamais atteint une ampleur «critique», ont remi continuellement en cause le fonctionnement et la vie même de la librairie. Pour l'heure, le collectif auquel participent toujours des membres fondateurs a «résolu» ces questions, non pas sans provoquer la colère ou des malaises profonds au sein du mouvement libertaire, mais en réussissant le pari de maintenir ouvert un lieu traversé par les idées et les nouveaux débats qui surgissent au sein des mouvements sociaux et des agents de la transformation sociale qui le représentent.

Une porte d'entrée pour découvrir les alternatives

Malgré ces conflits, depuis son ouverture, de nouvelles personnes se sont investies périodiquement au sein du collectif gérant cette librairie. Aujourd'hui à côté du plus ancien ayant largement passé la cinquantaine on y retrouve des jeunes de vingt ans. Ce mélange de générations, mais aussi la diversité des points de vues de ses membres, sont la garantie de la pluralité des expressions libertaires.

Libertaires à Lyon

Le mouvement libertaire à Lyon est très riche compte tenu des initiatives et du nombre des personnes y participant. *La Gryffe* est certes la structure la plus ancienne de cette ville, avec le *Centre de documentation libertaire*, mais d'autres groupes et activités y sont aussi présents et actifs depuis un quart de siècle. C'est le cas de l'*Atelier de création libertaire* qui est une maison d'édition ayant publié plus de quatre-vingts livres et organisé une dizaine de colloques depuis 1979. C'est le cas de *la Plume noire*, l'autre librairie anarchiste gérée par des membres de l'Union locale de la *Fédération anarchiste* qui compte quatre groupes lyonnais. Elle est ouverte moins souvent que *la Gryffe*, mais organise aussi de nombreux débats toute l'année et le vendredi soir s'y tient un *Café libertaire*. Si la *Fédération anarchiste* et ses quelque quarante membres est présente dans beaucoup de manifestations et participe à diverses luttes, depuis quelques années la *CNT, Confédération nationale du travail*, mouvement anarcho-syndicaliste, avec ses quatre-vingts adhérents est, elle aussi, très active.

D'autres groupes et d'autres initiatives ponctuelles se déclarant ou étant proches des idées libertaires existent à Lyon, des squatts (*La Duende* et *Le point moc*), mais aussi des jeunes gens qui font des émissions à *Radio Canut*, qui publient des fanzines, etc. L'imprimerie *MAB* est non seulement une imprimerie aux origines libertaires et gérée par un libertaire, mais aussi un lieu de passage et d'informations pour des passant-e-s et amis.

À Lyon la présence libertaire-anarchiste est une réalité importante dans le panorama alternatif et par certains côtés assez stimulant.

Pour en savoir plus vous pouvez lire *L'imaginaire des libertaires aujourd'hui*, ACL, 1999, un travail de recherche sociologique dans lequel est décrite l'histoire du renouveau libertaire à Lyon et une étude sur ce que sont, ce que font et ce que pensent ses acteurs aujourd'hui.

De sorte que l'on peut affirmer que la librairie *la Gryffe* représente une *alternative sociale* (par son fonctionnement), *politique* (par les engagements du collectif et/ou de ses membres dans le quotidien et les luttes sociales) et *culturelle* (par la diffusion de livres et revues que l'on ne trouve pas toujours ailleurs, et par les nombreux débats qu'elle organise, véritables sources pour la confrontation et la formation des idées) est significative quant aux «enseignements» et aux chemins qu'elle peut montrer.

Mimmo Pucciarelli ■

Librairie *La Gryffe*, 5, rue Sébastien-Gryphe, 69007 Lyon, tél : 04 78 61 02 25.

A l'origine des écolos...

Lorsque les premiers groupes écolos apparaissent dans les années 70, ils se retrouvent avec différents groupes (le MAN, comité Larzac, comité anti-apartheid...) dans un vieil immeuble renaissance, au 68, rue Mercière. Les premiers groupes écolos sont alors le MERA, Mouvement écologique Rhône-Alpes, et les Amis de la Terre. En 1978, un projet de rénovation de l'immeuble pousse tout le monde dehors. Les non-violents se retrouvent au CCO, à Villeurbanne, la gauche alternative se retrouve au CEP, 44, rue Saint-Georges, et les écolos trouvent un local au 4, rue Bodin, anciennement occupé par le comité de lutte de la Croix-Rousse. Dans ce local, le MERA lancera l'APERA, Agence de presse écologique Rhône-Alpes, qui publiera au niveau national un bulletin de liaison interne au mouvement. Ce bulletin animera la campagne qui mènera au choix du candidat à l'élection présidentielle de 1981. Peu après ces élections, le comité Malville de Lyon occupera une partie des lieux pour préparer une marche entre Malville et Matignon, marche qui se déroule à Pâques 1982. C'est pendant cette marche que naît le projet de faire une revue sur la région. Pour la financer, il est décidé de vendre des produits écologiques et tout d'abord du papier recyclé. Ainsi née, en 1982, la Maison de l'Écologie. De celle-ci vont se créer progressivement de nouveaux lieux au fur et à mesure du développement des groupes écologistes. En 1993, les Verts ouvrent leur propre local. En 1995, Silence, Primevère et le Comité Malville ouvrent les Ateliers, au 9, rue Dumenge. Le mouvement est pour le moment toujours en expansion.

La maison de l'écologie



Fondée en 1982, autour de la revue Silence, l'association Courant Alternatif avait pour but la vente de papier recyclé et de soutenir financièrement la revue. La promotion du papier recyclé se fait alors au niveau des gros consommateurs, au niveau des magasins bios, etc. La vente au public est alors marginale. En 1986, la séparation des activités d'édition du journal (création de l'association Silence) et de la vente de

papier recyclé réoriente Courant Alternatif plus vers le grand public avec par exemple la mise en place d'un dépôt de légumes bios de Côté Jardin, un dépôt de pain bio d'Alliance Tournesol... En 1991, le nom de «Maison de l'écologie» est finalement préféré à Courant Alternatif.

L'association commence à organiser des actions de sensibilisation. Autour des vieux papiers et de leur récupération tout d'abord, puis plus généralement des déchets, puis dans le domaine des transports (publication d'un bulletin d'opposition aux nouvelles infrastructures de transport intitulé *Moins vite !*). Des animations pédagogiques dans les écoles sont également réalisées sur plusieurs thèmes.

Mis à part les «emplois aidés» financés pour partie par l'Etat, la Maison de l'écologie a toujours assuré son équilibre financier uniquement par ses activités, voulant rester indépendante des instances publiques pour pouvoir informer librement. Aujourd'hui, la vente de produits écologiques regroupe la gamme de papier recyclé, les produits ménagers Ecover, les matériaux sains pour l'habitat, des produits solaires (radios, lampes-torches, chargeurs de piles), des produits du commerce équitable provenant du réseau Artisans du Monde. La vente s'accompagne de la promotion d'une consommation éthique et responsable et donne à chacun les moyens de traduire ses idées en gestes quotidiens. Les idées écologistes sont diffusées également par la vente de livres, de revues, de vidéos, de jeux coopératifs, de posters, de T-shirts et d'autocollants.

La Maison de l'écologie a également un rôle dans l'hébergement d'associations. De très nombreux groupes ont pu bénéficier de locaux peu coûteux, ainsi que de moyens de communication (informatique, photocopieur, télécopieur...). On y trouve actuellement le SEL de la Croix-Rousse, Lions des Neiges (défense du peuple tibétain), Contact'Paniq (revue conciliant art et écologie), La Turbule (projet de grande maison d'associations), One Voice (défense des animaux), Galactée (promotion de l'allaitement maternel), la Ligne d'Horizon (voir ci-après) et le groupe local de l'OIP, observatoire international des prisons.

L'information et la sensibilisation reposent, outre l'accueil permanent, dans des services comme une ludothèque, une vidéothèque, une bibliothèque, et, d'autre part, sur l'organisation d'expositions, de conférences et de soirées vidéo. Les thèmes abordés sont liés à une vision sociale de l'écologie qui va des luttes environnementales (refus du nucléaire, campagne contre l'utilisation de bois exotique, habitat écologique...) et des luttes sociales (féminisme, éco-consommation, boycott des grandes surfaces, économie solidaire...). La Maison de l'écologie relaie également certaines campagnes (anti-OGM, sans-papiers) et intervient au sein de

collectifs lors d'événements ponctuels (anti-mondialisation par exemple). Un bulletin d'information gratuit est disponible sur simple demande.

■ Maison de l'écologie, 4, rue Bodin, 69001 Lyon, tél : 04 78 27 29 82.

Chiche ! Canuts

Le groupe Chiche ! a été lancé au niveau national par des jeunes issus des Verts, des Alternatifs et de groupes divers (extrême-gauche, anti-racistes, régionalistes, féministes...) afin de montrer à leurs aînés qu'il pouvait y avoir une démarche unitaire pour changer radicalement le monde. Les Chiche ! privilégient les actions locales non-violentes ce qui donne au niveau local le dépôt de parpaings colorés pour protéger une piste cyclable cours Gambetta, le montage d'un resto bio sauvage sur le campus de Bron, la distribution de café du commerce équitable près des machines à café des facs, l'organisation de pique-nique au milieu des rues, l'ouverture d'un bar comme lieu de rencontre et de débats, et évidemment la participation à de nombreuses initiatives de terrain dans les domaines de l'égalité homme/femme, de la vélorution, de l'autogestion, de la non-violence, la disparition des frontières, la légalisation du haschich, sauvons nos marchés, sortit du nucléaire, dissolution de l'armée, squatts, démocratie directe, etc. En 2000, Chiche ! Canuts a publié le «Petit altern'actif» qui regroupe des adresses conviviales et engagées sur Lyon. Le groupe a en projet la création d'un lieu convivial plus vaste autour d'un restaurant coopératif.

■ Chiche ! Canuts, ESGC, 44, rue Saint-Georges, 69005 Lyon, tél : 04 78 29 92 02.

La Ligne d'horizon

Groupe de réflexion, présent à Paris et à Lyon, qui poursuit la réflexion de François Partant sur les mythes du développement. Celui-ci, ancien banquier, a publié de très nombreux livres visionnaires sur la question, montrant qu'en fait de développement, c'est le pillage du monde par l'Occident qui est en cause. Il a également été le scénariste de nombreux documentaires tout aussi visionnaires. Ainsi, il réalise dans les années 60, peu après l'indépendance de l'Algérie, un film montrant comment l'Algérie disposant de matières premières mais important les produits finis fonce dans le mur,

Politique



d'autant plus que sa population augmente rapidement. Il annonce alors le probable repli dans l'intégrisme religieux plus de vingt ans avant le début de la guerre civile. Dans un autre documentaire, il dénonce le mythe américain. Car au sein des pays mêmes, on a le même phénomène de développement : des riches de plus en plus riches et des exclus de plus en plus nombreux. Le film décrit la chute des agriculteurs et se termine par une queue devant la soupe populaire d'une grande ville, alors que retentit l'hymne américain. L'association est présidée au niveau national par Serge Latouche et François de Ravignan. Au niveau local, le groupe organise des colloques comme «L'imposture économique» en 1998. Il a également contribué à divulguer les idées des SEL, Systèmes d'échanges locaux, comme mode alternatif de liens sociaux pour contrer le mauvais développement.

■ La Ligne d'horizon, c/o Pierre Lucarelli, 4, rue Bodin, 69001 Lyon, tél : 04 78 27 29 82.

Alliance paysans-écologistes-consommateurs-tiers-mondistes

Collectif mis en place en 1991 au moment de la négociation du GATT (devenu depuis l'OMC, Organisation mondiale du commerce), l'Alliance paysans-écologistes-consommateurs-tiers-mondistes est un réseau entre différents courants de pensée qui travaillent en relation avec de très nombreuses ONG du Sud pour défendre un monde paysan viable et respectueux de l'environnement. Il participe à la lutte contre les OGM, organismes génétiquement modifiés, et les brevets sur le vivant, pour la liberté de produire soi-même ses semences. Il est à l'origine du mouvement contre la marchandisation du monde (manifestations monstres de Seattle en 1999 et Millau en 2000). Il a encore récemment organisé «1000 printemps contre les OGM» en intervenant dans les grands magasins pour avertir les consommateurs. Il a également relayé la pétition «Sauvons nos marchés» contre la directive euro-

péenne qui sous couvert d'hygiène alimentaire, oblige les petits producteurs à lourdement investir pour poursuivre la vente directe sur les marchés.

■ Alliance paysans-écologistes-consommateurs-tiers-mondistes, 8, quai Maréchal-Joffre, 69002 Lyon.

Confédération nationale du travail

La CNT est un syndicat anarcho-sindicaliste qui est fort ancien, mais qui après des années fort discrètes a connu un renouveau depuis les mouvements de grève de 1995. S'inspirant de leur glorieux ancêtre la CNT espagnole qui participa à la guerre civile en 1936, ces syndicalistes, dont le logo est un chat en rogne dans un cercle noir, essaient de définir un syndicalisme où tous les mandats sont impératifs, où les mandats sont révocables à tout moment et où le corporatisme n'a pas lieu. Les luttes ne peuvent avoir un sens qu'intégrées dans une analyse plus générale de la société dont le but n'est pas le travail salarié, mais l'abolition du salariat au profit d'activités individuelles ou collectives librement consenties. Dans les entreprises où des groupes CNT voient le jour, les adhérents sont invités à expérimenter la démocratie directe au lieu de la démocratie participative, à être le plus cohérents possible avec leurs idées. Il s'agit donc plus de dénoncer les aberrations du monde salarial, que de négocier des hausses de salaires. Les anarcho-sindicalistes sont ainsi actifs bien au-delà du monde du travail, en particulier en essayant de mettre en place des alternatives concrètes dans les quartiers.

■ CNT, Confédération nationale du travail, 44, rue Burdeau, 69001 Lyon, tél : 04 78 27 05 80.

Vigilance face à l'extrême-droite

En 1996, le FN organise à Lyon un colloque sur l'écologie. En réaction, les Verts et Ras l'Front initient ce collectif qui regroupe aujourd'hui une quarantaine de structures et qui entend démonter les arguments idéologiques de l'extrême-droite. Le collectif a participé à la mobilisation contre l'entrée de l'extrême-droite à la région, avec une manifestation de 15 000 personnes en 1999, obtenait finalement la chute de l'exécutif de la région.

■ Coordination lyonnaise de vigilance face à l'extrême-droite, c/o LICRA, 1, rue Lavoisier, 69003 Lyon, tél : 04 72 57 76 37.

Et également

■ Ecolo, 11, place Croix-Paquet, 69001 Lyon, tél : 04 78 39 93 32. *Jeune groupe de réflexion regroupant des députés des dévies politiciennes des Verts et autres arrivistes électoraux. Pour ce groupe, les élections ne sont qu'un des modes de promotion de l'écologie, l'important étant d'abord de s'adresser à tous pour une prise de conscience et un changement des comportements.*



■ Politiquement perplexe, 36, rue Burdeau, 69001 Lyon. *Ce groupe s'est constitué pour mener une réflexion sur les élections locales à l'occasion des municipales au printemps 2001. Avec une liste dont les membres ont été tirés au sort, ce groupe a fait une première apparition électorale pour dénoncer la démocratie par délégation, proposant de développer une démocratie plus horizontale.*

■ Groupe gauche alternative, écologie, citoyenneté, 13, rue Griffon, 69001 Lyon, tél : 04 78 39 82 91. *Groupe d'élus proches des Alternatifs.*

■ Fédération anarchiste, 13, rue Pierre-Blanc, 69001 Lyon.

■ SUD Rail, 2, rue Claudius-Collonge, tél : 69002 Lyon, tél : 04 78 38 15 08.

■ Fédécôses, Presse fédéraliste, 12, rue Président-Carnot, 69002 Lyon. *Revue sur le fédéralisme créée en 1970.*

■ Amis de la Terre c/o Gilbert Gouverneur, 242, rue de Créqui, 69003 Lyon, tél : 04 78 60 87 75. *Relais départemental de la fédération internationale.*

■ Les Verts, 14, rue Aimé-Colomb, 69003 Lyon, tél : 04 78 60 97 33. *Dans le Rhône, les Verts sont très pluriels. Aux dernières élections municipales, ils ont fait assez peu de listes autonomes. Des représentants des Verts ont carrément été choisis et placés par le PS contre l'avis des adhérents Verts. D'où des tensions persistantes.*

■ UD CFDT, 214, avenue Félix-Faure, 69003 Lyon, tél : 04 78 53 21 91.

■ Greenpeace-Lyon, 9, rue Dumenge, 69004 Lyon, tél : 04 78 89 75 43. *Groupe local de l'association. Relais les campagnes internationales.*

GREENPEACE

■ Révolte, 10, rue Dumont-D'Urville, 69004 Lyon, tél : 04 78 39 17 04. *Coopérative des histoires vivantes et des alternatives sociales. Réunit des militants divers pour essayer de ne pas perdre la mémoire des luttes. Prépare un ouvrage sur le mouvement antimilitariste à Lyon.*

■ Les Alternatifs, ESGC, 44, rue Saint-Georges, 69005 Lyon, tél : 04 78 87 01 77. *Ont conservé leur ancien nom «Rouge et Vert» pour leur publication nationale. Regroupe des militants d'extrême-gauche qui cherchent à tirer l'écologie plus sur le terrain social.*

■ ATTAC-Rhône, 44, rue Saint-Georges, 69005 Lyon, tél : 04 78 37 13 09. *A partir d'une réflexion initiale contre la spéculation financière et la possibilité de la taxer, les groupes Attac ont développé toute une réflexion autour de la question de la marchandisation du monde. Travaille souvent en relais avec la Confédération paysanne. Relais différentes campagnes comme le boycott de Danone dernièrement.*

■ Amis du Monde diplomatique, Martial Escoffier, bât 8, 92, rue Joliot-Curie, 69005 Lyon, tél : 06 72 13 58 06. *Organisation de débats autour des dossiers et des articles de la revue.*

■ Tandem, parc des Hauteurs, 46, rue Pauline-Jaricot, 69005 Lyon, tél : 04 72 57 41 02. *Le groupe se définit comme un relais entre personnes, associations, comités et institutions qui ont envie de faire connaître les luttes dans le pays du Sud. A coordonné le passage à Lyon en 1999 de la Marche transcontinentale. Travaille en liaison avec les indiens zapatistes du Chiapas, avec les paysans sans-terre du Brésil, etc. Cherche comment interpeler localement les gens dans leur quotidien.*

■ Hyppocampe, Université Lyon III, 1, rue de l'Université, 69007 Lyon. *Groupe d'étudiants et d'enseignants qui anime des débats d'actualité et qui mène courageusement la lutte contre le révisionnisme très présent dans cette faculté (Faurisson, Plantin...).*

■ Mosaïque, groupe étudiant de l'IEP, Institut d'études politiques, 14, avenue Berthelot, 69007 Lyon, tél : 04 72 72 98 16 (Camille Magnard). *Groupe étudiant qui relaie des actions extérieures. Ont mené toute une réflexion sur la mondialisation sur l'année 2000-2001, en lien avec Attac.*

■ SUD Education, 42, grande rue de la Guillotière, 69007 Lyon, tél : 04 37 28 05 03.

■ JOC, 68, rue Rachais, 69007 Lyon, tél : 04 78 61 35 16. *Les Jeunes ouvrières chrétiennes restent un lieu de formation et d'expression critique d'où sont venus de nombreux militants de la lutte syndicale (Charles Piaget de Lip, Claire Villiers d'AC !).*

■ Bien qu'intégré dans la mouvance catholique, elle garde son franc-parler et son franc-agir vis-à-vis de l'Eglise. C'est aujourd'hui le premier mouvement de jeunesse en France avec plus de 20 000 adhérents. Elle travaille actuellement sur le suivi du passage aux 35 h dans les entreprises et le respect des droits des jeunes salariés.

■ SUD -PTT, 10, rue Antoine-Lumière, 69008 Lyon, tél : 04 78 74 02 98.

■ Forum citoyen Rhône-Alpes, 14, rue Antoine-Dumont, 69008 Lyon, tél : 04 72 71 66 66. *Association née en 1998 pour dénoncer l'entrée du FN dans l'exécutif de la région. Travaille aujourd'hui sur la question de la citoyenneté, du refus du racisme et de la xénophobie avec une cinquantaine de structures partenaires.*

■ Economie et Humanisme, 14, rue Antoine-Dumont, 69372 Lyon cedex 08, tél : 04 72 71 66 66. *Association créée en 1941 pour promouvoir une autre vision de l'économie, elle compte aujourd'hui une quinzaine de salariés et un millier d'adhérents. Une des rares structures de recherche privées. Publie la revue du même nom.*

■ Vivre Vert à Villeurbanne, 8, rue Longchamp, 69100 Villeurbanne, tél : 04 78 85 88 78. *Groupe écologiste indépendant qui estime que la politique commence dans son activité quotidienne, dans la relation avec l'autre, dans la prise de conscience, etc. Mène de très nombreuses actions locales depuis 1983 sur Villeurbanne et relaie des campagnes nationales. Refuse les compromis politiques. Prône le changement par réseau, de manière horizontale.*

■ Citoyenneté-Ecologie-Solidarité, c/o CCO, 39, rue Courteline, 69100 Villeurbanne. *A l'opposé de Vivre Vert à Villeurbanne, très impliqués dans la gestion municipale avec maintenant un adjoint. Pratique classique de prise de pouvoir. Croient-ils au changement par le haut ?*

■ Ras l'Front, 39, rue Courteline, 69100 Villeurbanne. *Groupe anti extrême-droite. Actuellement mobilisé dans le démantèlement des noyaux négationnistes de l'Université Lyon III.*

■ CFDT, Palais du Travail, place Lazare-Goujon, 69100 Villeurbanne.

■ Ecologie, solidarité, citoyenneté, BP 2, 69160 Tassin-la-Demi-Lune. *Groupe écolo local.*

■ Altern'info c/o André Abeillon, 8, rue Jean-de-la-Fontaine, 69380 Chazay-d'Azergues, tél : 04 78 43 02 19. *Groupe local écolo impliqué dans l'action de proximité, la pratique plus que le discours. Organise chaque année en mars une foire au miel et aux produits bio. A commandité une étude sur les champs électromagnétiques récemment à la suite de la pose d'une antenne-relais de téléphone dans la commune. Pas d'activité électorale.*

■ Alliance Tournesol c/o Paul Vernay, 71, chemin de la Cressonnière, 69380 Lozanne, tél : 04 78 43 18 73. *Association écologique locale faisant la promotion de l'agriculture biologique, de la non-violence, des énergies renouvelables. Proches voisins d'Altern'info.*

■ Alternative Rouge et Verte, Fert M., place de l'Eglise, 69380 Civrieux-d'Azergues.

■ Groupe écologique du Beaujolais, 47, passage de l'Ancienne-Mairie, 69400 Villefranche. *Activités écologiques locales depuis le milieu des années 70. Structure large et souple qui permet le dialogue entre toutes les tendances de l'écologie. Certains tentés par les élections ont monté un groupe des Verts, d'autres sont impliqués dans la radio locale Radio-Calade, d'autres dans les SEL...*

■ Les Verts du Beaujolais, 47, passage de l'Ancienne-Mairie, 69400 Villefranche, tél : 04 74 65 33 27.

■ Libre Pensée, 47, passage de l'Ancienne-Mairie, 69400 Villefranche, tél : 04 74 03 50 53. *Groupe militant pour l'athéisme en politique.*

■ Comité pour la défense des valeurs républicaines, 47, passage de l'Ancienne-Mairie, 69400 Villefranche. *Groupe anti-raciste.*

■ Attac, 304, route de Tarare, 69400 Villefranche, tél : 04 74 68 70 80 ou 04 74 65 32 38.

■ Info Vie, Sylvie Goutte, La Combe, 69430 Beaujeu. *Groupe écologique local.*

■ Amis de la Terre c/o Véronique Charlier-Peillon, 69430 Chenelette, tél : 04 74 03 72 41. *Groupe local.*

■ LIANE, Déplade Bernard, La Croix de Juriex, 69440 Saint-Maurice-sur-Dargoire. *Groupe écologique local.*

■ Démographie et écologie, 3, rue de Prévieux, 69500 Bron, tél : 04 78 26 86 32. *Animé par Jean Brière, ancien porte-parole national des Verts, groupe local d'une organisation internationale qui lutte contre les mesures en faveur de la natalité, expliquant qu'il n'est pas possible pour l'humanité de vivre en harmonie avec la nature en étant aussi nombreux. Favorable à la décroissance comme base de l'écologie.*

■ Ras l'pif, Mairie, 69640 Rivolet. *Groupe politique anti-raciste du nord du département.*

■ SECOL, Solidarité écologie et citoyenneté dans l'Ouest lyonnais, c/o Philippe Brochet, Sudieu, 69690 Bessenay, tél : 04 74 72 89 90. *Groupe écologiste local proche des Verts.*

■ Place publique, Geneviève Caméron, Mairie, 69690 Bessenay. *Groupe de démocratie locale plus large que les écologues du coin.*

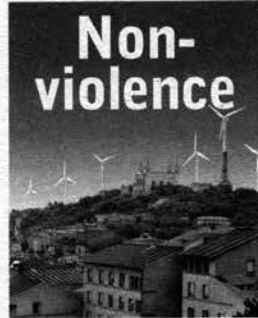
■ ZAP 21, Zone antifasciste prioritaire pour le 21^e siècle, BP 19, 69702 Givors, tél : 04 78 07 94 08. *Collectif organisateur du salon antifasciste de Givors, né en 1997.*

■ Groupe Vert au conseil régional, 78, route de Paris, BP 19, 69751 Charbonnières, tél : 04 72 59 44 27.

■ La Ruche de l'Ecologie, Thierry Manceau, La Tuilerie, 69770 Montrottier, tél : 04 74 70 18 71. *Groupe écologiste local, proche d'Altern'info et d'Alliance Tournesol.*

Lyon, une ville de la résistance...

Non-violence



Lyon a toujours cultivé son esprit de résistance. Depuis les années 70, celle-ci s'est exprimée sur le domaine de l'antimilitarisme avec l'apparition de groupes antimilitaristes et non-violents.

Une histoire de ces résistances.



Manifestation en 1984.

Tout a commencé pour moi le 24 mai 1971. J'étais plutôt parmi ceux qui souhaitaient une «révolution non-violente», faite d'amour et d'humour, et de chansons. Aussi quand Joan Baez est annoncée au Palais des Sports de Lyon je me précipite. C'est là qu'un tract est distribué, m'invitant à une grande «fête de la paix», avec une marche de la place Bellecour jusqu'au Mont Verdun, contre la construction du deuxième poste de commandement de la force de frappe française. Le 19 juin 1971, j'étais parmi les 4000 marcheurs et au festival qui suivit dans un champ au-dessus des souterrains de l'armée. J'avais mis un pied dans la «résistance contre la militarisation». Le deuxième ne tarda pas. En effet le 28 octobre 1971, lors d'une action du GARM (Groupe d'actions et de résistance à la militarisation), en moins d'une minute, je suis entassé avec trois autres personnes dans le coffre d'une 404 break de la police de l'époque. Embarqué au poste, j'ai inauguré ma première des nombreuses interpellations qui attendaient les manifestants dans les années 70.

Cependant, notre histoire commence avec la guerre d'Algérie. Autour de non-violents proches de l'Arche de Lanza Del Vasto, s'est formée l'Action civique non-violente pour dénoncer la guerre et la torture en Algérie, et exprimer sa solidarité envers les Algériens, trai-

tés comme des traîtres. La fin de la guerre amena un statut «d'objecteur de conscience», qui fut obtenu en 1963 après un jeûne de Louis Lecoq. Il y eut des actions pour modifier le statut des objecteurs (possibilité de réaliser le service dans des associations, refus d'être jugés par les tribunaux militaires, augmentation du délai de 30 jours pour demander le statut au cours de sa vie).

Commencées dès 1958 par les non-violents, les actions de dénonciation de la construction d'une «bombe atomique» française se sont poursuivies dans les années 60. Le MCAA (Mouvement contre l'armement atomique) s'est créé à cette époque et se transforma plus tard en MDPL (Mouvement pour le désarmement, la paix et la liberté).

A Lyon, autour des amis de l'Arche, des actions pour l'objection de conscience et le refus de la force de frappe française ont continué. C'est autour d'un renvoi de livrets militaires que fut créé en 1967 le GARM.

La caractéristique du GARM était d'être un noyau de militants, pas forcément non-violents, mais d'accord pour des actions directes non-violentes. C'est ainsi que le 30 janvier 1971, douze personnes pénètrent dans le PC atomique du Mont Verdun, qui, à côté de Lyon, allait abriter l'état major en cas de défaillance

du PC de Taverny près de Paris. Quinze jours après, les militants s'insèrent en plein milieu d'un défilé militaire près du site, avec une banderole, devant les musiciens. La «marche de la Paix» du mois de juin rassemble à Lyon toutes les grandes figures des militants contre la bombe de l'époque. En octobre 1971, un cheval de frise est volé sur le site militaire, et ressorti le 28 octobre lors du passage à Lyon de Michel Debré, ministre des armées, pour protester contre la vente d'avions au Pakistan, alors en conflit avec le Bangladesh.

Le 30 janvier 1972, en anniversaire, des militants réussissent encore à pénétrer une nouvelle fois à l'intérieur du sanctuaire de notre défense, jusque dans la salle de contrôle (1).

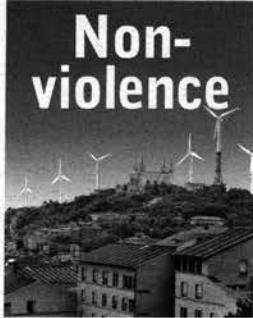
Désormais il y avait peu de mois sans qu'une action de protestations ou d'informations sur le statut ne soit organisée : enchaînements sur un lieu public, poses de banderoles, distributions de tracts, perturbations de défilés militaires, présences au tribunal militaire... A chaque procès d'objecteurs, à chaque essai nucléaire, il y avait une action et son lot d'interpellations, souvent scandaleusement violentes de la part des policiers. L'année 1972 fut marquée par les actions en faveur de deux objecteurs Janin et Fayard, dont le statut avait été refusé et qui se retrouvaient insoumis.

Cette année voit aussi le début des actions de soutien aux paysans du Larzac, qui viennent d'apprendre à la télévision qu'un camp militaire va s'étendre là où vivent leurs moutons. C'est aussi le début des actions au sein des casernes, pour un droit minimum aux soldats, avec le soutien du syndicat CFDT et des groupes qui ne se reconnaissaient pas dans l'objectif «non-violent» de non-collaboration de l'objection de conscience.

La militarisation de la société

A côté de ces actions de protestation, une réflexion avait lieu sur le phénomène rampant de la militarisation. Déjà en 1959, suite aux événements d'Algérie, le pouvoir gaulliste avait pris des ordonnances permettant de mobiliser les travailleurs sur le lieu de travail, en particulier dans les entreprises publiques et les grandes entreprises privées. Suite aux événements de mai 1968 qui avaient fait peur au pouvoir, l'obsession de «l'ennemi intérieur»

(1) Cette épopée est relatée dans le livre «A Dieu vat» de Jean-Pierre Lanvin et a été reprise dans Silence n°256.



prévalait au gouvernement, et le contrôle policier et militaire était le rempart considéré comme le plus sûr pour faire face à une nouvelle «insurrection». C'est ainsi que l'armée a été utilisée pour briser des grèves d'éboueurs. L'idée de «militarisation» de la société n'était pas un vain mot. Des militants lyonnais participaient au premier rang à cette réflexion. D'abord par la réalisation d'un journal «La lettre des objecteurs», puis par des dossiers ou des livres : Dominique Arrive dans une analyse de *L'état de défense* chez Maspero 1970, Michel Tachon dans *Les bagnes de l'armée française (fort Aiton)* 1971 et *La France militarisée* en 1974, Olivier Brachet, Christian Pons...

En parallèle une réflexion a lieu sur le sens de nos actions. Nous étions un groupe d'activistes, mais le système militariste était complexe et devait, pour être arrêté, être attaqué sur un terrain plus global, plus politique. Des actions d'enchaînement pour la liberté d'expression de groupe néo nazi nous a fait réfléchir : l'action non-violente ne mène pas forcément à de bonnes fins politiques. Ceci sera confirmé par l'action des «casseroliers» au Chili, où les ménagères des quartiers riches en 1973 tapaient sur des casseroles vides le soir pour



Dominique Zanda

Contre la guerre du Golfe - 1991.

protester contre le gouvernement d'unité populaire de Allende qui «les affamait par ses mesures sociales» (alors que le blocus américain et les grèves politiques des camionneurs désorganisaient l'alimentation et préparaient la venue de Pinochet)

C'est ainsi que le mouvement non-violent a amorcé une réflexion sur son organisation, qui devait aboutir en 1973 à la création du MAN, Mouvement pour une alternative non-violente, se donnant pour objectif d'effectuer des actions de protestations non-violentes, mais aussi de s'inscrire dans un projet pour un changement de société, avec des moyens autres que les élections

proposées par les socialistes et les communistes, et autres que le peuple en armée proposé par les organisations d'extrême-gauche.

A Lyon, des militants du GARM commencèrent à se regrouper dans un groupe local du MAN autour de Christian Delorme, Christian Mellon, Jean-Pierre Lanvin. La revue *Alternatives non violentes* est créée par les Lyonnais en 1973. Ce groupe s'installe au 68, rue Mercière, en plein centre de Lyon, dans un quartier où les filles de joie avaient l'habitude de travailler à l'époque. Ce 68, rue Mercière devint un lieu de militance central, bien situé pour placer des banderoles lors des défilés syndicaux qui passaient une rue plus loin.

Eclatement des groupes

La libéralisation relative, obtenue petit à petit, du statut

d'objecteur fait apparaître celui-ci comme trop intégré au système, pas assez en rupture avec la société pour certains. C'est pourquoi les groupes plus libertaires lancèrent des actions d'insoumission totale, et n'hésitaient pas à lancer de la peinture rouge sur les gradés militaires.

Le GARM, écartelé entre les objecteurs, les insoumis et maintenant les soldats, a continué encore quelques années par une permanence dans les tribunaux permanents des forces armées militaires (TPFA) qui aboutit à un livre *Les Juges Kaki* de Mireille Debard et Jean Luc Henning en 1977.

Avec le coup d'état de septembre 1973 au Chili, le GARM a été l'organisateur du boycott contre ITT, multinationale américaine qui a joué un rôle actif contre Allende. Nous visions particulièrement les locations de voiture Avis.

Les groupes militants contre la militarisation se retrouvèrent divisés en trois parties : les insoumis, les soldats et les objecteurs. Les mouvements de soutien se répartissaient entre les libertaires, les politiques et les non-violents.

Pour le groupe *Insoumission totale* soutenu par les libertaires, une répression sévère, des procès et des emprisonnements systématiques n'ont pas permis un élargissement de cette lutte. Ce groupe était en lien principalement avec les mouvements des squats à la Croix-Rousse. Le mouvement d'insoumission des objecteurs aux affectations autoritaires, moins risqué, masqua finalement la lutte des insoumis totaux.

Si le statut des objecteurs s'était un peu libéralisé, le décret de Brégançon de 1973, affectant les objecteurs à l'Office national des forêts relança la lutte. Les objecteurs refusent alors en masse de rejoindre les affectations autoritaires et se retrouvent insoumis ou déserteurs. Les procès reprennent, avec à chaque fois son cortège d'actions (tracts, actions directes non-violentes, manifestations). Les CLO (Comité de lutte des objecteurs) se crée-



Manifester contre les essais nucléaires avec l'artiste Jad.

rent en 1974. Un groupe se créa à Lyon et prit en charge le journal national «*Objection*» avec en particulier Patrice Bouveret et Jean-Luc Thierry.

Des divergences apparurent sur l'avenir de l'objection. Pour le mouvement non-violent une recherche de contacts politiques avec les députés devait faire changer le statut. L'objectif était la mise en place d'un «*véritable service civil*», dans l'idée que celui-ci puisse être utilisé pour la formation à la non-violence et ainsi mettre en place une défense non-violente en parallèle à l'armée. Du côté des animateurs des CLO, plus proches des libertaires, la lutte avait comme objectif la fin de la conscription obligatoire : pas de service à l'Etat.

De plus en plus d'objecteurs

Ces différences aboutissent à la création de la Fédo (Fédération des objecteurs), proche du MAN, en 1977. Cette association 1901 sera dissoute par le gouvernement en 1979, ce qui amènera à continuer le combat sous le nom de MOC (Mouvement des objecteurs).

Avec l'arrivée de la gauche en 1981, il fallut attendre 1983 pour que la situation des objecteurs soit réglée par un nouveau statut libéral. Il a alors fallu régler le cas des milliers d'objecteurs qui n'avaient pas fait leur service depuis 10 ans. Tous les motifs étaient bons pour être exempté (enfants, travail, service alternatif effectué...). Les CLQ disparaissent peu à peu. La lutte baisse d'intensité alors que le nombre d'objecteurs augmente sans cesse jusqu'en 1997 où la conscription est supprimée au profit d'une armée de métier. Alors que la militarisation est toujours présente, elle n'est plus guère perçue et l'intérêt pour l'objection tombe. A Lyon, le groupe du MOC se transforme en 1999 en *Témoins* pour continuer un travail d'interpellations sur les violences policières entre autres.

A l'ouest du département du Rhône et dans la Loire, le groupe «*Objections en monde rural*» mène un travail important. Il est animé de 1973 à 1983 par des personnes proches du MRJC, le Mouvement rural de la jeunesse chrétienne dont Bruno Barillot. Ce dernier, avec Jean-Luc Thierry et Patrice Bouveret créera le CDRPC, le Centre de documentation et de recherches sur la paix et les conflits en 1984.

La lutte du Larzac

Au début des années 1970 nous commençons à parler du Larzac, en particulier avec le rassemblement de l'été 1973 sur le plateau avec le mouvement des paysans-travailleurs (qui deviendra la Confédération paysanne), puis celui de 1974 (100 000 personnes). A chaque fois les Lyonnais se mobilisent. Les premières rencontres des personnes soutenant la lutte se tenaient dans le local du Service civil international, rue Grenette. Il fallut attendre le 13 mai 1975 pour qu'un gros meeting à la bourse du travail de Lyon lance véritablement le Comité Larzac de Lyon, qui accompagna durant des années les paysans dans leur résistance. Ce meeting surprit les syndicats et les partis de gauche par son succès (2500 personnes). Désormais les actions de soutien se multiplièrent.

Autour du comité Larzac, animé principalement par le MAN et d'anciens militants du PSU, qui à Lyon scissionnèrent pour former la GOP, se développèrent deux actions spécifiques, le refus-redistribution de 3% des impôts et le renvoi des livrets militaires. Le refus-redistribution de l'impôt consistait à refuser une part de 3% de l'impôt sur le revenu. Cette somme était donnée aux paysans pour construire la bergerie de la Blaquièrre, en pierres traditionnelles, en plein milieu du périmètre d'extension envisagé. Avec le refus de l'impôt, il y avait toujours le risque d'une inculpation pour incitation, mais les actions

d'occupation des appartements accompagnaient les huissiers qui voulaient saisir les meubles des refuseurs. Pour les renvoyeurs de livrets, chaque procès était l'occasion de manifestation et de renvois collectifs de nouveaux livrets.

Le Larzac a été l'occasion de fréquentes actions sur le terrain. La foire de Lyon, qui se tenait à l'époque à l'emplacement de la Cité internationale, nous voyait régulièrement, lors de l'inauguration avec un ministre. En 1981, la victoire de la gauche arrêta enfin le combat, après plus de 10 ans de résistance.

Les essais nucléaires

Les essais nucléaires de Mururoa occupèrent beaucoup les mouvements pour la paix. Une coordination nationale des mouvements non-violents avait lancé une campagne d'affiches reproduisant les panneaux d'entrée d'agglomération avec MURUROA (2). Vers 1974, c'est le parc de la Tête d'Or, parc central de Lyon, qui nous servit de décor. Des pneus furent incendiés (l'écologie n'en était qu'à ses débuts...) sur l'île des Morts avec une immense banderole un samedi après midi, nous avions loué une barque pour lancer des petits bateaux avec une voile «*Non à la bombe*», et avec un mégaphone nous narquions les policiers. Ils se sont vengés sur les manifestants à terre en les traînant dans les escaliers, entraînant la révolte et le soutien du public. La police dut se contenter d'un contrôle d'identité sur le débarcadère pour les deux militants en barque.

Le ralliement de la gauche (PC et PS) pour la préparation de leur «*programme commun de gouvernement*» à la force de frappe en 1977 donna au MAN l'occasion de lancer une campagne qui reste d'actualité, sur le thème «*Est-on encore socialiste lorsqu'on accepte l'arme nucléaire ?*».

Les actions contre la bombe atomique permirent un rapprochement avec le mouvement écologique naissant. En effet avec la construction du surgénérateur de Malville, le lien entre le nucléaire civil et le nucléaire militaire était très étroit. La préparation du rassemblement de 1977 à Creys-Malville a donné l'occasion d'une collaboration étroite avec le MERA (Mouvement écologique Rhône-Alpes), qui avait aussi son local au 68, rue Mercière. Ce fut l'occasion de présenter des candidats du «*Front autogestionnaire*» lors des élections législatives de 1978, avec ceux du PSU qui n'avaient pas suivi Michel Rocard au PS, le MAN et des écologistes.

Après 1981, le MERA se divisa, une partie se transformant en Mouvement pour une écologie politique (MEP), avant de rejoindre Les Verts. Par la suite les écologistes non-violents, avec à leur tête Solange Fernex, lancèrent un «*Jeûne pour la vie*» au cours de l'été 1983. Ce

(2) Les autorités écrivent «*Mururoa*» mais localement, c'est Moruroa... ce qui rappelle sans doute trop la mort.



non au p. atomique
non aux ventes d'armes GARM

Occupation du PC atomique du Mont Verdun - 1972.

jeûne qui demandait «un geste en faveur du gel des armes nucléaires» provoque une mobilisation importante sur Lyon : pendant 40 jours, une action non-violente a lieu chaque jour.

Non violence et politique

En parallèle à sa présence active dans un mouvement de paix, le MAN de Lyon, en pleine réflexion sur l'élaboration d'un texte d'orientation politique, s'élargit à d'autres terrains de lutte que le militaire. C'est ainsi que, après le soutien au Chili démocratique dans le boycott d'ITT, les non-violents aident les prostituées à occuper une église du centre de Lyon en 1975. Les actions de solidarité internationale continuent, en particulier avec l'Espagne sous le régime du dictateur Franco. En 1976 c'est le lancement de la campagne de boycott des oranges *Outspan*, pour protester contre le régime d'apartheid de l'Afrique du Sud. Beaucoup de soirées d'informations sont organisées dans l'agglomération. LANC et son leader Nelson Mandela sont mis en avant. Dans les supermarchés, les actions de présence sont organisées avec succès. La solidarité avec les personnes immigrées se traduit par l'organisation en 1981 de la grève de la faim de Christian Delorme, contre l'expulsion des jeunes Français d'origine étrangère après une condamnation. La forte mobilisation nationale, en particulier dans les milieux chrétiens, contribue à la défaite de Giscard d'Estaing au profit de Mitterrand à l'élection le mois suivant. Les événements dans le quartier des Minguettes à Vénissieux entraîna le MAN de Lyon à organiser la Marche pour l'Égalité des jeunes de Marseille jusqu'à Paris. Cette initiative connut un succès très important, et marqua un arrêt dans la dérive «Lepénistes» anti jeunes immigrés dans la gauche française. C'est en 1981 que le local de la rue Mercière fut repris pour

faire une rue plus «clean». Le MAN est accueilli au CCO de Villeurbanne depuis ce temps.

Les actions sur les problèmes des exclus et des banlieues fit que le MAN s'intéressa de plus en plus à la résolution des conflits à l'école et dans les quartiers. L'éducation à la non-violence et les formations à la gestion des conflits prirent beaucoup d'importance dans la réflexion et les pratiques du MAN de Lyon. Sur le terrain de la défense, les idées de «défense populaire non-violente» furent abandonnées au profit de projets «d'interventions civiles» par des moyens non-violents dans les zones de conflits internationaux. Après le soutien actif aux Polonais, les militants du MAN allèrent régulièrement au Kosovo à partir de 1992 pour soutenir la lutte non-violente de Rugova.

Stop Essais

Le mouvement contre les armes nucléaires connut un élargissement avec la bataille contre l'implantation des euromissiles (les SS20 soviétiques et les Pershing américains) sur le sol européen en 1983. A Lyon un «collectif pour le gel nucléaire», relié au CODENE (Comité pour le désarmement nucléaire en Europe), se constitua, avec le MAN et le MDPL (Mouvement pour le désarmement, la paix et la liberté). Pétitions et manifestations eurent lieu, en lien avec les rassemblements nationaux, à Paris et au Larzac à l'été 1983.

Les contacts des mouvements de paix européens avec les mouvements pour la paix et la liberté en Europe de l'Est (Solidarnosc en Pologne, charte 77 en Tchécoslovaquie, mouvement chrétien en RDA...) aboutirent à la création de l'Assemblée européenne des citoyens - HCA (Helsinki Citizen Assembly) — et déboucha sur le vaste mouvement de démocratisation, qui fit tomber le mur à l'aide de moyens non-violents en 1989.

La fin du MDPL et les campagnes contre les essais nucléaires dans le Pacifique furent l'occasion de créer le collectif *Stop Essais*, qui anima les dernières actions de mobilisation en particulier lors de la reprise des essais nucléaires par Chirac en septembre 1999. Des présences devant des mairies (Saint-Fons, Bron, Lyon) accompagnèrent les derniers tirs, avant la destruction du centre de Moruroa. *Stop Essais* continue son action en se mobilisant contre le projet de construction du «laser mégajoule» qui, dans les Landes, doit permettre de continuer de moderniser nos armes nucléaires.

La mobilisation importante contre les «euromissiles» donna à la CGT l'occasion de créer «l'Appel des Cent». Le Mouvement de la paix, organisation historique proche du PCF, se retrouva alors dans une position de concurrence. L'évolution des mentalités et la chute idéologique qui accompagna la chute du mur permit un rapprochement avec les milieux non-violents.

C'est ainsi que depuis 1993, une coordination lyonnaise des mouvements de paix fonctionne, regroupant Mouvement de la Paix, MAN, Stop Essais, MIR, Pax Christi, Amis de l'Arche, Atelier Justice et Paix Franciscain. Ses actions sont principalement des courriers auprès des élus et un suivi des travaux parlementaires pour du lobbying. Nous nous retrouvons pour des campagnes ponctuelles en vue de l'abolition des armes nucléaires (Abolition 2000).

Le lancement de la Décennie pour une éducation de la non-violence et de la Paix pour les enfants du monde par l'ONU, de 2001 à 2010 va nous donner l'occasion de faire avancer des projets de sensibilisation et d'actions sur l'agglomération lyonnaise.

De son côté le MAN poursuit son travail de formation à la gestion des conflits en intervenant dans les quartiers et les écoles à la demande des associations. Des contacts de plus en plus fréquents ont lieu avec les milieux humanitaires lyonnais, dans le cadre des actions de formation pour des «intervenants civils» dans les zones de conflits de la planète.

Une campagne contre la construction du quatrième sous-marin nucléaire de la nouvelle génération vient de démarrer. Cet engin engloutirait une part importante du budget de l'Etat, au détriment des investissements sociaux et productifs comme la lutte contre l'exclusion (3).

Une belle histoire qui connut finalement des avancées importantes, et qui ne demande qu'à continuer...

Serge PERRIN ■

Militant «historique» du MAN Lyon.

(3) Silence s'est associé à cette campagne dont le descriptif était inclus dans le numéro de juin.

Mouvement pour une alternative non-violente

Le Mouvement pour une alternative non-violente est né dans les années 70 de la volonté de certains de mener une réflexion sur le type de société qui pourrait être en accord avec la non-violence. Le MAN, qui s'inspire des pensées de Gandhi, de Martin Luther King, et, en France, de Jean-Marie Muller, a participé à de nombreuses campagnes de désobéissance civile : boycott des oranges Outspan contre l'apartheid en Afrique du Sud, refus du programme d'armement nucléaire par l'objection fiscale, soutien au droit à l'objection de conscience, soutien aux marches des beurs... mais il se démarque sans doute des autres groupes pacifistes par sa volonté de proposer des alternatives concrètes. Il a ainsi mené tout au long des années 80 une importante réflexion sur ce que pourrait être une défense civile non-violente avec en bout de ligne la disparition de l'armée. Il a également travaillé sur les violences de l'Etat et propose des formes autogestionnaires et fédératives d'organisation. Dans les années 90, il s'est lancé dans la formation non-violente dans différents domaines : brigades de paix internationales (conflit dans les Balkans), médiation et gestion des conflits dans différents milieux (professionnel, scolaire...). Le groupe du MAN de la région lyonnaise publie *Perspective non-violente* dont on peut recevoir un spécimen sur simple demande.

■ MAN, Mouvement pour une alternative non-violente, 39, rue Courteline, 69100 Villeurbanne, tél : 04 78 98 32 24.



Témoignage

Après la fin de la conscription en 1995, le MOC, Mouvement des objecteurs de conscience de Lyon décide de se dissoudre. Mais certains voulaient poursuivre une réflexion sur la question de l'armement et de la militarisation de la société. *Témoignage* est né en janvier 2000 sur un objectif qui s'est élargi : rassembler des personnes qui veulent agir et relayer les grandes campagnes nationales sur différentes thématiques comme les ventes d'armes, les inégalités Nord-Sud, les

violences policières, le statut des étudiants étrangers, etc. Témoin essaie de s'appuyer sur les démarches d'associations déjà actives pour en amplifier les retombées et non pas à initier ses propres campagnes. Des thématiques qui ne demandent qu'à s'élargir.

■ Témoin, 39, rue Courteline, 69100 Villeurbanne, tél : 04 72 33 52 37.

Stop-Essais

Officiellement, les essais nucléaires sont maintenant interdits par des accords internationaux signés par la France. Mais il reste fort à faire dans le domaine. Tout d'abord, sur les lieux des essais, principalement à Moruroa, mais aussi dans le désert algérien, les militaires français ont abandonné des zones contaminées par d'importantes quantités de matériaux radioactifs plus ou moins présents dans le sous-sol et dans les lagons et qui peuvent à tout moment venir polluer l'environnement. Ensuite, il existe des «vétérans» de ces essais, personnel militaire, civils de la métropole, employés locaux d'entreprises sous-traitantes, qui ont reçu des doses de radioactivité sans que l'on sache réellement le niveau de ces contaminations, les conséquences pour la santé, pour la descendance, le dossier médical étant confidentiel défense. Enfin, les militaires ne renoncent pas à moderniser leurs armes nucléaires en essayant de mettre au point un programme de simulation d'essais nucléaires (le laser Mégajoule, au Barp, près de Bordeaux). Sur tous ces sujets, l'association Stop-Essais / Abolition des armes nucléaires, en liaison avec d'autres mouvements et réseaux, nationaux ou internationaux, demande en premier la transparence, le contrôle des activités par les élus et le respect des traités signés... Une transparence qui ne pourrait conduire à terme qu'à l'interdiction des armes nucléaires aujourd'hui dénoncées par la société civile internationale.

■ Stop Essais, c/o Monique Seignobosc, 13, rue du Vallon, 69500 Bron, tél : 04 78 26 71 68.

Hiti Tau

Hiti Tau est un collectif de soutien aux organisations non-gouvernementales de Polynésie elles-mêmes rassemblées dans un collectif «renouveau du peuple» qui revendique une identité sociale et culturelle polynésienne après trente ans d'essais nucléaires. Ceux-ci ont complètement déstabilisé l'économie locale. Hiti Tau regroupe au niveau national des associations de défense de l'environnement, des droits de l'homme, une centrale syndicale, des coopératives, etc. Toutes cherchent à promouvoir une alternative à l'économie du nucléaire. Hiti Tau a été à l'origine d'une enquête récente auprès de 700 anciens travailleurs du Centre

d'expérimentation du Pacifique de Moruroa et mène une campagne actuellement pour demander l'ouverture des archives militaires.

■ Hiti Tau, c/o Monique Seignobosc, 13, rue du Vallon, 69500 Bron, tél : 04 78 26 71 68.

Centre de documentation sur la paix et les conflits

Lorsque le CDRPC a vu le jour — en 1984 —, l'armée portait alors bien son surnom de «Grande Muette» et — contre-coup de l'arrivée de la gauche au pouvoir ? — les mouvements antimilitaristes étaient au plus bas. L'émergence d'un important mouvement contre l'implantation de nouveaux missiles nucléaires — les euromissiles — dans les différents autres pays d'Europe avait souligné la nécessité et l'importance du travail de recherche documentaire et «d'expertise» aux côtés de l'engagement politique, idéologique ou moral. Un travail qui en France était confiné aux milieux militaires ou paramilitaires... À cela s'ajoutait également le constat d'une absence de lieu de circulation de l'information et de transmission de la mémoire militante antimilitariste. Bruno Barillot, Patrice Bouveret et Jean-Luc Thierry — tous trois impliqués dans la lutte pour l'objection, le soutien aux réfractaires, le renvoi des papiers militaires, le désarmement, etc. — vont se retrouver pour mettre sur les rails un centre de documentation et de recherche indépendant de toute organisation politique ou confessionnelle avec comme axe prioritaire l'information et le développement d'une expertise indépendante sur l'organisation et les orientations de la politique militaire de la France au service de la société civile et des différentes ONG impliquées par un biais ou un autre dans ces domaines (Amnesty International, Agir ici, Handicap international, Greenpeace, Stop essais, etc.)

Le travail s'orientera plus particulièrement d'une part sur les armes nucléaires, les essais et leurs conséquences sur les travailleurs et la population ; et d'autre part sur la fabrication et les transferts d'armes avec un accent mis ces dernières années sur les mines antipersonnel et les armes dites «légères» et de petit calibre. Ce qui explique la mise en place progressive au sein du CDRPC de deux observatoires — *Observatoire des transferts d'armements* et *Observatoire des armes nucléaires françaises* —, qui assurent un suivi et la réalisation de différentes études.

Le travail d'information s'effectue par la publication de livres et de la

Paix et Non-violence



revue trimestrielle *Damoclès* à laquelle s'est rajoutée la *Lettre de l'Observatoire des transferts d'armements* et les *Cahiers de l'Observatoire des armes nucléaires*. Des journées d'études sont également organisées et les chercheurs du Centre sont de plus en plus fréquemment sollicités par les médias. Et bien sûr les moyens «modernes» ne sont pas oubliés : un site Internet (www.obsarm.org) à pris la succession du minitel d'antan...

Aujourd'hui, si un des premiers axes du Centre — la transparence — commence à voir le jour, cela ne signifie pas pour autant que la France s'est engagée dans un processus de «désarmement». Le «militaire» reste un des axes importants de sa politique étrangère (notamment à travers les transferts d'armes, la coopération militaire-industrielle) et de son développement économique-industriel (à travers la recherche et développement, place du nucléaire, etc.). Le CDRPC garde tout son rôle «d'empêcheur de tuer en rond».

■ CDRPC, centre de documentation et de recherche sur la paix et les conflits, 187, montée de Choulans, 69005 Lyon, tél : 04 78 36 93 03.

Et également

■ Servas, c/o Catherine Ambroise-Rendu, 40, rue Burdeau, 69001 Lyon, tél : 04 78 39 18 64. *Servas est un mouvement qui s'appuie sur les hébergements réciproques. Né dans le mouvement pacifiste, entre les deux guerres, l'idée de base est que si les peuples pouvaient se parler, ils ne se feraient pas la guerre. Loger les uns chez les autres est un moyen de se parler. Adhésion uniquement par cooptation.*

■ Mouvement de la Paix, 7, rue Major-Martin, 69002 Lyon, tél : 04 78 49 48 47.

■ Secrétariat pour le service de la paix, Espace Sainte-Marie, 2 boulevard des Tchecoslovaques, 69007 Lyon, tél : 04 72 98 32 70.

■ Servas, c/o Stephan Fauchille, 315, rue Duguesclin, 69007 Lyon, tél : 04 72 80 05 75.

■ Amély, Association de médiation lyonnaise, 45, rue Smith, 69007 Lyon, tél : 04 78 37 90 71. *Association qui assure la formation de personnes pour intervenir dans la médiation sociale ou scolaire.*

■ MIR, Mouvement international de la réconciliation, 30 rue Pr.-J.-Nicolas, 69008 Lyon, tél : 04 78 74 18 54.

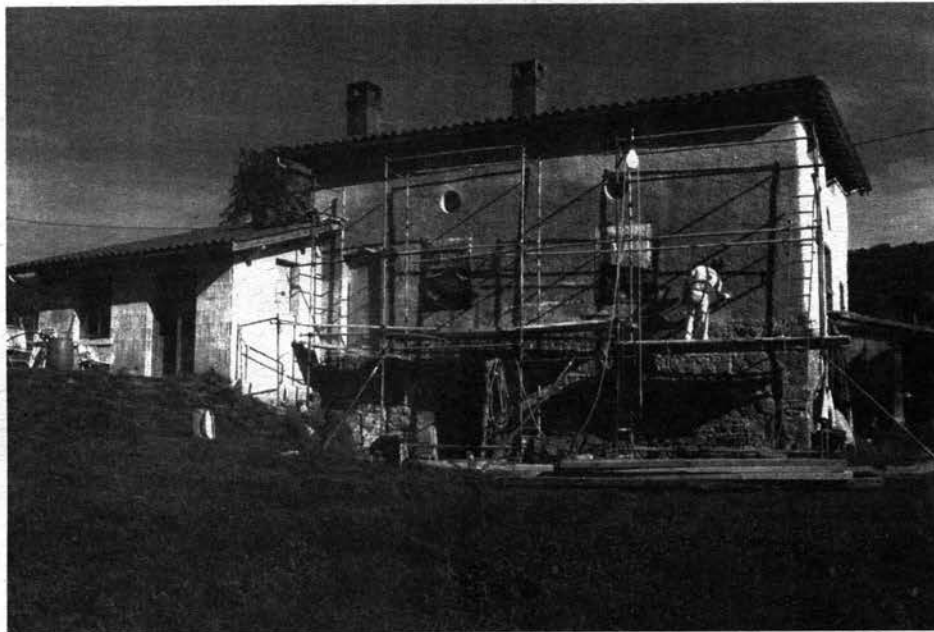
■ Réseaux Espérance, Paul Gerrer, 14, avenue du 11-Novembre-1918, 69160 Tassin, tél : 04 78 34 78 98. *Les Réseaux espérance regroupent des individus qui veulent mener une réflexion sur la non-violence, l'écologie, le souci de l'autre, la simplicité volontaire, la spiritualité.*

■ Groupe Hollon, Paul Gerrer, 14, avenue du 11-Novembre-1918, 69160 Tassin, tél : 04 78 34 78 98. *Groupe international de réflexion sur la pensée holistique (tout est relié et tout agit sur tout).*

■ Mouvement de la Paix, 51, avenue Jean-Jaurès, 69200 Vénissieux, tél : 04 72 51 79 06.

Restaurer une maison en pisé

Dans la région lyonnaise, les maisons en pisé (terre compactée) sont fréquentes. Thierry Manceau et Michelle Clément en ont restauré une en recherchant au maximum à exploiter les ressources de l'habitat sain.



Derniers travaux en date : le crépis extérieur.

Quand on voit la photo de la maison d'origine, on a du mal à y croire. Lorsqu'ils achètent cette maison, le lieu-dit ne figure même plus sur le cadastre. Cette maison n'est plus considérée comme habitable. Mais le couple a de la ressource. Michelle a une formation de maçon et Thierry a fait de l'animation pédagogique sur les énergies renouvelables et l'habitat écologique. Thierry va profiter d'une année de chômage pour faire un immense chantier, aidé par Michelle qui bénéficie d'un congé parental.



A l'origine, une maison en très mauvais état.

Camping et chantier

La maison est achetée début 1996. Pendant l'été, la famille s'installe en camping à côté. Le chantier peut commencer. Il se fera par étape en fonction du temps disponible et des ressources financières, limitées.

La maison a un mur ouest prêt à s'effondrer. Cela deviendra un atout. Le plan prévoit une extension de la maison de ce côté là pour le séjour, la cuisine et la salle de bains. L'ancien corps de bâtiment servira essentiellement à

Réhaussement et restauration de la charpente.



recevoir des chambres : trois pour les enfants, une pour les parents, et deux autres pour un accueil en gîte d'enfants, projet de travail futur.

Le premier chantier va consister à sauver la maison : le mur ouest effondré est dégagé et remplacé par un mur en briques de 37,5 cm. Tous les planchers et la charpente sont démontés à l'exception de quelques poutres maîtresses. Un mur de refend qui menace de s'écrouler est renforcé. Un cerclage en béton est fait au sommet des murs pour éviter leur éventuel écartement. Ce cerclage dont le ferrailage est mis à la terre par un fil électrique, est surmonté de trois hauteurs de brique auto-isolante pour obtenir un bon niveau sous charpente à l'étage.

Des fondations profondes sont effectuées sous ce qui sera la partie ajoutée. Pour stocker l'énergie solaire de l'été, il est installé à un mètre de profondeur un circuit de tuyaux qui plus tard seront alimentés par des capteurs solaires à air. Avec l'épaisseur du sol, cela assurera une base de chauffage décalée dans le temps : le soleil chauffera l'air qui chauffera le sous-sol, dans laquelle la température remontera pour atteindre la maison avec plusieurs mois de décalage. Ainsi, cela constituera un appoint gratuit par le sous-sol. Pour que la chaleur reste sous la maison, d'importantes fondations sont mises en place avec une isolation à l'extérieur, protégée par un film étanche et un drain. Pour isoler la maison de l'humidité du sol et augmenter l'inertie thermique de la maison, un «hérisson», un tapis de pierres, est placé dans tout le sous-sol de l'ancienne maison. Près de vingt tonnes de pierres sont ainsi posées avant de couler une chape en béton de chaux.

Toute l'extension est construite en brique épaisse autoisolante. Un mortier de chaux est simplement passé sur les murs. Il permet la respiration de la maison, mais suppose que l'on dispose de temps car il faut le laisser sécher plusieurs semaines avant de pouvoir le toucher (il peut même mettre plusieurs années pour sécher en profondeur). La lenteur de sa prise est aussi un avantage : on peut prendre son temps pour l'étalement, il ne risque pas de figer. Au sol, des tomettes de terre sont posées entre des lames de plancher en chêne. A part l'effondrement du mur ouest de départ et l'ouverture d'un chemin d'accès, tout est fait par le couple, des copains qui viennent aider ou des adhérents de l'association régionale Oikos qui amène des gens sur place pour qu'ils découvrent les matériaux sains.

(1) Voir Silence n°265-266, Alternatives en Limousin.

petit. Ce n'est qu'en 2000 par exemple que seront faits les enduits extérieurs.

Un gîte pour enfants

Pour répondre aux normes des gîtes, il faut plusieurs toilettes. Au départ les deux sont installés en toilettes sèches, mais l'arrivée des premiers enfants, à partir de 1999, va montrer que ceux-ci sont désemparés devant le fonctionnement original de ces toilettes : deux compartiments, suivant le type de besoins, et nécessité de mettre des cendres ou des copeaux de bois après les gros besoins. Cela conduira à modifier l'une des toilettes en revenant à un système classique, mais avec l'installation dans le jardin d'un système d'épuration avec des roseaux. Du fait de l'irrégularité du nombre de personnes dans la maison (de six en temps normal à une quinzaine en période de vacances), la gestion des eaux usées par épuration n'est pas évidente, cette technique fonctionnant mieux avec des débits réguliers.

Les enfants viennent ici pour des vacances classiques ou pour des animations spécifiques sur l'environnement. Ainsi, des enfants de 10 à 14 ans ont participé à la construction d'un poulailler qui comprend quatre murs différents : un en bois, un en bois cordé, un en pisé, un en béton de chanvre. Ce poulailler a de plus récemment une nouvelle fonction : la mairie ayant refusé la pose de capteurs photoélectriques sur le toit (trop visible et donc estimé pas beau), une installation a été posée sur le poulailler. Il n'a pas été possible non plus d'utiliser des tuiles solaires, les modèles existant pour le moment ne correspondant pas à la forme de la tuile locale.

Lors d'un autre chantier, des enfants plus jeunes (6 à 10 ans) ont construit une cabane pour jouer selon les mêmes principes : quatre murs avec quatre techniques différentes.

Encore en projet

Au nord, la maison initiale n'avait qu'une seule ouverture. Malgré cela, pour renforcer la protection thermique, il est prévu d'y coller une remise et un garage. Au sud, pour le moment, une porte ouvre dans le vide. Elle communiquera plus tard avec une terrasse et une serre. Cette dernière devrait apporter un chauffage en hiver et sera ouvrable pour éviter la surchauffe en été. Thierry a repris un travail de formation et d'animation sur les énergies renouvelables à Hespul (voir encadré) et Michelle reprendra à l'automne 2001 son travail d'éducatrice dans une maison spécialisée du voisinage.

Michel Bernard ■

■ **Thierry Manceau et Michelle Clément, Gîte d'enfants «La Tuilerie», 69770 Montrottier, tél : 04 74 70 18 71.**



Pose du chauffage à air par le sol.



Réalisation du crépis extérieur.

Une partie des murs intérieurs est réalisée en lambris. Pour ce faire, six peupliers sont pris directement au bord du ruisseau, en bas du jardin et transformés dans une scierie locale. Pour éviter les agglomérés dans la maison, du plancher est acheté à Ambiance Bois (1) qui sert de base à la réalisation des meubles de cuisine et de la salle de bains. Un chauffage par poêle à catalyse est installé dans le salon. Consommant peu de bois, il chauffe énormément et peut tenir huit heures à plein tirage sans être rechargé. Par la disposition des pièces, la chaleur se diffuse du salon vers les chambres.

Avant l'hiver 1997, la famille aménage de manière précaire dans le sous-sol et la partie neuve. Commence alors la restauration intérieure de la partie ancienne.

Les planchers sont installés sur de nouvelles poutres, avec différentes sortes d'isolant selon les niveaux : du chanvre entre le sous-sol et le rez-de-chaussée, de la sciure récupérée entre les deux niveaux. Pour économiser sur l'isolation des combles, plus de 20 m³ de vieux cartons sont récupérés par l'intermédiaire d'Emmaüs. Ils sont placés en intercalaire (sur 13 cm) entre de la laine de roche (7 cm) et les plafonds, faits de Fermacell, des plaques de plâtre avec des fibres de cellulose obtenues à partir d'un mélange de vieux papiers.

✓ Au bout d'un an, en été 1998, la maison est habitable. Depuis, elle s'améliore petit à



Extension en briques isolantes.



Charpente sur la partie neuve.



Pose d'un hérisson de pierres.



Isolation du plancher.



Rembourage des combles avec de la laine.



Construction des cloisons intérieures.



matins pour annoncer l'arrivée du soleil.

■ Hespul (ex-Phébus), 114, boulevard du 11-Novembre, 69100 Villeurbanne, tél : 04 37 47 80 90.

Programme Re-Start

L'Union européenne, dans le cadre de son programme Thermie, a lancé un programme Re-Start qui est développé actuellement de manière expérimentale dans sept villes européennes ou collectivités territoriales. Le Grand Lyon fait partie de ce programme qui vise à l'introduction des énergies renouvelables (solaire, bioclimatique, biomasse, photovoltaïque) en particulier dans les logements sociaux. Ce programme démarré en 1997, s'inscrit dans un programme plus large qui vise à ce que la communauté urbaine utilise 15 % d'énergies renouvelables d'ici 2010.

Dans le cadre de ce programme, le Grand Lyon aide les bailleurs de logements sociaux à réduire la facture énergétique des futurs locataires par une aide à la construction de logements neufs intégrant l'utilisation des énergies renouvelables, mais également les techniques de l'habitat bioclimatique : étude gratuite dans le temps des dépenses énergétiques, conseils en architecture, choix du ou des modes de chauffage, orientation des ouvertures, isolation, etc. Concrètement, pour un surcoût d'investissement de 25 000 F par logement, l'économie annuelle moyenne va de 1000 à 2000 F sur les charges de chauffage. Un premier programme (1997 - 2001) a permis de lancer la construction de 200 logements sociaux de cette qualité.

Dans le même programme, un aspect important est le soutien à la filière bois. Sur 70 000 maisons individuelles du Grand Lyon, environ 15 000 se chauffent au bois. Il est possible de faire mieux au niveau individuel (aide au doublement du nombre de chauffages) et au niveau collectif. Deux études sont en cours pour la substitution au bois concernant les chaudières de la Duchère (Lyon 9e), et de l'hôpital de la Croix-Rousse (Lyon 4e). L'objectif est de faire passer à terme l'apport énergétique du bois dans le Grand Lyon de 1 % en 1997 à 4,5 %. Ces deux derniers projets sont pour le moment en veille du fait de l'absence d'une filière bois en amont conséquente.

■ Renseignements : Mission Habitat Grand Lyon, tél : 04 78 63 45 19. Localisation des logements sociaux «économiques» actuellement en construction et qui seront terminés d'ici 2002 :

■ OPAC du Rhône, cours Richard Vitton, 69003 Lyon. 25 logements.

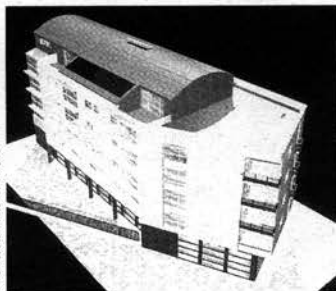
■ OPAC Grand Lyon, 55, rue des Fossés de Trion, 69005 Lyon. 47 logements.

■ OPAC Grand-Lyon, 330 avenue Berthelot, 69008 Lyon. 30 logements.

■ OPAC Grand-Lyon, 28, rue Pierre Delore, 69008 Lyon. 28 logements.

■ SAREL, rue Léon Blum, 69100 Villeurbanne, 21 logements.

■ OPAC Villeurbanne, cours Damidot, 69100 Villeurbanne, 17 logements.



Architecte : Atelier Arche

■ Sauvegarde immobilière, avenue Gambetta, 69960 Corbas, 22 logements.

Réseau Sortir du nucléaire

Lyon a souvent été présenté comme la capitale mondiale du nucléaire. La ville compte en effet à 30 km à l'Est, les cinq réacteurs du site du Bugey (plaine de l'Ain) (visibles depuis les hauteurs de Lyon) dont quatre réacteurs encore aujourd'hui en activité, à 50 km à l'Est, dans l'Isère, le réacteur Superphénix qui après douze ans de pannes est aujourd'hui en cours de démantèlement, et enfin, à 40 km au sud, les deux réacteurs de Saint-Maurice-l'Exil (département de l'Isère). Outre le siège régional d'EDF et de Framatome, Lyon abritait jusqu'il y a peu le siège de la NERSA, société européenne propriétaire de Superphénix, et, à Villeurbanne, le Septen, bureau d'étude spécialisé dans la conception des réacteurs nucléaires. Tous ces acteurs avaient fait le forcing pour accueillir le salon ENC, salon mondial des acteurs du nucléaire.

Par réaction, c'est aussi à partir de Lyon, puis progressivement de toutes les grandes villes de la région, qu'est partie la mobilisation antinucléaire, dès les années 70 avec la première marche sur Bugey en 1972 et de très nombreuses manifestations contre Superphénix, de 1975 à 1997, avec comme sommet, 60 000 manifestants le 31 juillet 1977, des affrontements, un mort, une centaine de blessés. De quoi marquer durablement la mémoire militante locale.

A partir de l'accident de Tchernobyl, en 1986, la lutte antinucléaire va se structurer dans les Européens contre Superphénix avec trois pôles d'activité à Lyon, Genève et Grenoble. Un premier permanent est embauché à Lyon en 1994, année de la deuxième marche Superphénix-Matignon. Ce permanent va permettre de coordonner au mieux une lutte contre le sur-générateur, mais également contre d'autres activités nucléaires : le salon ENC s'est ainsi envolé pour Nice

après avoir été régulièrement chahuté. En 1997, alors que plusieurs centaines de groupes soutiennent la lutte et que des municipalités comme Genève ou Besançon portent plainte, le nouveau gouvernement Jospin annonce l'arrêt de Superphénix. Disposant d'une forte expérience, les Européens contre Superphénix proposent aux autres groupes antinucléaires locaux de se transformer en un Réseau pour la sortie du nucléaire, ce qui est effectif en 1999. Aujourd'hui, ce réseau dont le siège est resté à Lyon est géré par des représentants répartis sur toute la France. Il fédère plus de 600 groupes qui tous demandent la sortie la plus rapide possible du nucléaire. Durant l'été 2001, le Réseau soutient les groupes anti-déchets qui organisent une marche et une convergence cycliste sur le site de Bure (Meuse, arrivée le 21 juillet) puis des manifestations décentralisées sont prévues en octobre 2001 (dont une à Lyon) et une manifestation européenne est prévue au printemps 2002 à Strasbourg.

■ Réseau sortir du nucléaire, 9, rue Dumenge, 69004 Lyon, tél : 04 78 28 29 22. Réseau national.

■ Rhône-Alpes sans nucléaire, 9, rue Dumenge, 69004 Lyon, tél : 04 78 85 88 78. Groupe local.



Et également

■ Résidence Ouest-Croix-Rousse, OPAC du Rhône, rue du Bon-Pasteur, 69001 Lyon. 52 m² de capteurs solaires pour préchauffer l'eau chaude sanitaire de 88 logements.

■ Oïkos, 46, quai Rambaud, 69002 Lyon, tél : 04 72 41 94 39. Association de promotion de l'habitat sain et donc des énergies renouvelables, des isolants, etc. Représentante locale du CLER, Comité de liaison des énergies renouvelables, fédération nationale d'associations et de structures professionnelles.

■ RhoneAlpesEnergie, 10, rue des Archers, 69002 Lyon, tél : 04 78 37 29 14. Agence régionale qui complète les aides financières nationales et européennes, qui fait la promotion des alternatives énergétiques et des programmes d'économie d'énergie.

■ Agence locale de l'énergie de l'agglomération lyonnaise, 17, rue Victoire, 69003 Lyon, tél : 04 37 48 22 42. Agence du Grand Lyon, avec de multiples financements (Ademe, région, Europe, EDF, GDF, mais aussi les associations locales comme Hespul, Oïkos, etc.). Objectif affiché : consommer mieux, dépenser moins.

Hespul

Tout commence par une plaisanterie : au début des années 90, Superphénix est en panne une nouvelle fois. Les opposants sont réunis chez Georges David quand un Vert suisse présente une installation photoélectrique munie d'un onduleur qui permet de fabriquer du courant alternatif et de l'envoyer sans problème sur le réseau EDF. Le pari est lancé dans les médias qu'il est plus rapide d'installer une centrale solaire que de réparer Superphénix. En quelques semaines, c'est fait, et alors que les ingénieurs de haut niveau sont toujours au chevet du surgénérateur, l'inauguration rassemble dans la commune voisine une cinquantaine de personnes qui peuvent voir le compteur de Georges David tourner à l'envers. Une association «Phébus» voit alors le jour pour promouvoir cette technique. Après quelques débats théoriques avec ceux qui pensent qu'il faut cantonner les photopiles aux seuls sites isolés, les installations se développent en relation avec des programmes européens expérimentaux. Moins de dix ans après, l'idée a fait son chemin et les programmes européens font maintenant largement la promotion des «toits solaires». En Allemagne, le gouvernement subventionne la création d'un million d'installations. Pendant ce temps, le nombre d'installations en France s'approche de la centaine. EDF freine toujours en refusant d'adopter la solution la plus simple : déduire des factures électriques la production au même prix que celui d'achat... Mais l'idée est lancée et commence à devenir populaire : si au fur et à mesure de leur renouvellement, on remplaçait les tuiles des toits bien exposés au sud par des tuiles solaires, on pourrait ainsi remplacer plusieurs réacteurs nucléaires. En 2000, l'as-

Toit solaire à Corbas.



sociation a dû changer de nom, «Phébus» étant une marque déposée. Elle a choisi un nouveau nom : celui d'un oiseau de Patagonie, dont la légende prétend qu'il chantait tous les

Relais auprès du grand public ce qui se fait dans le cadre d'une maîtrise de l'énergie, de lutte contre l'effet de serre, etc.

■ Maison du Judo, 12, rue Saint-Théodore, 69003 Lyon, tél : 04 78 48 69 29. 80 m² de capteurs thermiques pour l'eau chaude et préchauffage de l'air par effet de serre au niveau des fenêtres.

■ Giordano, 322, rue Paul-Bert, 69003 Lyon, tél : 04 78 54 39 38. Un des plus gros fabricants de capteurs solaires présent sur tout le pays.

■ Collège Professeur Marcel-Dargent, 5, rue Jeanne-Koehler, 69003 Lyon, tél : 04 78 54 09 26. 138 m² de capteurs solaires pour l'eau chaude sanitaire et les cuisines. Etablissement accueillant 900 élèves et 80 personnes adultes.

■ ADEME, Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie, 10, rue des Emeraudes, 69006 Lyon, tél : 04 72 83 46 00. Service du ministère de l'environnement pouvant expliquer comment procéder aux montages financiers dans les domaines des économies d'énergie, des énergies renouvelables, etc. Plus tourné vers les collectivités locales et l'industrie que vers les particuliers.

■ Ecole Château-Gaillard, rue J.-P.-Proudhon, 69100 Villeurbanne. Installation Phébus.

■ Dominique Tillier, 7, rue Longchamp, 69100 Villeurbanne, tél : 04 78 89 22 04. Maison solaire urbaine avec capteurs thermiques sous vide.

■ INSA, 20, avenue Albert-Einstein, 69100 Villeurbanne. L'école d'ingénieurs en sciences appliquées a installé des toits solaires et une centrale en cogénération.

■ Résidence OPAC du Rhône, rue Damidot, 69100 Villeurbanne. Immeubles livrés en mai 2001 et comportant un pré-chauffage solaire de l'eau-chaude sanitaire.

■ TPE Ecologie, ENTPE, rue Maurice-Audin, 69120 Vaulx-en-Velin, tél : 04 72 04 71 97. Association étudiante créée en 1996 pour promouvoir des pratiques respectueuses de l'environnement. Animation dans le milieu scolaire principalement sur les économies d'énergie, d'eau, l'efficacité énergétique...

■ Centre d'enfouissement technique de Rillieux, chemin Ravin, 69140 Rillieux-la-Pape, tél : 04 78 97 10 30. Aux côtés d'une déchetterie, la décharge est équipée pour la récupération du biogaz. 350 m³ sont récupérés à l'heure avec une concentration de 40 % de méthane. Un accord a été passé avec l'OPAC de l'Ain pour alimenter un lotissement sur le département voisin (à 700 m). Une chaudière spécifique permet le chauffage de 172 logements depuis 1999.

■ Marc Jedliczka, les Nioules, 69170 Les Sauvages, tél : 04 74 89 10 26. Maison autonome avec photopiles.

■ Chaufferie municipale, Mairie, 69170 Tarare, tél : 04 74 05 49 29. Chaufferie bois consommant 1500 tonnes de bois par an.

■ Michel Bonnet, Le Deguennet, 69210 Savigny, tél : 04 74 01 06 87. Maison avec chauffage au bois déchiqueté.

■ CAT Les Ateliers de Bellevue, 69240 Thizy, tél : 04 74 64 21 96. Installation de cogénération à base de bois. Consommation de 200 tonnes de bois par an et production de 742 MWh.

■ Paul Vernay, 71, chemin de la Cressonnière, 69380 Lozanne, tél : 04 78 43 18 73. Installateur de capteurs solaires, conseil en économie d'énergie, maison avec capteurs solaires, plancher solaire direct et chauffe-eau solaire.

■ M. et Mme Braizac, Lotissement les Chênes, 69380 Chessy, tél : 04 78 47 96 88. Capteurs solaires en terrasse avec

plancher solaire direct pour assurer une base de chauffage.

■ Chaufferie, Mairie, 69400 Villefranche-sur-Saône, tél : 04 74 62 60 00. Plus grosse chaufferie bois du département avec 1500 tonnes de bois consommées par an. Puissance de 1900 kW.

■ Rhône Ajustage Solaire, Karl Toelz, 69440 Saint-Maurice-sur-Dargoire, tél : 04 78 81 28 82. Vendeur de capteurs solaires.

■ M. et Mme Villedieu, Les Granges, 69440 Chaussan. Eolienne pour le chauffage central avec appoint chaudière mixte fioul/huile de colza. Capteurs solaires sous vide pour l'eau chaude.

■ Bernard Deplaude, hameau Jurieux, 69440 Saint-Maurice-sur-Dargoire, tél : 04 78 81 26 15. Maison nichée au creux d'une ancienne carrière, orientée sud-ouest. Elle est semi-enterrée et dispose d'un toit végétal. Chauffage par plancher solaire direct avec complément en bois. 11 m² de capteurs solaires et une serre de 15 m² s'ouvrant sur le séjour, une bonne inertie thermique de la maison assure la base. Les capteurs solaires assurent aussi une partie de l'eau chaude sanitaire. La maison a coûté 350 000 F en 1992, le surcoût solaire 25 000 F (une fois enlevés les subventions), la serre autoconstruite n'a coûté que 3100 F. Le chauffage restant consomme 11 m³ de bois par an. Une étude a montré que le solaire permet d'économiser 27 % des besoins énergétiques de la maison.

■ Mairie de Brignais, 69530 Brignais, tél : 04 78 05 15 11. Un ensemble d'immeubles de la ville (« Les Pérouses ») est chauffé par une chaudière bois alimentée en plaquettes de bois.

■ Relations Nord-Sud, 64 ter, rue du Vieux-Port, 69540 Igny, tél : 04 78 51

90 23. Association faisant la promotion des énergies renouvelables pour les pays en voie de développement.

■ Kit Forêt, ZI, 69550 Cublize, tél : 04 74 89 56 20. Chaufferie à bois déchiqueté.

■ Nerhus, 2, chemin des Etangs, 69570 Dardilly, tél : 04 74 64 35 12. Compagnie théâtrale sur le thème de l'écologie. Spectacle d'une heure trente sur Tchernobyl.

■ Camping international de Dardilly, Porte de Lyon, 69570 Dardilly, tél : 04 78 35 64 55. 21 m² de capteurs solaires pour assurer l'eau chaude du bloc sanitaire du camping.

■ ALEDES, Association lyonnaise pour l'étude et le développement des énergies renouvelables, 43, boulevard du 11-Novembre, 69622 Villeurbanne cédex, tél : 04 72 44 81 59. L'une des plus vieilles associations sur le sujet, malheureusement en veille depuis plusieurs années.

■ ACCEN, Espace mi-plaine, 20, avenue Montgolfier, 69680 Chassieu, tél : 06 72 78 47 97. Fournisseur de matériel pour le chauffage et la climatisation. Agrément ADEME.

■ Primevère, Sudieu, 69690 Bessenay, tél : 04 74 72 89 90. L'ancienne ferme où vivent trois familles et où siège l'organisation du salon écolo a été la première du département à être équipée d'une chaufferie bois à alimentation en continu. Elle dispose également de capteurs solaires.

■ IME La Ceresaie, chemin Drivonne, 69690 Bessenay, tél : 04 74 72 88 00. Installation de 104 m² de capteurs solaires pour l'eau chaude sanitaire et la balnéothérapie.

Gîtes d'enfants à la ferme



Les gîtes de France ont développé une labellisation spécifique pour les gîtes aménagés pour les enfants. On compte quatorze gîtes d'enfants dans le département du Rhône et une cinquantaine de fermes spécialisées dans l'accueil des enfants. Un catalogue avec toutes les spécifications est disponible sur cet aspect. Nous vous en signalons deux qui mènent un travail spécifiquement écolo.

■ Gîtes de France, ADTR, 1, rue Général-Plessier, 69002 Lyon, tél : 04 72 77 17 50.

■ Les P'tits Nioules, Catherine Frizon, Les Nioules, 69170 Les Sauvages, tél : 04 74 89 10 26. Accueil d'enfants pour des activités pédagogiques liées à la découverte de la

nature et la sensibilisation à certains thèmes d'écologie.

■ Thierry Manceau et Michèle Clément, La Tuilerie, 69770 Montrotier, tél : 04 74 70 18 71. Accueil d'enfants pour des activités pédagogiques liées à l'habitat sain et aux énergies renouvelables.

Voyages solidaires



de correspondances pour établir des réseaux de partenaires entre ici et là-bas et un suivi après le voyage, sur la base du volontariat. Il s'agit de créer des liens de solidarité et non de venir en prédateur. Le CEVIED est partenaire d'une charte sur le tourisme

durable. A titre d'exemples, des voyages sont organisés pendant l'été 2001 au Maroc, en Palestine, en Allemagne, au Yémen, au Cambodge, en Inde du Sud, au Brésil, au Bénin, au Liban, en Syrie, en Iran et au Togo.

■ CEVIED, 8, quai Maréchal-Joffre, 69002 Lyon, tél : 04 78 42 95 33.

Et également

■ Aux Pays d'Alice, 11, rue de Constantine, 69001 Lyon, tél : 04 78 29 34 03. Agence de voyages indépendante qui propose des randonnées en France et dans le monde : à pied, à âne, à vélo, etc.

■ Aux Magnolias, 9, cours Albert-Thomas, 69003 Lyon, tél : 04 72 12 10 14. Chambres d'hôte en ville.

■ Auberge de jeunesse du Vieux Lyon, 41, montée du Chemin-Neuf, 69005 Lyon, tél : 04 78 15 05 50.

■ Les Francas, 43, rue Salomon-Reinach, 69007 Lyon, tél : 04 78 58 33 48. Mouvement d'éducation populaire laïque fédérant de nombreux centres de vacances pour les enfants.

■ Auberge de jeunesse, MAJO, 164, rue Challemeil-Lacour, 69008 Lyon, tél : 04 72 78 03 03.

■ ARVEL Voyages, 31, cours Emile-Zola, BP2080, 69100 Villeurbanne, tél : 04 72 44 95 50. Tourisme alternatif. Depuis 1970, 120 destinations dans 40 pays. Organisation avec lien entre participants ici et là-bas.

Vacances



■ Auberge de jeunesse, 51 rue Roger-Salengro, 69200 Vénissieux, tél : 04 78 76 39 23.

■ Domaine de Grand-Bois, Tupin-Semons, 69420 Condrieu, tél : 04 74 87 89 00. Centre naturiste, dans le parc régional du Pilat, à 30 km au sud de Lyon.

■ Auberge du Fourchet, Alain et Sylvie Goutagny, 69590 Pomeys, tél : 04 74 44 31 66. Auberge jusqu'à 35 personnes sur réservation, circuits de randonnées, membre d'Accueil paysan.

■ Anes et randonnées, La ferme de la Vieille Route, 69620 Chamelet, tél : 04 74 60 12 24.

■ Domaine de Boisfranc, Thierry Doat, 69640 Jarniou, tél : 04 74 68 20 91. Chambres d'hôtes (10 places) chez un viticulteur bio du Beaujolais.

■ Chantal Lepin, 69690 Courzieu, tél : 04 74 70 87 48. Auberge paysanne pour 30 à 40 personnes, gîte pour 16 personnes, chambre pour 4 personnes. Rando avec ânes, Accueil paysan.

■ Linda Gauthier et Gérard, Centre équestre, Le Cargue, 69860 Ouroux, tél : 04 74 04 60 05. Accueil à la ferme.

Du bioclimatique en lotissement

André Abeillon et sa compagnie ont fait réaliser, en 1998, leur maison bioclimatique dans un lotissement de Chazay-d'Azergues, à 20 km au nord de Lyon.

Cette maison comporte une partie à un niveau où se trouve le salon et la cuisine et une partie à deux niveaux : des chambres, un bureau, la salle-de-bains au-dessus d'un garage. Comme l'ensemble est construit sur un sol argileux qui se contracte et se dilate en fonction de l'humidité, le tout est construit sur de larges fondations en béton. Sous le garage, on trouve une surface isolante de 30 cm de gravier, sous la partie salle de séjour-cuisine, on a près d'un mètre de gravier. Au-dessus de ce gravier et dans le sol de l'étage circulent des canalisations d'eau reliées aux capteurs solaires présents sur le toit, selon la technique du plancher solaire direct (PSD), c'est-à-dire sans échangeur de chaleur entre le liquide circulant dans les capteurs et le système de chauffage. Comme en été, les capteurs doivent évacuer leur chaleur, une boucle de décharge a été mise en place sous le gravier, ce dernier assurant alors une réserve thermique décalée dans le temps. Les capteurs solaires ont été fournis par T21 Clipsol, l'un des gros fabricants de la région. Il y en a 15 m². Ils sont placés sur le toit, plein sud, selon un angle assez vertical (60°C) pour profiter au mieux du soleil bas d'hiver et un peu moins du soleil haut d'été. Un échangeur relie également les capteurs à un ballon d'eau chaude pour l'usage sanitaire. Un boîtier électronique régule la circulation de l'eau entre ce ballon, le plancher et la boucle de décharge selon les priorités gérées par des thermostats. Un complément de chauffage en hiver est assuré par une chaudière au propane.

En principe l'installation solaire, l'orientation des ouvertures (presqu'aucune au nord) et

Installation des capteurs.



la bonne isolation sont prévus pour économiser 40 % des frais de chauffage par rapport à une maison classique. L'aménagement récent (en janvier 1999) et des modifications spécifiques à cette maison font qu'il n'existe pas pour le moment de vérification de cette économie. En effet, traditionnellement les PSD sont placés sur une couche isolante de polystyrène, ce qui n'a pas été le cas ici, le polystyrène étant jugé trop polluant comme déchet final. Pour la première année, la chaudière a été totalement arrêtée du 12 avril au 15 octobre.

Toute la maison prend en compte cette question des déchets, de la source à la démolition. Ainsi, dans le cahier des charges des artisans qui se sont succédé sur le chantier, il a été spécifié que tout devait être laissé sur place, André Abeillon faisant ensuite le tri et sélectionnant ce qui allait à la déchetterie voisine. Les artisans se sont pliés de bonne grâce à cette demande pour eux un peu inédite... tout comme les techniques et les matériaux utilisés sur le chantier.

Classique et bioclimatique

À part les capteurs solaires bien visibles sur le toit, cette maison de 105 m² habitables semble identique à celles qui l'entourent. Et pourtant... Contrairement aux autres, elle est orientée au mieux vis-à-vis du soleil (une maison voisine tout aussi neuve a carrément une façade sud presque aveugle !). Elle a été construite en briques épaisses de 37,5 cm. Ces

briques assurent une isolation suffisante pour ne pas avoir à les doubler par des isolants souvent extrêmement polluants. Les briques ont été posées à la chaux avec un mélange de fibre de cellulose qui évite le recours à la fibre de verre. Cette cellulose (obtenue à partir de papier recyclé) a



servi également pour l'isolation des plafonds, après un traitement avec des sels inorganiques, non toxiques et non irritants.

Les cloisons internes ont été réalisées avec une ossature bois et un remplissage de panneaux de Thermosafe, des panneaux de particules de bois de scieries sans colle ni additif obtenu par simple pression. Le tout est masqué par des plaques de Fermacell, des panneaux comprenant un mélange de plâtre et de fibres de cellulose. Avantage de ces plaques sur les traditionnels Placoplâtre, ils ne sont pas fabriqués avec des déchets de cimenteries et ne renferment donc pas tout un lot de produits toxiques (métaux lourds, dioxines, et même radioactivité parfois). Ces panneaux constituent une bonne isolation phonique, à l'incendie (M0) et sont utilisables en locaux humides. Ils ont été utilisés également en plafond et pour doubler intérieurement les façades afin d'obtenir un aspect plus lisse qu'un enduit sur les briques. Les baies sont équipées de double vitrage, châssis alu isolant, et de volets roulants avec doubles parois isolantes. La porte du garage est aussi isolante. Tous les vernis et peintures sont sans composants toxiques.

Un coût raisonnable

La partie thermique a coûté environ 110 000 F auxquels il faut rajouter un surcoût de charpente d'environ 15 000 F. La région a accordé une subvention de 17 000 F ce qui fait un surcoût net d'environ 107 000 F. Pour le reste de la maison, le choix des matériaux sains n'entraîne pas de très grosses dépenses supplémentaires : il a fallu plus de temps de maçonnerie pour monter les briques que pour les moellons, mais des économies ont été faites en participant aux travaux (réalisation des cloisons internes, des menuiseries et pose des plafonds). Au total, la maison revient à 720 000 F.

■ André Abeillon, 8, rue Jean-de-la-Fontaine, 69380 Chazay d'Azergues, tél : 04 78 43 02 19.



enfants, via le biais des établissements scolaires et les maisons de jeunes. Oïkos peut accompagner les personnes qui font le choix de techniques différentes dans leurs parcours administratifs (permis de construire, subventions), etc.

■ Oïkos, 46, quai Rambaud, 69002 Lyon, tél : 04 72 41 94 39.

Et également...

■ Maison de l'écologie, 4, rue Bodin, 69001 Lyon, tél : 04 78 27 29 82. *Peintures, laques...*

■ Sainbiose, 68, quai Rambaud, 69002 Lyon, tél : 04 78 37 16 03. *Magasin de matériaux sains pour l'habitation.*

■ Institut de domologie, 2, place Marcel-Bertone, 69004 Lyon, tél : 06 87 33 67 06. *Etude des énergies du lieu et des habitants. Association créée en 1999 pour former à la domologie.*

■ Dambrin Luc, 34, rue Chevreul, 69007 Lyon, tél : 04 78 72 28 37. *Architecte.*

■ Tellite, 3, rue des Deux-Places, 69009 Lyon, tél : 04 72 53 00 53. *Etudes et vente d'appareils contre les champs électromagnétiques.*

■ Laterlite Leca, 29 c, rue du Bourbonnais, 69009 Lyon, tél : 04 78 47 10 64. *Vente d'isolants.*

■ Habitat-Vigilance, 17 bis, chemin Jean-Vianney, 69130 Ecully, tél : 04 78 33 20 43. *Géobiologue.*

■ Mme Marchand et M. Roulet, 9, chemin de Sanzy, 69230 Saint-Genis-Laval, tél : 06 20 48 67 16. *Briques G, briques de chanvre, finition avec matériaux bio.*

■ Couleur Terre, 4, place de Verdun, 69250 Albigny, tél : 04 37 92 06 26. *Enduits et protections écologiques adaptées à tous les supports, 150 couleurs référencées, box de formation pour techniciens rapides, stages professionnels, réalisation de travaux, vente par correspondance.*

■ STC, 149, rue de la République, 69330 Meyzieu, tél : 04 78 31 92 11. *Vendeurs et installateurs de matériaux d'isolation pour les combles : soufflage par papier recyclé broyé et ignifugé.*

■ Daniel Robert, Les Hauts de Chessy, chemin des Carrières, 69380 Chessy-les-Mines, tél : 04 78 59 91 54. *Utilisation de briques G, isolation toiture en mortier de chanvre, plancher en mortier de chanvre, enduit extérieur chanvre.*

■ Roche André, 246, chemin des Rousses, 69400 Gleizé, tél : 04 74 68 74 17. *Matériaux écologiques.*

■ Info Vie, Sylvie Goutte, La Combe, 69430 Beaujeu, tél : 04 74 04 86 23. *Maison construite avec des matériaux sains.*

■ M. et Mme Delapierre, Pierre Sorme Les Côtes, 69440 Saint-Sorlin, tél : 04 78 44 95 41. *Maison en matériaux écologiques et capteurs solaires pour le chauffage (plancher solaire direct) et l'eau chaude sanitaire.*

■ SPI Corat, rue du 8-Mai-1945, 69500 Bron, tél : 04 72 15 07 64. *Vente de laine de verre, ouate de cellulose, laine de chanvre pour isolation. Installateur.*

■ Jötul France, 3, chemin du Jubin, BP 31, 69571 Dardilly cedex, tél : 04 72 52 22 40. *Vente de poêles à bois et de chaudières.*

■ Association CERES, Le Bourg, 69590 Pomeys, tél : 04 78 48 49 64. *Architectes.*

■ M. et Mme Cezeriat, 14, chemin de Chasse, 69600 Oullins, tél : 04 78 51 00 38. *Architecture bio-climatique.*

Cette association est née en 1991 pour faire la promotions des solutions écologiques dans les différents domaines de l'habitat : matériaux sains, énergies renouvelables, gestion de l'eau, permaculture, géobiologie... Ces thèmes peuvent s'appliquer dans la construction comme dans la rénovation. L'association offre à ses adhérents une documentation sur les produits et les techniques, des conseils aux autoconstructeurs, la possibilité d'aller faire des stages sur des chantiers en cours pour apprendre une technique, la mise en réseau avec d'autres expériences en d'autres lieux. Oïkos mène également des actions pédagogiques en direction des

Se déplacer à vélo

Depuis les grandes grèves de 1995, on assiste à un retour en force du vélo en milieu urbain. De plus avec l'approche des élections municipales de 2001, les pistes cyclables se sont multipliées tout au long de l'année 2000 (principalement toutefois sur l'est de Lyon qui est beaucoup plus plat que l'ouest). Enfin, depuis le début de 2001, deux lignes de tramway ont été ouvertes à Lyon (sur plus de 20 km) et les rames sont — théoriquement — accessibles aux vélos ce qui devait permettre un transport combiné extrêmement performant. Dans les faits, la montée dans un tramway est hasardeuse : la place prévue par le constructeur a été remplacée par les TCL par deux sièges supplémentaires et l'étréitesse du tramway fait qu'un vélo bloque rapidement le passage. Le cycliste subit alors la condamnation morale des autres usagers. De même, le choix de faire le plus souvent des bandes cyclables sur la chaussée voisine a u



lieu de pistes séparées rend la circulation difficile voire impossible quand la bande cyclable devient un lieu de stationnement. Globalement, les meilleures pistes sont celles du bord du Rhône qui ont été conçues pour un cyclisme de loisirs et non de déplacements urbains. Il est significatif que la Courly ait préféré dépenser de l'argent pour aménager ces pistes de loisirs (en partie au milieu d'un vaste parking auto) plutôt que de mettre en place une véritable alternative en termes de déplacements quotidiens. Il y a encore beaucoup à faire pour obtenir un réseau cyclable sécurisé. Malgré ces nombreuses imperfections, les comptages effectués par la Communauté urbaine montrent un doublement du nombre de cyclistes sur les cinq dernières années.

■ Vélos et chemins de traverse, 44, rue Burdeau, 69001 Lyon, tél : 04 72 98 88 87. *Association faisant la promotion des véloroutes, routes réservées aux seuls vélos à travers l'Europe permettant ainsi des itinéraires sécurisés pour les déplacements longues distances.*

■ La Ville à vélo, 25, avenue des Frères-Lumière, 69008 Lyon, tél : 04 78 77 52 12. *Association de promotion du vélo dans le Grand Lyon. Actions auprès des institutions, des élus locaux, du public. Membre de la Fubicy au niveau national.*

■ Lyon-Vélo, Maison pour tous, 5, place Saint-Jean, 69005 Lyon. *Promotion du vélo, un peu en sommeil actuellement.*

■ Le Grand Lyon à vélo, 20, rue du Lac, 69003 Lyon, tél : 04 78 63 40 40. *Service de l'agglomération lyonnaise qui publie une carte des aménagements cyclables, gratuite sur simple demande.*

Pour une ville sans voiture

Les vélorutionnaires du Rassemblement pour une ville sans voiture, le RVV, dénoncent les multiples aspects négatifs de la voiture : pas seulement la pollution de l'air et de l'espace, mais également ses conséquences sociales : quartiers spécialisés, encombrement de la chaussée au détriment de la vie sociale, isolement et agressivité entre conducteurs. Ils proposent une solution radicale : plutôt qu'une tonne de ferraille gâchée d'énergie et de matériaux, il est possible de se déplacer avec seulement 15 kilos de métaux (un vélo), quelques grammes de métaux (des rollers), sans métaux du tout (des chaussures) ou même de ne pas se déplacer en réfléchissant à comment on peut vivre en meilleure intelligence



Habitat sain



■ Auberge de la Buissonnière, 69690 Courzieu, tél : 04 74 70 87 48. *Maison autoconstruite en bois cordé.*

■ SIC Distribution, 12, rue Alexandre-Grammont, 69800 Saint-Priest, tél : 04 72 28 86 33. *Vente de matériaux naturels : chaux, peintures, enduits.*

■ René Bellon, Le Carabin, 69830 Duerne, tél : 04 78 48 69 29. *Briques G, reprise de pisé, chanvre en torchis, chauffage bois (poêle catalyse).*

■ M. Giraud-Ruet, Les Rampots, 69860 Monsols, tél : 04 74 04 76 42. *Maison en bois avec toit végétal.*



■ Pisé Terre d'avenir, Montée des Roches, 69930 Saint-Laurent-de-Chamousset, tél : 04 74 26 55 61. *Promotion des bâtiments en pisé de terre.*

Environnement



avec son proche voisinage. Réunions les 2e et 4e mercredis du mois, adhésion libre.

■ Rassemblement pour une ville sans voiture, 44, rue Burdeau, 69001 Lyon, tél : 04 72 00 23 57.

■ Pour une Croix-Rousse sans voiture, 44, rue Burdeau, tél : 04 72 00 23 57. *Groupe local du RVV qui par des reportages photographiques dénonce les aberrations de l'aménagement dans un quartier ancien construit avant l'ère de la voiture.*

Louer, acheter, réparer son vélo

Il existe des centaines de garagistes dans le département. Car si la voiture est déjà un gouffre au niveau de son achat, c'est également un gouffre pour son entretien. Alors que le nombre de vélos augmente régulièrement, on peut penser qu'un nouveau métier va se développer : les garagistes pour vélos.

Le Recycleur est un atelier vélo qui a été créé par des animateurs du RVV pour mettre à la disposition de tous et



toutes les outils nécessaires à l'entretien de son vélo. Serge Danière et Marco Angelozzi, animateurs de la structure, peuvent vous apprendre à démonter un pneu, régler vos freins, changer une chaîne de vélo et régler le vélo à votre taille. Le Recycleur propose également des pièces détachées d'occasion et des vélos d'occasion peu cher. Actuellement, l'un des problèmes du vélo est le vol. Rien ne sert donc d'avoir un vélo flambant neuf : c'est le meilleur moyen de se le faire voler. Des négociations sont en cours avec notamment le conseil général pour favoriser le développement d'autres ateliers du même genre.

■ Le Recycleur, 44, rue Burdeau, 69001 Lyon, tél : 06 80 45 09 10.

Et également :

■ Cycles Rhône-Alpes, 35, rue Denfert-Rochereau, 69004 Lyon, tél : 04 78 29 52 86. *Fabricant de vélos, vélos d'occasion, entretien et location de vélos.*

■ Pro-Vélo, 8, place Saint-Paul, 69005 Lyon, tél : 04 78 39 21 75. *Depuis 1998, cette structure de réinsertion pour jeunes en difficulté, mise en place par l'association des Amis Jeudi-Dimanche, propose au sein d'un bus itinérant réparation, location, ventes de vélos d'occasion. Souvent présent sur les quais du Rhône, le long de la piste cyclable.*

■ Pro-Vélo, 73, rue Galline, 69100 Villeurbanne, tél : 04 37 47 81 82. *Idem.*

■ Cycles Mélinon, 3, rue des Landes, 69290 Craponne, tél : 04 78 57 14 53. *Location de VTT pour la randonnée.*

■ Espace VTT, Auberge, Bonneval, 69430 Marchamp, tél : 04 74 02 06 84. *Location de VTT plutôt pour la randonnée.*

■ Cycles Rhône-Alpes, Le Plat du Pin, 69690 Brussieu, tél : 04 74 70 82 15. *Fabricant de vélos, vélos d'occasion, entretien et location de vélos.*



Se déplacer autrement

Pour dialoguer avec les collectivités publiques et les services administratifs liés à la question des transports, un collectif a vu le jour sur Lyon en 1996 qui regroupe les principales associations travaillant sur le sujet. La DARLY, «se déplacer autrement

dans la région lyonnaise», fait des contre-propositions sur les modes de déplacements en région lyonnaise. Elle s'oppose aux nouvelles voies consacrées à la voiture, propose au contraire le développement des transports en commun (tramway plutôt que métro), la mise en place d'un réel réseau de pistes cyclables, et surtout mène une réflexion plus large, en lien avec les milieux institutionnels, sur la question de la réduction des déplacements. La DARLY est membre de la FNAUT, Fédération nationale des associations d'usagers des transports, et collabore au réseau transports de France-Nature-Environnement. Elle a accueilli à Lyon en 2000, une réunion nationale de *La rue de l'avenir* un collectif dans lequel figurent les associations de parents d'élèves, qui propose le développement des zones sécurisées pour les enfants : zones piétonnes, zones 30, etc.



■ DARLY, MRE, 32, rue Sainte-Hélène, 69002 Lyon, tél : 04 74 72 89 99.

Associations adhérentes

■ Rassemblement pour une ville sans voiture, 44 rue Burdeau, 69001 Lyon, tél : 04 72 00 80 97.

■ Droits du piéton, 7, rue Major-Martin, 69001 Lyon, tél : 04 78 28 12 77.

■ FRAPNA-Rhône, Fédération Rhône-alpes de protection de la nature, 32, rue Sainte-Hélène, 69002 Lyon, 04 72 77 19 99. *Regroupe de nombreuses associations locales, voir par ailleurs.*

■ REAGIR, L'enfant et la rue, Colette Olivero, 37, quai Gailleton, 69002 Lyon, tél : 04 78 42 27 65.

■ Greenpeace Lyon, 9, rue Dumenge, 69004 Lyon, tél : 04 78 89 75 43.

■ PROTRALY, P. Diacono, 51, cours de la Liberté, 69003 Lyon, tél : 04 78 60 62 83. *Promotion du tramway à Lyon.*

■ FNAUT-Rhône-Alpes, Fédération nationale des associations d'usagers des transports, Jean-Louis La Rosa, 44, boulevard de la Croix-Rousse, 69004 Lyon. *Défense des usagers au sein des grands organismes de transports (SNCF en particulier). Pour le développement des transports en commun.*

■ Lyon Tramway, M. Vandebroucke, 75, rue Bellecombe, 69006 Lyon, tél : 04 78 52 50 82. *Promotion du tramway.*

■ REUSSIR, Repenser les équipements urbains sans sacrifier l'intérêt des riverains, Xavier Marula, 57 boulevard Stalingrad, 69006 Lyon, tél : 04 72 43 02 59. *Association de quartier (Lyon 3, Lyon 6 et Charpenne-Villeurbanne) qui s'est créé pour s'opposer au départ au boulevard de l'Europe, une voie rapide pénétrante qui devait couper Lyon le long des voies de chemin de fer. A depuis également lutté contre le bruit des ponts métalliques de la SNCF.*

■ UFC Que Choisir, 1, rue Sébastien-Gryphe, 69007 Lyon, tél : 04 78 72 00 84. *Voir consommateurs.*

■ Gerland Perspective, Alain Giordano, 51, rue du L.C. Girard, 69007 Lyon, tél : 04 72 73 10 48. *Association de quartier qui intervient pour critiquer et proposer dans le choix d'urbanisme d'un quartier actuellement en pleine restructuration.*

■ Syndicat professionnel des taxis, 2, place du Prado, 69007 Lyon, tél : 04 78 69 41 41. *Les taxis de ce syndicat (entre 10 et 20 % de la profession) sont intéressés par une redéfinition de la ville et proposent un développement de leur profession en complément aux transports en commun, comme alternative à la voiture. Si vous n'avez pas de paquet, vous prenez les TCL, sinon vous appelez un taxi.*

■ La Ville à vélo, 25, avenue des Frères-Lumière, 69008 Lyon, tél : 04 78 77 52 12.

■ Autopartage, 18 bis, rue Paul-Cazeau, 69008 Lyon, tél : 04 72 78 97 39.

■ Citoyenneté écologie solidarité, c/o CCO, 39, rue Courteline, 69100 Villeurbanne. *Groupe politique.*

■ AGUPE, Association générale d'urbanisme et de protection de l'environnement, BP 01, 69110 Sainte-Foy-lès-Lyon, tél : 04 78 25 90 31 (Mr. Grosjean).

■ Valvert Survie, 3, chemin du Juge-de-Paix, 69130 Ecully. *Association de défense de l'ouest lyonnais, en particulier contre le projet TOP, le dernier tronçon du périphérique toujours en discussion.*

■ Ecologie, solidarité, citoyenneté, BP 2, 69160 Tassin-la-Demi-Lune. *Groupe écolo local.*

■ AFAC Rhône-Alpes, c/o Alain Thozet, 26, chemin de Naive, 69230 Saint-Genis-Laval, tél : 04 72 44 82 19. *Association française des amis des chemins de fer.*

■ Association usagers Halte Méridien, Jean Dramard, 47, avenue Bergeron, 69260 Charbonnières-les-Bains, tél : 04 78 87 04 40. *Association qui s'est battue pour la restauration d'un arrêt du train dans leur commune, avec succès.*

■ Sauvegarde des coteaux Lyonnais, Centre d'animation, place de la Mairie, 69290 Grézieux-la-Varenne, tél : 04 78 44 82 69.

■ Caluire Cadre de Vie, M. Arthaud-Berthet, 26, chemin des Villas, 69300 Caluire, tél : 04 78 08 52 88.

■ AVAC, association vivre à Caluire c/o Serge Bellet, 137, chemin de Crépieux, 69300 Caluire, tél : 04 78 08 95 24.

■ APLYC, Association de protection des vallées de l'Yzeron et du Chêne, c/o M. Le Hyaric, 12, allée du Gamay, 69340 Francheville.

■ FAPPO, Fédération anti-projet périphérique ouest, André Pichon, 36, avenue de Chataz, 69340 Francheville, tél : 04 78 34 29 68. *Fédération de douze associations locales.*

■ CAB, Contre l'autoroute Lyon-Balbigny, Maison des associations, 1, rue de la République, 69380 Chazay-d'Azergues.

■ Altern'Infos c/o André Abeillon, 8, rue Jean-de-la-Fontaine, 69380 Chazay-d'Azergues, tél : 04 78 43 02 19. *Voir en rubrique politique.*

■ SEVDOR, Sauvegarde des espaces verts des monts d'Or, 5, impasse Guillotière, 69390 Vourles, tél : 04 78 35 87 85. *Regroupe 26 comités locaux.*

■ Trans 2000, Maison des sociétés, square Grimma, BP15, 69500 Bron, tél : 04 78 26 15 34 Christian Labie. *Association qui s'est constituée pour faire la promotion du tramway dans l'est lyonnais. Avec succès puisque celui-ci passe à Bron et que les travaux de prolongement vers Saint-Priest sont en cours.*

■ CTVS, Collectif transport Val de Saône, Michel Bretin, 129, avenue du Maine, 01500 Trévoux. *Regroupe plus de 40 associations locales tout au long de la Saône, au nord de Lyon : rive gauche dans l'Ain, rive droite dans le Rhône. Demande entre autres la remise en service d'une ligne de*

tramway au nord de Lyon qui a été supprimée dans les années 50.

■ SCJ, Sauvegarde des coteaux du Jarez, François Georjon, 5, allée de Pommiers, 42800 Saint-Martin-la-Plaine. *Regroupe une vingtaine de comités locaux à cheval sur le département du Rhône et de la Loire pour la défense de l'environnement local et en particulier le refus de nouveaux axes routiers entre Saint-Etienne et le nord de Lyon.*

Et également sur les transports :

■ MNLE, Mouvement national de lutte pour l'environnement, 32, rue Sainte-Hélène, 69002 Lyon. *L'association pseudo-environnementale des communistes : de l'air pur grâce aux voitures électriques alimentées par des centrales nucléaires...*

■ ACGR, c/o CCO, 39, rue Courteline, 69100 Villeurbanne. *Ce collectif se bat pour la gratuité de TEO, un bout payant du périphérique lyonnais (tunnel). Populisme en totale contradiction avec une position écologiste : ce tunnel n'étant pris que par ceux qui préfèrent leur voiture aux transports en commun, non seulement, il devrait rester payant, mais, comme le proposait une étude de l'INRETS, Institut national de recherche sur les transports, on devrait mettre des péages à toutes les sorties du périphérique.*

■ CAEL, mairie, 69150 Décines. *Coordination des associations de l'est lyonnais. Travaille depuis 1985 sur les questions de cadre de vie, dont en particulier les transports.*

■ CRURE, Collectif des riverains et usagers de la rocade est, BP 213, 69152 Décines-Charpieu cedex, tél : 04 78 31 43 27, Marc Pagano. *Essaie de concilier les questions de bruit et les conditions de circulation. Pas vraiment alternatif.*

■ Lyon-Métro, palais du Commerce, place de la Bourse, 69002 Lyon. *Association qui milite pour le métro (et donc de fait contre le tramway) sans doute pour ne pas gêner la circulation automobile. Eux, c'est les transports en commun + la voiture.*

■ INRETS, Institut national de recherche sur les transports et la sécurité, 25, avenue François-Mitterrand, 69500 Bron, tél : 04 72 14 23 00. *Publie de très nombreuses données fort intéressantes pour argumenter sur les alternatives à la voiture, pour chercher comment se déplacer moins, etc.*

■ CORIAS, comité des riverains de l'aéroport Lyon-Saint-Exupéry, Jean-Luc Garcia, Mairie, 69330 Pusignan, fax : 04 78 31 38 97.

■ ACENAS, association contre l'extension et les nuisances de l'aéroport Lyon-Saint-Exupéry c/o Evelynne Lavezzari, BP, mairie, 38540 Heyrieux, tél : 04 72 48 70 43.

L'invasion des déchets

Imaginons un instant que l'on puisse construire une immense coupole fermée au-dessus de l'agglomération lyonnaise. Que se passerait-il ? Très rapidement, les habitants manqueraient de ressources : carburants pour les véhicules et le chauffage, mais surtout manque de nourriture. Parallèlement, les rues se rempliraient de déchets dont nous ne saurions rien faire. La ville n'est donc pas un écosystème en équilibre. Ceux qui veulent parler d'écologie urbaine ou de ville durable doivent prendre en considération que plus la population est dense, plus il est difficile d'être en

Protection de la nature

harmonie avec son environnement et ceci d'autant plus que le niveau de consommation est élevé. En attendant une politique écologique qui viserait à limiter la mobilité (individuelle au moins), vivre frugalement, etc. il faut bien gérer au mieux nos montagnes de déchets.

Dans la région lyonnaise, on peut distinguer plusieurs manières de les traiter : ■ collecte du tout venant terminant soit en incinérateur (Rillieux et Gerland pour l'agglomération lyonnaise) soit encore en décharge pour les petites communes

■ collecte sélective par les *poubelles vertes* dans certaines communes et quartiers de Lyon (en principe généralisé d'ici 2002) avec récupération sélective du papier-carton, des plastiques

■ collecte du verre par tout un réseau de conteneurs dispersés jusqu'au moindre village,

■ mis en place d'un réseau de déchetteries offrant une douzaine de types de bennes pour la collecte des encombrants, des déchets végétaux, des inertes de chantiers, de la ferraille, des huiles de vidange, et des déchets toxiques (piles, médicaments...).

Ces différentes méthodes ont certes permis de mieux collecter les déchets de manière sélective et donc de limiter l'enfouissement. Ainsi, dans la douzaine de déchetteries du Grand Lyon, l'enfouissement ne représente plus que 32 % de la collecte en 2000 contre 53 % en 1994, 17 % de la collecte est recyclée et 51 % fait l'objet d'une valorisation, terme pudique pour cacher une incinération grande productrice de pollutions par les dioxines et les métaux lourds.

Les déchets toxiques sont les plus problématiques car ils nécessitent un traitement spécialisé coûteux. Les déchetteries du Grand Lyon ont collecté, en 2000, 79 tonnes de peintures et solvants, 26 tonnes de piles, 178 tonnes d'huiles usagées, 178 tonnes de batteries... mais ces apports n'ont été faits que par 8143 personnes pour environ 350 000 foyers ! Autant dire que la très grande majorité de ces déchets parte dans le tout venant (et donc en décharge ou en incinérateur).

Actuellement, la législation oblige théoriquement à la collecte sélective de ces déchets. Ce n'est pas appliqué et même si cela l'était, ce ne serait pas suffisant. Ainsi, l'utilisation d'une pile est une catastrophe écologique : sa fabrication et sa destruction consomment mille fois ce qu'elle délivre en énergie ! Il faut donc les

La Fédération Rhône-Alpes de protection de la nature a été créée au milieu des années 70 en même temps que se multipliaient les mobilisations contre les projets destructeurs de la nature. Avec un relais dans chaque département de la région, elle fédère un grand nombre d'associations locales de protection de la nature et de l'environnement. Elle compte environ 2000 membres au niveau régional. Chaque département dispose d'une revue. La FRAPNA représente les défenseurs de la nature dans de nombreux organismes paritaires. Elle est engagée dans de multiples domaines : protection de la faune et de la flore, définition de zones à protéger, gestion de réserves naturelles, participation à des luttes contre des projets industriels (elle a été très investie dans la lutte contre Superphénix), éducation à l'environnement, etc.

Dans le Rhône, la FRAPNA propose au niveau pédagogique des balades sensorielles, des enquêtes, des inventaires, la recherche sur un site des critères qui en font un lieu remarquable, etc. Les enfants sont amenés à découvrir comment fonctionne un écosystème, comment vivent les êtres vivants et comment ils sont en relation les uns aux autres. Dans un deuxième temps, les enfants sont amenés à rechercher l'influence de l'homme sur ce milieu : aménagement du paysage, rejets de déchets, utilisation de pesticides appauvrissant le milieu, culture, aménagement, constructions... Certaines actions sont bénéfiques au milieu, d'autres néfastes. Pour cela, les enfants peuvent par exemple participer à une action de collecte de déchets, entreprendre un nettoyage, aménager un sentier botanique, poser des nichoirs, créer une mare, planter une haie... voire même préparer une sortie pour des adultes. La FRAPNA a créé tout un ensemble de fiches, de livres de conseils, des affiches d'information, des textes pour faire la sensibilisation. Ces animations peuvent se faire de la pleine nature à l'école, en passant par les espaces verts. Un travail proposé par la FRAPNA consiste sur une commune, avec les écoles pour relais, à faire un inventaire des potentialités observables.

La FRAPNA intervient pour la protection des sites naturels, sites «sub-naturels» le plus généralement car le département du Rhône, très fortement peuplé, n'a pas vraiment laissé de zones totalement naturelles : agriculture, urbanisme, zones d'activités et voies de communication ont tout modifié. Il reste toutefois des zones presque naturelles, provenant le plus souvent de déprise de l'activité humaine, comme les gravières du



Tiles Crépieux

fleuve, les anciens réseaux souterrains d'exploitation de carrière, certaines zones humides comme le parc de Miribel-Jonage (3000 hectares sur le Rhône en amont de Lyon) ou le Val de Saône qui comprend encore de nombreuses îles, des prairies inondables et des «trous» d'eau. Ces deux sites ont été inclus dans l'inventaire du réseau Natura 2000 pour un classement européen. En aval de Lyon, on trouve également des îles : îles de la Chèvre, de la Table-ronde, Tabard, Jaricot, Ciselande, qui sont des secteurs de grand intérêt pour la faune et la flore. Certains ruisseaux de l'ouest du département sont également naturellement riches ; on y trouve par exemple l'écrevisse à pattes blanches, une indicatrice de la bonne qualité des eaux. Au niveau terrestre, la FRAPNA s'intéresse aux landes de Montagny, mélange de zones humides et de landes sèches qui bénéficie pour partie d'une protection de biotope. Les monts d'Or, à l'ouest de Lyon, présentent encore des prairies et des sous-bois remarquables, mais ils sont menacés par l'expansion immobilière. Les Crêts de Remont et Bancillon, entre la vallée de la Saône et de l'Azergues abritent des orchidées et des oiseaux spécifiques. Ils sont recensés comme zone d'intérêt floristique et faunistique (ZNIEFF). Au nord du département, le mont Saint-Rigaud qui atteint 1012 m est le seul site montagnard. Malgré une tendance à la monoculture de résineux, la FRAPNA a pu acquérir plusieurs parcelles de bois mixtes feuillus résineux, eux-aussi classés (ZNIEFF). La FRAPNA a proposé à l'inventaire Natura 2000, le classement des anciennes mines de Claveisolles où niche une colonie de chauve-souris. Elle a elle-même acheté la mine de Verdy, classée en réserve naturelle volontaire et qui abrite une dizaine d'espèces.

Le principal problème pour les protecteurs de la nature reste toutefois l'expansion de l'agglomération urbaine et de ses infrastructures qui fractionnent de plus en plus le territoire, l'artificialisent, le banalisent et le polluent. L'urgence serait une politique de la ville qui veuille à ne plus s'étendre.

■ FRAPNA-Région, 19, rue Jean-Bourgey, 69100 Villeurbanne, tél : 04 78 85 97 07.

■ FRAPNA-Rhône, MRE, 32 rue Sainte-Hélène, 69002 Lyon, 04 72 77 19 90.

Associations adhérentes

■ Amis de la nature, 7, rue Major-Martin, 69001 Lyon. *Randonnées pédestres familiales.*

■ SPASE, 1, rue Pierre-Dupont, 69001 Lyon, tél : 04 78 28 57 44. *Société piscicole aquicole Sud-Est, s'occupe de la protection d'un étang à Montagny et par extension du site de Montagny.*

■ Comité départemental de spéléologie, 28, quai Saint-Vincent, 69001 Lyon, tél : 04 72 39 71 78.

■ SPA, 25, quai Jean-Moulin, 69002 Lyon, tél : 04 78 37 83 21. *Protection des animaux.*

■ CAF, Club alpin français, 38, rue Thomassin, 69002 Lyon, tél : 04 78 42 09 17. *Randos et montagne.*

■ APBG, M. Defer et M. Ulysse, 59, rue Henri-Gorjus, 69004 Lyon, tél : 04 78 76 11 71. *Association des professeurs de biologie et de géologie... qui se battent au sein de l'éducation nationale pour le maintien de l'étude des sciences de la nature, matières que certains technocrates voient d'un mauvais œil.*

■ SECIRELY, Sentiers et circuits dans la région lyonnaise, 32, rue Germain, 69006 Lyon, tél : 04 72 74 23 17. *Circuits pédestres, randonnées.*

■ Union touristique amis nature, BP 6141, 69006 Lyon.

■ Rhône-Alpes orchidées, 13, rue de Fonlupt, 69008 Lyon, tél : 04 78 30 16 86.

■ Spéléoclub, 14, place Grand-Clément, 69100 Villeurbanne.

■ AGUPE, BP 01, 69110 Sainte-Foy-lès-Lyon, tél : 04 78 59 82 35. *Association des groupements d'urbanisme et de protection de l'environnement.*

■ APVS, chez M. Gastineau, Le Chatillon, 69170 Saint-Clément-sous-Valsonne, tél : 04 74 05 12 57. *Association pour la protection du Val Saônan.*

■ La Pie verte, Dominique Michon, chemin Tour-Risler, 69250 Poleymieux, tél : 04 78 91 92 20.

■ SEVDOR, 5, impasse Guillotière, 69390 Vourles, tél : 04 78 05 34 18. *Sauvegarde des monts d'Or.*

■ FRAPNA-Villefranche, Philippe Muraillé, 119, rue d'Alger, 69400 Villefranche, tél : 04 74 60 32 33.

■ Roch'nature, chez M. Camous, 7, avenue de Montlouis, 69410 Champagne-aux-Monts-d'Or, tél : 04 78 35 87 85. *Défense du vallon de Roche-Cardon.*

■ Amis de la nature en Haut-Beaujolais, «La Verrière», Les Ardillats, 69430 Beaujeu, tél : 04 74 04 72 18.

■ ASECV, chez M. Riffaud, Les Pinaudières, 69560 Saint-Cyr-sur-le-Rhône, tél : 04 74 53 22 58. *Association de sauvegarde de l'environnement et du cadre de vie.*

■ Amis du vallon du Rossand, mairie de Montromand, 69610 Sainte-Foy-l'Argentière.

■ Canoë kayak nature, hôtel de ville, 69680 Chassieu, tél : 04 78 49 09 85. *Association qui fait la promotion d'une pratique du canoë kayak dans le respect de la nature.*



Batteries à Metalleurop (Arnas).

éviter au maximum. De même, pour les emballages : il n'y a pratiquement pas de débouchés pour le plastique recyclé... ou l'utilité de certains emballages (les sacs plastiques dans les grandes surfaces) se mesure en minutes.

Essayer de penser une ville durable consiste donc non pas à gérer uniquement les déchets, mais aussi à essayer d'en diminuer la quantité... Or nos poubelles sont de plus en plus volumineuses.

Pour en savoir plus :

■ **Tierra Incognita**, 44, rue Burdeau, 69001 Lyon, tél : 04 72 07 69 28. Association spécialisée dans la dénonciation des substances toxiques, correspondante à Lyon du CNIID, Centre national d'information indépendante sur les déchets, travaille aussi en lien avec A-Seed, un groupe écologiste dont le siège est aux Pays-Bas. Publie un bulletin trimestriel «Tierra-Toxic» dont le premier numéro sorti en mai 2001 comprend un dossier sur le brome (abonnement 50 F).

Et par défaut :

- Déchetterie, 12, boulevard de l'Artillerie, 69007 Lyon, tél : 04 72 73 46 57.
- Déchetterie, 82, avenue Sidoine-Apollinaire, 69009 Lyon, tél : 06 12 93 91 51.
- Déchetterie, rue Alfred-Brinon, 69100 Villeurbanne, tél : 04 78 84 56 09.
- Déchetterie, 15, rue Pierre-Mendès-France, 69120 Vaulx-en-Velin, tél : 04 78 80 71 39.
- Déchetterie, route de Fontaines, 69140 Rillieux, tél : 04 78 97 10 30.
- Déchetterie, rue Jean-Moulin, 69200 Vénissieux, tél : 04 78 70 56 65.
- Déchetterie, route de Lyon, 69210 Fleurioux-sur-Arbresle, tél : 04 74 01 35 63.
- Déchetterie, ZI du Pain-Perdu, 69220 Belleville, tél : 04 74 69 68 21.
- Déchetterie, avenue des Frères-Lumière, 69250 Neuville, tél : 04 72 08 92 75.
- Déchetterie, 2, avenue Louis-Pradel, 69290 Saint-Genis-les-Ollières, tél : 04 78 57 16 59.
- Déchetterie, chemin de la Gravière, 69310 Pierre-Bénite, tél : 04 72 39 21 87.
- Déchetterie, ZI du Pontet, rue Jules-Guesde, 69360 Saint-Symphorien-d'Ozon, tél : 04 78 02 95 41.
- Déchetterie, impasse du Tronchon, 69410 Champagne-au-Mont-d'Or, tél : 04 78 47 56 51.
- Déchetterie, Verenay, 69420 Ampuis, tél : 04 74 56 10 36.
- Déchetterie, hameau Chambon, 69440 Saint-Maurice-sur-Dargoire, tél : 04 77 75 11 72.
- Déchetterie, chemin de l'Île-de-Bans, 69700 Givors, tél : 04 78 73 08 76.
- Déchetterie de la Picardière, Les Brosses, rue Toussieu, 69720 Saint-Laurent-de-Mure, tél : 04 72 48 02 83.
- Déchetterie, rue de l'Égalité, 69740 Genas, tél : 04 78 90 64 03.
- Déchetterie, rue du Mâconnais, 69800 Saint-Priest, tél : 04 78 80 71 39.
- Déchetterie, A la Terre-d'Aillon, 69970 Chaponnay, tél : 04 78 96 09 18.



ville ou en voyage, elle essaie actuellement de mettre en place un système de location de voitures, lesquelles seraient disponibles sur des parcs de stationnement de Lyon. Elle travaille également, en relation avec d'autres associations sur un projet de «Maison de la mobilité» à Lyon. Enfin, avec le soutien de la DARLY, elle fait partie de la Fenacom, Fédération nationale co-voiturage et mobilité qui essaie de réfléchir à la mise en place d'un réseau national de co-voiturage (avec Allo-Stop à Paris qui assure la coordination).

■ **Autopartage**, 18 bis, rue Paul-Cazeneuve, 69008 Lyon, tél : 04 72 78 97 39.

Connaître, partager, transformer le cadre de ville



Robin des Villes

Robin des villes est une association née en 1997 dont les membres actifs sont pour la plupart issus de formations d'architecte, d'urbaniste, de design. Elle mène des actions de sensibilisation autour du cadre de la ville. Les différentes activités sont tournées vers les enfants, les jeunes adultes, via les écoles, les centres sociaux, les MJC...

L'association a organisé en 1999, trois jours de rencontres sur le thème «vers des villes conviviales» et prépare pour octobre des rencontres sur le thème «Alice au pays des villes». Des débats de nature particulière puisque hautement intuitifs et ouverts à tous, se déroulent chaque dernier mardi du mois au siège de l'association sur des thèmes variés toujours en rapport avec la ville comme par exemple : quel traitement urbain autour de la réouverture de la ligne de chemin de fer de l'Est, le rapport entre les élus et les techniciens, la mixité, de l'intimité à l'urbanité, etc.).

■ **Robin des villes**, MRE, 32, rue Sainte-Hélène, 69002 Lyon, tél : 04 72 77 19 94.

Et également

■ **Droits du piéton**, 7, rue Major-Martin, 69001 Lyon, tél : 04 78 28 12 77. Créée en 1966, cette association dénonce les aménagements dangereux, milite pour les transports collectifs qui occupent moins d'espace, demande que le piéton soit prioritaire dans les politiques d'aménagement. Elle a créé le «jeu du piéton», distribué des affiches pour les auto-écoles.

■ **Association Bon Pasteur**, Espace de Vie, 15, rue de l'Alma, 69001 Lyon, tél : 04 72 07 09 44. Le quartier de la Croix-Rousse est théoriquement protégé dans le cadre d'une ZPPAUP, Zone de protection du patrimoine architectural urbain et paysager depuis 1993. Mais en 2000, la mairie s'est permis, discrètement, de modifier certains critères. Des bâtiments anciennement protégés vont ainsi pouvoir être détruits et reconstruits en plus grand !

■ **Aux pays d'Alice**, 11, rue Constantine, 69001 Lyon, tél : 04 78 29 34 03. Circuits pédestres, randonnées.

■ **Maison rhodanienne de l'environnement**, 32, rue Sainte-Hélène, 69002 Lyon, tél : 04 72 77 19 80. Espace géré par le conseil général hébergeant de nombreuses associations.

■ **GRAINE**, Groupe régional d'animation et d'initiation à la nature et à l'environnement, 32, rue Sainte-Hélène, 69002 Lyon, tél : 06 13 55 77 49. Réseau d'associations et d'individus travaillant dans le domaine de l'éducation à l'environnement. Membre du réseau national Ecole et nature.

■ **CORA**, centre ornithologique Rhône-Alpes, MRE, 32, rue Sainte-Hélène, 69002 Lyon, tél : 04 72 77 19 85. Pour ceux qui aiment les oiseaux, ailleurs qu'au bout d'un fusil.

■ **Péniche de l'environnement**, MRE, 32, rue Sainte-Hélène, 69002 Lyon, tél : 04 72 77 19 96. Association organisant des classes vertes sur une péniche qui se déplace sur le Rhône, entre Lyon et la Camargue. Propose également des stages au fil de l'eau pendant les vacances scolaires (exemple : artistes nature du 8 au 13 juillet, entre Avignon et Port-Saint-Louis, graines de scientifiques du 30 juillet au 4 août...). La péniche peut accueillir 40 enfants. Outre des cabines de 2 à 10 personnes, elle offre un réfectoire (la salle Icorne), une salle de réunion (la salle Amandre) et dispose d'un important matériel pédagogique. L'encadrement est effectué par un capitaine, un matelot, un cuisinier et cinq ou six animateurs nature.

■ **Maisons paysannes du Rhône**, MRE, 32, rue Sainte-Hélène, 69002 Lyon, tél : 04 78 66 18 00. Défense du patrimoine, aide à la restauration de maisons traditionnelles, formation aux techniques de réhabilitation selon les techniques naturelles.

■ **AFDA**, Association française de la défense animale, 28, rue de la Part-Dieu, 69003 Lyon, tél : 04 78 01 24 02. Créée en 1982, revendique un millier d'adhérents. Actions contre la vivisection, la chasse, la corrida, le transport d'animaux, la fourrure, les abandons...

■ **Grand Lyon**, pôle éducation à l'environnement urbain, 20, rue du Lac, 69003 Lyon, tél : 04 72 89 36 10. Autour de six thèmes : air, énergies, environnement sonore, eau, propreté, arbres, équipe d'animation de l'agglomération intervenant dans les centres sociaux et les groupes scolaires. Peut également aider à la réalisation de projets pédagogiques.

■ **FERME**, Fédération européenne de revalorisation des races domestiques menacées, 9, rue Dumenge, 69004 Lyon, tél : 04 77 76 10 39. Lutte pour le maintien de la biodiversité dans l'élevage. Promotion et soutien aux espèces menacées, bourse d'échange entre éleveurs.

■ **Naturalistes rhodaniens**, 9, boulevard des Castors, 69005 Lyon.

■ **Comité départemental de randonnée pédestre**, 405, avenue Jean-Jaurès, 69007 Lyon, tél : 04 78 57 08 96.

■ **Naturama**, 79, rue Pasteur, 69007 Lyon, www.tuvao.com. Association de découverte de la nature.

■ **Passe-Jardin**, 131, rue Challemeil-Lacour, 69008 Lyon. Cette association, s'inspirant des Green Guerillas de New-York cherche et aménage des parcelles urbaines inconstruites pour en faire des jardins sociaux en lien avec les habitants du voisinage.

■ **Passe-jardin**, 16, rue Poizat, 69100 Villeurbanne, tél : 04 78 00 22 59.

■ **Comité de quartier** de Cusset, J. Vidal, 12 B, rue du Cimetière, 69100 Villeurbanne. En place d'une barre d'immeuble qui doit être démolie, la mairie a autorisé la construction d'un restaurant rapide et d'un hôtel bon-marché. Le comité de quartier propose en alternative la création d'une ferme pédagogique et de jardins ouvriers.

■ **Terre et Nature**, Christian Prat, BP 3003, 69605 Villeurbanne cédex, tél : 06 70 65 50 30. Adhérent au réseau Sortir du nucléaire.

■ **Ligue contre la violence routière**, 16, rue du Prieuré, 69130 Ecully, tél : 04 78 29 52 65. Campagne de sensibilisation auprès du public et des élus sur notre catastrophe quotidienne : la voiture qui tue et blesse tous les jours.

■ **Jeunes pour la nature**, avenue Paul-Santy, 69130 Ecully, tél : 04 78 33 15 61.

■ **Saint-Marcel Environnement**, Christian Girardon, La Croix-des-Rameaux, 69170 Saint-Marcel-l'Éclairé, tél : 04 74 63 34 04.

■ **Les P'tits Nioules**, Catherine Frizon, Les Nioules, 69170 Les Sauvages, tél : 04 74 89 10 26. Accueil d'enfants pour des activités pédagogiques liées à l'environnement et aux énergies renouvelables.

■ **Union régionale des MJC**, Olivier Martel, 13, route de Lyon, 69210 L'Arbresle, tél : 04 74 01 20 20. Organise des stages pour passer la BAF d'animateur nature.

■ **Ligue contre la violence routière**, Christian Renaud, 21, rue des Martyrs, 69230 Saint-Genis-Laval, tél : 04 78 56 25 93. voir également ci-après.

■ **Sauvagarde des coteaux du Lyonnais**, Centre d'animation, place de la Mairie, 69290 Grézieu-la-Varenne, tél : 04 78 44 82 69. Regroupe 25 groupes locaux contre le maillage autoroutier entre les autoroutes Lyon-Paris, Lyon-Saint-Étienne, Lyon-Roanne, etc.

■ **Centre de soins pour oiseaux sauvages**, chemin Grand-Moulin, 69340 Francheville, tél : 04 78 57 17 44.

■ **Alliance**, chez Bernard Chamel, 3C, impasse des Grandes-Terres, 69340 Francheville, tél : 04 78 34 41 98.

■ **La Vigneronne** de Chesy, Blanche Bauman, 69380 Chesy-les-Mines.

■ **COROLE**, coordination Rhône-Ouest Lyonnais pour l'environnement, 47, passage de l'Ancienne-Mairie, 69400 Villefranche-sur-Saône, tél : 04 74 01 08 32 (Jean Biver).

■ **Circul'Limas**, Félix Gilbert, 1180, route d'Anse, 69400 Limas. Groupe environnemental spécialisé sur les questions de transports et d'eau.

■ **ADEN**, BP6, 69420 Ampuis, tél : 04 78 03 71 09. Association pour la défense de l'environnement et de la nature.

■ **EDEN**, mairie, 69440 Saint-Maurice-sur-Dargoire, tél : 04 78 81 24 48. Entente pour la défense de l'environnement et de la nature.

■ **Bien vivre en Popey**, Daniel Bonnefoy, Le Blanc, 69490 Saint-Romain-de-Popey, tél : 04 74 05 81 57.

■ **Dardilly** environnement avenir, BP 56, 69572 Dardilly cedex, tél : 04 78 47 51 61.

■ **Amis du patrimoine et de l'environnement**, Le Mortier, 69690 Bessenay, tél : 04 74 70 87 99.

■ **SECOL**, Jean-Claude Chausse, Sudieu, 69690 Bessenay, tél : 04 74 72 89 99.

■ **Maison du Rhône**, 1, place de la Liberté, 69700 Givors, tél : 04 78 73 70 37. Créée dans le cadre d'une mission du patrimoine ethnologique, cette maison du Rhône essaie de recenser tout ce qui relève des activités liées au fleuve : environnement, patrimoine industriel, transport...

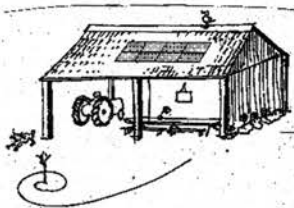
■ **ADEM**, mairie de Montagny, 69700 Givors, tél : 04 78 07 10 54. Association de défense de l'environnement de Montagny.

■ **Genay à tous**, 306, route de Neuville, 69730 Genay.

Co-voiturage

Créée en 1997, l'association **Autopartage** espère mettre en place des méthodes de partage de l'automobile. Après trois ans d'aide au regroupement des trajets quotidiens dans la

Coté Jardins



L'association Côté Jardins a vu le jour en 1988 quand un petit groupe de personnes a trouvé un terrain en location aux portes de Lyon, sur la commune de Tassin-la-Demi-Lune. Initialement, le terrain faisait près de deux hectares, mais depuis la propriétaire en a récupéré la moitié pour y construire un lotissement. Ce terrain, bordé d'un ruisseau et d'un bois, est cultivé en agriculture biologique avec la volonté d'offrir aux adhérents un maximum de diversité dans les légumes, dans les espèces mais également dans le temps (essayer d'avoir un jardin productif le plus longtemps possible dans l'année). Depuis 2000, un verger de 5000 m² s'est ajouté à l'activité de Côté Jardins... mais il est nettement en dehors de la ville (sans voiture pas de salut !).

Pour devenir adhérent, il faut payer une cotisation et acheter une part-légumes annuelle (que l'on paie en plusieurs fois : montant annuel actuel de 2900 F) et/ou, depuis peu, une part-fruit (600 F annuellement). Une part légume et une part fruit correspondent en principe à la consommation d'une famille avec deux enfants. Les deux parts sont distinctes. Les adhérents s'engagent à travailler au moins six dimanches par an (pour les légumes) ou quatre dimanches par an (pour les fruits), jour de récolte, selon un calendrier établi à l'avance. Les adhérents sont répartis dans des groupes locaux, selon leur lieu d'habitation (cinq groupes actuellement : Croix-Rousse, Lyon Ouest, Lyon Est, Villeurbanne, Oullins). Le dimanche soir, celui du groupe qui est venu faire la récolte repart avec l'ensemble des paniers du groupe et chaque groupe gère ensuite sa distribution (chez un particulier, dans un local associatif...). Outre la récolte, le dimanche est jour de fête. La journée se termine par des repas conviviaux et les enfants peuvent jouer pendant la journée alors que les parents sont au champ. Une jardinière est salariée à temps partiel annualisé pour assurer le suivi des cultures pendant la semaine et organiser les récoltes.

Côté Jardins a également embauché une animatrice «nature» qui développe des actions éducatives dans le jardin, dans le verger ou en extérieur. Ces activités ont pour objectif de permettre aux enfants de développer leurs perceptions sensorielles, de mener des actions concrètes de découverte et de compréhension du vivant, de développer l'autonomie et le sens de responsabilités par la prise en charge d'un projet, de participer à la gestion collective du jardin.

Cette démarche collective est née de l'observation des Jardins de Cocagne de Genève qui fonctionnent depuis la fin des années 70. Dans ces Jardins de Cocagne suisses, il s'agissait par une production gérée collectivement d'obtenir des aliments bios frais à un coût similaire à celui des marchés. Alors que Côté Jardins existait déjà depuis quelques années, d'autres Jardins de Cocagne sont nés du côté de Besançon, avec une optique légèrement différente : s'y rajoute la notion de réinsertion sociale pour personnes en difficulté. Deux jardins sociaux de ce dernier type ont vu le jour dans le département ces dernières années : l'un près de Grigny (sud de Lyon) et l'autre près de Tarare (ouest du département). Cette dimension sociale n'a pas été reprise par Côté Jardins qui a la volonté de se développer sans recourir au système des perpétuelles subventions que cela nécessite.

Le jardin n'est pas pour autant fermé à d'autres activités. La preuve en est la construction d'un cabanon pour le rangement des outils a été l'occasion d'organiser des stages d'autoconstruction en matières saines, puis d'installer une centrale photoélectrique pour produire de l'électricité solaire.

- Côté Jardins, 31, rue Gervais-Bussièrre, 69100 Villeurbanne, tél : 04 78 75 08 66.
- Jardin : angle chemin Finat-Duclos et chemin Antoine-Pardon, 69160 Tassin-la-Demi-Lune.
- Verger : route de Bibost, 69690 Bessenay.
- Animation-nature : Claudine Crochet, tél : 04 78 34 83 24.

Association pour l'agriculture et le jardinage en biodynamie

L'objectif de l'agriculteur en biodynamie est de réaliser avec l'ensemble de

ferme, prairies et terres cultivées, un organisme agricole autonome, nourri et vivifié grâce à des échanges équilibrés entre les différents règnes de la nature : la fumure des animaux, transformée en compost, fertilise le sol qui fait à son tour pousser l'herbe, les légumes, les céréales, qui nourriront le cheptel ainsi que les hommes en retour des soins apportés par ceux-ci à tout cet ensemble. L'agriculteur emploie également des prépa-

rations, à base de plantes et de minéraux, afin de dynamiser la vie du compost, du sol et des cultures et soigner ainsi la terre.

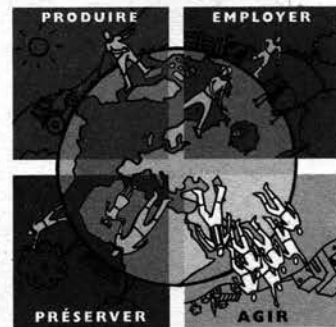
Une association s'est créée en Rhône-alpes, reliée au Mouvement de culture biodynamique (dont le siège est à Colmar) afin de réunir autour de cette conception de l'agriculture, des jardiniers amateurs, des consommateurs et des agriculteurs et pouvoir aider au développement de celle-ci par des conférences, visites et participation aux travaux de la ferme, cours de jardinage, stands...

■ Association pour l'agriculture et le jardinage en biodynamie Rhône-Alpes, Danièle Léon et Frédéric Lorieux, Les Rivières, 69440 Saint-Laurent-d'Agnay, tél : 04 78 48 78 19 ou 04 78 45 07 90.



Confédération paysanne

Pendant très longtemps, la FNSEA, fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles, a prétendu avoir le monopole de la représentation syndicale. Depuis 1987, la Confédération paysanne, née de la fusion de plusieurs petits syndicats dissidents (comme les Paysans-travailleurs) a considérablement rajeuni le discours syndical : remettant au goût du jour le paysan (qui habite le pays) plutôt que l'exploitant agricole. Le syndicat, à partir d'une réflexion sur la dérive industrielle de l'agriculture, aborde de multiples questions sociales et environnementales et porte un projet global pour l'agriculture. Remise en cause du productivisme qui va à l'encontre de la qualité, de l'emploi et de l'environnement. Soutien à tous types d'installations. Dénonciation des risques liés aux OGM, organismes génétiquement modifiés. Dénonciation de la «malbouffe», de la marchandisation du monde, des rapports Nord-Sud inéga-



Affiche élections 2001

Agri-culture



litaires. Par ses combats et son travail avec le milieu citoyen et alternatif, la Confédération paysanne rompt avec le corporatisme encore en vogue dans le syndicat FNSEA. La confédération paysanne participe à la Coordination paysanne européenne et à *Via Campesina*, réseau mondial des syndicats de paysans.

■ Confédération paysanne-Rhône, 8, quai Maréchal-Joffre, 69002 Lyon, tél : 04 78 38 33 97.

■ Confédération paysanne-Rhône-Alpes, 8, quai Maréchal-Joffre, 69002 Lyon, tél : 04 72 41 96 34.

Et également...

■ Alliance paysans-écologistes, consommateurs, tiers-mondistes, 8 quai Maréchal-Joffre, 69002 Lyon, tél : 04 78 34 41 98. *Coordination née de la lutte contre les accords de libre-échange de l'OMC, Organisation mondiale du commerce, qui essaie de développer une position commune entre différents secteurs de la militance associative.*

■ Fermes ouvertes aux enfants, 1, rue Général-Plessier, 69002 Lyon, tél : 04 72 77 17 50.

■ ADDEAR, Association pour le développement de l'emploi agricole et rural, 8 quai Maréchal-Joffre, 69002 Lyon, 04 78 38 29 20.

■ Centre de formation horticole, 13, avenue de Verdun, 69134 Ecully cédex, tél : 04 78 33 46 12. *Offre une option «agrobio».*



■ Nature et Progrès, chemin de la Jouanna, 69210 Saint-Pierre-la-Palud, tél : 04 74 70 44 64. *Association faisant la promotion d'une agriculture biologique intégrant plusieurs critères sociaux*

(taille des exploitations, relations directes avec le consommateur), délivre une mention en agriculture biologique très sérieuse.

■ Crépieux Albert, Les légumes du Richardin, 69360 Saint-Symphorien-d'Ozon, tél : 04 78 02 70 24. *Maraîchage.*

■ Ferme de Simandres, Domaine de Paschottes 69360 Simandres, tél : 04 78 02 08 92. *Formation en agriculture bio pour les jeunes.*

■ Gasse Vincent, 16, route de la Roche, 69420 Ampuis, tél : 04 74 56 17 89. *Viticulture Côte Rôtie.*

■ Ducroux Christian, Thulon, 69430 Lantignie, tél : 04 74 69 20 47. *Viticulture Beaujolais.*

■ Belaid Gérard, Les Farjus, 69430 Marchamp, tél : 04 74 69 13 36. *Beaujolais.*

■ Pierre Cochet, Le Fût d'Avenas, 69430 Avenas, tél : 04 74 69 92 03. *Miel biologique.*

■ Collet Guy, Les Servannières, Sainte-Catherine, BP63, 69440 Mornant, tél : 04 78 81 81 06. *Elevage.*

■ Radisson Georges et Sophie, Les Rivières, 69440 Saint-Laurent-d'Agny, tél : 04 78 48 72 05. *Polyculture élevage, maraîchage.*

■ Ollagnier Marc, Thurigneux, 69440 Saint-Maurice-sur-Dargoire, tél : 04 78 81 51 01. *Élevage, polyculture.*

■ Le Montreux Jean-Yves, La Quintillière, 69440 Saint-Maurice-sur-Dargoire, tél : 04 78 81 50 55. *Maraîchage.*

■ Origan, Thurigneux, 69440 Saint-Maurice-sur-Dargoire, tél : 04 78 81 51 01. *Groupement de producteurs bios assurant une vente directe sur la région lyonnaise.*

■ GAEC Uniferm, Jean-Pierre Cellard, Les Perrières, 69440 Chausson, tél : 04 78 44 08 10. *Groupement de sept fermes (pas en bio mais Confédération paysanne) qui ont développé un point de vente directe sur la commune de Mornant.*

■ Chipier-Ladreyt Martine et Guy, Le Bas-Marjon, Soucieu-en-Jarrest, 69510 Thurins, tél : 04 72 31 65 87. *Élevage chèvres.*

■ Epigone, Champanel, 69510 Soucieu-en-Jarrest, tél : 04 78 05 43 97. *Pain et pâtisserie.*

■ ARDAB, association Rhône-Alpes pour le développement de l'agriculture biologique, BP 53, 69530 Brignais, tél : 04 72 31 59 99.

■ Doat Thierry, Château de Boisfranc, 69640 Jarnioux, tél : 04 74 68 88 88. *Vin.*

■ Franck Benattar, Le Peineau, 69640 Ville-sur-Jarnioux, tél : 04 74 03 85 99. *Légumes biologiques.*

■ Apidia, 14, rue de la Guise, 69670 Vaugneray, tél : 04 78 45 95 69. *Miel depuis 1986.*

■ Pionniers de la Bio, Jacques Monin, Elicath, L'Ove, 69700 Chassigny, tél : 04 78 48 27 58. *Association créée pour rappeler les fondements historiques de l'agriculture biologique et rappeler le rôle de précurseurs comme Rudolf Steiner, Raoul Lemaire, Jean Boucher, etc.*

■ Bouteille Jean-Paul, Lafond, 69690 Courzieu, tél : 04 74 70 80 25. *Élevage vaches et chèvres.*

■ Ollagnon André et Suzanne, Vareilles, 69700 Echalas, tél : 04 72 24 52 88. *Polyculture, élevage.*

■ Ollagnon René, Les Tuillères, 69700 Echalas, tél : 04 72 55 74. *Polyculture élevage.*

MAGASINS BIOLOGIQUES

L'épi noir

Coopérative biologique de consommateurs-acteurs regroupant une vingtaine de personnes de la Croix-Rousse. Une fois par semaine, une réunion permet de récupérer sa commande précédente et de préparer la commande suivante. La réunion conviviale permet de discuter des questions de consommation et de se répartir les achats à faire directement chez les producteurs. Une structure de petite taille, qui favorise un réseau très local et qui peut vous expliquer comment le reproduire au niveau de votre rue, de votre quartier.

■ L'épi Noir, 44, rue Burdeau, 69001 Lyon, tél : 04 78 30 98 93 (le mardi de 19h à 20h).

Jardin d'Eden

Cette jeune association créée en mai 2000 a pour objectif de proposer des produits en chanvre manufacturés et artisanaux, le plus possible issus de l'agriculture biologique, respectant, lorsqu'il y a importation, les critères du commerce équitable, et cherchant toujours à faire réaliser les produits le plus près possible du lieu de consommation. L'association mène une action locale dans son quartier pour faire (re-)découvrir les avantages du chanvre dans son voisinage.

■ Jardin d'Eden, Laurence Duffy, 18, rue Louis-Goux, BP 2035, 69603 Villeurbanne cédex, tél : 06 12 44 69 79.

Prairial

Première coopérative biologique en région lyonnaise, toujours soucieuse des critères sociaux de fabrication des produits qu'elle commercialise. Elle favorise des prix bas en proposant les produits en grand conditionnement, les consommateurs pouvant conditionner eux-mêmes différents produits (huiles, farines, épices, etc.).

■ Prairial, 10, rue des Droits-de-l'Homme, 69120 Vaulx-en-Velin, tél : 04 78 26 26 27.

Fédération des Biocoops du Sud-Est

Biocoop est un réseau distributeur de produits biologiques et d'écoproduits. Il regroupe près de 200 magasins en France qui ont signé un cahier des charges dans un esprit coopératif. Les biocoops s'engagent sur la traçabilité des produits, la transparence des approvisionnements, la priorité aux fabricants plutôt qu'aux distributeurs.

■ Fédération des Biocoops du Sud-Est, Magalie Margeolet, 8, rue Saint-Maurice, 69008 Lyon, tél : 04 37 90 57 93.

Et également...

■ Biocentre Promélys, 10, rue de Chavanne, 69001 Lyon, tél : 04 78 28 52 52.

■ Le Patisson, 17, rue Port-du-Temple, 69002 Lyon, tél : 04 72 41 81 71. *Restaurant bio et végétarien.*

■ Eau Vive 65, rue Victor-Hugo, 69002 Lyon, tél : 04 72 40 02 24.

■ La Vie Claire, 49, rue Franklin, 69002 Lyon, tél : 04 78 42 40 94.

■ Le Shanta, 23, rue de la Charité, 69002 Lyon, tél : 04 78 42 98 80. *Restaurant végétarien.*

■ Notre pain, 1, rue de l'Ancienne-Préfecture, 69002 Lyon, tél : 04 78 37 03 16. *Boulangerie bio et restaurant bio. Brunch le samedi et le dimanche à partir de 11 h.*

■ Goût Nature, 288, cours Lafayette, 69003 Lyon, tél : 04 78 53 36 88.

■ Dame Nature, Centre commercial de la Part-Dieu, 69003 Lyon, tél : 04 78 62 39 71.

■ Boulangerie SCOP Sans Souci, 47, rue du Dauphiné, 69003 Lyon, tél : 04 72 35 02 89.

■ La Vie Claire, 41, Grande-Rue de la Croix-Rousse, 69004 Lyon, tél : 04 78 30 48 72.

■ Eau Vive, 50 bis, Grande-Rue de la Croix-Rousse, 69004 Lyon, tél : 04 78 27 93 96.

■ Ligne et Santé, 4, rue Dumenge, 69004 Lyon, tél : 04 72 07 73 44.

■ Maison de l'alimentation biologique, 29, rue de Belfort, 69004 Lyon, tél : 04 78 27 41 93. *L'un des premiers magasins de la région. Vincent et Pilar Gerbe ont écrit plusieurs ouvrages sur les avantages de l'agriculture biologique et sur les techniques douces de santé. De précieux conseils pour accompagner vos achats.*

■ Caves de Saint-Georges, Bernard Millot, 13, rue Monseigneur-Lavarenne, 69005 Lyon, tél : 04 72 40 91 81. *Distributeur de vins biologiques.*

■ Notre pain, 27, cours Franklin Roosevelt, 69006 Lyon, tél : 04 78 93 88 61. *Boulangerie bio et restaurant bio. Brunch le samedi et le dimanche à partir de 11 h.*

■ Eau Vive, 58, cours Franklin-Roosevelt, 69006 Lyon, tél : 04 72 83 71 30.

■ Naturalia, 45, cours Franklin-Roosevelt, 69006 Lyon, tél : 04 78 89 38 76.

■ Satoriz, 73, rue Duquesne, 69006 Lyon, tél : 04 72 69 40 33.

■ Marjolaine, 80, avenue Jean-Jaurès, 69007 Lyon, tél : 04 78 61 16 93.

■ Aliment Sain, 12, Grande-Rue de la Guillotière, 69007 Lyon, tél : 04 78 72 91 69.

■ Exo-Dom, 28, avenue Jules-Carret, 69007 Lyon, tél : 04 37 28 73 50. *Production et importation d'agrumes du Cameroun. Présent sur les marchés biologiques depuis 1989. A l'origine en France des cahiers des charges sur les fruits d'importation. Membre de l'IFOAM, au niveau international et fondateur de la première association de promotion de l'agriculture biologique au Cameroun.*

■ Lactabio, 302, rue Garibaldi, 69007 Lyon, tél : 04 72 71 98 01.

■ Boucherie Brun, 269, avenue Berthelot, 69008 Lyon, tél : 04 78 00 73 82. *Premier producteur de viande bio, présent sur les marchés bios.*

■ Chanvrine, 13, rue Maryse-Bastie, 69008 Lyon, tél : 04 78 74 16 35. *Vente de produits à base de chanvre, vêtements, sacs, torchons...*

■ Bio Plaisir, 104, avenue des Frères-Lumières, 69008 Lyon, tél : 04 78 00 74 66. *Magasin Biocoop.*

■ AVEC, association pour le développement d'alternatives écologiques, 31, rue Gervais-Bussière, 69100 Villeurbanne, tél : 04 78 93 91 56. *Coopérative bio, mais aussi librairie et bibliothèque, siège de plusieurs associations écologiques.*

■ Biophare, 21, rue Magenta, 69100 Villeurbanne, tél : 04 37 43 01 16.

■ La Pomme verte, 264, avenue Jean-Jaurès, 69150 Décines, tél : 04 78 49 84 79.

■ Rendez-vous Nature, 31, rue de la Pêcherie, 69170 Tarare, tél : 04 74 05 08 70.

■ Bio-Nature, 10, rue Gambetta, 69200 Vénissieux, tél : 04 72 50 19 38. *Repas d'hôtes les 1er et 3e vendredis de chaque mois à 20 h : présentation d'un repas en harmonie et dégustations.*

■ Pollen, 27, rue Charles-de-Gaulle, 69210 L'Arbresle, tél : 04 74 01 30 99.

■ Distriborg, 217, chemin Grand-Revoynet, 69230 Saint-Genis-Laval, tél : 04 72 67 10 70. *Gros distributeur de la région et de France. L'argent avant l'éthique.*

■ La Terrasse, Le Bourg, Marmand, 69240 Thizy, tél : 04 74 64 19 22. *Hôtel-restaurant proposant un menu végétarien bio à 50 %.*

■ Croq'Nature, 12, avenue Edouard-Millaud, 69290 Craponne, tél : 04 78 57 94 14.

■ Satoriz, 100 avenue Général-De-Gaulle, 69300 Caluire, tél : 04 37 40 13 88.

■ Boulangerie du Pont, 5, cours Aristide-Briand, 69300 Caluire, 04 78 08 22 76.

■ Franch'Nature, 42 Grand'Rue, 69340 Francheville, tél : 04 78 59 43 66.

■ Girasol c/o Paul Vernay, 71, chemin de la Cressonnière, 69380 Lozanne, tél : 04 78 43 18 73. *Boulangerie bio présente sur les marchés de l'agglomération.*

■ Espace Nature, 33, rue Paul-Bert, 69400 Villefranche, tél : 04 74 65 38 65.

■ Comptoir des plantes, 956, route nationale, 69400 Villefranche, tél : 04 74 62 91 97.

■ Saveur Nature, 459, rue François-Giraud, 69400 Villefranche, tél : 04 74 09 15 36.

■ La Vie Claire, 119, rue d'Anse, 69400 Villefranche, tél : 04 74 68 03 52.

■ Couleur Nature, 44, boulevard des Allées, 69420 Ampuis, tél : 04 74 56 01 96.

■ Abila International Distribution, 60, cours Lafayette, 69421 Lyon cédex 03, tél : 04 78 22 53 67. *Importation de produits de mention Demeter : sirop d'érable, riz sauvage, jus de fruits, huiles, oléagineux, dentifrice.*

■ Biophare, route de Lyon, 69530 Brignais, tél : 04 72 31 03 18.

■ Grain d'Orge, 49, rue de la République, 69600 Oullins, tél : 04 78 51 98 57.

■ Bio-Boutique, 3, place du Marché, 69670 Vaugneray, tél : 04 78 45 91 31.

■ La Vie nature, 27, rue Bessay, 69800 Saint-Priest, tél : 04 78 21 70 15.

MARCHÉS BIOLOGIQUES

■ Bron, mercredi 7 h à 12 h, boulevard de l'Église.

■ Grézieu-la-Varenne : vendredi après-midi, 15 h à 19 h 30 rue de l'Artisanat.

■ Grézieu-la-Varenne : samedi 13 h à 16 h, route de Bordeaux.

■ Lozanne, vendredi 15 h à 19 h, place de la Mairie.

■ Lyon-Vaise : mardi matin, 7 h à 12 h, impasse Chavanay.

■ Lyon 5e - Saint-Georges : jeudi matin 7h30 à 12 h, place Edouard-Commette.

■ Lyon 4e Croix-Rousse : samedi matin, 7 h à 13 h, place de la Croix-Rousse.

■ Saint-Genis Laval : mercredi matin, 8 h à 12 h, rue de la Liberté.

■ Villeurbanne : jeudi matin, 7 h 30 à 12 h 30, place des Passementiers.

FÊTES ET FOIRES ÉCOLES

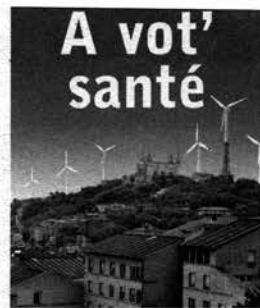
■ Primevère (fin des vacances de février), 9, rue Dumenge, 69004 Lyon, tél : 04 78 86 92 48. *Géré de manière associative, l'un des plus gros salons en France (plus de 300 stands dont environ 40 % en associatif).*

■ Foire au miel et aux produits naturels (en mars), Altern'Info, Abeillon, 8, rue Jean-de-la-Fontaine, 69380 Chazay-d'Azergues, tél : 04 78 43 02 19.

■ La Germinoise (en octobre), Nature et Progrès, Gilbert Molleron, 3, rue de la Combe, 69650 Saint-Germain-au-Mont-d'Or, tél : 04 78 91 35 36.

Réseau Santé

A vot'
santé



Depuis 1981, dans le quartier de la Croix-Rousse à Lyon, s'est développée une association d'usagers de la santé dont le parcours devrait servir d'exemple dans d'autres villes (1).

A la fin des années 70, apparaît une critique de la médecine officielle. Alors que l'on assiste à un déclin des syndicats et des mouvements de l'après-68, les questions autour de la sécurité sociale commencent à se poser et se concrétisent autour d'une réflexion sur la «santé autrement». La Charte d'Alma-Ata est adoptée par l'Organisation mondiale de la santé (voir encart). La revue «Autrement» lance le débat dans trois numéros et organise un séminaire à Rennes sur le thème des «usagers et la santé». La revue l'«Impatient» fait son apparition. Un peu partout, des groupes «santé» plus ou moins formels voient le jour.

À Lyon, un groupe de réflexion se met en place au début des années 80, prenant le relais d'un premier groupe ayant fonctionné pendant un an dans le cadre de la coopérative Prairial (2). L'initiative vient de Marie-Claire Galland-Chomel. En tant que directrice d'un centre social, elle a animé des actions en direction de la santé à la Duchère, un quartier populaire : animation sur l'alimentation, rencontres avec des médecins autour du poids, des régimes... Victime d'une grave maladie, elle se plonge à fond dans les questions de santé, rencontre plusieurs personnes et trouve la force de vaincre sa maladie en montant le projet de «Réseau-Santé». L'année 80 voit se

constituer un petit groupe qui prépare la naissance du Réseau en se réunissant alors au Centre d'expression populaire, au 44, rue Saint-Georges (3).

Une reconquête d'autonomie

L'opportunité se présente de formaliser un groupe avec la découverte du local où Réseau-Santé se trouve encore aujourd'hui. Dès le départ, vont s'y fréquenter des écologistes, des syndicalistes, des professionnels de la santé, des féministes... L'association voit le jour le 1er avril 1981, avec soixante personnes au départ. On y trouvait ainsi à l'origine Vincent Gerbe, fondateur d'un des premiers magasins bio «La maison de l'alimentation biologique» (4), Vivane Labeye, militante de la Ligue pour la liberté des vaccinations (5) ou encore Alain Cassiot du Comité de défense et d'information sur le cancer (6) et Christian Bernillon qui lança à la même époque le groupe local de l'UFC-que Choisir ? (7). Le Réseau-Santé se définit «comme un espace relais permettant la rencontre d'individus et de groupes centrés sur un aspect particulier de la santé ou de la maladie et souhaitant ouvrir leur action dans un sens plus général et collectif».

Le système médical, présenté officiellement comme «la santé», a surtout pour but de «soigner», généralement neutraliser les symptômes de la maladie ou parfois la dépister. Les usagers de la santé veulent participer au développement des initiatives de prévention en s'attaquant aux causes réelles du déséquilibre de la santé : environnement, milieu socio-économique et culturel. Ils veulent promouvoir les moyens de conserver et d'améliorer le potentiel de défenses naturelles et combattre la surconsommation médicale. Enfin, la charte de Réseau-Santé affirme que la santé ne soit pas

(1) Pour les fidèles lectrices et lecteurs, il s'agit ici d'une réactualisation d'un article paru en 1995 dans le numéro 189, complété par la lecture du livre des vingt ans de l'association... et six ans de plus d'expériences à raconter.

(2) Prairial, 10, rue des Droits-de-l'Homme, 69120 Vaulx-en-Velin, tél : 04 78 26 26 27.

(3) Devenu depuis l'Espace Saint-Georges communication.

(4) Maison de l'alimentation biologique, 29, rue de Belfort, 69004 Lyon, tél : 04 78 27 41 93.

(5) La ligue pour la liberté des vaccinations ne semble plus avoir pignon sur rue à Lyon.

(6) CDIC devenu depuis le CRIC, collectif régional d'information sur le cancer et autres maladies graves, Maison des associations, 46, cours de la République, 69100 Villeurbanne.

(7) UFC-Que Choisir ? 1, rue Sébastien-Gryppe, 69007 Lyon, tél : 04 78 72 00 84.





La Maison pour la santé

du seul ressort des professionnels. Il faut se méfier, là encore, de la marchandisation sous forme de régimes et de médicaments.

Réseau-Santé ne propose rien, mais essaie de répondre aux demandes des personnes qui adhèrent. Très vite une forte demande se fait sentir sur les thérapies alternatives et Réseau-Santé met en place un fichier d'adresses et une bibliothèque. Des réunions à thèmes permettent d'échanger et de mener des actions solidaires, de dialoguer avec des professionnels en dehors du cadre habituel. Enfin, Réseau-Santé essaye de toujours mettre en avant la prévention et l'autonomie des personnes. Parmi les premières arrivées, de nombreuses infirmières et sages-femmes venues discuter des frustrations de leur métier. Elles seront toujours très présentes dans l'histoire de Réseau-Santé.

Une journée portes ouvertes est organisée pour le premier anniversaire. Au bout d'un an, Réseau-Santé va compter 300 adhérents. La première permanente est embauchée en la personne de Nicole Périlhon. Le local s'agrandit et permet d'accueillir pour un temps un groupe Femmes pratique santé. En novembre 1983, Réseau-Santé organise un premier forum : «Quels usagers, pour quelle santé» : plus de 200 personnes y assistent. En 1985, avec une aide de la Sécurité sociale, Réseau-Santé va pouvoir ouvrir une Maison pour la santé. Cette année-là, Marie-Claire Galland-Chomel devient la deuxième permanente et la directrice du Réseau-Santé. Francis Pithon, ingénieur chimiste, militant du MLAC (8) et du mouvement Habitat groupé autogéré devient président (9).

Repas en soirée, l'été.



Réseau-Santé

La Maison pour la santé, voisine de Réseau-Santé, située dans une ancienne école religieuse, accueille des réunions ou des activités permanentes. Pendant six ans, elle va être le siège d'ateliers-découvertes, une cinquantaine par an, animés principalement par des médecins : alimentation, saine, secourisme, pharmacie familiale, tabac, alcool, contraception naturelle, connaissance des plantes, mais aussi yoga, médecines douces, expression corporelle, naissance sans violence, etc. Claude Calvié, alors travailleuse sociale sur le quartier, avec l'aide du centre social, commence un travail sur la santé au quotidien avec les femmes immigrées du quartier. La maison est également prêtée à d'autres associations pour différentes activités sociales du quartier.

C'est une période d'intense activité : enquête sociologique, formation à l'extérieur, partenariat dans de multiples démarches, etc. La reconnaissance institutionnelle suit et en 1986, le Réseau-Santé reçoit la visite de Georgina Dufoix, alors ministre de la santé, qui y voit l'exemple de ce que les usagers de la santé doivent faire.

Un gros travail va être mené pendant près de trois ans, avec de multiples partenaires sociaux, pour la mise en place du «Forum Naître et Renaître» qui constituera, en 1988, avec près de 5000 participants, dont 140 intervenants et 200 femmes enceintes, un événement de reconnaissance important.

En 1990, une négociation avec la ville permet de transformer l'ancienne cour de récréation en jardin public — le Jardin des Simples — dont l'ensemble des plantations est composé avec des plantes ayant un usage médical possible, ce qui permet de les présenter aux visiteurs.

Un deuxième forum «Médicament, faisons du bien», en juin 1990, à l'hôtel Dieu, ne va pas connaître le même succès et Réseau-Santé va se retrouver en difficulté financière.

L'introspection qui suit va conduire à une critique du fonctionnement de la Maison pour la santé, où se succèdent de multiples stages et cours sur les méthodes douces : tous ces stages — même s'il s'agit de médecines alternatives — ne nous font-ils pas retomber dans la société de consommation ? Et conséquence de cela, ne profitent-ils pas uniquement à une certaine couche de la population ? Le côté social tend à disparaître. L'association décide alors de revenir plus à ses préoccupations initiales et modifie sensiblement le fonctionnement de la Maison pour la santé (10). Les seules activités maintenues sont des séances de pratiques de développement corporel et personnel, des soirées conviviales à thèmes. Les cours de médecines alternatives sont écartés. Pour utiliser au mieux ces locaux, elle va alors s'impliquer plus fortement dans le tissu associatif du quartier.

Une implantation dans le quartier

Ce quartier de la Croix-Rousse est très particulier : on y trouve un grand nombre de locaux associatifs, des ateliers d'artistes, une forte proportion de jeunes, de retraités et d'immigrés. C'est le quartier de Lyon où il y a le plus grand nombre de personnes qui ne paient pas d'impôt sur le revenu. En proie à de multiples envies des promoteurs, les squatts s'y multiplient. Il est classé en DSQ (11). Le Front national n'arrive pas à s'y implanter alors que les écolos y font des scores remarquables depuis longtemps (voir article sur la Croix-Rousse en introduction).

Réseau-Santé va mettre la Maison pour la santé à la disposition de l'association immigrée Kassou pendant l'été 1991, dans le cadre des opérations municipales «anti-été chaud». Tout l'été une cinquantaine de jeunes y prépareront une super-course au trésor pour les enfants du quartier. Celle-ci a lieu mi-septembre et remporte un vif succès. A la même période, à la demande des mères, une opération «repandre souffle» est mise en place pour réfléchir au problème de la toxicomanie. Cette opération qui associe de multiples acteurs sociaux va jouer sur le dialogue de proximité. A travers des actions ludiques, il s'agit de faire se rencontrer les voisins pour rendre plus difficile la circulation des dealers.

Fin 1991, la situation financière n'est toujours pas brillante et Marie-Claire Galland-Chomel, licenciée, redevient présidente bénévole. Après un contact avec une Antillaise du quartier, un nouveau projet voit le jour pen-

(8) Le MLAC, Mouvement pour la libéralisation de l'avortement et de la contraception, s'est battu pour qu'une loi définisse le cadre légal de l'avortement et de la contraception. Après la loi Veil en 1973, il poussera à la création des centres de planning familial.

(9) Aujourd'hui disparu.

(10) Par exemple, en triplant le prix de la cotisation pour les professionnels de la santé.

(11) Développement social des quartiers, qui succède à Banlieue 89. Ce dispositif national concernait 400 quartiers, la Croix-Rousse étant l'un des rares en centre-ville.



Installation artistique dans le jardin aux simples.

Réseau-Santé

dant l'été 1992 : la réalisation d'un défilé de mode en lien avec le besoin de se sentir bien dans sa peau.

Avec un groupe de squatters, des discussions s'engagent sur les difficultés des jeunes sans emploi à se soigner, des questions sur le sida... En lien avec Médecins sans frontières (12), un dispensaire gratuit assure des permanences à partir de l'automne 1992 pour les jeunes sans argent, en particulier autour de la question du Sida. Des médecins assurent gratuitement les permanences... mais un seul est du quartier et il a fallu chercher les bonnes volontés dans toute l'agglomération.

Pour éviter la marginalisation des populations concernées, pour faciliter le dialogue avec les exclus de manière plus générale, une table d'hôte est instaurée tous les jeudis. Les jeunes viennent discuter librement avec des thérapeutes pendant le repas et peuvent poursuivre lors d'une consultation s'ils le souhaitent.

Pendant l'été 1993, la formule est élargie, avec de la nourriture venant initialement de Prairial, la Maison pour la santé se transforme alors en un drôle de restaurant où le prix du repas est bas (alors entre 15 F et 30 F). Ce prix est possible car l'encadrement est subventionné. En deux mois vont se mélanger des bénévoles de Réseau-Santé, des militants associatifs, et des habitants du quartier. Au total, environ 500 personnes prendront au moins un repas. Cette expérience de convivialité a un réel succès et l'expérience est pérennisée un jour par semaine pendant toute l'année... Quelques repas avec animations sont organisés en soirée. Le dispensaire fonctionne jusqu'à l'été 1994 où l'expérience des tables d'hôte a toujours autant

de succès. Mais les subventions ne suivent pas : nos élus ne comprennent pas l'influence positive pour un «exclu» de pouvoir manger à la table d'autres personnes !

Le dispensaire est l'objet d'un conflit interne à la rentrée 1994. Certains militants critiquent que toute l'énergie du Réseau-Santé soit accaparée par la question de la toxicomanie. Ils rappellent que l'association a pour vocation un travail communautaire de fond sur la santé et non de faire de l'humanitaire d'urgence. Ceci combiné avec d'éternels problèmes de financement fait que le dispensaire ferme en décembre 1994.

Cette fermeture va provoquer de multiples tensions : entre Réseau-Santé et les autres associations associées, mais également au sein de l'association. Il y a de nombreux départs. Certains essaieront de poursuivre l'expérience du dispensaire en créant une autre association dans des locaux proches : Mine de rien. Mais cela ne fonctionnera qu'un temps. Une raison du divorce se fera entre d'une part des alternatifs qui revendiquent leur marginalité et d'autres qui estiment que cette marginalité est elle-même un problème de santé psychique. Un divorce total !

Début 1995, la situation est grave. Les trois permanentes sont licenciées et l'association ne repose plus que sur des contrats aidés (objecteurs et CES). Dans le cadre du DSU (13), de nouvelles actions se mettent peu à peu en place et un programme d'événements est mis en place pendant l'été, toujours autour des tables d'hôtes dont le succès va croissant depuis 1993 grâce à Liette Hoareau, une cuisinière d'origine réunionnaise exceptionnelle. En 1996, Marie-

Claire Galland-Chomel laisse sa place de présidente. Peu après, le vaisseau essuie une nouvelle tempête avec le départ, en 1997, de deux permanentes. D'une part un projet avorté, de l'autre un problème familial font un moment craindre le pire. Les débats autour des repas vont encore panser les plaies. Depuis 1999, avec comme présidente Geneviève Mollard, Réseau-Santé semble peu à peu reprendre son envol. Aux côtés d'activités avec les aînés, une équipe propose toujours des formations dans différents organismes pour prendre en charge sa santé. Depuis l'automne 2001, l'organisation d'un bistrot usagers/thérapeutes rencontre un certain succès : à chaque fois, trois thérapeutes viennent échanger sur leurs pratiques et répondre aux questions des usagers... Les Aînés ont lancé un atelier-mémoire, un groupe d'entraide et discute actuellement d'un projet de jardinage collectif et intergénérationnel. Un groupe de formateurs, travaillant en équipe, a ouvert un module sur le stress. Un café philosophique fonctionne depuis plusieurs années avec succès. Enfin, tout récemment, le bistrot-santé vient de réouvrir.

Retour sur terre

En vingt ans d'existence, Réseau-Santé a toujours buté sur le même problème : comment ne pas sélectionner les adhérents par l'argent et assurer en même temps un auto-financement. Comment faire la promotion d'une

(12) Médecins sans frontières, 5, rue des Remparts-d'Ainay, 69002 Lyon, tél : 04 78 42 86 50.

(13) Développement social urbain, nouveau nom du DSQ.

nouvelle approche de la santé face à un milieu médical non seulement puissant mais également admiré par une bonne partie de la population. Aujourd'hui, si Réseau-Santé reste une grosse association (14) seulement une trentaine de bénévoles sont actifs et c'est là une faiblesse. Les permanents changent trop régulièrement au gré des emplois aidés par l'Etat. De nombreuses activités sont animées par des retraitées... en journée, ce qui exclut de fait les actifs. D'autres activités sont menées dans le quartier... mais surtout par des salariés contractuels. Restent pour les simples adhérents des activités qui sont restées de tout temps : la bibliothèque, les balades, les tables-rondes thématiques...

Mais alors que la base de cette structure est en pleine actualité : la lutte contre la marchandisation de la santé, on peut s'étonner qu'une nouvelle génération ne vienne pas participer à la relève pour aborder des sujets plus d'actualité comme la malbouffe, les OGM, les brevets sur le vivant (voir le procès en Afrique du Sud)... Tous ces sujets sont en fait repris par de multiples petites associations voisines.

Les conflits de personne, les turpitudes financières en ont refroidi plus d'un. Si les personnes âgées ont laissé passer les tempêtes, les plus jeunes sont allés voir ailleurs. Si le Réseau-Santé ne veut pas continuer à descendre en pente douce, il faut qu'il sache s'ouvrir aux nouveaux débats de société.

Des débats bien présents lors des tables d'hôtes.

L'heureuse expérience des tables d'hôtes s'est poursuivie jusqu'à aujourd'hui (15). Ces repas conviviaux ont un rôle fédérateur. De nombreuses personnes d'autres associations y échangent de multiples informations. A ce niveau-là, le Réseau fonctionne bien et pour celui ou celle qui veut découvrir l'association et même plus largement le milieu croix-roussien, c'est une excellente porte d'entrée. Reste à trouver ce petit coup de pouce qui permettrait de repartir de l'avant.

Michel Bernard ■

Contacts :

■ Réseau-Santé, 15 rue Jean-Baptiste-Say, 69001 Lyon, tél : 04 78 27 17 16.

■ Maison pour la Santé, 40, rue de Crimée, 69001 Lyon.

Et pour en savoir plus :

■ *A nosanté, 20 ans d'un réseau d'usagers de la santé*, Marie-Claire Galland-Chomel, éd. Yves Michel, 2001, 240 p. 90 F

(14) Le nombre d'adhérents est passé de 1000 en 1988 à 200 aujourd'hui.

(15) Actuellement les mardis, mercredis et jeudis, à 12h30. Prix libre entre 22 F et 40 F



Table d'hôtes à midi.

La charte d'Alma-Ata

Dans la dynamique de la conférence des pays non-alignés à Alger en 1973 visant à instaurer un nouvel ordre mondial, la conférence générale de l'Organisation mondiale de la santé approuve la charte d'Alma Ata en 1978.

Celle-ci pose les principes d'une politique de la «santé pour tous en l'an 2000» fondée sur les «soins de santé primaires» (primary health care). L'an 2000 est passé mais la charte reste d'actualité :

«1 - Les peuples ont non seulement le droit à la santé, mais la responsabilité d'en assurer la réalisation dans un souci de justice sociale.

2 - La santé des humains est interdépendante de la qualité de l'air, de l'eau et de la terre, de la santé des animaux et des végétaux. La santé n'est pas la lutte contre la maladie mais la promotion des vivants (conception globale ou holistique de la santé).

3 - Les promoteurs de la santé — soignants issus et sous contrôle de la communauté — sont les acteurs fondamentaux de cette conception de la santé faisant appel aux énergies individuelles et collectives.

4 - Cette conception de la santé s'appuie sur les savoirs thérapeutiques

populaires et traditionnels, patrimoine particulier à chaque peuple et culture. Elle légitime la mobilisation des thérapeutes, sages-femmes, promoteurs de santé, infirmières et médecins dans un travail de complémentarité.

5 - Dans chaque situation particulière seront d'abord repérées les priorités d'une santé pour tous dont les dimensions primordiales sont :

- l'alimentation,
- une eau saine et sa juste répartition,
- l'assainissement et le recyclage de toutes formes de déchets,
- l'habitat approprié,
- les justes conditions de naissance donnant aux femmes et aux enfants la plénitude dans le don de la vie,
- le traitement des maladies endémiques,
- et les soins de proximité relevant avant tout des promoteurs de santé.

6 - La constitution d'une liste de médicaments essentiels et la promotion des savoirs populaires assurant des soins accessibles.

7 - Les soins de santé primaires — ou primordiaux — s'inscrivent dans une politique de mobilisation populaire de longue durée et non d'urgence et de «coup par coup» et requiert l'engagement des gouvernements».

5^e FESTIVAL DE l'Avenir au Naturel



1-2 Septembre 2001

Grande Foire Biologique et Ecologique de L'Albenc (Isère)

- Expositions
- Nombreuses conférences avec notamment Edouard Goldsmith écrivain et fondateur de la revue *The Ecologist*
- Restauration et buvette bio
- Espace jeux pour enfants
- Animations musicales

140 exposants



Renseignements

Association Chantasse L'Albenc Environnement
BP 1 - 38470 L'Albenc - Tél./Fax : 04 76 36 50 10
E-mail : CHANTALBE@wanadoo.fr

La cause des parents



La naissance a atteint un haut taux de médicalisation en France qui ne satisfait que les propriétaires des cliniques. Alors que dans les années 70, des groupes de parents s'essayaient aux techniques d'accouchement sans douleur, dans l'eau, etc, la vogue de la péridurale, anesthésie locale, a tout balayé. Et comme les médecins accoucheurs ont maintenant peur des procès, la césarienne devient un acte très ordinaire. Enfin, la fermeture des établissements de petite taille, toujours au nom de la sécurité, a fait encore un peu monter la colère latente aussi bien du personnel médical que des futures mères. Depuis le début de l'année, on assiste à une révolte des sages-femmes qui ne supportent plus cette médicalisation d'un acte naturel. Outre une revalorisation de leur profession, elles sont nombreuses à vouloir orienter la maternité vers autre chose. Mais quoi ?

La cause des parents est un réseau d'entraide entre parents, futurs parents et sages-femmes, qui s'est constitué en octobre 2000 pour l'information sur les questions de naissance. Il s'agit de promouvoir des alternatives à la médicalisation. Parmi les idées, il y aurait le projet de création d'une maison de naissances proche d'un hôpital, comme lieu intermédiaire entre l'hôpital et l'accouchement à la maison.

■ La Cause des Parents, c/o G. Levallois, 22, rue d'Ayglers, 69380 Chazay-d'Azergues, tél : 04 74 67 49 20.

Formation à l'ostéopathie

L'ostéopathie est une méthode qui permet par le toucher de remettre en place des parties de notre corps (os, muscles) qui ont été déplacées. Reconnue dans d'autres pays européens, l'ostéopathie est encore en France semi-clandestine. Cet institut privé forme à l'ostéopathie, en six ans, des médecins, des kinésithérapeutes venus de toute la France.

L'harmonisation européenne des lois devrait mettre fin au diktat du Conseil de l'ordre des médecins, les directives européennes étant beaucoup plus ouvertes aux médecines douces que la législation française actuelle.

■ Institut supérieur d'ostéopathie, 330, allée des Hêtres, 69760 Limonest, tél : 04 78 43 24 50.

A quoi sert le changement d'heure ?



Quel intérêt peut bien avoir le changement d'heure ? Instauré dans les années 70, il devait, selon les études de l'époque, permettre d'économiser l'énergie. Depuis, cette économie a été continuellement revue à la baisse. On parle aujourd'hui de l'équivalent de la marée noire de l'Erika... mais ce n'est même pas sûr. Par contre, les effets négatifs sont bien connus. L'heure d'été, qui nous décale de deux heures avec l'heure solaire, contre une heure de décalage en hiver, pose des problèmes au moment de chaque changement, rend difficile l'endormissement des enfants les soirs d'été, ce qui concrètement perturbe leur attention en milieu scolaire pendant tout le dernier trimestre. Des études montrent que le décalage entre l'activité humaine et la hauteur du Soleil augmente la pollution de l'air (embouteillages de fin d'après-midi en pleine chaleur l'été) avec toutes les conséquences négatives possibles sur notre santé (pics d'ozone provoquant des difficultés respiratoires à court terme, des maladies graves à long terme). Ces embouteillages pénibles ont également un effet négatif sur la question du climat : ils contribuent à augmenter les pics de température. Ceci a sans doute des effets néfastes sur la santé des chauffeurs (plus grand énervement). Avec les années, les études listent de plus en plus d'inconvénients, pour toujours aussi peu d'avantages. Il était question d'annuler ce changement horaire en 2000, comme le suggère explicitement une directive européenne du 19 janvier 2001 qui fait référence au temps universel et signale que les États sont souverains. L'arrêté français du 3 avril 2001 n'en tient pas compte. La Méridienne est une association nationale qui s'est constituée pour recenser les études sur la question et qui, au vu des résultats, demande que l'on renonce à ce changement horaire, de

préférence en adoptant une heure la plus proche possible de celle du Soleil (sachant qu'il y a quand même 48 mn d'écart entre Strasbourg et Brest).

■ La Méridienne, Jean Denis, 28, rue de France, 69100 Villeurbanne, tél : 04 78 85 54 89.

Et également

■ Ruptures, 36, rue Burdeau, 69001 Lyon, tél : 04 78 39 34 89. Association d'aide aux toxicomanes.

■ Centre de naturopathie appliquée, Baghdiguan Arthur, 13, rue du Griffon, 69001 Lyon, tél : 04 78 27 86 80.

■ Action OGM, 44, rue Burdeau, 69001 Lyon, tél : 04 72 07 69 28. Groupe d'action et d'information sur la question des OGM, organismes génétiquement modifiés.



■ Association de lutte contre le sida, 16, rue Pizay, 69001 Lyon, tél : 04 78 27 80 80.

■ Chrétiens et sida, 10, rue Lanterne, 69001 Lyon, tél : 04 78 39 42 06. Une trentaine de groupes en France, depuis 1994 à Lyon, interpelle l'Eglise sur les questions liées au Sida.

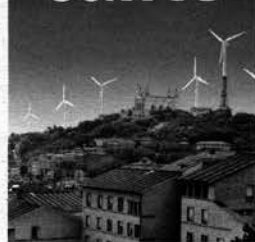
■ Questions de sens, 6, rue Magneval, 69001 Lyon, tél : 06 89 59 64 43. Soins thérapeutiques par le mouvement selon la méthode de faciathérapie mise au point par Danis Bois, kinésithérapeute et ostéopathe. Un fascia est une interface dans le corps qui permet de faire un mouvement. Par des touches et par la détermination de mouvements, il est possible de rétablir des équilibres rompus et parfois douloureux. Par une gymnastique sensorielle, on peut prévenir les douleurs musculaires ou articulaires, se défaire du stress, avoir une meilleure harmonie entre le corps et la psychologie. Cette association donne des cours, des conseils et des entretiens particuliers.

■ Copy-Right, c/o Forum gay et lesbien, 17, rue Romarin, 69001 Lyon. Collectif pour le droit de copier des médicaments sans autorisation pour les maladies graves comme le sida.



■ Act up, c/o Forum gay et lesbien, 17, rue Romarin, 69001 Lyon, tél : 04 78 39 97

santé



72 mercredis à 20 h. Groupe d'action pour la prévention contre le sida et pour l'aide aux personnes malades.

■ Gallactée, 4, rue Bodin, 69001 Lyon, tél : 04 72 07 01 00. Association pour la promotion de l'allaitement maternel, aide aux jeunes mamans.

■ Café 100 tabac, 23, rue de l'Arbre-Sec, 69001 Lyon, tél : 04 78 27 29 17. Deux restaurants voisins, branché culture, l'un avec fumée, l'autre sans. Une bonne initiative qui rencontre un grand succès.

■ Emergences, 8, rue Terraille, 69001 Lyon, tél : 04 78 30 10 76. Espace d'art-thérapie. A partir de l'art et d'ateliers divers, retrouver nos cinq sens pour (re)trouver notre dynamique de vie. Equipe d'encadrement avec psychothérapeute, énergéticienne, ethnobotaniste, naturopathe...

■ ADES, Association départementale d'éducation à la santé, 71, quai Jules-Courmont, 69002 Lyon, tél : 04 72 41 66 01. La santé physique dépend de notre santé sociale et morale. Association née à la fin de la guerre, travaillant sur la base des textes de l'OMS. Publie la revue «Rhône Echo Santé».

■ Herboristerie de la Croix-Rousse, 2, quai Jules-Courmont, 69002 Lyon, tél : 04 78 37 49 66.

■ Eutonie, 10, rue Bellecordière, 69002 Lyon, tél : 04 78 38 34 58. Technique de libération du corps permettant de trouver les bonnes positions et éviter les différents «mal de dos».

■ Groupe lyonnais d'études médicales, GLEM, 49, rue Mercière, 69002 Lyon, tél : 04 72 41 80 08. Promotion des techniques médicales innovantes comme l'auriculothérapie par exemple.

■ Aymard Michel, 6, quai Maréchal-Joffre, 69002 Lyon, tél : 04 78 37 44 67. Ethiothérapie.

■ Entr'aids, 5, cours Charlemagne, 69002 Lyon, tél : 04 72 56 03 09. Entraide entre personnes atteintes du Sida. Participe aux Jardins de Cognac de Bully (voir solidarités locales)

■ Etudiants contre le sida, 2, rue Montebello, 69003 Lyon, tél : 04 78 60 77 91.

■ Sida infos services, 2, rue Montebello, 69003 Lyon, tél : 04 78 62 39 88.

■ Alcooliques Anonymes, 233, rue Vendôme, 69003 Lyon, tél : 04 78 95 18 28.

■ Mourier Suzanne, 250, rue de Créqui, 69003 Lyon, tél : 04 78 62 73 71. Naturopathe.

■ Atelier sophrologie, Françoise Bermann et Marie-Thérèse Quentin, 225, rue Duguesclin, 69003 Lyon, tél : 04 72 60 93 09.

■ Couples contre le sida, 21, rue de Belfort, 69004 Lyon, tél : 04 72 00 87 36.

■ Association philanthropique des parents d'enfants leucémiques, APPEL, 6, rue Sœur-Bouvier, 69005 Lyon, tél : 04 78 25 84 39.

■ Le Petit monde, 29, rue Sœur-Bouvier, 69005 Lyon, tél : 04 72 84 75 76. Association créée par des pédiatres pour venir en aide aux enfants malades et hospitalisés.

■ Samasa, 1, rue Godefroy, 69006 Lyon, tél : 04 78 93 30 06.

■ Cofam, Coordination française pour l'allaitement maternel, 52, rue Sully, 69006 Lyon, tél : 04 78 93 02 08. *Regroupement d'associations né en mai 2000 pour faire la promotion du label OMS/Unicef en direction du personnel médical. Il s'agit d'apprendre au personnel hospitalier à valoriser l'allaitement maternel.*

■ Promotion de la médecine homéopathe, 52, rue Lieut.-Colonel-Prévost, 69006 Lyon, tél : 04 72 43 99 78.

■ Oasis Santé, Les Jardins de Masséna, 117, rue Masséna, 69006 Lyon, tél : 04 72 74 03 03. *Structure privée mise en place à la suite de groupes femmes et santé pour permettre l'écoute, le suivi de femmes en difficulté dans le domaine de la santé.*

■ Cabinet Duchemin Rakoczi, 27, rue Lalande, 69006 Lyon, tél : 04 78 52 93 37. *Praticiens Chiropratique.*

■ Joud Patricia, 1, rue Bossuet, 69006 Lyon, tél : 04 78 65 06 24. *Nutrition, hygiène vitale, drainage lymphatique.*

■ Morvézen Yves, 38, rue Pierre-Corneille, 69006 Lyon, tél : 04 78 52 17 08. *Praticien en médecines douces.*

■ Olivier Gérard, 60, rue Masséna, 69006 Lyon, tél : 04 78 24 16 37. *Phytothérapie.*

■ Roué Brigitte, 85, rue Vendôme, 69006 Lyon, tél : 04 78 89 44 26. *Praticienne en médecines douces.*

■ Vie et Santé, 1, rue Bossuet, 69006 Lyon, tél : 04 78 65 06 24. *Drainage lymphatique, conseil en nutrition, hygiène vitale, hydrothérapie du colon, réflexologie plantaire.*

■ Yvroux Annie, 44, rue Montgolfier, 69006 Lyon, tél : 04 78 89 32 08. *Chiropratique.*

■ Les Jardins de l'écoute, 82, cours Gambetta, 69007 Lyon, tél : 04 78 69 84 88. *Développe une méthode d'orthophonie pour découvrir comment une autre manière d'écouter conditionne nos relations, notre manière de vivre.*

■ Toxi-base, 14, avenue Berthelot, 69007 Lyon, tél : 04 78 72 47 45. *Base de données sur les pharmaco-dépendances.*

■ ADAPEI, Association départementales des amis et parents de personnes handicapées mentales, 317, rue Garibaldi, 69007 Lyon, tél : 04 72 76 08 88.

■ Allombert Annie, 28, rue de la Thibaudière, 69007 Lyon, tél : 04 72 71 97 94. *Praticienne médecines douces.*

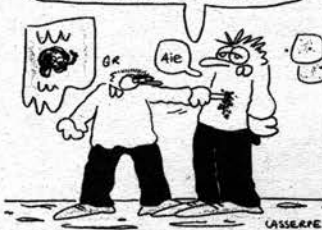
■ Leger Henri, 90, rue Jaboulay, 69007 Lyon, tél : 04 78 61 00 78. *Etiopathe.*

■ Stop Smoking, 33, boulevard Yves-Farge, 69007 Lyon, tél : 04 78 61 66 87. *Centre anti-tabac.*

■ Jeunes unis contre le tabac, 26, cours Gambetta, 69007 Lyon, tél : 04 72 73 21 37.

LES JEUNES, C'EST DANGEREUX POUR LA SANTÉ

ET MERDE, MOI QUI VENAIS D'ARRÊTER DE FUMER



■ ALYCCS, Association lyonnaise pour comprendre et choisir sa santé, Maison du citoyen, 135, rue Bataille, 69008 Lyon, tél : 04 78 27 10 18. *Prévention par échanges d'information. Recherche de méthodes économes et écologiques de prévenir la maladie et de se soigner. Défense de la liberté de chacun devant les médecines.*

■ Alcooliques Anonymes, 44, rue Pierre-Delore, 69008 Lyon, tél : 04 37 28 54 17.

■ Cachard Serge, 32, rue Seignemartin, 69008 Lyon, tél : 04 72 78 98 51. *Praticiens médecines douces.*

■ Vivez Soleil Edition, 15 B, rue Fabrège, 69009 Lyon, tél : 04 78 47 20 18. *Editeur de livres sur les médecines douces.*

■ CRIC, Collectif régional d'information sur le cancer et autres maladies graves, Maison des associations, 46, cours de la République, 69100 Villeurbanne.

■ APAJH, Association pour adultes jeunes handicapés, 46, cours de la République, 69100 Villeurbanne, tél : 04 78 03 23 94.

■ AIDES, 93, rue Racine, 69100 Villeurbanne, tél : 04 78 68 05 05.

■ CIRC, Collectif d'information et de recherche canabique, 21, rue Anatole-France, BP 3043, 69605 Villeurbanne cédex, tél : 04 78 95 22 61.

■ Albertini Philippe, 15, avenue Roger-

Salendro, 69100 Villeurbanne, tél : 04 78 93 90 86. *Praticiens médecines douces.*

■ Capela Jean, 138, rue Dedieu, 69100 Villeurbanne, tél : 04 78 68 02 77. *Phytothérapie.*

■ Centre Félicité, 1, avenue Commandant-Lherminier, 69100 Villeurbanne, tél : 06 89 03 39 66. *Formations au Reiki.*

■ Phinopole, 2, petite rue de la Rize, 69100 Villeurbanne, tél : 04 78 85 87 11. *Sophrologie, psychothérapie.*

■ Aide aux alcooliques, 46, cours de la République, 69100 Villeurbanne.

■ Centre social des Buers, rue J.-P.-Proudhon, 69100 Villeurbanne. *Cours de gymnastique douce.*

■ APAJH, Association pour adultes et jeunes handicapés, 73 ter, rue Francis-de-Pressensé, 69100 Villeurbanne.

■ AMI, Association de défense des malades et invalides, c/o François Couturier, 2, rue des Bienvenus, 69100 Villeurbanne.

■ Infomeca, Les Grillons, 18, rue Jean-Marie-Vianney, 69130 Ecully, tél : 04 78 33 28 98. *Pas de respect de la nature sans respect de sa propre nature : propose des méthodes de massages sensitifs.*

■ Stop Smoking, 90, avenue de la République, 69160 Tassin-la-Demi-Lune, tél : 04 78 34 93 89. *Centre anti-tabac.*

■ Fabrice Joly, 59, rue de la République, 69220 Belleville, tél : 04 74 66 18 09. *Dentiste homéopathe.*

■ Association nationale des intervenants en toxicomanie, ANIT, 8, rue de la Haye, 69230 Saint-Genis-Laval, tél : 04 78 56 46 00.

■ La Corde d'Argent, 27, rue Pierredupont, 69270 Couzon-au-Mont-d'Or, tél : 04 78 22 06 54. *Praticiens en médecines douces.*

■ Brun Patrick, 117, avenue Pierre-Dumond, 69290 Craponne, tél : 04 78 57 14 45. *Ostéopathe.*

■ Association macrobiotique lyonnaise, 101, route de Strasbourg, 69300 Caluire, tél : 04 78 08 27 59.

■ Groupement pour la reconnaissance de la chiropractie, CPRG, 24, rue Camille-Guérin, 69330 Meyzieu, tél : 04 77 73 03 72.

■ Association de lutte contre le sida, 24 impasse Gerbe, 69400 Villefranche, tél : 04 74 65 92 54.

■ Montégut Catherine, 32, boulevard de la République, 69410 Champagne-au-Mont-d'Or, tél : 04 78 35 06 97. *Naturopathe.*

■ Catherine Laforêt, 69430 Quincie, tél : 04 74 04 35 09. *Dentiste homéopathe.*

■ La Ferme du Vinatier, Centre hospitalier, 95, boulevard Pinel, 69500 Bron, tél : 04 37 91 51 11. *En lien avec des scientifiques de diverses spécialités, la Ferme est un lieu ouvert de rencontre et d'activités entre malades de l'hôpital psychiatrique et personnes extérieures. Nombreuses actions culturelles, artistiques, etc.*

■ Choisis la vie, Quinsonnas, 69510 Messimy, tél : 04 78 87 93 83. *Soutien aux malades par des thérapies officielles.*

■ Christophe Berthet, La Veinerie, 69640 Denicé, tél : 04 74 67 45 51. *Homéopathe anthroposophe.*

■ Ecole de yoga de Lyon, 15, rue de la République, 69660 Collonges-au-Mont-d'Or, tél : 04 72 27 87 35.

■ Centre droit et éthique de la santé, 95, boulevard Pinel, 69677 Bron cédex, tél : 04 72 35 87 20.

■ La Marelle, 69690 Courzieu, tél : 04 74 70 96 14. *Recherche du bien-être, de l'équilibre, de la santé par différentes méthodes de psychothérapie : sophrologie, atelier d'écriture, mouvement corporel, drainage lymphatique, thérapie psychopersonnel, relaxation, expression corporelle...*



■ Vie Saine, bât F2, 60, rue de l'Égalité, 69800 Saint-Priest, tél : 04 78 21 82 50. *Médecines douces.*

■ Ligue des droits des non-fumeurs, 21, lotissement les Loups, 01120 Thil, tél : 04 72 25 05 25. *Très présents sur Lyon pour faire respecter la loi dans les lieux publics. Nombreux procès gagnés.*

Consommateurs

indépendante de toute forme d'activités professionnelles.

■ ACE, Micheline Desseigne, Chantermerle, 69360 Ternay, tél : 04 72 31 67 96.

Biodésir



Association de défense du consommateur bio, créée en 2000 pour que les consommateurs assurent un contre-pouvoir face aux dérives mercantiles de la distribution de la bio.

■ Biodésir c/o Bioplaisir, 104 avenue des Frères-Lumières, 69008 Lyon, tél : 04 37 90 00 96.

Et également

■ Familles et solidarités, 11, cours de Verdun, 69002 Lyon, tél : 04 72 77 02 00.

■ UFCS, Union féminine civique et sociale, 11, rue Auguste-Lacroix, 69003 Lyon, tél : 04 78 62 61 61.

■ Familles de France, 15, rue Juliette-Récarnier, 69003 Lyon, tél : 04 78 24 66 29.

■ CSF, Confédération syndicale des familles, 12, boulevard des Brotteaux, 69006 Lyon, tél : 04 78 24 47 66.

■ AFPS, Association familiale d'aide populaire et syndicale, 12, boulevard des Brotteaux, 69006 Lyon, tél : 04 78 24 47 66.

■ ORAC, Organisation Rhône-Alpes des consommateurs, 82, rue Cuvier, 69006 Lyon, tél : 04 78 52 45 29.

■ UFC, Union française des consommateurs, (Que Choisir ?), 1, rue Sébastien-Gryphe, 69007 Lyon, tél : 04 78 72 00 84.

■ Association familiale union des consom-

mateurs, 46, cours de la République, 69100 Villeurbanne, tél : 04 78 85 69 32.

■ CSF, 4, rue Marcelin-Berthelot, 69150 Décines-Charpieu, tél : 04 78 49 87 97.

■ CSCV, 4, avenue Division-Leclerc, 69200 Vénissieux, tél : 04 78 70 28 72.

■ Centre technique régional de la consommation, 20, rue de Condé, BP2008, 69227 Lyon cédex 02. *Lieu d'accueil du public où des permanences sont assurées par la plupart des associations de consommateurs citées par ailleurs.*

■ CSF, 43, rue Nuzilly, 69300 Caluire, tél : 04 72 07 80 27.

■ CSF, 322, rue des Remparts, 69400 Villefranche, tél : 04 74 68 53 52.

■ CSCV, Confédération syndicale du cadre de vie, 53, rue Emile-Zola, 69500 Bron, tél : 04 78 70 32 59.

■ ACDC, association des consommateurs du canton, Machurat, 69620 Bois-d'Oingt, tél : 04 74 71 33 32.

■ ORAC, Organisation Rhône-Alpes des consommateurs, 36, avenue de Verdun, 69630 Chaponost, tél : 04 78 45 04 59.

■ CLCV, Consommation logement cadre de vie, 10, rue du 8-Mai-1945, 69800 Saint-Priest, tél : 04 78 21 44 87.

Consommation d'eau

Créée en 1994, l'association des consommateurs d'eau du Rhône, ACE, a pour but la défense des intérêts des consommateurs d'eau et des services publics. Son domaine d'activité regroupe des actions d'environnement, de cadre de vie, de protection de l'eau, de l'air, des sols, des sites et paysages; l'urbanisme, la lutte contre la pollution et les nuisances. Elle est

Silence

Ecologie • Alternatives • Non-violence

LIBRAIRIE

2^e semestre 2001

La revue Silence est publiée depuis 1982. Elle se veut un lien entre tous ceux et celles

qui pensent qu'aujourd'hui il est possible

de vivre autrement sans accepter ce que les médias et le pouvoir

nous présentent comme une fatalité. Si vous ne connaissez pas la revue, vous

pouvez nous en demander un numéro spécimen gratuit. Si vous n'avez jamais été abonné, vous pouvez

bénéficier d'un abonnement-découverte de 100F pour les 6 premiers numéros (voir bon de commande en dernière page).

Silence développe également un secteur librairie afin de promouvoir les ouvrages allant dans le sens de la démarche de la revue. Silence est gérée par une association indépendante de tout autre mouvement.



Nouveautés juillet 2001

La globalisation du monde

de Jacques B. Gélinas

Ed. Ecosociété (Québec)



La globalisation, aujourd'hui appelée mondialisation, s'appelait auparavant colonialisme.

L'auteur suggère que nous nous réappropriions les processus économiques pour gérer une mondialisation sociale et politique.

2000 - 350 pages

15,5 x 22,5 cm - 125 F

Agir localement pour l'efficacité énergétique et les énergies renouvelables



Réseau Sortir du nucléaire

Ce guide constitue une mine d'informations concrètes applicables par chacun. Les nombreux exemples concrets montrent à nos élus ce que d'autres ont déjà fait.

2001 - 56 pages

15 x 21 cm - 20 F

Nourrir le monde ou l'agrobusiness

Isabelle Delforge



Ed. Orcades (Poitiers)

Présentation des activités de la multinationale Monsanto et reportages sur les stratégies de résistance dans différents pays du Sud : boutiques solidaires, trocs de semences, etc.

2000 - 110 pages

15,5 x 22,5 cm - 49 F

L'imposture néo-libérale

de Jean-Claude Saint-Onge

Ed. Ecosociété (Québec)



Le libéralisme serait synonyme de liberté ? Cet ouvrage montre qu'il n'en est rien. A part les profits des grandes sociétés, seule la pauvreté progresse. Les alternatives à cette forme de mondialisation passent par l'entraide, la répartition des richesses, l'autodétermination, la réalisation de soi...

2000 - 202 pages 11,5 x 18,5 cm - 85 F

Par ici... la sortie du nucléaire



Réseau Sortir du nucléaire

Argumentaire sur les multiples raisons de s'opposer au nucléaire, sur les dangers de la filière, et présentation des possibilités de s'en passer le plus rapidement possible.

2000 - 44 pages

15 x 21 cm 20 F

Somport, le tunnel de l'absurde

de Jean-Luc Pallacio



Depuis dix ans, les habitants de la Vallée d'Aspe mènent la lutte contre le tunnel du Somport qui doit permettre le passage d'une autoroute. Une des luttes écologiques majeures de ces dernières années.

2001 - 156 pages

15 x 21 cm - 95 F

Hors-série Silence



Du chômage à l'autonomie conviviale

De Ingmar Granstedt
Et si l'on arrêtait de travailler pour payer des services et des produits que l'on peut produire soi-même ? Et si l'on s'entraidait plutôt que d'avoir recours à des intervenants anonymes ? L'auteur montre que l'on

peut être autonome dans de nombreux domaines, progressivement travailler à temps partiel et ainsi partager le travail salarié avec les chômeurs. Très concret.

1995 - 36 pages 21 x 29,7 cm - 30 F

La menace climatique

Coordonné par Dominique Zanda

Les émissions en grande quantité dans notre atmosphère de certains gaz pourraient perturber le climat terrestre actuel et provoquer un réchauffement. La menace est sérieuse. Une présentation du phénomène et surtout les mesures à prendre, en particulier dans le domaine de la maîtrise de l'énergie, pour éviter ce risque.

1990 - 60 pages 21 x 29,7 cm - 30 F

Les métiers de l'écologie

Coordonné par Michel Bernard

Certains n'ont pas attendu qu'il y ait 3 millions de chômeurs pour créer leur emploi. En effet, il existe de nombreux métiers nouveaux ou abandonnés qui ont un intérêt écologique et qui peuvent s'avérer des filières porteuses d'avenir.

40 reportages et des adresses pour la formation.

1993 - 108 pages 21 x 29,7 cm - 70 F

Paris-Dakar : pas d'accord

De Michel Bernard, J.M. Fardeau et B. Delpuech
Dessins de Cabu, Plantu, Altho, etc...

L'histoire d'une course. Les enjeux. Combien ça coûte et combien ça rapporte. Le débat dans les médias. L'opinion des personnalités. Les réactions officielles. Les témoignages des habitants dans les pays traversés. Les associations opposées au Paris-Dakar. Peut-on arrêter le Paris-Dakar ?

1989 - 36 pages 21 x 29,7 cm - 25 F

Radioactivité, les faibles doses

Coordonné par Perline

Politiquement et économiquement, en dessous d'un certain seuil, les doses de radioactivité seraient sans conséquences pour la santé. Les connaissances scientifiques actuelles montrent qu'il n'en est rien. Cette brochure présente les faibles doses qui nous entourent : rayonnement médical, retombées de Tchernobyl, les risques d'accident dans l'industrie nucléaire, l'irradiation des aliments, les essais nucléaires, le tabac...

1992 - 60 pages 21 x 29,7 cm - 30 F

Les systèmes d'échanges locaux Pour changer, échangeons

Coordonné par Michel Bernard

Les SEL se sont multipliés depuis quelques années en France et regroupent aujourd'hui plusieurs dizaines de milliers de personnes. En permettant des échanges de produits et de services, ils permettent à tous, sans exclusion, de redécouvrir les vertus de l'entraide. Une alternative à la mondialisation ? Une trentaine de personnes proposent leurs réflexions sur le sujet.

1998 - 80 pages

21 x 29,7 cm - 50 F



Editions Silence

Construisez votre cuisinière solaire

De Roger Bernard

Pour bricoleur expérimenté, une brochure technique qui donne les plans détaillés pour la réalisation d'une cuisinière à miroirs, facile à utiliser et performante.

1997 - 44 pages 21 x 29,7 cm - 30 F

Editions Silence

La cuisson solaire facile

De Roger Bernard
Ed. Silence / Jouvence



Bricoleur débutant, vous trouverez dans ce petit livre pratique, les plans nécessaires pour fabriquer plusieurs types de cuiseurs, ainsi que les conseils nécessaires pour les utiliser au mieux : récipients, recettes, etc...
1999 - 96 pages 10,5 x 17 cm - 29 F

La liberté de circuler

De Colin Ward. Préface de René Dumont
Au XXème siècle, la route a détrôné le rail. L'auteur montre dans ce livre comment l'arrivée de l'automobile a conduit à l'apparition d'une société de plus en plus individualiste. Il propose des alternatives pour en finir avec le mythe de l'automobile.
1993 - 144 pages 14 x 21 cm - 70 F

Où va le climat ?



De Stephen Henry Schneider
Quels liens entre la modification du climat et les activités humaines ? Si bon nombre d'hypothèses ne sont pas encore vérifiables, les climatologues redoutent quand même qu'une variation rapide du climat ait des conséquences néfastes sur les formes de vie sur Terre.
1996 - 68 pages 15 x 21 cm - 40 F

Quelle écologie radicale ?



Débat entre Murray Bookchin et Dave Foreman
Ed. Silence et ACL
Réédition de ce célèbre débat qui permet d'aborder positivement de nombreuses questions qui agitent la mouvance écologiste.
1999 - 144 pages 15 x 21 cm - 70 F

Résistance à la MacDomination

Dépliant diffusé par Silence
Pour dénoncer la malbouffe, les dangers des fast-foods pour la santé, l'exploitation des enfants, des salariés, des animaux, du tiers-monde, la destruction de l'environnement...



2000 - 4 pages
15 x 21 cm. - 1 ex : 5 F ; 10 ex : 20 F ;
50 ex : 35 F ; 100 ex : 50 F ; 250 ex : 100 F

Séphastoche, mon 1er cuiseur solaire

De Roger Bernard
Séphastoche est le plus simple des cuiseurs solaires... Il a été conçu spécialement pour les enfants. Il nécessite seulement un vieux carton et quelques ustensiles... pour un prix de revient de quelques francs. Facilement transportable, il peut aussi servir aux randonneurs.
1994 - 32 pages 17 x 22,5 cm - 36 F

Le Soleil à votre table

De Roger Bernard
Au Nord comme au Sud, cuisinez sans fumée, sans pollution, sans risque d'incendie. Une explication théorique et pratique des possibilités de l'énergie solaire en matière de cuisson. Découvrez différents modèles de cuiseurs, apprenez à cuisiner solaire : des plans, des photos, des recettes.
1987 - 170 pages 15 x 21 cm - 89 F

Diffusion Silence



Les aliments trafiqués Les dessous de la biotechnologie de Brewster Kneen

Ed. Ecosociété
Les aliments génétiquement modifiés sont le résultat d'une logique commerciale de longue haleine qui vise à mettre sous le contrôle des multinationales les activités agricoles. Présentation de la situation en Amérique du Nord où la situation est aujourd'hui la plus compromise.
2000 - 252 p. 15 x 23 cm - 125 F

La Belle vie

De Serge Mongeau
Ed. Ecosociété (Montréal)
L'épanouissement personnel et l'harmonie qui conduisent au bonheur n'ont pas grand chose à voir avec la société de consommation. En passant de l'avoir à l'être, il est possible d'accéder à sa propre harmonie mais aussi à celle du monde.
1996 - 116 pages 15 x 23 cm - 85 F

Les carnets d'un militant

D'André Larivière
Ed. Ecosociété (Québec)
Participant à des manifestations écolo-pacifistes, André Larivière nous narre ici des moments significatifs accompagnés de portraits, de poèmes, et de réflexions sur la macdonaldisation de la société.
Préface de Michel Bernard.
1997 - 250 pages 11 x 18 cm - 110 F

Deux roues, un avenir

De Claire Morissette
Ed. Ecosociété (Montréal)
L'automobile détruit la santé, provoque des morts, isole les personnes, pollue, coûte cher, détruit l'environnement. L'alternative : le vélo et ses qualités ! Une nouvelle façon de penser ! Un livre enthousiaste : courrez acheter un vélo !
1994 - 264 pages
15 x 21 cm - 100 F



L'écophilosophie ou la sagesse de la nature

De Serge Mongeau
Ed. Ecosociété (Montréal)
Peut-on envisager un avenir à l'humanité sans respecter d'abord la sagesse de la nature ? Un tour des critères éthiques mis en avant par les écologistes de différentes écoles de pensée... à comparer aux pratiques de chacun, ce que l'auteur n'hésite pas à considérer comme primordial.
1994 - 150 pages 15 x 21 cm - 85 F



Notre empreinte écologique

de Mathis Wackernagel et William Rees
Ed. Ecosociété
L'empreinte écologique représente la surface donc nous avons besoin pour vivre. Après de nombreux exemples locaux, ce livre montre qu'il faudrait au moins huit planètes pour subvenir à nos besoins. Nous sommes loin du «développement durable».
1999 - 212 pages 15 x 22,7 cm - 125 F

Entretiens avec Chomsky

De David Barsamian
Ed. Ecosociété (Québec)
Chomsky, écrivain, est connu pour la pertinence de ses analyses en politique étrangère. Ce livre reprend des

émissions de radios qui analyse la politique colonialiste des USA dans le monde.
1998 - 170 pages 11,5 x 18,5 cm - 85 F

Et si le Tiers Monde s'autofinancait ?

De Jacques B. Gélinas
Ed. Ecosociété (Montréal)
Après une critique virulente de l'"aidocratie" qui s'est installée depuis 50 ans entre le Nord et le Sud, ce livre propose d'adopter la seule formule qui a permis le développement : l'épargne locale qui, parce que l'argent a été rudement gagné, est d'une efficacité réelle.
1995 - 240 pages 15 x 21 cm - 110 F



Libérez les enfants

de Craig Kielburger
Ed. Ecosociété (Québec)
De nombreux enfants sont encore exploités odieusement dans le monde. Récit d'une croisade commencée par un enfant canadien à l'âge de 12 ans pour la reconnaissance du droit des enfants.
1999 - 392 pages
15 x 23 cm - 145 F



Moi, ma santé

De Serge Mongeau
Ed. Ecosociété (Montréal)
La santé est bien trop souvent cantonnée à la maladie. En privilégiant la prévention, on s'aperçoit très vite que la santé relève du domaine politique. Comment agir individuellement et dans la société pour assurer à tous une bonne santé.
1994 - 190 pages 15 x 21 cm - 85 F

Mondialisation de la pauvreté

De Michel Chossudovsky
Ed. Ecosociété (Québec)
Economiste, l'auteur présente dans un premier temps les méthodes utilisées par les institutions financières internationales pour contrôler les pays dits en développement. Il analyse ensuite les conséquences sociales dans ces pays.
1998 - 250 pages 15 x 23 cm - 125 F

Le municipalisme libertaire

de Janet Biehl
Ed. Ecosociété (Montréal)
Le municipalisme libertaire est une philosophie politique révolutionnaire qui veut évincer à la fois le capitalisme et l'Etat-nation et les remplacer par des relations sociales coopératives plus humaines. Janet Biehl résume la pensée politique du philosophe écologiste Murray Bookchin : recréer des communautés libres qui se gouvernent elles-mêmes.
1998 - 300 pages 11,5 x 18,5 cm - 110 F



Pierre Kropotkine, prince anarchiste

De George Woodcock et Ivan Avakumovic
Ed. Ecosociété (Québec)
Kropotkine a beaucoup fait pour définir la doctrine anarchiste. Sa vie mouvementée l'a conduit auprès des plus radicaux, son aura scientifique le protégeant parfois de cruels châtements. Auteur de l'"Entr'aide" un livre de base pour les écologistes, il dénoncera des
1920, les errements de la révolution bolchevique.
1997 - 462 pages 15 x 23 cm - 150 F



Propagande, médias, démocratie



de Noam Chomsky, Robert W. McChesney
Ed. Ecosociété (Québec)
Depuis la guerre du Golfe, il est évident que les médias dépendent des autorités et de la sphère marchande. Un essai tonique sur les dérives aux USA, valables pour une bonne part de ce côté de l'Atlantique.
2000 - 202 pages
11,5 x 18,5 cm - 75 F

Des ruines du développement

De Wolfgang Sachs et Gustavo Esteva
Ed. Ecosociété (Montréal)
Derrière l'idée du développement se cache le néo-colonialisme. Et tous les moyens sont bons : récupération de l'environnement, de la sécurité... entraînant la mort des cultures. Les auteurs montrent comment sur les ruines du développement, les peuples apprennent à s'autoorganiser.
1996 - 140 pages 15 x 21 cm - 85 F

La simplicité volontaire

De Serge Mongeau
Ed. Ecosociété (Montréal)
Si l'on s'interroge sur les grands problèmes de société, on constate qu'il est souvent possible de chercher des solutions à son niveau, et cela mène à la même démarche : une certaine sobriété accordant la priorité à la qualité et non plus à la quantité. Livre d'une grande clarté.
1998 - 264 pages 15 x 21 cm - 100 F

Une société à refaire : pour une écologie de la liberté

De Murray Bookchin
Ed. Ecosociété (Montréal)
Quels sont les facteurs qui ont produit des sociétés écologiquement nuisibles ? Quels sont ceux qui pourraient créer des sociétés humaines bénéfiques à l'environnement ? Une analyse des moyens politiques, sociaux et économiques pour arriver à un changement de société.
1992 - 300 pages 15 x 21 cm - 110 F

Introduction à la philosophie écologique et politique de l'anarchisme

De John Clark
Ed. Atelier de Création Libertaire (Lyon)
Face à la crise des idéologies de droite et de gauche, les écologistes s'interrogent sur la possibilité d'une nouvelle théorie politique. Le communautarisme anarchiste pourrait être à la base de cette nouvelle manière de faire de la politique.
1993 - 64 pages 15 x 21 cm - 38 F

Le rêve au quotidien

De Mimmo Pucciarelli
Ed. Atelier de Création Libertaire (Lyon)
Ancien quartier ouvrier, la Croix-Rousse, à Lyon, regorge d'expériences collectives depuis une vingtaine d'années. Ce livre fait un tour d'horizon des différentes initiatives : imprimeries, resto, papier recyclé, revues, musique... où se croisent écologistes, anarchistes, squatters...
1996 - 256 pages 15 x 21 cm - 75 F



Qu'est-ce que l'écologie sociale ?

De Murray Bookchin
Ed. Atelier de Création Libertaire (Lyon)
Un livre pour définir une politique écologique qui s'appuie sur le développement communautaire à la base et qui rejette toutes les structures de domination.
1989 - 43 pages 15 x 21 cm - 35 F

Sociobiologie ou écologie sociale

De Murray Bookchin
Ed. Atelier de Création Libertaire (Lyon)
Si nous échouons dans la réalisation d'une société écologique et dans l'énonciation d'une éthique écologique, outre les désastreuses conséquences qui en découleraient, c'est bel et bien notre légitimité morale qui est en jeu...
1996 - 50 pages 15 x 21 cm - 30 F

Suzana Chronique d'une vie sans papiers



interview de Jean-Pierre Levaray
Ed. Monde Libertaire / Alternative Libertaire
Suzana vient faire ses études en France. Mère célibataire, elle se retrouve peu à peu exclue et finalement sans papiers. Commence la galère des centres d'accueil. Un récit poignant sur les conditions de vie des exilés au pays des droits de l'Homme.
2000 - 48 p. 15 x 21 cm - 20 F

Anarchisme et non-violence

de Xavier Bekaert
Ed. Monde Libertaire
Gandhi disait qu'une société non-violente serait l'anarchie la plus pure. Reflexion sur les courants de l'anarchisme vis-à-vis de la violence en réponse à la violence de l'Etat. Intéressante présentation d'un débat perpétuel.
2000 - 48 p.
15 x 21 cm - 20 F



L'homme qui plantait des arbres

De Jean Giono
Ed. Utovie (Landes)
Autre texte célèbre qui raconte l'aventure solitaire d'un berger de Provence qui passe la fin de sa vie à semer et planter des arbres dans les collines où l'exploitation humaine incontrôlée avait créé le désert. L'arbre revenu, c'est en fait toute la vie qui revient dans ces contrées.
1957 - 32 pages 17 x 23 cm - 36 F

Nous sommes peut-être frères

Du chef indien Seattle
Ed. Utovie (Landes)
Ce texte célèbre est la réponse du chef Seattle au président des Etats-Unis qui proposait aux Indiens l'achat de leurs terres. Les Indiens rappellent que l'Homme appartient à la Terre et non l'inverse.
1854 - 32 pages 17 x 23 cm - 36 F

Guide des alternatives 1999

Coordonné par Philippe Lecuyer
Ed. du Fraysse (Lot)
Plus de 12000 références dans tous les domaines de l'alternative : associations, organismes, revues, de l'enfance à la retraite, de la bio aux énergies renouvelables. Une compilation récemment remise à jour.
1999 - 1000 pages 11 x 18 cm - 95 F

Guide des vacances écologiques

Coordonné par Philippe Lecuyer
Ed. du Fraysse (Lot)
Plus de 2000 références pour organiser ses vacances de la manière la plus écologique possible : lieux touristiques à découvrir, magasins bios, séjours pour les enfants...
2001/2002 - 576 pages 11 x 18 cm - 66 F

Le solaire pour tous

De Jérôme Goust
Ed. Le Courrier du livre (Paris)
Comment choisir le matériel et construire un capteur solaire pour le chauffage de l'eau de votre maison. Les critères à prendre en compte, les éléments à connaître. Différentes techniques : thermosiphon, plancher solaire direct...
1992 - 142 pages 15,5 x 24 cm - 90 F



Découvrir les vraies richesses



De Pierre Pradervand
Ed. Jouvence (Genève)
Voiture, temps, travail, argent, stress croissant : découvrez de nouveaux rapports à la société de consommation. Partez sur les pistes pour vivre plus simplement sur les plans économiques, écologiques, sociaux ou spirituels. Les vraies richesses ne

sont pas matérielles.
1996 - 250 pages 14,5 x 21 cm - 96 F

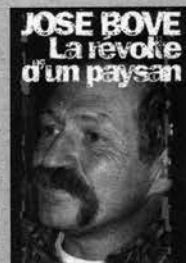
Petit manuel anti-McDo

de Paul Ariès
Ed. Golias
Les enfants sont attirés par le mirage des McDo. Ce petit livre propose un résumé des arguments et devrait convaincre plus d'un adolescent à ne plus se rendre dans les fast-food.
1999 - 96 pages
11,5 x 21 cm - 48 F



José Bové, la révolte d'un paysan

de Paul Ariès et Christian Terras
Ed. Golias
L'apparition de José Bové dans les médias est la conséquence d'un long engagement militant, dans de multiples domaines, avec la non-violence comme fil conducteur. Un dialogue riche et stimulant.
2000 - 96 pages
11,5 x 21 cm - 65 F



TotalFina Entre marée noire et blanchiment de la drogue

de Francis Christophe
Ed. Golias
TotalFina est sur le devant de la scène suite au naufrage de l'Erika. Moins médiatique, son rôle en Birmanie où, depuis 1992, la firme soutient la dictature au pouvoir : culture d'opium, déplacement des populations, travail forcé... Vous ne boycotterez plus Total par hasard.
2000 - 96 p. 11,5 x 21 cm - 65 F

El Ejido Terre de non-droit

Enquête du Forum Civique Européen
En février 2000, des travailleurs immigrés étaient attaqués dans la ville andalouse d'El Ejido. Soixante blessés. El Ejido, ce sont 30 000 hectares de serres plastiques avec un maraîchage concentrationnaire. C'est de là que viennent les primeurs que nous mangeons.
2000 - 120 pages 15 x 21 cm - 50 F

Additifs alimentaires, souvent superflus, parfois bienvenus

Ed. Georg (Genève)
Les additifs sont présents dans la plupart de nos aliments. Souvent dangereux. Il est important de savoir lire les étiquettes de composition des produits... et de repérer quelques additifs ayant des qualités.
1991 - 120 pages 15 x 21 cm - 98 F

L'eau aujourd'hui, planète bleue, planète grise

De Nicole J. Leblanc et René Longuet
Ed. Georg (Genève)

Sans eau, pas de vie. Sur toute la planète, seulement 1 % de l'eau est présente sous une forme utilisable par les organismes terrestres. Ce 1% est aujourd'hui gaspillé et pollué. Rivières, mers, eaux souterraines : la pollution est partout. La bataille de l'eau n'est pas loin.

1990 - 136 pages 15 x 21 cm - 98 F

L'écologisme à l'aube du XXI^e siècle

sous la direction de
Jean-Paul Bozonnet
et Joël Jakubec
Ed. Georg (Genève)

L'écologisme est-il soluble dans le système dominant ? Treize textes de militants et d'universitaires pour en débattre. Un débat pour mieux percevoir les futurs possibles de l'écologie.

2000 - 254 pages 15 x 21 cm - 175 F

Jouets de Toujours

De Daniel Descomps
Ed. Ostal del libre (Cantal)

Ouvrage de jeux à faire soi-même avec quelques morceaux de bois, un couteau et un peu de patience. Une alternative aux jouets en plastique ou à piles et autres produits chers, sophistiqués qui n'amuse pas plus les enfants.

1997 - 180 pages - 120 F

La maison des négawatts

de Thierry Salomon et Stéphane Bedel
Ed. Terre Vivante

Un négawatt, c'est une énergie qu'on économise. Ce guide pratique montre comment, dans votre maison, vous pouvez faire un maximum d'économie d'énergie et contribuer ainsi à votre échelle à se sortir des énergies polluantes.

1999 - 160 pages 15 x 21 cm - 79 F

Abonnement revue

FRANCE METROPOLITAINE

<input type="checkbox"/> Découverte 1ère année	6 n°	100 FF
<input type="checkbox"/> Particulier	12 n°	265 FF
<input type="checkbox"/> Institution	12 n°	530 FF
<input type="checkbox"/> Soutien	12 n°	330 FF et +
<input type="checkbox"/> Petit futé	24 n°	430 FF
<input type="checkbox"/> Groupés par 3 ex	3 x 12 n°	660 FF
<input type="checkbox"/> Groupés par 5 ex	5 x 12 n°	985 FF
<input type="checkbox"/> Petit budget	12 n°	165 FF

BELGIQUE

<input type="checkbox"/> Découverte 1ère année	6 n°	1000 FB
<input type="checkbox"/> Particulier	12 n°	1880 FB
<input type="checkbox"/> Institution	12 n°	3760 FB
<input type="checkbox"/> Soutien	12 n°	2000 FB et +
<input type="checkbox"/> Petit futé	24 n°	2700 FB
<input type="checkbox"/> Groupés par 3 ex	3 x 12 n°	4080 FB
<input type="checkbox"/> Groupés par 5 ex	5 x 12 n°	6160 FB
<input type="checkbox"/> Petit budget	12 n°	1650 FB

AUTRES PAYS ET DOM-TOM

<input type="checkbox"/> Découverte 1ère année	6 n°	150 FF
<input type="checkbox"/> Dom-tom et étranger	12 n°	300 FF

Librairie

Nouveautés

<input type="checkbox"/> La globalisation du monde	125 F
<input type="checkbox"/> Limpousure néo-libérale	85 F
<input type="checkbox"/> Agir pour l'efficacité énergétique	20 F
<input type="checkbox"/> Par ici la sortie du nucléaire	20 F
<input type="checkbox"/> Nourrir le monde ou l'agro-business	49 F
<input type="checkbox"/> Somport, le tunnel de l'absurde	95 F

Facteur 4

De E. von Weizsäcker et A. B. Lovins
Ed. Terre Vivante (Mens)

Ce livre va plus loin que le précédent en présentant les prototypes actuellement étudiés pour améliorer l'efficacité énergétique et nous propose de consommer 2 fois moins d'énergie en disposant de 2 fois plus de confort. Moins politique et plus futuriste.

1997 - 320 pages 15 x 21 cm - 118 F

L'habitat écologique



de Friedrich Kur
Ed. Terre Vivante (Isère)
Avec quels matériaux construire sa maison écologique ? Question essentielle, à laquelle ce livre répond.

1998 - 190 pages
15 x 21 cm - 98 F

Y'a trop d'étrangers dans le monde

1998 - 116 pages
21 x 21 cm - 50 F

Aux victimes du harcèlement économique

1998 - 116 pages
21 x 21 cm - 50 F

Les droits de l'Homme, pratiques, moulants et extensibles

2000 - 106 pages 21 x 21 cm - 50 F

De Vésse, Dédé et Lebre
Autoédition

Ces trois dessinateurs, présents dans la revue Silence, se sont mis ensemble pour publier des recueils de dessins thématiques. Un sens de l'observation particulièrement aiguisé !

Les SEL : pour un vrai débat

De Denis Bayon
Ed. Yves Michel (Paris)

Les SEL, systèmes d'échanges locaux, peuvent-ils viser une sortie du capitalisme « par le haut », c'est-à-dire en allant dans le sens d'une meilleure cohésion sociale, de l'entraide, de l'écologie... Les SEL ne peuvent se contenter à être un palliatif aux défaillances de l'Etat.

1999 - 130 p. - 63 F

Hors-série Silence

<input type="checkbox"/> Du chômage à l'autonomie conviviale	30 F
<input type="checkbox"/> La menace climatique	30 F
<input type="checkbox"/> Les métiers de l'écologie	70 F
<input type="checkbox"/> Paris-Dakar : Pas d'accord	25 F
<input type="checkbox"/> Radioactivité, les faibles doses	30 F
<input type="checkbox"/> SEL : pour changer échangeons	50 F

Editions Silence

<input type="checkbox"/> Construisez votre cuisinière solaire	30 F
<input type="checkbox"/> La cuisson solaire facile	29 F
<input type="checkbox"/> La liberté de circuler	70 F
<input type="checkbox"/> Où va le climat ?	40 F
<input type="checkbox"/> Quelle écologie radicale ?	70 F
<input type="checkbox"/> Tracts anti MacDo (250 ex.)	100 F
<input type="checkbox"/> Séphastoché, mon premier cuisinier	36 F
<input type="checkbox"/> Le soleil à votre table	89 F

Diffusion Silence

Ed. Ecosociété (Montréal)	
- Leur catalogue complet sur demande.	
<input type="checkbox"/> Les aliments trafiqués	125 F
<input type="checkbox"/> La belle vie	85 F
<input type="checkbox"/> Les carnets d'un militant	110 F
<input type="checkbox"/> Deux roues, un avenir	100 F
<input type="checkbox"/> L'écologie ou la sagesse de la nature	85 F
<input type="checkbox"/> Notre empreinte écologique	125 F
<input type="checkbox"/> Entretiens avec Chomsky	85 F
<input type="checkbox"/> Et si le Tiers-Monde s'autofinçait	110 F
<input type="checkbox"/> Libérez les enfants	145 F
<input type="checkbox"/> Moi, ma santé	85 F
<input type="checkbox"/> Mondialisation de la pauvreté	125 F
<input type="checkbox"/> Le municipalisme libertaire	110 F
<input type="checkbox"/> Pierre Kropotkine, prince anarchiste	150 F
<input type="checkbox"/> Propagande, médias, démocratie	75 F
<input type="checkbox"/> Des ruines du développement	85 F
<input type="checkbox"/> La simplicité volontaire	100 F
<input type="checkbox"/> Société à relaire : une écologie de la liberté	110 F

Tout nucléaire, une exception française

De Perline

Ed. L'Esprit Frappeur

Alors que l'industrie nucléaire est en perte de vitesse partout dans le monde, elle espère se maintenir en force en France. Pourquoi, malgré l'échec général, une telle persistance ? Perline, avec un humour mordant, montre comment les spécificités françaises permettent aux nucléocrates de se maintenir envers et contre tout.

1997 - 110 pages 10,5 x 15 cm - 10 F

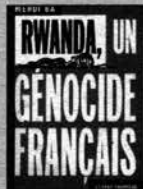
Rwanda, un génocide français

De Mehdi Ba

Ed. L'Esprit Frappeur

Quel a été le rôle du gouvernement français dans le génocide rwandais : un réquisitoire qui fait froid dans le dos : sommes-nous vraiment dans une démocratie ?

1997 - 112 pages
10,5 x 15 cm - 10 F



Cybermondes : où tu nous mènes, Grand Frère ?

de Vahé Zartarian et Emile Noël
Ed. Georg

Les nouveaux moyens de communication posent des problèmes de société. Deux axes sont ici mis en avant : la possibilité d'un contrôle par un grand frère (Big Brother)



et le risque d'aliénation des utilisateurs. Un appel à la résistance.

2000 - 160 p. 15 x 21 cm - 110 F

Who's counting ?

avec Marilyn Waring

Ed. Si les femmes

comptaient

Cette vidéo aborde sous forme d'interview d'une élue néo-zélandaise, de multiples questions liées à la mondialisation : environnement dégradé, inégalités sociales, ventes d'armes, conditions des femmes...

1996 - 94 mn - 155 F



Ed. Atelier de Création Libertaire (Lyon)	
<input type="checkbox"/> Philo écologie et politique de l'anarchisme	38 F
<input type="checkbox"/> Le rêve au quotidien	75 F
<input type="checkbox"/> Qu'est-ce que l'écologie sociale ?	35 F
<input type="checkbox"/> Sociobiologie ou écologie sociale	30 F
Ed. Monde libertaire / Alternative libertaire	
<input type="checkbox"/> Suzana, chronique d'une vie sans papiers	20 F
<input type="checkbox"/> Anarchisme et non-violence	20 F
Ed. Utopie (Landes)	
<input type="checkbox"/> L'homme qui plantait des arbres	36 F
<input type="checkbox"/> Nous sommes peut-être frères	36 F
Ed. du Fraysse (Lot)	
<input type="checkbox"/> Guide des alternatives 1999	95 F
<input type="checkbox"/> Guide des vacances écologiques 2001	66 F
Ed. Courrier du livre (Paris)	
<input type="checkbox"/> Le solaire pour tous	90 F
Ed. Jouvence (Genève)	
<input type="checkbox"/> Découvrez les vraies richesses	96 F
<input type="checkbox"/> Ed. Goliath	
<input type="checkbox"/> Petit manuel anti-McDo	48 F
<input type="checkbox"/> José Bové, la révolte d'un paysan	65 F
<input type="checkbox"/> TotalFina. Entre marée noire et drogue...	65 F
Forum civique européen	
<input type="checkbox"/> El Ejido. Terre de non-droit	50 F
Ed. Georg	
<input type="checkbox"/> Additifs alimentaires	98 F
<input type="checkbox"/> L'eau	98 F
<input type="checkbox"/> L'écologisme à l'aube du XXI ^e siècle	175 F
<input type="checkbox"/> Cybermondes : où tu nous mènes ?	110 F
Ed. Ostal del libre	
<input type="checkbox"/> Jouets de toujours	120 F
Ed. Terre Vivante (Mens)	
<input type="checkbox"/> L'habitat écologique	98 F
<input type="checkbox"/> Facteur 4	118 F
<input type="checkbox"/> La maison des négawatts	79 F

Autoédition	
<input type="checkbox"/> Y'a trop d'étrangers dans le monde	50 F
<input type="checkbox"/> Dessins des droits de l'Homme	50 F
<input type="checkbox"/> Aux victimes du harcèlement économique	50 F
Ed. Yves Michel	
<input type="checkbox"/> Les SEL : pour un vrai débat	63 F
Ed. Esprit frappeur	
<input type="checkbox"/> Tout nucléaire, une exception française	10 F
<input type="checkbox"/> Rwanda, un génocide français	10 F
Si les femmes comptaient	
<input type="checkbox"/> Who's counting ?	155 F

Frais de port

<input type="checkbox"/> 1 ouvrage	15 F
<input type="checkbox"/> 2 ouvrages	28 F
<input type="checkbox"/> 3 ouvrages et plus	40 F

Je règle un total de :

NOM.....

Prénom.....

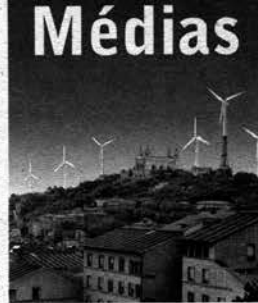
Adresse.....

Code postal.....

France : Règlement à l'ordre de Silence,
9 rue Dumenge, F 69004 Lyon

Belgique : (uniquement pour les abonnements)
Règlement à Brabant-Ecologie,
Route de Rénipont 33, B 1380 Ohain

Débat sur les ondes



Radio-Canut à Lyon, Radio-Calade à Villefranche-sur-Saône : deux radios qui depuis vingt ans, sous forme associative, ont su maintenir la voie d'une information indépendante.

Avant 1981, les radios-libres sont interdites. En 1977, alors que la région se couvre d'affiches pour annoncer la manifestation du 31 juillet 1977 contre Superphénix, un groupe intitulé «Radio-Active» annonce à la presse qu'elle émettra de temps en temps pour appeler à la manifestation antinucléaire. Ce premier essai de radio sera sans doute écouté principalement par les policiers qui cherchent à la faire taire. Le matériel italien de l'époque est installé dans une camionnette et l'émission se fait en roulant, ce qui empêche la police de la localiser. Petit succès d'estime mais qui va donner des envies à ces animateurs.

Ces derniers sont actifs au sein du MERA, Mouvement écologique Rhône-Alpes, alors la plus grosse structure écolo de la région. L'expérience de radio est plus ou moins oubliée après la manifestation très traumatisante dans la région, avec un mort et une centaine de blessés. Le mouvement écolo a besoin de débattre et de 1977 à 1981, l'équipe initiale de la radio va se consacrer à animer l'APERA, Agence de presse écologique Rhône-Alpes qui, toutes les semaines, publiera intégralement tout ce qu'elle recevra, à l'aide d'une ronéo installée dans des locaux qui sont aujourd'hui ceux de la Maison de l'Ecologie.

Des origines très militantes

Lorsqu'enfin, en 1981, les radios-libres sont autorisées, ils existent déjà depuis plusieurs mois des projets dont Radio-Julie dans la banlieue de Lyon (à Bron au départ), puis Radio-Polyphème à Villefranche-sur-Saône. Là, le projet de radio est longuement débattu et il est décidé de séparer l'activité radio de l'activité militante écologique. Deux structures apparaissent alors : d'une part le Groupe Ecologique Beaujolais, toujours actif aujourd'hui, et Radio-Calade qui, bien que géré initialement par des écologistes, se veut pluraliste.

La mouvance militante de Lyon est également installée au 44, rue Saint-Georges. Dans les années 70, c'était le siège du PSU. A la fin de cette décennie, le lieu devient multiculturel et s'appelle alors le CEP, Centre d'expression populaire. Il deviendra, à la fin des années 80, la Maison des Communications puis l'Espace Saint-Georges communication. On y trouve aujourd'hui des groupes comme Chiche !, les Alternatifs, Attac... Là aussi, la militance s'était



Animation pour la fête de la musique.

lancée dans différents projets de radios-pirates, avant la législation de 1981. Des groupes y aiment des radios plus ou moins éphémères comme Radio-Guignol, Radio-Pipelette ou Radio-Lézard. Radio-Canut voit le jour en 1979 et connaît une période très militante, avec des parties de cache-cache avec les autorités. Quand la loi autorise enfin les radios-libres en 1981, un débat sur la nécessité ou non d'une professionnalisation provoque une scission dans la radio. Ceux qui penchent vers un statut professionnel s'en vont pour créer Radio-Léon. Cette dernière émettra pendant quelques années, s'enfonçant de plus en plus dans des problèmes financiers insolubles et soldant ses comptes finalement en revendant sa fréquence d'émission à une chaîne de radios commerciales.

Le choix d'une professionnalisation n'est toutefois pas forcément une cause d'échec puisque ce choix sera fait ultérieurement par Radio-Calade. Mais un peu plus tard.

En 1984, l'Etat, prétextant une saturation des longueurs d'ondes, demande un regroupe-

ment des radios. Si à Villefranche-sur-Saône, la procédure passe inaperçue du fait du peu de concurrence sur les ondes — elle est de fait très rapidement la seule radio associative — à Lyon, Radio-Canut refuse tout regroupement. Cela lui vaut de se retrouver éjectée des autorisations d'émettre. Ses animateurs engagent alors un bras de fer avec les autorités et continuent d'émettre en pirate. La lutte est payante et en 1986, peu avant l'arrivée de la droite au pouvoir, les longueurs d'onde sont de nouveau discutées et Radio-Canut regagne sa place.

C'est en ce début d'année qu'une loi est votée pour distinguer les différentes radios : entre les associatives sans publicité (catégorie A), celles avec publicité, les commerciales, les réseaux... Les deux radios se retrouvent dans la catégorie A, ce qui leur permet d'accéder à un fonds de soutien, le FDSER. Celui-ci est alimenté par une taxe sur les recettes publicitaires de l'audiovisuel et est reversé selon des règles complexes aux radios sans publicité. Dans la pratique, l'aide varie avec le chiffre des recettes avec un optimum qui se situe, aujourd'hui, à environ 1 000 000 F par an. L'aide peut alors atteindre 25 % de ce chiffre d'affaires.

Durant les deux ans de gouvernement de droite de cette époque, 1986 à 1988, le ministre de la Culture, François Léotard oubliera de reverser cette aide. Laquelle ne se concrétise pleinement pour les radios associatives qu'au retour de la gauche.

Alors que jusque là, les démarches des deux radios sont assez similaires, l'arrivée de cette aide va provoquer une évolution de la part de Radio-Calade. Calculant qu'en augmentant son chiffre d'affaires, elle peut bénéficier d'une aide qui couvrirait sensiblement un salaire, elle choisit d'embaucher un permanent qui dans un premier temps va être assez polyvalent (du journalisme à l'entretien des locaux). La mise en place des structures d'aide d'Etat à la réinsertion dans le travail (CES, CES puis emplois-jeunes) va ensuite permettre d'élargir le nombre de permanents pour atteindre la structure actuelle : une journaliste en contrat classique aidée par deux personnes, l'une au secrétariat, l'autre à la technique. Alors que le premier budget de la radio était de 5000 F, il tourne aujourd'hui aux alentours de 600 000 F annuels.

Radio-Canut, qui continue à fonctionner de manière entièrement bénévole, en autogestion, a un chiffre d'affaires plus modeste, de l'ordre de 250 000 F.

Canut : un fonctionnement politique et autogestionnaire

Loin de la soupe commerciale de la plupart des radios «libres», les deux radios ont toujours privilégié la liberté d'expression. Radio-Canut fonctionne comme une fédération d'émissions puisque ses membres sont des représentants de chacune d'elles. Ils siègent au conseil des émissions. Celui-ci applique les choix de l'association. Il se réunit trois à quatre fois par an. Une assemblée générale annuelle statutaire permet des débats de fond et élit un bureau responsable devant elle. Chaque émission est totalement autonome. Elle paie une cotisation de 90 F par mois (à l'exception des infos, tous les jours à 19 h avec rediffusion le lendemain à 8h). Cette autonomie va assez loin : chaque groupe responsable d'une émission a les clés des locaux, doit assurer la régie technique, le rangement des locaux, le choix des musiques, etc. Il a toutefois fallu instaurer une rotation des ménages car trop de monde passait faire son émission sans s'occuper de l'état général des locaux. Ainsi se vit l'autogestion au quotidien.

Le règlement intérieur cadre le choix des émissions admissibles : «le prosélytisme religieux, les propos racistes ou sexistes ne sont pas tolérés. La publicité ou le parrainage sont interdits». Avec le temps, le règlement intérieur reprend des obligations figurant dans le Code du travail : interdiction de la cigarette et de l'alcool. D'autres règles sont imposées de l'extérieur par les lois sur l'audiovisuel comme l'obligation d'enregistrer toutes les émissions et de les conserver pendant un mois (pour d'éventuelles enquêtes judiciaires).

L'expérience a incité à stopper les émissions à minuit pour éviter les débordements dans un quartier où la vie nocturne est assez présente... et ceci d'autant plus que l'entrée dans la radio n'est pas spécialement protégée.

La radio s'est posé la question de ses rapports avec les partis politiques. Leurs membres ou représentants peuvent être présents, notamment pendant les infos. Toutefois, le seul groupe politique qui a son émission est la Fédération anarchiste, car elle ne participe pas aux jeux politiques électoraux habituels. Ce qui fait que certains en concluent, un peu vite, que la radio est libertaire. Elle en partage l'esprit, mais elle est ouverte à bien d'autres sensibilités (écologie par exemple).

La radio compte environ 130 animateurs bénévoles, mais cela ne suffit pas à couvrir les ondes 24h sur 24 h. Elle propose donc des programmes pré-enregistrés lorsqu'il n'y a pas d'animateurs en direct.

Calade : de plus en plus d'infos

Dans les années 80, l'équipe bénévole s'est appuyée sur la musique pour assurer un remplissage d'antenne. A partir du premier emploi salarié, l'évolution a été sensible. Du fait de la pauvreté des émissions locales (une seule radio commerciale concurrente avec seulement cinq fois une minute d'infos !), Radio-Calade est devenue la source de la contre-information locale, aussi bien à Villefranche que dans tout le nord du département, voire même pour certains événements sur la place lyonnaise.

Entourée par une trentaine de bénévoles, la journaliste, Laurence Chopart, anime une heure d'actualités de 12h30 à 13h30 en semaine, une demi-heure de 18 h à 18h30. Radio-Calade travaille également en collaboration avec l'EPRA, système d'échanges de programme des radios associatives, qui permet d'obtenir des émissions d'intérêt général produites par d'autres radios et également d'en fournir. Ce système, subventionné, incite les radios associatives à produire du matériel de bonne qualité moyennant rémunération. Dans ce cadre, Laurence Chopart fait des déplacements dans toute la région. Elle a même obtenu récemment un prix de la SCAM, société civile des auteurs multimédia, pour un reportage sur l'écovillage d'Hourres (1). La radio se définit aujourd'hui comme citoyenne et elle présente les initiatives militantes au sein des informations. Elle collabore par exemple avec la revue *Economie et humanisme* pour débattre des dossiers publiés, avec *Attac*, avec le Groupe écologique beaujolais, avec l'éditeur lyonnais *La Chronique sociale*, avec la banque alternative *La Nef*...

La station ouvre ses antennes aux associations de quartiers, aux autres cultures. Si l'écologie a son émission (une demi-heure le mardi après les infos), on trouve des émissions plus étonnantes : «Rencontre finance» animée par un consultant... Si celui-ci réagit aux demandes des auditeurs, souvent selon un service proche d'une association de consommateurs, il explique aussi comment fonctionne le monde de la finance, la bourse... ou un astrologue en ligne.

Autre ouverture sur l'information : des extraits des débats parlementaires européens, des échanges avec une radio néerlandaise...

La radio ayant fait le choix de la professionnalisation, elle a dû également réfléchir à ses recettes. Pour cela, elle développe des activités «hors-antenne» comme un partenariat avec des écoles primaires, des collèges et des lycées pour faire découvrir aux enfants les techniques de la radio. Ce travail se fait plus particulièrement dans les quartiers populaires de Villefranche mais aussi des écoles rurales de l'Ain (2) et du Beaujolais. Elle participe à de la formation pour des bénévoles ou des employés d'autres projets ou d'autres radios existantes, elle collabore à des campagnes d'information (sida, racisme, chômage, social...). Elle diffuse, avec l'aide du FAS, Fonds d'aide sociale, une

émission sur l'insertion sociale. Elle collabore à la réalisation de dossiers soit au sein de la Confédération nationale des radios-libres, soit avec différents partenaires (Parlement européen, *Le Monde diplomatique*, l'UNESCO...). Depuis peu, elle participe à un projet «paroles à trois voix» qui dans le cadre d'un programme officiel de la ville, met en dialogue trois générations de femmes pour dialoguer sur des questions des quartiers et d'immigration...

Notoriété, audience, etc.

Les deux radios disposent d'un émetteur de même niveau de puissance. Potentiellement, Radio-Canut peut être captée par un bassin d'environ 1,3 million de personnes s'étendant jusqu'à une cinquantaine de kilomètres de Lyon à l'est et au sud, du fait de l'absence de relief. Radio-Calade se trouve dans une agglomération de seulement 50 000 habitants, avec autour, un potentiel rural de 30 à 40 000 personnes. Mais la concurrence n'est pas la même : Radio-Calade est la seule radio associative du nord du département, ce qui l'a amenée à être plus généraliste et à fournir un gros effort sur les informations locales. Si les deux radios sont écoutées de manière intelligente, c'est-à-dire que les auditeurs sont fidèles à certaines tranches horaires, Radio-Canut subit par contre une rude concurrence : il faut déjà la trouver sur son poste de radio et elle ne couvre pas non plus toutes les activités associatives puisque trois autres radios ont le même statut sur Lyon (*Attac* fait par exemple une émission sur Radio-Plurielle). Si, en pourcentage d'audience, Radio-Canut fait un moins bon score, en nombre de personnes, c'est sans doute assez similaire. Du fait de la différence de population, on a aussi une évolution différente au niveau des bénévoles : alors que les fondateurs sont encore très actifs, vingt ans après, à Radio-Calade, il y a un taux de rotation bien plus important à Radio-Canut : la moyenne d'âge du bureau y est inférieur à 30 ans.

Chacune à leur façon, elles ont la réputation d'être des radios dérangeantes. Mais du fait du professionnalisme, Radio-Calade est sans doute plus dans l'actualité, de par ses bénévoles, Radio-Canut «la plus rebelle des radios» est sans doute plus tournée vers l'alternative politique.

Michel Bernard ■

■ Radio-Canut (102,2 MHz), 24, rue Sergent-Blandan, BP 1101, 69001 Lyon, tél : 04 78 39 18 15.

■ Radio-Calade (100,9 MHz), 60, rue de Belleville, 69400 Villefranche, tél : 04 74 68 80 82.

(1) Silence a aussi présenté cet écovillage dans le numéro 229.

(2) Villefranche-sur-Saône se trouve à la limite entre les départements de l'Ain et du Rhône.



Se battre pour la terre... Frères des Hommes et Terre des Hommes. En 24 pages, des dossiers sur les rapports nord-sud, un agenda extrêmement complet des activités des bonnes ONG.

Le Bec ouvert, Maison de l'Ecologie, 4, rue Bodin, 69001 Lyon, tél : 04 78 27 29 82. Revue irrégulière et gratuite de la Maison de l'Ecologie de Lyon avec des articles thématiques, des présentations de livres et des activités de la Maison de l'Ecologie.

Moins vite ! 4, rue Bodin, 69001 Lyon, tél : 04 78 27 29 82. Bulletin à prix libre «d'opposition aux nouvelles infrastructures de transport». Très bons dossiers, mais applique son titre à sa vitesse de parution. Animé par la Commission Transport de la Maison de l'Ecologie.

Contact Paniq, 4, rue Bodin, 69001 Lyon, fax : 04 78 28 57 78. Revue de réflexion sur l'art et la nature (en particulier le land-art). Parution très irrégulière.

Atelier de Création Libertaire, BP 1186, 37, rue Burdeau, 69001 Lyon, tél : 04 78 29 28 26. Maison d'édition existant depuis une vingtaine d'années, notamment connue pour avoir traduit en français les livres de l'écologiste américain Murray Bookchin.

Star c/o MAB, 37, rue Burdeau, 69001 Lyon. Revue irrégulière anti-homophobe, anti-patriarcal, anti-sexisme, libertaire.

Casseurs de pub, 11, place Croix-Paquet, 69001 Lyon, tél : 04 78 39 93 32. La revue de l'environnement mental, à l'image de Adbusters au Canada, critique les méthodes publicitaires par des détournements et des textes de réflexion. Un numéro annuel en kiosque en novembre pour la journée sans achat, le reste du temps sous forme de lettre d'information trimestrielle sur abonnement.

Espaces latinos, 10, rue Lanterne, 69001 Lyon, tél : 04 78 29 82 00. Revue présentant l'actualité franco-latino-américaine. Politique et culture. Beaucoup de sources d'information citées.

Petite revue de l'indiscipline, Christian Moncel, BP 1066, 69202 Lyon cédex 01. Revue trimestrielle inclassable : entre littérature et militance, saute de sujet en sujet. Confidentielle et intéressante.

Nouv'Elles, 18, place Tolozan, 69001 Lyon, tél : 04 78 39 32 25. Lettre mensuelle gratuite du Centre d'information et de documentation des femmes et des familles du Rhône. Plutôt l'actualité institutionnelle qu'engagée.

Bulletin du CEIPAL, 8, quai Maréchal-Joffre, 69002 Lyon, tél : 04 78 37 95 07. Revue du Centre d'études et d'échanges internationaux paysans et d'actions locales. Réflexions sur l'avenir de l'agriculture en France.

Agri-Repère, 8, quai Maréchal-Joffre, 69002 Lyon, tél : 04 78 37 95 07. Revue du

réseau mondial des travailleurs agricoles, traduite en français par le CEIPAL. Débat international sur l'avenir des paysans.



des hommes en parallèle à l'évolution des femmes. Favorise la naissance de «groupes hommes autogérés». Une revue unique en son genre, née en 1995.



de la nature. Beaucoup d'annonces d'activités et quelques informations d'actualité.

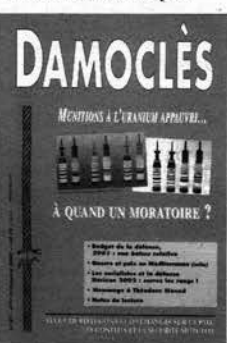
Chronique Sociale, 7, rue du Plat, 69002 Lyon, tél : 04 78 37 22 12. Maison d'édition créée en 1892. Egalement organisme de formation.

Terre du Ciel, 8, rue Henri-IV, 69002 Lyon, tél : 04 72 77 63 88. Belle revue de spiritualité écologiste mais qui s'adresse aux gens riches. La spiritualité pour une élite ?

Silence, 9 rue Dumenge, 69004 Lyon, tél : 04 78 39 55 33. Bien sûr, la meilleure revue de cette liste ! Depuis 1982, est devenu un lien important dans la mouvance écologiste, non-violente et alternative.

Sortir du nucléaire, 9, rue Dumenge, 69004 Lyon, tél : 04 78 28 29 22. Revue du Réseau du même nom, fédération de plus de 600 associations, soutenue par plusieurs milliers de personnes. Propose des campagnes et actions sur le thème et publie également des suppléments dans d'autres revues militantes sous forme de dossiers.

Editions Révoltes, 10, rue Dumont-d'Urville, 69004 Lyon. Groupe de réflexion militant qui cherche à publier des archives des luttes lyonnaises. Après un premier ouvrage sur Rhodiacaeta en 1967, le collectif prépare pour 2002 une histoire de l'antimilitarisme à Lyon.



Travail en profondeur de grande qualité malgré un tirage confidentiel. Suivi des conséquences des essais nucléaires. Analyse des budgets militaires. Fiches de lecture.

Lettre de l'Observatoire des transferts d'armements, 187, montée de Choulans,

R.H. Infos, 41, rue Victor-Hugo, 69002 Lyon, tél : 04 72 77 96 66. Revue des Réseaux Homme en France et ailleurs. Ces réseaux s'interrogent sur les changements d'attitude

Rhône-Nature, FRAP-NA-Rhône, 32, rue Sainte-Hélène, 69002 Lyon, tél : 04 72 77 19 90. Revue de la section Rhône de la fédération Rhône-Alpes de protection

Chronique Sociale, 7, rue du Plat, 69002 Lyon, tél : 04 78 37 22 12. Maison d'édition créée en 1892. Egalement organisme de formation.

Terre du Ciel, 8, rue Henri-IV, 69002 Lyon, tél : 04 72 77 63 88. Belle revue de spiritualité écologiste mais qui s'adresse aux gens riches. La spiritualité pour une élite ?

Silence, 9 rue Dumenge, 69004 Lyon, tél : 04 78 39 55 33. Bien sûr, la meilleure revue de cette liste ! Depuis 1982, est devenu un lien important dans la mouvance écologiste, non-violente et alternative.

Sortir du nucléaire, 9, rue Dumenge, 69004 Lyon, tél : 04 78 28 29 22. Revue du Réseau du même nom, fédération de plus de 600 associations, soutenue par plusieurs milliers de personnes. Propose des campagnes et actions sur le thème et publie également des suppléments dans d'autres revues militantes sous forme de dossiers.

Editions Révoltes, 10, rue Dumont-d'Urville, 69004 Lyon. Groupe de réflexion militant qui cherche à publier des archives des luttes lyonnaises. Après un premier ouvrage sur Rhodiacaeta en 1967, le collectif prépare pour 2002 une histoire de l'antimilitarisme à Lyon.

Damocles 187, montée de Choulans, 69005 Lyon, tél : 04 78 36 93 03. «Revue de réflexions et d'échanges sur la paix, les conflits et la sécurité mutuelle».

Travail en profondeur de grande qualité malgré un tirage confidentiel. Suivi des conséquences des essais nucléaires. Analyse des budgets militaires. Fiches de lecture.

Lettre de l'Observatoire des transferts d'armements, 187, montée de Choulans,

69005 Lyon, tél : 04 78 36 93 03. Petite revue très concise sur les maquilles en tout genre des marchands d'armes, la France étant dans le peloton de tête.



onnaise pour la rédaction,

Cahiers antispécistes, 20, rue d'Aguesseau, 69007 Lyon. Le spécisme est à l'espace ce que le sexisme est au sexe. Débats sur les rapports entre cette vision du monde et d'autres mouvements sociaux, écologisme, végétarisme, etc. Souvent intolérants. Semestriel.

Radio Trait d'Union (89,8), 9, avenue Leclerc, 69007 Lyon, tél : 04 37 28 65 15. Radio intercommunautaire née en 1981. 50 % du temps d'antenne consacré à la culture et aux activités culturelles de l'agglomération.



Mauvaise graine, 18, route de Genas, 69008 Lyon, tél : 04 72 33 52 88. Petite maison d'édition qui publie sur papier recyclé des livres engagés historiques (Che Guevara, Louise Michel...).

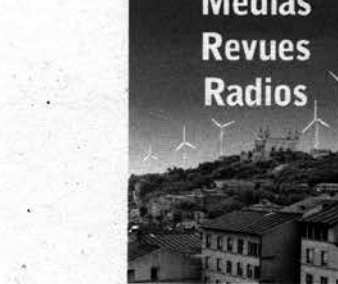
Diagonales Est-Ouest, BP 5054, 69245 Lyon cedex 05, tél : 04 72 56 00 38. Revue sur la citoyenneté en Europe. A beaucoup fait pour faire circuler les idées entre groupes citoyens de l'Est et de l'Ouest. Les alternatives ont du mal à exister dans les pays de l'Est actuellement pillés par le capitalisme mondial.



Chanvres, 18, route de Genas, 69008 Lyon, tél : 04 72 33 52 88. Petite maison d'édition qui publie sur papier recyclé des livres engagés historiques (Che Guevara, Louise Michel...).

Economie et humanisme, 14, rue Antoine-Dumont, 69372 Lyon cedex 08, tél : 04 72 71 66 66. Revue trimestrielle fondée en 1942 qui s'interroge sur l'engagement éthique dans le domaine de l'économie. Dossiers très complets.

Agir ensemble pour les droits de l'homme, 31, cours Emile-Zola, 69100 Villeurbanne, tél : 04 72 44 24 99. Bulletin mensuel de l'association du même nom qui finance des missions dans différents pays où les atteintes aux droits de la personne sont remis en cause.



cédex, tél : 04 78 03 87 47. Revue critique du monde catholique. Spécialiste de la chasse aux intégristes. Connaissances théologiques souhaitables. Publie par contre des livres très abordables : portrait de José Bové, petit manuel anti Mc-Do...



Vif Argent, La NEF, 114, boulevard du 11-Novembre, 69100 Villeurbanne, tél : 0 811 90 11 90. Bulletin de liaison des sociétaires et amis de la société financière la NEF, la banque alternative. Si vous ne la recevez pas encore, c'est que vous avez oublié de fermer vos comptes dans une banque traditionnelle (et que vous continuez à financer les pires horreurs). Pour tout savoir sur cette première banque «transparente».

Hespul infos, 114, boulevard du 11-Novembre, 69100 Villeurbanne, tél : 04 37 47 80 90. L'association Hespul fait la promotion des «toits solaires», c'est-à-dire de la production individuelle photovoltaïque. Nombreuses informations sur les réalisations dans ce domaine et les subventions possibles. Rubrique sur les éoliennes.

Radio-Charpenne-Tonkin (99,3), 47, rue du Tonkin, BP 2001, 69100 Villeurbanne, tél : 04 78 89 59 48. Radio associative de quartier largement ouverte aux associations.

Dynamite, Yanic Bilien, 7, rue Jules Massenet, 69330 Meyzieu, tél : 04 78 31 79 49, dynamit@netcourrier.com, site : www.multimania.com/dynamitprod. Petit magazine de huit pages sur la musique punk.

Echos logiques, GEB, 47, passage de l'Ancienne-Mairie, 69400 Villefranche-sur-Saône. Bulletin du Groupe écologique beaujolais. Des infos très locales et quelques campagnes relayées dans un tout petit bulletin.

Réfractaires, Les amis de Réfractaires, BP 33, 69571 Dardilly cédex. Revue semestrielle théorique de haut niveau et de belle maquette sur la culture libertaire. Premier numéro, début 1998.

Radio Sol (100,7), 53, rue Francisque-Jomard, 69600 Oullins, tél : 04 78 51 16 85. Radio du sud-ouest lyonnais (S.O.L.), née au début des années 80. Agenda culturel local très développé. Musique actuelle et rock.

Radio Pluriel (91,5), 15, allée du Parc-du-Château, 69800 Saint-Priest, tél : 04 78 21 83 49. Radio associative de l'est lyonnais ayant absorbé en vingt ans de nombreuses autres radios libres poussées hors-fréquences par les choix commerciaux du CSA.



ESSAIS

Le rêve au quotidien

Mimmo Pucciarelli,
Ed ACL.
1996 - 256 p. - 75 F.



Livre publié par notre collaborateur sur l'histoire des alternatives sur les pentes de la Croix-Rousse de 1975 à 1995. Vingt ans d'expériences autogestionnaires, associatives dans les domaines les plus variés. Le livre présente l'itinéraire de 24 personnes actives, de 26 à 70 ans. De quoi mieux comprendre cet esprit qui flotte sur l'un des quartiers les plus alternatifs de France.

Histoire d'une usine en grève, Rhodiaceta.

Collectif,
éd. Révoltes
1999 - 210 p. - 70 F.

En 1967, une longue grève bloque l'usine de textiles synthétiques. Cette grève sera un des éléments mythiques des manifs étudiantes et syndicales de l'année suivante.

A Dieu vat

Jean-Pierre Lanvin
Christiane Lasserpe,
16, allée de la Crétaz, 69130 Ecully.
1999 - 392 p. - 90 F

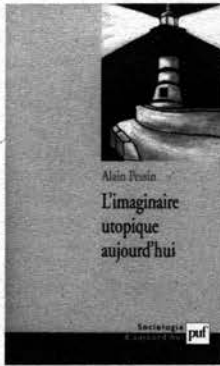


Infatigable militant pour la paix, Jean-Pierre Lanvin a été de tous les combats pour la justice et la vérité. Il a été per-

nant des années une liaison entre les groupes militants lyonnais, diffusant l'information, favorisant les rencontres, etc. Décédé en 1997, il laisse ce livre, compilation de ses écrits, l'occasion de découvrir les multiples actions non-violentes auxquelles il a participé.

L'imaginaire utopique

Alain Pessin,
2001 - 262 p. - 143 F

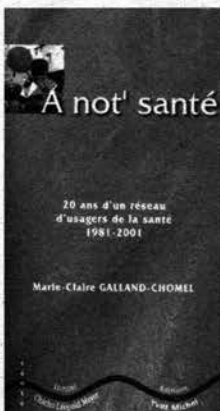


Après une explication du rôle de l'imaginaire dans notre vie, et en particulier dans ce théâtre contemporain de l'utopie dans lequel nous jouons un rôle tou-

jours à la première personne du singulier, Alain Pessin, contrairement à beaucoup de «grands sociologues» préoccupés par les grands mouvements de masse, a su se pencher et écouter les petites initiatives croix-roussiennes, pas toujours efficaces, mais montrant qu'une «utopie» est présente dans ce quartier de Lyon depuis une trentaine d'années, laquelle renforce jour après jour l'imaginaire de ses acteurs. Voir. présentation plus longue en page 93.

A not'Santé 20 ans d'un réseau d'usagers de la santé

Marie-Claire Galland-Chomel
Ed. Yves Michel
2001 - 250 p. - 90 F.



Si le reportage dans ce numéro sur Réseau-Santé vous donne envie d'en savoir plus sur cette association unique en France, ce livre écrit par son ancienne présidente vous permettra de faire connaissance avec les personnes actives dans la vie de l'association, les textes de réflexion qui y

sont débattus, les liens avec les autres structures... Ça se lit comme un roman.

Les légumes passent à table

Côté-Jardins
Ed. Terre Vivante
2001 - 144 p. - 80 F.



Les adhérents de Côté Jardins (voir rubrique agriculture) s'échangent depuis des années des recettes de cuisine dans leurs paniers-légumes. Ce livre est un recueil de ces recettes qui font la part belle à des légumes peu connus et à des recettes inattendues. 150 manières de surprendre à table.

Les SEL : pour un vrai débat

Denis Bayon
Ed. Yves Michel
1999 - 130 p. - 63 F



Denis Bayon, militant et chercheur lyonnais, pose la question, dans cet ouvrage, d'une sortie du capitalisme par le haut, c'est-à-dire en allant dans le sens d'une société avec une meilleure cohésion sociale, de l'entraide et de l'écologie. Les SEL ne devant pas être un palliatif aux défaillances sociales et économiques d'un Etat de plus en plus libéral. Un débat fort intéressant pour aborder de manière positive les alternatives à la société actuelle.

SEL : pour changer, échangeons

Collectif
Ed. Silence
1998 - 80 p. - 50 F

Des membres de Silence et du SEL de la Croix-Rousse ont sollicité dans les



SEL et hors les SEL des contributions sur les possibilités qu'ouvrent ces systèmes d'échanges locaux, dans quelle lignée historique il se situe, en quoi ils représentent une alternative, économique, sociale, écologique, etc.

Sales mioches !

Berlion et Corbeyran,
éd. Casterman



Histoire des gones de la Croix-Rousse en BD. Des histoires situées dans les années 50 qui nous présentent — avec des anachronismes — les plus belles vues de Lyon. Cinq tomes déjà parus.

Utopie d'une économie de changement social

Collectif
Ed. Economie et Humanisme
2000 - 100 p. 70 F

Ce numéro d'octobre 2000 est un compte-rendu du colloque qui s'est tenu du 8 au 10 juin à Lyon sur «Michel-Marie Derrion, l'utopie de l'économie sociale : hier, aujourd'hui, demain». Un historique du mouvement coopératif qui, en France, a pris naissance sur les fabuleuses pentes de la Croix-Rousse en 1835 !

Ethique en Toc

Didier Daeninckx
Ed. La Baleine
2000 - 164 p. - 39 F



Roman policier mettant en scène le milieu révisionniste lyonnais autour de l'incendie de la bibliothèque universitaire Lyon II et Lyon III en juin 1999.

Le guide Millénaire 3

Ed. Mission prospective du Grand Lyon, 20, rue du Lac, 69003 Lyon.



Ce guide gratuit a été réalisé dans un cadre institutionnel en 2000. Il recense un millier de lieux dans l'agglomération lyonnaise, mélangeant tout ce qui bouge... et donc couvrant tout l'échiquier politique. Mélange étonnant. Liste de

sites internet lyonnais.

VIDÉOS

Pas d'histoires

Collectif
Gebeka Films, 46, rue Pierre-Sémerard, 69007 Lyon.

Recueil de films courts sur le racisme tournés par douze réalisateurs différents.

MUSIQUE

En noir et blanc

Jean-Marc Le Bihan
33, avenue Anatole-France,
69200 Vénissieux.

Le dernier CD d'un des plus anciens chanteurs de rue de Lyon. Depuis les années 70, une figure de la scène alternative qui, par ses chansons virulentes a toujours fait peur à la municipalité, qu'elle soit de droite ou de



gauche. Une gueule libertaire et indépendante dont la chanson «Jusqu'au bout» a

servi à illustrer aux tout débuts de Silence un poster de soutien à la revue.

Le Bistanclaque

18, rue Pouteau, 69001 Lyon,
tél : 04 78 39 95 04.
1999 - 53 mn.



Le dernier CD d'un des plus engagés des groupes musicaux de la Croix-Rousse, cette «colline que je me plais / à défendre sans cesse / contre vents et marées / du fond de ma détresse / accroché à l'image / que j'ai de toi, princesse». Une excellente chanson sur la consommation «Nous ne sommes que la somme / de tout ce que l'on consomme / n'entends-tu pas qu'on te somme / de faire le grand somme / Ils font de la com' et du gros son / Ils font tout pour que tu consommes / Si t'es un homme, si t'es un homme / si t'es un homme, consomme !». D'autres sur le FMI, les squatts, les gens seuls. A découvrir pour s'imprégner de l'esprit de la Croix-Rousse.



NATURELLEMENT 2001

10ème foire écobioologique

Dimanche 1er juillet 2001

Place de la Libération - 26110 Nyons

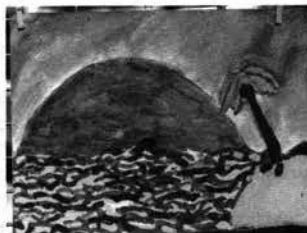
(Drôme Provençale)

Plus de 120 exposants



- Producteurs et transformateurs issus de l'agriculture biologique
- Professionnels des énergies renouvelables
- Environnement, éducation et protection de la nature
- Associations
- Habitat sain et naturel
- Loisirs verts
- Solidarité internationale
- Librairie et presse spécialisée
- Horticulture, plantes aromatiques
- Entretien du corps, hygiène, santé
- Artisanat / Vêtement
- Conférences
- Animations
- Ateliers
- Restauration bio
- Brasserie bio

Entrée gratuite



Renseignements au CEDER

Tél : 04 75 26 22 53 - Fax : 04 75 26 19 02

ceder@wanadoo.fr

Librairies

- Maison de l'écologie, 4, rue Bodin, 69001 Lyon, tél : 04 78 27 29 82.
- Librairie A plus d'un titre, 8, rue de la Platière, 69001 Lyon, tél : 04 78 27 69 51.
- Etat d'Esprit, 19, rue Royale, 69001 Lyon, tél : 04 78 27 76 53. *Librairie gay et lesbienne.*
- La Plume noire, 19, rue Pierre-Blanc, 69001 Lyon, tél : 04 72 00 94 10. *Littérature anarchiste.*
- A pleine page, 3, rue Palais-Grillet, 69002 Lyon, tél : 04 72 77 99 30. *Librairie jeunesse.*
- Vivement dimanche, 4, rue du Chariot-d'Or, 69004 Lyon, tél : 04 78 27 44 10. *Relaie les campagnes d'Attac sur la mondialisation.*
- Cadence, 62, rue Saint-Jean, 69005 Lyon, tél : 04 78 42 48 21. *Spiritualité, développement personnel.*
- AVEC, 31, rue Gervais-Bussières, 69100 Villeurbanne. *A côté de l'activité produits biologiques, un rayon librairie propose livres et revues écolos.*
- Prairial, 10, rue des Droits-de-l'Homme, 69120 Vaulx-en-Velin, tél : 04 78 26 26 27. *Ce magasin d'aliments biologiques propose également un rayon librairie et dispose d'une importante et ancienne collection de revues écolos.*

Comptes de la revue

Comptes d'exploitation simplifié (en milliers de francs)

Charges	2000	1999
Achat marchandises	69	109
Imprimeur	344	322
Autres travaux	27	48
Achats & charges externes	230	223
Salaires & charges sociales	364	233
Amortissements	19	18
Provisions stocks	41	0
Droits d'auteurs	9	2
Charges financières	0	0
Excédent	13	3
Total charges	1125	958

Produits	2000	1999
Ventes	120	100
Ventes Silence	842	839
Variations de stocks	83	-7
Aide emploi-jeune	65	
Reprise provisions stocks	16	
Soutiens, dons, cotisations	14	11
Produits financiers	0	0
Total produits	1125	958

Bilan d'exploitation simplifié (au 31 décembre, en milliers de francs)

Actifs	2000	1999
Investissements	30	34
Stocks	177	135
Prêts	0	20
Titre participation	170	127
Clients	35	52
Divers à recevoir	25	9
Trésorerie	96	82
Charges avancées	3	3
Total actif	538	464

Passifs	2000	1999
Fonds associatifs	263	260
Excédent	13	3
Total fonds propres	276	263
Emprunts	0	0
Fournisseurs	128	134
Frais dus au personnel	115	48
Divers dettes	18	18
Total passif	538	464

Nouveauté pour l'année 2000 : les associations loi 1901 qui mènent des activités qui pourraient être réalisées par des entreprises commerciales sont soumises aux mêmes impôts que ces entreprises. En vertu de cela, pour l'année dernière, Silence a versé une subvention de 7725 F à l'Etat. Cela nous laisse quand même un excédent sur l'année de 13 000 F. En terme d'abonnements, nous n'avons guère progressé (nous en sommes autour de 3600 abonnés), par contre nous avons légèrement augmenté la vente au numéro et les ventes de livres. Globalement, cela se traduit par une hausse du chiffre d'affaires de 175 000 F (soit 2,5 %) qui pour la première fois nous fait passer le cas du million de francs. La masse salariale a fortement augmenté avec l'arrivée d'un emploi-jeune, l'embauche d'un maquettiste et d'un commercial qui tous deux travaillaient auparavant en sous-traitance. Au 1er janvier 2001, nous totalisons donc cinq emplois... mais seulement 3 équivalents plein-temps. La ligne *fonds propre* dans le bilan d'exploitation indique la somme dont nous disposerions en cas d'arrêt de l'activité... cela représenterait de quoi rembourser environ 75 F par abonné.

Vers la fin des travaux !

Incroyable, tout finit par arriver ! Fin juin, les travaux de réaménagement de nos locaux sont terminés. Par contre, il nous manque toujours de l'argent pour boucler le budget qui finance l'agrandissement de nos locaux. Vous pouvez devenir co-proprétaire en entrant dans le capital (dormant) de la SCI *Un toit pour l'écologie* et donc prendre des parts (à partir de 2500 F) ou nous faire des dons (qui nous permettent de prendre des parts au nom de la revue). Dossier complet sur simple demande. *Merci à Michèle Carriat (Tarn-et-Garonne, 1 part), Paul Garde (Rhône, 1 part), Benoît Leclerc (Savoie, 2 parts), Jean Mata (Seine-Saint-Denis, 1 part), Bruno Peronne (Yvelines, 2 parts) Laurent Vignard (Maine-et-Loire, 1 part).*

Documentation

Après une année perturbée par les travaux, nous avons été considérablement ralentis dans le passage de nos archives en un centre de documentation. Si Julie Rougier va maintenant pouvoir indexer ce qui nous parvient au rythme de la revue, nous cherchons des volontaires pour venir travailler sur nos archives et remonter le temps. Si vous pouvez venir dans nos locaux quelques heures par semaine, vous pouvez prendre contact avec Julie Rougier, le jeudi de préférence.

Nouveaux tarifs

En prévision du passage à l'euro, nous avons décidé de modifier nos tarifs de vente au numéro : celui-ci passera de 25 F à 27 F pour un numéro simple et de 38 F à 40 F pour ce numéro double, ce qui se traduira par des prix de 4 euros pour le numéro simple et de 6 euros pour les numéros doubles par la suite. Le tarif des abonnements est inchangé.

Dialogue

Certains sont mécontents de ce que nous publions. S'il y a parfois des erreurs que nous corrigeons par des errata, la contestation porte plus souvent sur les idées que sur l'information elle-même. Si vous êtes en désaccord avec une analyse proposée, n'hésitez pas à prendre votre plume pour exprimer votre opinion.

En chantier

Sous réserve de changement (actualité, défection d'un rédacteur), nous préparons pour les prochains numéros des dossiers sur l'habitat convivial, la redéfinition sociale de l'agriculture biologique, le rôle des micro-finances, les rapports entre land-art et écologie, la nécessaire décroissance, les difficultés de créer un écovillage, etc. Si vous voulez apporter votre contribution sur l'un de ces thèmes, n'hésitez à nous écrire.

7 AU 14 JUILLET 2002
20 ans de Silence

Vous pouvez déjà retenir les dates : pour le vingtième anniversaire de la revue, Silence organisera au minimum un camping du 7 au 14 juillet 2002 (peut-être au Cun du Larzac). Cette rencontre que nous voulons familiale et festive permettra de favoriser les initiatives directes entre lecteurs et lectrices. Lors de notre assemblée générale du 19 mai, nous avons avancé quelques idées d'ateliers. Ces ateliers pourraient se tenir le matin autour des trois sous-titres de la revue. Un atelier «non-violence» consisterait à rencontrer des invités actifs sur le terrain et à discuter des possibilités de désobéissance dans la société (on aimerait des invités comme José Bové, Jean-Luc Thierry, André Larivière, Solange Fernex, Hervé Ott...). Un atelier «alternatives» proposerait le dialogue avec des invités dans différents secteurs (un matin sur les écovillages, l'habitat sain, les énergies renouvelables, etc.). Un atelier «écologie» proposerait le dialogue avec des invités des différents mouvements écologistes (Verts, MEI, écologie sociale, libertaires, etc.). Il nous semble qu'un quatrième thème pourrait être «réseaux entre lecteurs» avec un matin pour discuter des réseaux

d'hébergement (réseaux Polochon, Servas, Whoof, Passporta...), réseaux de débats (Minitel, internet, rencontres...). Enfin un atelier «artistes associés» proposerait une réalisation commune comme fil conducteur de la semaine. Comme il ne vous a pas échappé que nous terminons la semaine le 14 juillet, le thème pourrait être de préparer une œuvre alternative à la traditionnelle fête nationale (monument au vivant, Marseillaise alternative...) En liaison avec l'atelier sur la non-violence, cela peut être aussi l'occasion d'une action concrète à déterminer dans la semaine... Les après-midis seraient libres (siestes, randonnées, baignades) et les soirées festives. Réagissez et proposez-nous vos idées.

Précisions

■ **Couverture Spécial Limousin.** La maison en construction qui illustre la couverture du numéro de janvier (*Alternatives en Limousin*) est un chantier d'Ambiance Bois. Nous avons oublié de préciser le nom de l'architecte. Il s'agit de Jacques Hussert, 63210 Ceyssat.

■ **Non au quatrième sous-marin nucléaire.** Il y a une erreur de téléphone sur le dépliant diffusé dans notre numéro de juin. Le bon téléphone pour la campagne est le 01 45 44 48 25 (et non 24).



■ **Cosmétiques : cahier des charges.** Les cosmétiques « naturels » envahissent les salons bios et les boutiques de diététique, Nature & Progrès vient de mettre en place un cahier des charges pour définir des cosmétiques bios. Les produits d'origine doivent être issus de l'agriculture bio ou de composés minéraux non pétrochimiques et seuls quelques procédés physiques ou chimiques simples sont acceptés : broyage, centrifugation, séchage, distillation, fermentation, macération, saponification. Sont interdits des procédés comme l'irradiation, les manipulations génétiques, le chlore, mais également l'usage de produits non-renouvelables ou provenant d'animaux. *Nature & Progrès, 68, boulevard Gambetta, 30700 Uzès, tél : 04 66 03 23 40.*

■ **Voyage semences.** Le syndicat d'agriculture biodynamique organise du 23 au 25 juillet, un voyage en Suisse et en Allemagne pour comparer les méthodes de sélection et de multiplication des semences potagères. *Syndicat d'agriculture biodynamique, 5, place de la Gare, 68000 Colmar, tél : 03 89 24 37 01.*

■ **Agriculture, pédagogie, économie, écologie.** Un voyage d'étude sur les liens entre ces thèmes est organisé du 23 au 26 août dans trois fermes biodynamiques d'Allemagne. *Mouvement de Culture Biodynamique, 5, place de la Gare, 68000 Colmar, tél : 03 89 24 36 41.*

■ **Ile-de-France : biodynamie.** L'association *Le Grain de blé* organise une démonstration de préparation de compost de bouse en biodynamie, le jeudi 28 juin à 16 h, aux Jardins enchantés, près de Neauphle-le-Vieux (78). Sur le même thème, une autre animation le mardi 18 septembre à 17 h à l'école Perceval de Chatou (78). *Le Grain de blé, Sigi Dupuis, 45, rue de la Procession, 78290 Croissy-sur-Seine, tél : 01 30 71 37 96.*

■ **Pays de Loire : visites de fermes biodynamiques.** Des visites avec rappel des conseils de Steiner, visites et pique-nique débat auront lieu le 8 juillet et le 9 septembre. Renseignements : *Association de culture biodynamique, Le Petit Porteau, 37300 Joue-les-Tours, tél : 02 47 67 14 46.*

■ **Drôme : guide.** Un guide recensant 450 producteurs du département de la Drôme est diffusé contre 25 F par *Agribiodrôme, 48, rue E.-Laurens, 26150 Die, tél : 04 75 22 04 31.*

■ **Hérault : cuisine bio.** Le gîte de Briandes propose pendant juillet-août un stage rémunéré pour la fabrication de repas bio pour 50 personnes, avec transformation du lait des vaches et des chèvres. Renseignements : *Ina Hames, Didier Tharaud, Briandes, 34650 Lunas, tél : 04 67 23 73 91.*

■ **Ardèche : Terre & Humanisme.** Cette association propose des stages animés par Pierre Rabhi sur le *jardinage naturel* (du 9 au 14 juillet, niveau 1, du 27 août au 1er septembre, niveau 2) et sur *initiation à la terre* du 2 au 7 juillet puis du 20 au 25 août. *Sibylle Cantalice, Terre & Humanisme, Mas de Beaulieu, BP19, 07230 Lablachère, tél : 04 75 36 64 01.*

Education

■ **Langues régionales.** Alors que Jack Lang a engagé un processus pour intégrer les écoles Diwan (qui enseignent en breton) dans l'éducation nationale, les syndicats sont divisés. C'est le SGEN-CFDT qui y est le plus favorable estimant que cette intégration favorise l'acceptation des règles de l'école républicaine.

■ **Besançon : île aux enfants.** Un projet de jardin d'éveil pour les enfants de 3 à 6 ans est en préparation à Besançon. L'objectif serait de permettre à l'enfant de se développer sur le rythme des lois naturelles et le respect du corps (alimentation biologique et de saison). L'association aimerait trouver un terrain pour y construire des locaux en bioconstruction de type bois cordé, avec chauffage solaire, récupération d'eau de pluie... L'espace extérieur comprendrait un potager, des aires de jeux naturelles et vivantes, une mare avec saule et osier. L'asso-

ciation, outre un terrain, cherche des parents intéressés. *Ile aux enfants, tél : 03 81 61 19 04.*

Vivre ensemble

■ **Cun du Larzac : nouvelles structures.** Le Cun du Larzac, depuis le début de son fonctionnement, a toujours eu du mal à équilibrer ses comptes. Les sympathisants ont financé la construction des locaux par le biais d'une SCI, Société civile immobilière, des prêts ont été effectués... Malgré l'aide d'une boutique de gestion, la situation n'a pu être redressée et fin 2000, la structure centrale du Cun a été mise en liquidation et les salariés ont été licenciés. Les actifs devraient être repris par de nouvelles structures qui travailleront dans le même lieu, mais de manière indépendante. Une des causes de ces difficultés proviendrait selon la boutique de gestion du choix de confier la gestion du lieu aux permanents. Or ceux-ci fortement impliqués dans le



quotidien n'ont souvent pas pu prendre les décisions nécessaires au bon moment. Une gestion « non-violente » n'est donc pas évidente.

Pour cette année, le Cun redémarre donc de manière éclatée. Brigitte Cassette a créé sa propre association *Altern'Educ*, en dehors du Cun. Hervé Ott lance un institut européen *Conflicts Cultures Coopérations* qui assurera des formations sur la gestion et la résolution positive des conflits. Cet institut reprend la bibliothèque du Cun. Richard Abécéra développera une structure d'accueil, de documentation et d'animation appelé *Cap del VQ*. D'autres structures peuvent venir s'ajouter à celles-ci. La SCI qui regroupe 1700 copropriétaires signera des baux avec les différentes structures qui s'installeront au Cun. Elle embauche à temps partiel Jean-Michel Gagneux qui aura pour responsabilité la gestion, l'entretien et l'embellissement des terrains, des bâtiments et des équipements. Les stages habituels de l'été sont pour cette année limités à une rencontre du 22 juillet au 5 août, avec des ateliers pour adultes, pour enfants et pour les deux sur les différents thèmes abordés par le Cun : résolution des conflits, techniques de formation, énergies renouvelables, Larzac d'hier et d'aujourd'hui, actions de solidarité, cuisine végétarienne, arts plastiques, oraux, musicaux. *Cap del VQ, Cun du Larzac, 12100 Millau, tél : 05 65 61 33 26.*

■ **Maine-et-Loire : L'Eveil.** Ce lieu accueille des personnes sortant de prison, ayant des problèmes liés à la toxicomanie, l'alcool ou le sida, ou encore sans domicile fixe. L'association qui gère ce lieu de vie souhaite développer des relations écologiques, de coopération avec d'autres. *Sentiers de l'écoévolution, L'Eveil, Le Gué Haussang, 49510 La Poitevinière, tél : 02 41 70 06 38.*

■ **Côtes-d'Armor : Pen Kalet.** Pendant l'été 1999, une trentaine de personnes achètent une maison (65 000 F) et créent l'association Pen Kalet autour des valeurs de solidarité, de respect, d'égalité. Des concerts de soutien, des ventes de T-shirts permettent de rembourser progressivement la somme initiale. Au printemps 2000, le terrain est nettoyé des nombreux déchets qui s'y sont accumulés. De juin à août 2000, cinquante personnes réparent le toit, élaguent, montent une cabane pour les enfants et font une grosse fête. Pendant l'hiver, l'intérieur est rénové, une chaudière à bois et une cheminée installées. Les animateurs n'oublient pas pour autant le côté militant et se déplacent dans les multiples manifestations anticapitalistes. L'adhésion est libre, la participation aussi. Il est prévu après la fin des travaux des activités pédagogiques, pratiques,

d'information, culturelles, etc. *Pen Kalet, Marie-Paule Zuete, 7, rue Notre-Dame, 22200 Guingamp, tél : 02 96 44 43 20.*

espéranto

■ **Bush parle espagnol.** Pour la première fois, le 5 mai, un président des Etats-Unis a fait un discours en espagnol. Du fait de l'immigration importante des pays d'Amérique centrale et du sud, l'espagnol est la langue majoritairement parlée dans les trois Etats frontaliers du Mexique. Alors l'anglais, future langue universelle ? Pas sûr !

■ **Sondage lycéen.** Un sondage effectué dans différents établissements scolaires par des étudiants sur la langue idéale européenne, autre que le français, ne donne l'anglais qu'à 40 % (32 % en premier choix, 8 % en deuxième choix), l'italien totalisant 38 % (24 % + 14 %), l'espagnol 36 % (16 % + 20 %) : 53 % seraient favorables à une solution comme l'espéranto et 49 % pour son enseignement en lycée, avec option au bac. *(Sat-Amikaro, mai 2001)*

■ **Lyon : KoToPo.** Le KoToPo, est un local culturel international animé par des espérantistes. Il propose la découverte des mille et une cultures du monde et propose l'espéranto comme langue de communication. Il propose une soirée « jeux du monde entier » le mercredi 27 juin, un repas traditionnel marocain le 29 juin à 20 h, une soirée sur la culture berbère le 6 juillet à 20h30... *KoToPo, 14, rue René-Leynaud, 69001 Lyon, tél : 04 72 07 75 49.*

Jardins sociaux



Michel Bernard

■ **Formations.** Le réseau des Jardins de Cocagne a mis en place toute une série de formations pour ceux et celles qui veulent créer leur propre jardin : méthodologie d'un projet, organisation et fonctionnement d'un jardin, accès aux diplômes d'animation, recherche de fonds publics et privés, réglementation des associations, fonction d'employeur, formation des bénévoles, analyse financière, organisation des postes de travail, animation du réseau d'adhérents, éducation à l'environnement dans le jardin, vers



Habitat sain

■ **Première paille.** Cette revue trimestrielle évoque les constructions en paille, mais aussi les constructions en terre brute et signale les formations professionnelles. *La Première paille*, Fabien Baker, 164, rue Général-Leclerc, 78400 Chatou, tél : 01 30 53 76 97.

■ **Lille : Bâtiment public HQE.**

Le 13 février dernier a été inauguré le siège du syndicat mixte du parc de la Deule, en agglomération lilloise. Ce bâtiment conçu par l'architecte Jérôme Houyez, du cabinet Gahia, est de haute qualité environnementale (HQE). L'extension des anciennes écuries, pour un montant de 2,4 millions de francs, a consisté en une surélévation (meilleure lumière naturelle), une verrière en pignon sud-est (solaire passif), mis en place d'un « puits canadien » à 2,50 m dans le sol (aération naturelle pour éviter les surchauffes en été et assurer un apport en chauffage l'hiver), chaudière au bois, capteurs solaires pour l'eau chaude, vitrages à faible émissivité, isolants thermiques à base de lin et de liège, ossature en mélèze non traité, cloisons en terre cuite, respect du style architectural d'origine (arcs en plein cintre). *Gahia*, 270, rue des Fusillés, 59491 Villeneuve-d'Ascq, tél : 03 20 79 06 86.



Gahia

■ **Isère : Terre vivante.** Tout au long de l'été, le centre Terre Vivante propose les samedis de l'habitat écologique, à chaque fois sur un thème : construire sa maison, quels matériaux pour le gros œuvre ? (30 juin), la rénovation des maisons anciennes (28 juillet), les techniques et matériaux d'isolation (25 août). Une journée sur habitat, santé et bien-être est organisée le jeudi 19 juillet. *Centre Terre Vivante*, domaine de Raud, BP20, 38710 Mens, tél : 04 76 34 80 80.



Terre Vivante

un jardin écologique, communication interne et externe, internet comme outil professionnel, plan de culture et plan de rotation, techniques de compostage, désherbage en agriculture biologique, cahier des charges de l'agriculture biologique... Le catalogue complet des formations est à demander à : Réseau Cocagne, 2, Grande Rue, 25220 Chalezeule, tél : 03 81 21 21 10.

■ **Louvain : La Fattoria.** La Fattoria est née en 1995 dans le quartier de la Baraque à Louvain-la-Neuve. Ce quartier est un lieu d'habitations précaires tolérées sur les terrains de l'université de la ville. La Fattoria est une structure d'accueil pour les handicapés financée en partie par la production d'aliments bios vendus dans une coopérative animée par les habitants du quartier. Pour s'alimenter en compost, la Fattoria, a réussi à convaincre de nombreuses habitations voisines d'installer des toilettes sèches qu'elle entretient elle-même en récupérant les déjections pour le compostage. *La Fattoria*, Jacques Quin et Lucienne Wilmart, 120 b, rue de la Baraque, B 1348 Louvain-la-Neuve, tél : 010 45 00 86.



La Fattoria



La Fattoria

Réseaux Espérance

Les Réseaux Espérance veulent favoriser la « mutance » selon la démarche prônée par Gandhi qui affirmait que notre comportement individuel doit être en accord avec notre pensée. Les Réseaux Espérance estiment essentielles les valeurs suivantes : dimension communautaire, coresponsabilité, non-violence, écologie, place au plus démuné de soi, sens de la pauvreté, transcendance. Ils organisent leurs journées d'été du 22 au 29 juillet à l'Ebrouelle, à Froville (entre Nancy et Epinal). *Réseaux Espérance*, M. Gehin, L'Ebrouelle, 54290 Froville, tél : 03 83 72 88 50.

Maisons à visiter

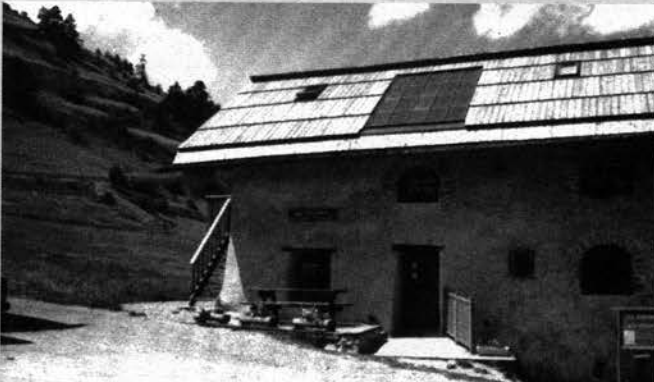
■ **Belgique : bois cordé et jardin sauvage.** *Nature & Progrès* organise le 8 juillet une visite de la maison de Nicole Collins, à Wegnez, maison autoconstruite en bois cordé. Il organise aussi une visite de la mise en valeur d'un jardin sauvage à Biévène, chez Gérard Thèves, le 8 septembre. *Nature & Progrès*, 520, rue de Dave, B 5100 Jambes, tél : 32 81 30 36 90.

► **Dordogne : rêve de cabanes.** Jusqu'au 3 novembre, une exposition d'une vingtaine de cabanes est à découvrir parmi les châtaigniers et les clairières jardinées d'un paysagiste. *Philippe Burey*, La Brande, 24380 Fouleix, tél : 05 53 07 47 85.



Olivier Sidler

◀ **Drôme : maison néga-watts.** Olivier Sidler, spécialiste de l'efficacité énergétique, s'est installé avec son entreprise dans une ancienne maison provençale qu'il a entièrement restaurée : laine de roche en isolation, solaire passif avec une vaste serre, recyclage des déchets du chantier, double-vitrage peu émissif, centrale photoélectrique, et utilisation systématique d'appareils économes, chaudière gaz en attendant une chaudière bois et capteurs solaires. *Olivier Sidler*, quartier Bourgognion, 26160 Félines-sur-Rimandoule, tél : 04 75 90 42 01.



Colette Gasdon

▲ **Queyras.** Colette Gasdon possède un gîte d'étape entièrement rénové en matériaux naturels : chaux, chanvre, bois, panneaux solaires, brique de terre crue, toit en bardeaux de mélèze. Elle offre une cuisine biologique aux randonneurs de passage. Le gîte comprend un dortoir de 12 places, une chambre pour 4 personnes. 1600 m d'altitude, dans un village de 11 habitants. Le mieux est de venir y passer une nuit. Une remise de 20 % sera accordée à ceux qui auront un numéro de Silence sur eux ! *Colette Gasdon*, route de Saint-André, 05200 Embrun, tél : 04 92 43 52 62.

■ **Votre maison se visite ?** Envoyez-nous une photo si possible ainsi que les caractéristiques des alternatives mises en œuvre et les conditions de visite.

Ardèche Ecriture poétique

Un stage d'écriture poétique animé par le poète Philippe Tancelin se déroulera à Coux, village médiéval à 4 km de Privas, du 3 au 8 août. *Philippe Tancelin*, 19, rue Censier, 75005 Paris, tél : 01 43 31 58 67.

Drôme Ecoutez voir !

L'association *Ecoutez voir !* s'est constituée pour favoriser l'accès à la culture des personnes sourdes, entre autres par l'apprentissage de la langue des signes, et par des visites, des soirées culturelles, etc. *Ecoutez voir !* chemin de Valcroissant, 26150 Die, tél : 04 75 22 28 40.

■ **Savoie : chantons la Terre, changeons la vie.** Le 30 juin, fête écotoyenne au Fort de Tamié, près d'Albertville. Musiques, conférences (Pierre Rabhi, Claude Aubert), marché paysan, animations enfants. *Isabelle Déquier, La Pécaudière, 73300 Jarrier, tél : 04 79 64 41 86.*

■ **Saône-et-Loire : Gaudriole.** 30 juin et 1er juillet, 7e éd. Château de Pierre-de-Bresse. 100 exposants. *Biobourgogne, BP382, 89006 Auxerre cedex, tél : 03 86 72 92 20.*

■ **Tarn-et-Garonne : foire bio.** 7e éd. Dimanche 1er juillet, Promenade Sancert, à Moissac, 80 exposants. *Trèfle Vert, Delbrel, 82200 Boudou, tél : 05 63 04 44 93.*

■ **Drôme : Naturellement.** 10e éd. 1er juillet. Nyons, place de la Libération, 130 exposants. *CEDER, 2, place de l'Ancienne-Mairie, 26110 Nyons, tél : 04 75 26 22 53.*

■ **Ariège : foire bio.** 3e éd. 8 juillet, Halle couverte de Mazères, 25 exposants. *Comité des foires et marchés, mairie, 09270 Mazères, tél : 05 61 69 42 04.*

■ **Tarn-et-Garonne : foire bio.** 6e éd. Samedi 21 juillet, centre du village, Saint-Antonin-Noble-Val, 15 exposants. *Mosaïque, rue droite, 82140 Saint-Antonin-Noble-Val, tél : 05 63 30 67 90.*

■ **Ardèche : plantes et savoirs populaires.** 8e éd. 29 juillet, Saint-Julien-du-Serre, 100 exposants (pépiniéristes, artisans). *Association Savoirs de Terroirs, BP104, 07600 Vals-les-Bains, tél : 04 75 37 65 37.*

■ **Gers : selon bio énergie santé.** 3e éd. Du 4 au 15 août (pendant festival de Jazz), Marciac, salle des fêtes, 30 exposants. *Dépêche du Midi, Guy Saniez, avenue Jean-Baylet, 31095 Toulouse cédex, tél : 05 61 52 74 21.*

■ **Aude : foire bio.** 3e éd. 5 août. Parc

municipal de Couiza, 50 exposants (bio, artisanat, commerce équitable). *Nature & Progrès, Ancienne école, 11220 Villar-en-Val, tél : 04 68 24 04 76.*

■ **Tarn-et-Garonne : foire bio.** 8e éd. Dimanche 5 août, à Lafrançaise. Sur le thème des énergies renouvelables. 60 exposants. *Lafrançaise-Ecologie, Popis-Ouest, 82130 Lafrançaise, tél : 05 63 65 88 45.*

■ **Corrèze : Foire bio.** 17e éd. 12 août. Place du Champ-de-Mars, à Beaulieu-en-Dordogne. 50 exposants (bio, environnement, artisanat). *GABLim, Béatrice Bouvier, 64/66 rue Paul-Claudé, 87000 Limoges, tél : 05 55 31 80 35.*

■ **Savoie : week-end bio.** 2e édition, 11 et 12 août. Station de Modane-Valfréjus. *Office de tourisme, résidence Les Melezets, 73500 Valfréjus, tél : 04 79 05 33 83.*

■ **Creuse : marché bio.** 3e éd. 15 août.

Châtelus-le-Marcheix, 20 exposants. *Castel, 29 bis, rue des Deux-Ponts, 23430 Châtelus-le-Marcheix, tél : 05 55 64 31 51.*

■ **Moselle : foire internationale.** 5e éd. Du 24 au 26 août, rue des Sports, Rohrbach-lès-Bitche. 80 exposants (bio et éco-produits). *Mairie, 57410 Rohrbach-lès-Bitche, tél : 03 87 09 70 95.*

■ **Tarn-et-Garonne : foire bio.** 5e éd. 26 août, place de la Mairie à Montech, 30 exposants. *Office de tourisme, 1 bis, place du Marché, 82700 Montech, tél : 05 63 64 83 90.*

■ **Namur : Valériane.** 31 août, 1er et 2 septembre, Palais des expositions. *Nature & Progrès, 520, rue de Dave, B 5100 Jambes, tél : 32 81 30 36 90.*

■ **Nancy : Bien-être.** 1re édition. 23 et 24 septembre. Salle Gentilly. *SEIMRA, 33, résidence d'Armaucourt, 54670 Custines, tél : 03 83 49 07 46.*

Annonces

Entraide

■ **Alpes.** Vannier en milieu rural, père de famille de cinq enfants, souhaiterait un coup de main auprès de ses enfants afin de mener à bien son activité. *Tél : 04 92 61 09 61.*

■ **Haute-Vienne.** Ecole menacée de fermeture cherche institut(e) en disponibilité intéressé(e) par classe unique (environ 15 enfants) et pédagogie appropriée (Freinet, Montessori). Association de parents d'élèves très motivée. *Ecrire à APE, école primaire, 87330 Bussière Boffy, tél : 05 55 60 32 59.*

■ **Picardie.** Couple avec enfants cherche des parents motivés pour bâtir une école associative, ni élitiste, ni sectaire. Pas d'enseignement par matière, mais un enseignement par projets d'enfants. Un adulte référent qui ne donne pas son savoir ; mais qui suscite l'envie de découvrir, de comprendre le monde, la vie... Il donne du sens à la connaissance. Plus de temps dehors que dedans pour bouger, aller voir. L'idéal : huit enfants, un adulte référent, un parent à tour de rôle, et un monde d'intervenants. *Sandrine et Vincent Ribes-Lemaire, 535, rue de la Vigne, 80260 Flesselles, tél : 03 22 93 64 81.*

■ **Irlande.** En vue d'un site autour d'un projet de SEL, nous engageons des travaux de restauration dans la région de Kerry. Nous cherchons des aides en juillet, août et éventuellement septembre. Quatre jours et demi de travail par semaine, en échange logé, nourri, argent de poche, activités mer. Gros-œuvre, maçonnerie, enduit, charpente. *Hervé Mahé, Potaley Cross, Kielduff, Tralee, CO Kerry, Irlande.*

■ **Pyrénées-Orientales.** Afin d'animer un réseau d'échanges de savoirs et de services, de favoriser les circuits courts entre producteurs et consommateurs, de mettre en relation des personnes soucieuses du respect de l'homme et de l'environnement, nous cherchons des personnes intéressées localement. *Brigitte Chareyre, 12, allée de Pallagourdi, 66400 Céret, tél : 04 68 87 48 17.*

Emplois

■ **Alsace.** Le Mouvement de culture biodynamique engage en septembre une personne pour assurer un secrétariat polyvalent en CDI à mi-temps : traitement et préparation des commandes, gestion des stocks, réalisation de documents techniques. Formation secrétariat, pratique de l'informa-

tique, capacité de travail en équipe, intérêt pour l'agriculture et le jardinage souhaité. Il recherche également sous forme d'emploi-jeune une personne chargée de l'accueil et de l'animation de la maison de l'agriculture biodynamique, formation en agriculture souhaitée. *Mouvement de culture biodynamique, 5, place de la Gare, 68000 Colmar, tél : 03 89 24 36 41.*

■ **Aisne.** Eleveur souhaitant prendre sa retraite, cherche association dans Earl ou Scea en vue de rester associé (apporteur de capitaux). Le choix de la bio serait bienvenu. Apporte participation dans laboratoire de transformation, marque commerciale déposée, fichier clients, quota primes de 420 brebis, savoir-faire en vente directe de 500 agneaux par an et agritourisme. *Tél : 03 23 20 00 04, fax : 03 23 20 01 86, mél : berger.v@wanadoo.fr.* Possibilité de prendre connaissance de l'activité par site *saveurs-et-terroirs.com*, cliquer *Berger du Val-de-Serre.*

■ **Cher.** Une association de parents crée une crèche parentale (douze places) en milieu rural (ouverture le 13 août). Un poste de responsable (pour une équipe de six personnes) reste à pourvoir. 30 heures hebdomadaires, salaire brut de 7475 F. Nous cherchons un(e) éducateur(trice) de jeunes enfants motivé(e) ou compétences assimilées. Envoyer CV et lettre de motivations à *Les Gabignons, Le Breuil, 18170 Marçais, tél : 02 48 60 17 83.*

■ **Ariège.** A reprendre restaurant biologique à Foix, centre-ville, disponible de suite. Petit prix de reprise pour matériel cuisine. Loyer 3000 F/mois, montage juridique et financier assuré. Clientèle existante à développer. *Tél : 05 61 96 33 79 ou 05 61 60 78 88.*

Rencontres

■ Sylviane, 53 ans, Paris aujourd'hui, demain ailleurs peut-être, souhaite rencontres respectueuses, libres, confiantes, éclairées, joyeuses, avec personnes de tous âges et inventer relation hors routine et légère avec homme sensible, équilibré et gai. Aime jardins, campagne, cafés, restaurants, conversations, musique, théâtre, danse, silence, et ne rien faire ! Mettre en œuvre des projets ? *Tél : 01 42 06 36 98 ou écrire S. Mook, esc.46, appt 1075, 53, rue Compans, 75019 Paris.*

■ Maman d'une petite eurasiennne de trois ans cherche contacts avec personnes vietnamiennes sur la région lyonnaise pour l'aider à connaître la culture de ce pays et se faire des amis. *Esprit Silence. Merci. Agnès Declotire, 11, rue Dufourt, 69230 Saint-Genis-Laval.*

■ **Réf 272.01.** Souhaite rencontrer homme, 70 ans, veuf, pour profonde amitié durable : chrétien, valeurs morales éprouvées, actif, proche de l'Oise. *Ecrire au journal qui transmettra.*

Vivre ensemble

■ **Gers.** Famille deux enfants (4 et 6 ans) reprenant ferme dans le Sud-Ouest, cherche deux autres familles pour reprendre et diversifier les activités existantes et créer éco-hameau. *Tél : 05 62 62 02 99.*

■ **Pyrénées-Atlantiques.** Nous cherchons des agriculteurs, des éleveurs, des maraîchers, un apiculteur, un pisciculteur et des artisans pour racheter et cultiver en bio(dynamie) avec nous (agriculteur-pépiniériste) une belle ferme à 15 minutes de Pau, direction Lourdes, bien située pour le tourisme pédestre et équestre. 80 ha (5 de bois, 25 de prairies, 50 labourables de première classe). Groupement foncier agricole avec projet de village écologique. *Bruno et Silvia de Roissart, Pépinière l'Arbre de Vie, 46, route de Pau, 64121 Montardon, tél : 05 59 33 17 01.*

Recherche

■ **Allier ou Pyrénées.** Recherche à acheter petit logement isolé avec cheminée, sans escalier. Petit prix. *Tél : 04 72 39 35 18 après 20h.*

■ **Sud.** Quinquagénaire, animateur ateliers d'éveil, astrologie, énergies spirituelles, cherche une petite maison dans le sud (bungalow et mobil-home non exclus) dans un lieu de vie harmonieux pas trop isolé. Loyer annuel ou semestriel. Loyer convivial souhaité. Collaboration envisageable ainsi qu'échanges à définir. Urgent ! *Tél : 03 88 84 23 30.*

■ **Cévennes.** cherche du grain d'épeautre ou petit épeautre, par 5 kg ou plus, en bio, Demeter ou autres, sur département du Gard ou frontaliers (34, 48, 12, 07). *Rémy Schaeffer, 13, boulevard Plan-d'Auvergne, 30120 Le Vigan.*

■ **Autoconstruction.** Je cherche à rencontrer des personnes qui ont réalisé elles-mêmes leur habitation, leur lieu de vie. J'aimerais réaliser un ouvrage (textes et dessins) sur ces lieux et leurs auteurs. Préférence pour les constructions saines, à moindre coût, originales, singulières, écologiques. *Téléphonez à M. Dilitin, 04 75 53 49 96.*

■ Cherche vieille maison/grange dans la Drôme, le Vercors ou les Alpes du Sud, dans le but de créer un gîte rural. *Tél journal : 01 46 49 10 83 ou laisser message pour Mélanie au 01 42 58 63 37.*

Vacances

■ **Queyras.** Loue appartement F3 dans petit village à 1760 m d'altitude, de juin à novembre. Au mois : 2800 F, à la semaine : 1000 F. Toutes charges comprises. *Anne de Bellefon, rue du Clos, 05460 Le Roux d'Abriès, tél : 05 62 95 21 63.*

Immobilier

■ **Caen.** Appartement à vendre, banlieue de Caen (Calvados), 35 m² avec balcon, confort, ascenseur, tous commerces, voie rapide jusqu'à la mer (15 km), visible le mardi, prix à débattre. *Société Amis de l'Homme, 42, rue Formigny, 14000 Caen, tél : 02 33 28 88 83.*

■ **Indre-et-Loire.** A louer au plus offrant beau terrain 1,5 ha, bien situé, tous branchements. *Ecrire Schneller, CP 1190, 2001 Neuchâtel (Suisse).*

Gratuites : Les annonces de Silence sont gratuites pour les abonnés.

Elles sont également gratuites pour les offres d'emplois.

Pour passer une annonce, joindre le bandeau d'expédition qui entoure la revue ou joindre un chèque correspondant à un abonnement.

Domiciliées : Silence accepte les annonces domiciliées à la revue contre une participation de 30 F en chèque.

Pour répondre à une telle annonce, mettre votre réponse dans une enveloppe. Ecrire sur cette enveloppe au crayon les références de l'annonce, puis mettre cette enveloppe dans une autre et envoyer le tout à la revue.

Sélection : Silence se réserve le droit de ne pas publier les annonces qui lui déplaisent.



Petite phrase

«Il faudra reconnaître un jour, et bientôt peut-être, ce qui manque à nos grandes villes : des endroits silencieux, spacieux et vastes avec de hautes et longues galeries pour le mauvais temps et le temps trop ensoleillé, où le bruit des voitures et le cri des marchands ne pénétreraient pas, des constructions qui exprimeraient, par leur ensemble, ce que la méditation et l'éloignement du monde ont de sublime»

Friedrich Nietzsche, fin XIXe siècle.

Espèces en voie de disparition

L'Union internationale de conservation de la nature publie chaque année la liste des espèces animales et végétales menacées. Entre 1995 et 2000, leur nombre est passé de 5205 à 11 000 ! Les 7000 scientifiques qui participent à cet inventaire estiment que l'homme est responsable des problèmes dans plus de 99 % des cas. (Symbiose, janvier 2001)

Déchets

■ **Interdire le PVC.** Le polychlorure de vinyle (PVC) pose d'énormes problèmes dans les déchets. C'est lui qui, en cas d'incinération, est à la base des dioxines. Mis en décharge, il pollue le sol en libérant des molécules chlorées. Son recyclage reste extrêmement limité. Il sert à fabriquer de nombreux emballages (sacs, bouteilles), des jouets, des enduits... Le parlement européen a voté le 3 avril une demande à la Commission pour qu'elle interdise le PVC en Europe.

■ **Pesticides.** La FAO, organisation des Nations-Unies pour l'alimentation, estime qu'environ 500 000 tonnes de pesticides périmés sont stockés dans des conditions insuffisantes, principalement dans les pays du Sud. La FAO conseille leur destruction par une incinération à haute température, ce qu'évidemment ces pays ne peuvent pas se payer.

■ **Société de consommation.** Un artiste britannique de 37 ans a fait l'inventaire de tous les objets qu'il possédait : 7006 allant de sa voiture aux lettres d'amour. Il les a exposés dans les vitrines d'un ancien grand magasin dans le centre de Londres avant de les démonter et les détruire systématiquement. Il a appelé cette installation «Examen de la société de consommation» reconnaissant malheureusement que depuis, il avait dû racheter bon nombre d'objets. (Courrier International, 15 mars 2001)

■ **Récupération des épaves.** Les Suédois ont mis en place un procédé pour récupérer les épaves dangereuses qui sont au fond des mers. Un robot place autour de l'objet une bache étanche en plastique dans laquelle est injecté un liquide de refroidissement à -50°C. Quand l'ensemble devient un glaçon, l'ensemble remonte tout seul à la surface où il suffit de l'arrimer. Cette méthode pourrait servir à récupérer des réacteurs de sous-marins nucléaires ou des armes nucléaires qui rouillent au fond de l'eau. Outre que la méthode n'est pas trop coûteuse, la glace protège des radiations. (Courrier international, 26 avril 2001)

■ **Ce qui est récupérable.** Actuellement, nous pourrions récupérer et recycler 85 % de nos poubelles : les matières compostables (28,8 % du poids), le papier-carton (25,3 %), le verre (13,1 %), les plastiques (11,1 %), les métaux (4,1 %) et les textiles (2,6 %). Non seulement nous en sommes encore loin, mais souvent les débouchés du recyclage sont limités (comme par exemple pour le plastique) ou les produits souillés par des mélanges au départ. Le plus gros volume non recyclé est celui des emballages : on estime que 90 % partent encore en décharge ou en incinérateurs. La première mesure serait de supprimer tous ceux qui sont inutiles.

■ **Boues d'épuration.** Les boues d'épuration (850 000 tonnes par an) sont pour 60 % épandues dans les champs... alors qu'elles contiennent des éléments toxiques (métaux lourds en particulier). Ces boues couvrent déjà 2 % de la surface agricole utile... soit plus que ce que représente l'agriculture biologique.

■ **Belgique : retour de la consigne.** Après le Danemark (qui n'a jamais arrêté) et les Pays-Bas, la Belgique relance la consigne des bouteilles. Pour cela, la TVA sur les boissons a été modifiée : elle passe de 21 à 6 % pour les boissons non alcoolisées et en contrepartie une écotaxe importante est mise sur les emballages plastiques. Résultat : les boissons dans des bouteilles en verre voient leur prix baisser alors que celles en bouteilles en plastique voient leur prix légèrement monter. La différence entre les deux emballages va de 2 % sur les vins à 31 % sur les eaux minérales. Le secteur des boissons n'a pas réagi négativement car toutes les usines ont toujours eu deux chaînes d'embouteillage (les restaurants sont toujours en bouteilles en verre) et ils ont anticipé la tendance... L'Allemagne devrait suivre d'ici peu. (Imagine, mai 2001)

■ **Incinération : mauvaises performances.** L'incinération devait être une alternative à la mise en décharge. Or, il n'en est rien : plus de 35 % de la



■ **USA : plan énergétique dément.** Estimant que la croissance économique prime sur tout, le gouvernement américain a annoncé un plan énergétique qui prévoit la construction d'un millier de centrales énergétiques en tous genres dans les vingt prochaines années : nucléaire, pétrole, charbon, gaz, éolien... Ceci nécessiterait la construction de 60 000 km d'oléoducs, de 400 000 km de lignes à haute tension, etc. Mais il s'agit là d'un effet d'annonce. Les lois de protection de l'environnement permettent des recours en justice qui peuvent ralentir les projets pendant de nombreuses années... et Bush n'est élu que pour quatre ans. Cette annonce a suscité les protestations de nombreux scientifiques qui demandent au moins le respect des accords de Kyoto non comme une solution, mais comme un premier pas de la maîtrise de la consommation d'énergie.

■ **Maldives : barrière de béton.** Le millier d'îles qui constitue les Maldives, au large de l'Inde, abrite 271 000 habitants sur seulement 298 km² (soit une densité de près de 1000 habitants au km², dix fois la densité de la France). La plupart de ces îles sont plates (souvent moins de 1 m d'altitude maximum !) et submersibles à la moindre tempête. Si pour le moment, il n'y a pas de hausse de l'eau visible, il y a par contre plus d'inondations provoquées par les tempêtes. Le gouvernement a commencé à construire des digues de béton de 18 m de haut pour protéger les trois principales îles, envisageant de rapatrier les populations des autres îles sur ces trois là si le niveau de la mer venait à monter. Il s'agit dès maintenant de protéger les plages pour un pays qui vit à 60 % du tourisme. (Courrier de la planète, printemps 2001)

■ **Australie : record d'effet de serre.** Les Australiens émettent 26,7 tonnes de gaz à effet de serre par habitant, soit le record mondial (devant les USA). Malgré le fait qu'ils ne soient que moins de vingt millions sur tout un continent, ils ont déjà détruit 40 % de leurs forêts. (Croissance, janvier 2001)

■ **Californie : voiture propre ?** La Californie a adopté une loi qui prévoit qu'en 2003, 10 % des véhicules de cet Etat devront être «propres». Concrètement, les constructeurs commencent à commercialiser des voitures à pile à combustible. Si la voiture n'émet plus de gaz d'échappement, il faudra produire l'hydrogène ailleurs et ceci risque d'augmenter considérablement la consommation d'électricité. Les efforts en faveur des renouvelables risquent alors de ne pas suffire. Quant aux seize voies de circulation des autoroutes d'entrée de Los Angeles et San Francisco, il faudra encore des efforts pour les rendre propres et les remplacer par des pistes cyclables !

■ **Grande-Bretagne : sondage.** La revue *The Ecologist* a réalisé un important sondage sur l'environnement dont les résultats sont dans son numéro de mai 2001. A la question «pensez-vous que les tempêtes et les précipitations de l'an dernier ont un rapport avec le changement climatique ?», 77 % sont d'accord, 15 % ne sont pas d'accord. «Pensez-vous que les voitures sont à l'origine de ce changement ?» 62 % pensent que c'est un facteur important, 25 % que c'est une des causes, 8 % que ce n'est pas une des causes, 5 % ne savent pas. 77 % se prononcent pour une renationalisation du rail, 61 % sont pour que le gouvernement mette l'accent sur les alternatives à la route contre 15 % seulement qui veulent de nouvelles routes et 22 % les deux. Enfin, 68 % estiment qu'ils s'intéressent plus à l'environnement que Tony Blair et son gouvernement.

■ **Rôle des transports.** En Europe, les transports sont responsables de 26 % des émissions de gaz carbonique et de 63 % des oxydes d'azote. Le transport routier représente environ 50 % de la consommation énergétique finale. Il n'y aura pas de solution à la menace climatique sans une révision radicale de nos modes de transport. (Tam-Tam, janvier 2001)

■ **Suisse : hausse de température.** Si la hausse de température au niveau mondial est encore discutée pour son ampleur, les météorologues suisses ont mesuré que sur leur pays, elle avait été de 1°C en quarante ans. Une évolution facilement vérifiable en comparant les glaciers d'aujourd'hui aux photos des années 60.

■ **TotalFinaElf : double jeu.** Bush financé par les pétroliers. Rien de nouveau ? Parmi ces pétroliers, on trouve TotalFinaElf, groupe théoriquement français, qui poursuit ainsi son lobbying contre toute limitation proposée par le protocole de Kyoto. Le gouvernement français qui, lui, se dit favorable à ce protocole, ne peut-il empêcher ce type de financement ?

Transports

■ **Fin des oiseaux migrateurs.** Le réseau mondial de protection des oiseaux a observé cet hiver que des hirondelles avaient passé l'hiver dans l'hexagone. Ce qui provoque la migration est le manque d'insectes, lesquels vivent en léthargie dès que la température descend. La quasi-absence de gel cet hiver a provoqué l'arrêt des migrations. Les hirondelles ne feront plus le printemps. (*Politis, 19 avril 2001*)

■ **Laurent Fabius sabote l'écotaxe.** Prévus dans l'accord Verts-PS, l'écotaxe sur l'énergie devait inciter aux économies d'énergie et rapporter 12 milliards par an à l'Etat à partir de 2002 (contre 3,4 milliards avec d'anciennes taxes). Ces mesures représentent la moitié de l'effort prévu par la France pour respecter ses engagements en faveur de la réduction des émissions de gaz à effet de serre. Dans un premier temps, en janvier 2000, Laurent Fabius critique le projet, rogne sur les taxes et redescend le total à 7 milliards. En novembre 2000, le milieu industriels obtiennent des allègements sous différents prétextes. Traitant cette mesure d'imbécile début avril, le libéral Laurent Fabius préconise finalement une simple entente entre les industriels et le gouvernement. A l'arrivée, l'écotaxe risque d'être moins contraignante que les anciennes taxes ! Les Verts ont vivement protesté contre cette tentative d'enterrement en rappelant que la simple entente actuelle préconisée depuis 1995 n'avait qu'un effet extrêmement limité bien en deçà de ce qu'il faut faire pour atteindre les objectifs de Kyoto. Rappelant que le principe de la taxation de l'énergie fait partie des mesures adoptées dans le programme international de lutte contre l'effet de serre, le Réseau action climat qui regroupe les principales associations dans le domaine, estime que cette taxe peut permettre à elle seule de provoquer 40 % des réductions à obtenir pour respecter l'engagement de la France. Il dénonce les positions d'une Laurent Fabius, porte-parole du patronat. *Réseau action climat, 2B, rue Jules-Ferry, 93100 Montreuil, tél : 01 48 58 83 92.*

masse incinérée de départ se retrouve en décharge (mâchefers et autres toxiques), mais la différence est partie dans deux décharges non contrôlées : l'air et l'eau. Même en ne tenant compte que des déchets solides mis en décharge, l'ADEME a calculé que le tri-recyclage avec entreposage en décharge de déchets non-recyclables a de meilleurs résultats : seulement 11 % de la masse initiale part alors en décharge et ceci sans polluer l'atmosphère, les sols et les cours d'eau.



Greenpeace

■ **Bouzigues : huîtres à l'arsenic.**

Les producteurs d'huîtres du bassin de Thau, près de Sète (Hérault) essaient d'obtenir la création d'une AOC, appellation d'origine contrôlée, pour leur production. Seul problème : la présence persistante d'un taux d'arsenic trop élevé. Le maire de Sète fait des procès (et les perd) à tous ceux qui affirment que cela a un lien avec l'incinérateur de la commune. *Calcin, collectif des associations languedociennes combattant l'incinération et ses nuisances, c/o AVEC, BP69, 34401 Lunel, tél : 04 67 73 51 10.*

■ **Nîmes : refus de l'incinérateur.**

L'ancienne municipalité communiste voulait installer un incinérateur dans les quartiers ouest de la ville pour remplacer la décharge des Lauzières qui doit fermer en 2002. Jean-Paul Fournier, alors dans l'opposition, avait relayé la crainte des habitants sur les risques d'accumulation des dioxines. Le 10 avril dernier, dès son élection, il refusait le permis de construire de l'installation pour atteindre à la sécurité publique. (*Midi-Libre, 10 avril 2001*)

■ **Lois des incinérateurs.** Carrefour et Bonduelle ont choisi de communiquer en indiquant que leurs produits sont cultivés loin des incinérateurs. La pression du public sur le sujet commence à avoir de bons effets.

■ **Ministres au-dessus des lois.** La revue «Auto-Plus» a enquêté sur les comportements automobilistes des ministres. Si la loi était la même pour tout le monde, Jospin aurait perdu son permis (-11 points), de même pour Gaysot, ministre des transports et de la sécurité routière (-17 points), quant à Dominique Voynet, en lutte pour un développement durable, elle se verrait aussi reprendre son permis (-11 points).

■ **Avions : loi sur le bruit ?**

Un projet de loi a été déposé par Yves Cochet pour demander l'interdiction des vols de nuit pour les avions qui dépassent 85 décibels à l'atterrissage. Autant dire que c'est autoriser les Airbus français et interdire les Boeing américains plus bruyants. Rappelons que 85 décibels, c'est déjà un hurlement.



Air France

■ **Vélo dans le coffre.** Les acheteurs d'une voiture Kia en Grande-Bretagne découvrent dans leur coffre un vélo offert par le constructeur avec une brochure ayant pour titre : «Réfléchissez avant de conduire». La brochure rappelle que de nombreux trajets sont courts et peuvent être réalisés en vélos plutôt qu'en voiture. (*Acid News, mars 2001*)



ADEME

■ **Fret : pour le train !**

L'opinion publique est pour le passage des marchandises sur le train. Selon une enquête de la Sofres d'octobre 2000, 66 % des Européens et 79 % des Français sont pour un transfert du fret de la route vers

le rail, 72 % des Européens et 92 % des Français considèrent que cela est réalisable.

■ **Voitures limitées à 56 km/h.** Toutes les voitures soumises au test du choc frontal lors d'essais de résistance doivent après le choc présenter un habitacle indéformable. Ce que l'on oublie de vous dire, c'est que ces chocs se font à la vitesse de 56 km/h. Au-delà, plus rien n'est garanti.

■ **Paris : tramway sur les Maréchaux.** Un collectif de 21 associations parisiennes demandait qu'un tramway circulaire soit installé à Paris sur les boulevards de Maréchaux, en remplacement de la ligne PC. Fin janvier 2001, le conseil de Paris a voté une délibération en ce sens et une enquête publique devrait bientôt démarrer. Le futur tram devrait avoir la priorité aux carrefours pour en assurer une vitesse rapide d'exploitation. (*Ile-de-France Environnement, avril 2001*)

■ **Dunkerque : énergies et mobilité urbaine.** La communauté urbaine de Dunkerque, avec le concours d'EDF, de l'ADEME, de la région, organise les 17 et 18 octobre au Kursaal-Palais des Congrès, les 3e assises de l'énergie sur le thème : «énergie et mobilité urbaine». Cela s'adresse d'abord aux collectivités locales (questions autour des PDU, plans de déplacement urbains) avec un débat qui prévoit d'intégrer l'énergie musculaire (vélos et piétons). *Dunkerque Grand littoral, BP5530, 59386 Dunkerque cedex 1, tél : 03 28 62 70 25.*

Animaux

■ **Poissons en voie de disparition.**

Vous l'avez sans doute remarqué, le prix du poisson est à la hausse et il est souvent plus cher que la viande. La cause ? L'épuisement des ressources : les captures de poissons sont à la baisse depuis le début des années 90. Quelles conséquences en tirent les industriels de la pêche ? Il faut améliorer les capacités de pêche ! En

2000, trois bateaux-usines géants ont été mis à flot : un construit en Norvège, deux construits en Espagne pour des armateurs hollandais. Ils font plus de 140 m de long et peuvent congeler 350 tonnes par jour et stocker 7000 tonnes. On ira donc jusqu'à l'épuisement !

■ **Boursicotage contre vivisection.**

En menaçant de perturber physiquement le personnel de sociétés de courtage, certaines associations britanniques ont obtenu qu'elles refusent de relayer les opérations en direction de



laboratoires pratiquant la vivisection. L'impossibilité de pouvoir coter la société Huntingdon Live Science pourrait l'entraîner à la faillite.

■ **Cuir véritable ?** L'utilisation du cuir d'origine animale est-elle critiquable ? Les végans (qui en plus d'être végétariens, renoncent à tous les produits animaux) précisent que le cuir n'est pas un sous-produit de la viande mais bien un produit noble et que dans certains cas, il peut représenter jusqu'à 25 % du prix d'un animal. Le tannage du cuir est une industrie qui consomme beaucoup d'énergie, et les solvants utilisés pour le rendre beau, souple, etc., sont extrêmement polluants. Le cuir utilisé en Europe est souvent d'importation et, comme la viande, vient de plus en plus du Brésil. Il contribue donc à la déforestation et au gaspillage alimentaire (car il faut une plus grande surface pour produire des protéines animales que des protéines végétales). Les alternatives existent : le tissu, le chanvre, le caoutchouc, le lin... ou des matières synthétiques, ces dernières étant le plus souvent elles-aussi très polluantes et dérivées du pétrole, dont nous manquons bientôt. (*Alliance végétarienne, printemps 2001*)

■ **Barbie renonce à la corrida.** La poupée Barbie était vendue en Espagne avec un habit de torero. suite à une campagne des opposants à la corrida, et devant le risque du manque à gagner, la firme Mattel a retiré cette production.

■ **Les rapaces fondent sur la ville.** Un article portant ce titre est paru le 3 avril dans *La Dépêche du Midi*. On y apprend que «les rapaces de plus en plus nombreux (...) investissent aussi les villes (...) Les milans, les vautours (en montagne) et les corbeaux sont les oiseaux qui font le plus de dégâts. J.M.D. vétérinaire, sans se vouloir alarmiste n'exclut pas que les rapaces puissent s'en prendre à un petit enfant s'ils sont affamés. Il est vrai que depuis que l'homme ne les chasse plus, ils ont de moins en moins peur de lui». Il s'avère que le vétérinaire en question est secrétaire général de la fédération des chasseurs des Hautes-Pyrénées ! (*Organbidexka col libre, mai 2001*)

Qualité de vie

Les Amis de la Terre internationaux et la revue britannique *The Ecologist* ont réalisé un classement de 122 pays en fonction de différents critères de détériorations de l'environnement. Ceci donne un classement fort différent de celui des grandes puissances économiques. Les pays les plus préservés seraient la République Centre-Africaine, la Bolivie, la Mongolie, le Mali, le Gabon... La France est 106e,

les USA 112e, le Japon 118e, la Belgique 119e, le Liban 120e, le Koweït 121e et la Corée du Sud dernière. (*Tam-Tam, mai 2001*)

Planète : éducation à l'environnement

Le 2e forum francophone de l'éducation à l'environnement se tiendra de manière décentralisée en France du 18 au 20 novembre puis à Paris, à l'Unesco, du 21 au 23 novembre 2001. Le programme est d'échanger des expériences pour se mobiliser pour un développement durable dans un monde solidaire, équitable et responsable». *Collectif français pour l'éducation à l'environnement, 16, rue Ferdinand-Fabre, 34090 Montpellier, tél : 04 67 02 25 70.*

PARIS Espaces verts ?

Comme la capitale ne comprend déjà que très peu d'espaces verts, elle a annexé les bois de Vincennes et de Boulogne, lui permettant d'annoncer 1841 hectares de bois en ville... Le MEI, mouvement écologique indépendant, a toutefois calculé que les routes et les bâtiments dans ces bois représentent 56 % de la surface. Il ne reste donc que 792 hectares effectivement boisés. *MEI, 34, chemin du Pont-d'Y, 44600 Saint-Nazaire, tél : 02 40 91 91 92.*

AUVERGNE Vulcania à reconstruire ?

Les coûts du projet de Giscard d'un centre touristique des Volcans s'envoient : on est passé de 304 millions de francs en 1995 à plus de 665 millions aujourd'hui et ce n'est sans doute pas fini. En effet, pour faire plus «volcan», les architectes ont mis au point une «exclusivité technique» qui a consisté à faire un béton de basalte avec les matériaux extraits du sol. Apparemment le résultat n'est pas bon : le 2 août 2000, une dalle de 175 m³ s'est écroulée alors qu'un bulldozer y poussait de la terre pour la cacher. Depuis une expertise a montré qu'au moins un tiers des dalles sont défectueuses : sept dalles vont devoir faire l'objet d'un renforcement, quinze autres sont encore en cours d'études. Qui paiera ? L'im-

■ **Suisse : randonnées.** *Initiative des Alpes* coordination luttant contre les transports routiers dans l'arc alpin, organise de nombreuses randonnées pédestres dans les Alpes pour redécouvrir les chemins marchands traditionnels. Le soir du 11 août, elle organise l'opération «Feux des Alpes» : du bois est monté en altitude pour faire des feux à la tombée de la nuit sur les plus hauts sommets pour demander la protection des montagnes. *Initiative des Alpes, case postale 29, CH 3900 Brigue, tél : 027 924 22 26 le vendredi.*



■ **Isère : dessin et peinture naturaliste.** La maison de pays du lac de Paladru organise du 22 au 29 juillet un stage d'initiation au dessin et à la peinture naturaliste à Chélieu, dans l'Isère. *Maison de pays, Lac de Paladru, 38850 Chavavines, tél : 04 76 55 77 47.*

■ **Pyrénées : escapades naturalistes.** L'association *Nature Midi-Pyrénées* a réalisé deux guides dans la collection «escapades naturalistes» : l'une sur les milieux naturels de la région, l'autre sur la faune. 56 pages chacun. Ils sont disponibles contre 40 F + 7 F de port auprès de *Nature Midi-Pyrénées, 14, rue de Tivoli, 31068*

Toulouse cedex, tél : 05 34 31 97 32.

■ **Allier : Photosynthèse.** Le 7e festival européen de la photographie nature se tiendra à Saint-Pourçain-sur-Sioule, du 12 au 15 juillet. 80 photographes exposent dans quatre salles. *Photosynthèse, 03500 Saint-Pourçain-sur-Sioule, tél : 04 70 35 04 30.*

■ **Pyrénées : livre de montagne et de randonnée.** Le 4e festival sur ce thème se tiendra du 13 au 15 juillet, au Centre Collette-Besson, avenue Jean-Paul, à Fort-Romeu. *Font-Romeu. Cerdagne événements, BP55, 66120 Font-Romeu, tél : 04 68 30 68 30.*

■ **Drôme : castors.** La FRAPNA-Drôme, Fédération Rhône-Alpes de protection de la nature, organise des observations de castors au confluent de la Drôme et du Rhône les mardis 3, 10 et 17 juillet, à 18h30, à la Maison des Ramiers. *FRAPNA, 9, rue du Lycée, 26000 Valence, tél : 04 75 81 12 44.*

■ **Yonne : théâtre écologique.** L'association *Emergence* propose un outil théâtre pour développer la connaissance de la nature et de l'environnement, le respect de la vie animale. Elle organise, à Monéteau, près d'Auxerre, un stage pour adultes du lundi 13 au vendredi 17 août pour la mise en scène d'une pièce intitulée «le petit pont de liane». *Emergence, 4, impasse du Saint-Père, 89470 Monéteau, tél : 03 86 40 59 71.*

broglio juridique est total. Le projet qui devait au départ ouvrir au printemps 2001 n'ouvrira au mieux que dans un an... à moins qu'il ne faille reprendre les dalles des niveaux inférieurs... (*La Galipote, printemps 2001*)

CORSE Menaces sur le littoral

Au moment où l'on discute du projet de décentralisation pour la Corse, l'article 12 du projet de loi laisse entendre que l'assemblée corse pourrait modifier la loi littoral. Les promoteurs n'attendent que cela ! Des terrains sur le littoral corse sont propriétés de banques et de groupes d'investisseurs depuis les années 60 ! Les Verts rappellent qu'il faut non seulement rendre la loi littoral incontour-

nable, mais qu'il faut également renforcé cette loi. En effet, les statistiques montrent que les terrains concernés par la loi (4 % du territoire national) ont fait l'objet depuis la loi de 7 % de constructions de locaux et de 12 % des logements !

PARIS Espaces verts ?

Comme la capitale ne comprend déjà que très peu d'espaces verts, elle a annexé les bois de Vincennes et de Boulogne, lui permettant d'annoncer 1841 hectares de bois en ville... Le MEI, mouvement écologique indépendant, a toutefois calculé que les routes et les bâtiments dans ces bois représentent 56 % de la surface. Il ne reste donc que 792 hectares effectivement boisés. *MEI, 34, chemin du Pont-d'Y, 44600 Saint-Nazaire, tél : 02 40 91 91 92.*

Armes atomiques

■ **Europe : l'OTAN dans l'illégalité.** Malgré l'effondrement du bloc soviétique, malgré les traités sur la non-prolifération des armes nucléaires, malgré le jugement du tribunal de La Haye affirmant l'illégalité de la possession de l'arme nucléaire, malgré les traités de désarmement Start I et II, l'OTAN, Organisation du traité Atlantique-Nord, maintient en Europe quinze bases nucléaires munies d'abris souterrains pour environ 200 bombes avec quatre niveaux de puissance explosive allant de 0,3 à 170 kilotonnes. Ces bases, répartis sur sept pays de l'Alliance sont illégales au terme de l'article 1 et 2 du Traité de non-prolifération qui interdit de déployer des armes nucléaires sur le territoire d'un autre pays.

■ **Belgique : inspection civile.** Le lundi 16 avril, environ 1500 personnes venues principalement du nord de la Belgique (une centaine de francophones), ont inspecté la base militaire de Kleine Brugel où sont stationnés des avions de l'OTAN. Il s'agissait de dénoncer la présence illégales d'armes nucléaires sur le site. Alors que les militaires avaient été avertis de la visite, environ la moitié des manifestants ont réussi à rentrer sur la base, certains allant jusqu'à un kilomètre des grillages. Au total 840 personnes ont été arrêtées et relâchées la nuit suivante. Deux femmes ont été blessées par des charges de la police à cheval. Des voisins sont venus soutenir les manifestants, protestant contre le bruit incessant des avions militaires. Le plus extraordinaire dans l'histoire est que ces 840 arrestations n'ont pas été annoncées dans la presse francophone belge. *Association des étudiants pour la prévention de la guerre nucléaire, 15, rue de la Halle, B 7000 Mons, tél : 065 37 37 32 ou 33.*

■ **Polynésie : 35 ans après le premier essai.** Le premier essai nucléaire en Polynésie a eu lieu le 2 juillet 1966. Trente-cinq ans après, alors que le gouvernement refuse toujours de mener des enquêtes sur la santé des populations civiles ayant travaillé sur les sites, le CDRPC, Centre de documentation sur la paix et les conflits lance une enquête privée sur le sujet auprès des 5000 personnes retrouvées. *CDRPC, BP 1027, 7, place Saint-Iréné, 69005 Lyon, tél : 04 78 36 93 03.*

■ **Paris et Cherbourg : Jeûnes du 6 au 9 août.** Comme chaque année depuis 1983, la maison de Vigilance de Taverny, au nord de Paris, organise un jeûne contre l'arme nucléaire, entre les dates anniversaires d'Hiroshima et Nagasaki, devant le centre de commandement de l'armée française. Pour la première fois cette année, un jeûne se tiendra également devant l'entrée des arsenaux de Cherbourg où l'on continue à fabriquer des sous-marins porteurs d'armes nucléaires.

■ **Paris : Maison de Vigilance, 134, route de Béthemont, 95150 Taverny, tél : 01 39 95 68 28.**

■ **Cherbourg : Serge Levillayer, Centre Thomas-Hélye, 50440 Biville, tél : 02 33 52 76 93 ou GRANV, groupe régional d'actions non-violentes, 27, rue Saint-Exupéry, 50470 La Glacière.**



général qui a refusé la torture en Algérie, préférant la prison au silence. Indispensable pour comprendre qu'il y avait d'autres solutions. 130 F port compris à commander à : NVA, BP241, 45202 Montargis cédex, tél : 02 38 93 67 22.

SUISSE

Fin de la neutralité ?

La Suisse a choisi d'avoir une défense passive il y a fort longtemps et elle n'a plus connu de guerre sur son territoire depuis près de 400 ans. Une nouvelle loi militaire autorise maintenant l'armée suisse à participer à la «promotion de la paix» en dehors de ses frontières, comprendre envoyer

La revue *Non-violence actualité* vent de rééditer, en pleine actualité, le livre *Jacques de Bollardière, compagnon de toutes les libérations* qui présente le parcours de ce

Jacques de Bollardière Contre la torture en Algérie

Jacques de
Bollardière



Le général qui a refusé la torture en Algérie

Paix

des contingents de jeunes sous contrôle de l'ONU ou d'organismes d'interposition internationaux (la Suisse, bien qu'ayant de nombreux services de l'ONU sur son sol, n'est pas membre de cette organisation !). Le groupe pour une Suisse sans armée et les associations qui se battent pour la reconnaissance d'un véritable service civil (existant mais fort limité) demande que la «solidarité» internationale passe par des opérations civiles et non militaires. Ayant obtenu le nombre de signatures nécessaire, un référendum est organisé le 10 juin. *GSSA, CP 151, CH 1211 Genève 8, www.gsoa.ch/gssa.*

Lanza del Vasto Exposition

A l'occasion du centenaire de la naissance de Lanza del Vasto, disciple de Gandhi et fondateur des communautés de l'Arche, une exposition a été réalisée qui présente son œuvre artistique et littéraire. Renseignements : *Marie-Odile Vigour, tél : 04 67 63 42 55.*

Médiations

■ **Hérault : initiation.** Un stage d'initiation à la médiation aura lieu du 5 au 12 août, à la communauté de l'Arche de la Flayssière animé par Nicole Bernard, coordinatrice et animatrice de Médiation Sud-Aveyron. *Communauté de l'Arche de la Flayssière, 34650 Joncels, tél : 04 67 44 40 90.*

■ **Aveyron : un moyen de vivre ensemble.** Un stage sur la médiation comme moyen de vivre ensemble est organisé au Truels du Larzac, du 19 au 25 août animé par Nicole Bernard et Claude de Doncker. *Nicole Bernard, 42, avenue Gambetta, 12100 Millau, tél : 05 65 59 48 81.*

Conflits : invitation au changement

Le nouvel institut européen de formation Conflits Cultures Coopération, né au Cun du Larzac, propose différentes sensibilisations les samedis : connais-toi toi-même (15 septembre), la confiance dans les relations interpersonnelles (6 octobre), initiation à l'interculturel (24 novembre), la confiance dans les relations de groupe (1er décembre). Il propose des stages d'approfondissement : l'interculturel : un défi pour notre temps (25-29 juin), partager

les responsabilités dans un groupe (8-12 octobre), cultures et conflits (22-26 octobre à Prague), le jeu comme outil pédagogique (11-15 décembre, Alsace). Il propose des formations de formateurs en cycle de deux ans sur l'approche constructive des conflits : le conseil ou l'entraînement. Enfin, l'institut peut intervenir dans les groupes à la demande sur tous ces sujets. *EICCC, le Cun, 12100 Millau, tél : 05 65 61 33 26.*

Bouclier antimissile



■ **Nouvelle course aux armements ?** La pression mise par le gouvernement Bush pour construire un bouclier anti-missiles fait craindre une nouvelle course aux armements. Ce bouclier qui, en théorie, pourrait protéger les pays alliés contre les Etats-voyous (Irak, Libye, Corée du Nord) semble en fait un prétexte pour remettre en cause les accords de limitation des armements conclus en 1972, en pleine guerre froide entre les USA et l'URSS. Les experts de tous bords pensent en effet qu'il s'agit plutôt pour les USA de relancer une course aux armements avec la Chine dont la puissance économique constitue peu à peu une menace pour la prédominance nord-américaine. En relançant la course aux armements, les USA espèrent ruiner la Chine comme ils l'ont su le faire avec l'URSS.

■ **Journée internationale d'opposition.** Le budget de la défense des USA devrait progresser cette année pour dépasser les 300 milliards de dollars annuels. Cela représente plus que le cumul des budgets de défense de la Chine, de la Russie, du Japon, de la Grande-Bretagne et de la France. Malgré cela, Bush veut lancer son programme de bouclier antimissile qui à lui seul coûte plus de 100 milliards de dollars. Une journée internationale contre ce projet est prévue le 13 octobre. Elle devrait être relayée en France par le Mouvement de la paix, le MAN, l'Appel des Cent, les médecins contre la guerre nucléaire, la ligue internationale des femmes contre la guerre, les Verts, etc.

Manifestation à Jabiluka (Australie).



AUSTRALIE Contre les mines

En 1982, le gouvernement accorde des licences d'exploitation pour des mines d'uranium dans la région de Jabiluka, une zone naturelle préservée où ne vivent que des aborigènes. Ceux-ci se mobilisent contre le projet et multiplient les recours. L'exploitation est sans cesse reportée. En 1998, ils obtiennent le classement de la région par l'Unesco qui demande alors au gouvernement de retirer les autorisations. Le gouvernement australien refuse en arguant qu'elles ont été accordées avant le classement. L'uranium en question n'est pas destiné à l'Australie, qui n'a pas de réacteur nucléaire, mais à l'exportation, en particulier vers la France et les USA. Une campagne internationale de lettres de protestation a été lancée par Survival International, on peut écrire au Premier ministre, House of Representative, Parliament House, Canberra, ACT 2600, Australie, fax : 61 2 6273 4100.

COLOMBIE Saisie d'uranium enrichi

En mars dernier, en enquêtant sur un commerce de drogue, la police de Bogota a indiqué avoir saisi une quantité de 600 grammes d'uranium enrichi à 70 %. Celui-ci proviendrait du démantèlement d'un sous-marin russe. Il faut environ 5 kg de cet uranium pour faire une bombe atomique.

TÉMELIN Hoquets

La centrale de Témelin, en République Tchèque, dont la construction

a été commencée dans les années 80 sous technologie russe, puis finie l'année dernière sous technologie américaine, a été mise en route le 9 octobre 2000. Des problèmes de vibrations dans la partie non-nucléaire ont provoqué, depuis, de multiples arrêts pour réglage, notamment entre le 17 janvier et le 25 février, entre le 3 et le 18 mars... Elle a été arrêtée le 4 avril en urgence alors qu'elle était en phase de montée en puissance. Elle avait atteint 40 % de sa capacité quand plusieurs centaines de litres d'huile ont fui du circuit secondaire. Le réacteur a été remis en route dix jours plus tard mais un arrêt d'un mois est prévu en juin pour des réparations dans le circuit secondaire. Rassurant !

Durée de vie des centrales

EDF, plutôt que de construire de nouveaux réacteurs, propose de prolonger la vie des réacteurs existants : on parle de 30, 40 et même 60 ans. Ceci est une pure spéculation. Il suffit pour s'en rendre compte de regarder l'âge des réacteurs déjà arrêtés : Brennilis (arrêté en 1985 après 18 ans), Chooz A1 (1991, 24 ans), Chinon A1 (1973, 9 ans), Chinon A2 (1985, 20 ans), Chinon A3 (1990, 23 ans), Saint-Laurent-des-Eaux A1 (1990, 21 ans), Saint-Laurent-des-Eaux A2 (1992, 20 ans), Bugey 1 (1994, 22 ans), Creys-Malville (1998, 12 ans... de pannes).

LA HAGUE Stockage désinvolté

Selon un rapport confidentiel de l'IPSN, Institut de protection et de

Convois de déchets

■ **Fuites sur un Castor.** Le 23 mars dernier, les antinucléaires allemands ont mesuré les émissions radioactives du transport de déchets provenant de La Hague et allant à Gorleben. Alors que les autorités disent que l'on ne peut distinguer la radioactivité émise de la radioactivité naturelle au-delà de dix mètres des wagons, les mesures ont révélé un taux de radioactivité de 4 à 5 fois la normale. Les autorités ont nié le fait jusqu'au 3 avril, date à laquelle, sur le site de Gorleben, a été découverte une déformation à la base d'un des emballages par laquelle des gaz ont pu s'échapper. Conclusion : tous les policiers stationnés sur les voies ont pris leur dose, de même pour ceux qui ont vu passer le transport d'un peu trop près. (*WISE international*, 11 mai 2001)

■ **Ça réchauffe !** Le syndicat *Sud-Rail* a dénoncé l'absence d'information des cheminots. Il a même rapporté le témoignage de mécaniciens qui se laïait contre les wagons Castor en hiver pour se réchauffer !

■ **Ça coûte cher !** Le convoi La Hague-Gorleben, du 26 mars dernier, aura coûté environ 350 millions de francs. Le ministre de l'intérieur de Basse-Saxe, où se situe Gorleben, estime ne pas pouvoir financer un deuxième convoi dans l'année.

■ **Nouveau transport.** Le quatrième transport allemand de l'année, deux Castors venant d'Allemagne vers La Hague, a eu lieu les 15 et 16 mai. Il a été retardé de deux heures sur son passage, mais la mobilisation a été faible.

■ **Fermer l'usine de La Hague.** Tous les rapports officiels reconnaissent aujourd'hui que le retraitement n'est pas intéressant : l'armée n'a plus besoin de plutonium, la séparation des différents déchets est une énorme source de pollution (l'usine de La Hague pollue à elle seule autant que les 400 réacteurs nucléaires dans le monde !), enfin, plusieurs rapports économiques annoncent même que l'opération n'est pas rentable... sauf s'il s'agit de faire payer pour le stockage de déchets étrangers, ce qui est interdit par la loi. Le fait que les ouvriers soient venus contre-manifester à Valogne, face à Greenpeace, est un bon signe : les ouvriers de Superphénix avaient commencé à manifester quelques mois avant l'annonce de la fermeture du réacteur.

■ **Accords Verts français et allemands.** Les deux partis se sont rencontrés les 17 et 18 mai dernier à Paris pour faire le point sur la reprise des transports de déchets. Les Verts français ont mis en avant la contradiction entre la stratégie dans l'hexagone qui vise à faire stopper le retraitement à La Hague et la poursuite du retraitement des déchets allemands au moins jusqu'en 2005. Les Grünen qui essaient d'accélérer la sortie du nucléaire en Allemagne ont promis d'essayer d'obtenir du gouvernement un plus grand stockage sur les sites des réacteurs eux-mêmes. Les deux partis ont proposé de mener une campagne au niveau européen pour la sortie du nucléaire qui inclut une fermeture rapide des deux centres de retraitement, La Hague en France et Sellafield en Grande-Bretagne.

sûreté nucléaire, datant de 1999 et rendu public le 19 avril dernier par *le Figaro*, les stockages les plus anciens de déchets à l'usine Cogéma de La Hague (Manche) ne sont pas conformes à la législation. Le rapport rappelle que les autorités de sûreté demandent depuis 1993 une reprise des déchets et leur reconditionnement, mais la Cogéma fait la sourde oreille. Le rapport parle de «désinvolture». Il faut dire que reprendre les déchets et les reconditionner entamerait largement les recettes de la Cogéma.

Fûts de la Hague ouverts à tous les vents !



LIMOUSIN Poubelle atomique

Dans son édition 2001-2002, le *Guide du Routard* signale la présence de déchets radioactifs à Bessines-sur-Gartempe et la pollution du Lac de Saint-Pardoux, en Haute-Vienne. Bonnes vacances !

LIMOGES Emaux radioactifs

Il y a un peu plus d'un an, alerté par le CLADE, Comité limousin antinucléaire anti-déchets radioactifs, la CRII-Rad, en pleine campagne contre le recyclage des déchets dans les biens de consommation, trouve de l'uranium

Fessenheim

■ Tour cycliste.

Pour demander la fermeture de la centrale de Fessenheim et pour une région sans nucléaire, un tour cycliste est organisé le

dimanche 24 juin avec quatre itinéraires en étoile. Départs de Colmar (10 h à la gare), de Mulhouse (10 h à la gare), de Müllheim (12 h à la gare), de Breisach (10h45, place du marché), un départ préliminaire en train est prévu de Freiburg (9h45 à la gare) et rejoindra ce dernier point. CSFR, Claude Ledergerber, 50, rue de l'Erlenbach, 67220 Albé.

■ **Poursuite coûteuse.** EDF a prévu de remplacer les générateurs de vapeur des réacteurs de Fessenheim lorsque la limite autorisée de tubes hors service sera atteinte (12,5 % des tubes). Or, ce remplacement coûte 600 millions de francs par pièce et le CSFR, Comité de sauvegarde de Fessenheim et de ses environs, a calculé que cela représentait six années de production pour les deux réacteurs. Avant d'investir de telles sommes, il serait moins coûteux de les investir dans des solutions alternatives au nucléaire : économies d'énergie en premier, énergies renouvelables en second. Un premier pas vers la sortie du nucléaire serait de faire ce dernier choix. En principe, le taux de 12,5 % devrait être atteint en 2003. (*Alsace-Nature, hiver 2000*)



appauvri dans des pigments utilisés par les émailleurs de la région de Limoges. L'affaire éclate dans les médias et la Cogéma annonce qu'elle ne vendra plus d'uranium. Un an après, la CRII-Rad est retournée à Limoges pour faire un tour dans les boutiques. Surprise : les émaux sont toujours radioactifs... en contradiction avec la loi qui date, elle, de 1966 !

■ **CRII-Rad**, 471, avenue Victor-Hugo, 26000 Valence, tél : 04 75 41 82 50.

■ **CLADE**, 37, rue de la Boucherie, 87000 Limoges, tél : 05 55 32 58 76.

CADARACHE Transfert du Mox ?

En 1995, la Direction de la sûreté des installations nucléaires, la DSIN, demande à la Cogéma de fermer son usine de fabrication du Mox (combustible nucléaire contenant uranium et plutonium) après qu'une expertise ait montré que l'usine ne résisterait pas à un tremblement de terre, usine construite sur une faille instable, dans la vallée de la Durance (Alpes-de-Haute-Provence). La Cogéma a toujours ignoré cette demande jusqu'à maintenant. Devant la pression administrative, elle vient de demander à pouvoir transférer la production du site de Cadarache à l'usine Mélox de Marcoule (Gard). Cela signifierait une augmentation de production de Mélox de 45 tonnes par an. Les Verts, rappelant l'inutilité de ce combustible qui complique encore les questions liées à la toxicité des déchets, demande au gouvernement de fermer Cadarache sans augmenter la puissance de Mélox, laquelle

puissance est théoriquement limitée par l'accord Verts-PS. Les Verts, 107, avenue Parmentier, 75011 Paris, tél : 01 43 55 10 01.



SAINT-ALBAN Pollutions diverses

L'association AIRE, Association pour l'information rhodanienne sur l'énergie, avec le conseil général de l'Isère ont financé une étude de la CRII-Rad, laboratoire indépendant, sur les possibles pollutions radioactives autour de la centrale de Saint-Alban (à 40 km au sud de Lyon). Les résultats des analyses ont permis de détecter une pollution anormale de césium 137 et de cobalt 58 en petites doses, provenant de la centrale, mais également de retrouver la trace d'une ancienne pollution à l'uranium 238 dans les sédiments du Rhône. Cet uranium provient du site de RhodiaChimie, à Saint-Clair-du-Rhône, où l'uranium a servi dans un atelier d'acide phosphorique de 1976 à 1992. Enfin, une pollution à l'iode 131 a été détectée dans les plantes aquatiques. Il semble que cette pollution ait pour origine les services de médecine nucléaire de l'agglomération lyonnaise.

Bure, Bure et grand tam-tam

Tous les groupes antinucléaires ont décidé de faire mouvement vers Bure pour se retrouver le week-end du 21 et 22 juillet face au chantier. Le *Mouvement s'organise* autour de trois itinéraires principaux qui passent par de très nombreux sites nucléaires (réacteurs ou projets d'enfouissement) :



■ **Dimanche 17 juin : Départ à pied de Lascaux.**

Lieu symbolique de l'héritage laissé aux générations futures. Action sur le thème *Sortons de l'âge du nucléaire*. Rassemblement festif pour saluer le départ de la marche. Communes étapes (atteintes le soir) : Terrasson-La-Villedieu (17 juin), Objat (18), Uzerche (19), Trégnac (20), Bugeat (21), Millevaches ou Chavanac (22), La Courtine (23), Crocq (24), Auzances (26), Montaignut ou Saint-Eloy (28), Montmarault (29), Montet ou Savigny (30), Moulins (1er juillet, une journée de repos), Saint-Germain-Chassenay (3), Cergy-la-Tour (4), Moulins-Engilbert (5), Château-Chinon (6), Monsauche (7), Saulieu (8), Semur-en-Auxois (9, repos une journée), Montbar (11), Châtillon/Seine (13), Montigny/Aube (14), Laferté/Aube (15), Bar/Aube (16, repos d'une journée), Soulaines (18), Doulevant/Dommartin (19), Joinville (20), Bure (21 juillet).

■ **Samedi 7 juillet : Départ à vélo de Cintegabelle (Haute-Garonne)** après la *Nuit contre l'enfouissement*. Festivités, concert, action « granite » des participants. Départ le 8 juillet au matin à bicyclette. Communes étapes (atteintes le soir) : St-Julien-du-Vendômois (10 juillet), Limoges (11), Saint-Barbant (12), Civaux (13), Châtillon-sur-Indre (14), Cour-Cheverny (15), Orléans (16), Etampes (17), Châtenay-Malabris (18), Provins (19), Troyes (20), Joinville (21 juillet).

■ **Mardi 10 juillet : Départ à vélo de l'Île-Longue (Brest, Finistère).** Communes étapes (atteintes le soir) : Brennilis (10 juillet), Quintin (11), Dinan (12), Fougères (13), Athis-sur-Orne (14), Izé (15), La Ferté-Bernard (16), Chartres (17), Châtenay-Malabris (18) puis itinéraire commun avec le groupe du Sud-Ouest.

■ **Samedi 21 et dimanche 22 juillet : Weed-end Stop au Nucléaire** Arrivée des marches convergentes à Bure. Accueil festif.

■ **Dimanche 22 juillet : Rassemblement national** pour marquer notre solidarité et notre détermination contre la folie nucléaire. Des départs en bus sont organisés par les groupes adhérents du Réseau Sortir du nucléaire spécifiquement pour cette journée. La liste des villes-départs n'est pas encore connue lorsque nous bouclons ce numéro. Vous pouvez en savoir plus auprès du Réseau.

■ **Semaine du 23 au 29 juillet : semaine contre l'enfouissement.** Une semaine face au chantier de l'ANDRA, dans la continuité des deux mois de l'été 2000. Actions déterminées et non violentes face au chantier. Temps festifs : parce que nous luttons pour la vie, arts d'expression et art de vivre sont conviés...

■ **Coordination nationale des collectifs**, 33, rue du Port, 55000 Bar-le-Duc, tél et fax. 03 29 45 45 55, e-mail : burestop@multimania.com, sites Internet : www.multimania.com/burestop ou www.multimania.com/bienprofond.

■ **Trajet vélo Sud-Ouest** : Philippe Ségéric, tél : 04 71 62 25 27, ou Patrick Quemper, tél : 05 65 10 61 93 ou 06 80 59 03 97.

■ **Trajet marche depuis Lascaux** : André Larivière, Neyroles, 43440 Champagnac-le-Vieux, tél : 04 71 76 38 76.

■ **Trajet vélo depuis la Bretagne (Brennilis/Huelgoat)** : Marc Olivier, 25, rue Malakoff 29900 Concarneau, tél : 02 98 60 44 81.

■ **Nuit contre l'enfouissement** : Pierre Bateson e-mail : pbc.@wanadoo.fr ou tél : 05 65 29 81 01 et Sérénes Séréines, Mairie 12200 Sanvensa.

■ **Départs groupés pour le 22 juillet** : Réseau Sortir du nucléaire, 9, rue Dumenge, 69004 Lyon, tél : 04 78 28 29 22,

BURE Failles dans l'argile ?

Début avril, un géologue à la retraite, André Mourot, a convaincu le préfet de faire des études complémentaires sur le sous-sol de Bure

après avoir présenté des mesures sur les émissions anormales de radon à Paroy-sur-Saulx, à 7 km du site de l'Andra. Des remontées de radioactivité qui ne peuvent, selon lui, s'expliquer que par la présence d'une faille dans l'argile. Si c'était le cas, l'étanchéité du site serait remise en question, ce qui, au vu des annonces faites précédemment, devrait conduire à l'abandon du site.

Sortir du pétrole

■ **Haussé du pétrole : le contribuable paie.** En jouant sur les taxes sur les carburants, le gouvernement a masqué les hausses réelles du pétrole en 2000... tellement bien qu'à la première baisse, les prix des carburants sont repassés en dessous des prix d'avant la hausse. Mais si le conducteur ne paie pas à la pompe, tout le monde paie par ses impôts : le coût des importations de pétrole pour la France a doublé en l'an 2000 (102 % de hausse après 27 % l'année précédente). La raréfaction du pétrole dans le monde ne peut que faire progresser les prix à la hausse et le gouvernement ne pourra masquer bien longtemps ces hausses en jouant sur la fiscalité. Les hausses du 3e trimestre 2000 ont semble-t-il fait un peu réfléchir les conducteurs : pour la première fois depuis 1974, le kilométrage moyen parcouru par les véhicules a baissé de 1,4 % en 2000.

■ **Alternatives au plastique.** Si le pétrole est la première source d'énergie en France (40 % loin devant le nucléaire qui ne fournit que de l'électricité), il est aussi à l'origine de la plupart des plastiques. Ces plastiques ont deux destinations fondamentalement différentes : la première est une utilisation très rapide comme les emballages perdus, la seconde est de durer dans le temps comme par exemple pour les canalisations. Sortir du pétrole, c'est donc aussi réfléchir aux moyens de remplacer le plastique. Pour les emballages perdus, ils sont très nombreux à être inutiles (suremballage), ou être remplaçables : sacs en coton, panier en osier pour les courses, ficelles en chanvre pour l'emballage, etc. Pour les usages durables, le plastique a remplacé des métaux coûteux comme le cuivre dont les stocks sont aussi très limités. Les conduites en béton sont toutefois possibles.

■ **Alternatives au bitume.** Les routes sont recouvertes de produits provenant de ce qui reste en fin de distillation des carburants. Là aussi, il va falloir chercher des alternatives. Certaines autoroutes (en Allemagne, en région parisienne) sont construites avec un sous-bassement en béton, mais l'usure les rend pénibles pour la circulation. L'une des premières alternatives à mettre en place serait déjà de lutter contre toute nouvelle voie de circulation routière et de réfléchir aux questions de mobilité.

Sortir du nucléaire

■ **Utiliser le thermique ?** Le scénario de sortie du nucléaire allemand

qui consiste à fermer les réacteurs quand ils sont trop vieux n'est pas satisfaisant : pendant les 20 prochaines années, nous ne sommes pas à l'abri d'un accident majeur et chaque jour, les déchets s'accumulent. Pour sortir du nucléaire plus vite, certains scénarios prévoient le recours aux centrales thermiques, comme l'ont fait le Danemark et l'Italie par exemple. Mais quid de l'effet de serre ? Bella Belbeoch, dans la revue *Stop-Nogent* s'est penchée sur la question. Le nucléaire représentait, en 1998, au niveau mondial 7,4 % de l'énergie primaire commerciale totale, les centrales thermiques 90 % et l'hydraulique 2,6 %. L'essentiel des renouvelables (d'abord le bois) n'apparaît pas car pour le moment négligeable au niveau commercial. Si on stoppait le nucléaire d'un seul coup au niveau mondial, cela signifierait une hausse du gaz carbonique de 8 % dans le secteur énergétique. Or le secteur énergétique n'est pas le seul émetteur de CO₂, et le CO₂ n'est pas le seul gaz qui pose problème. En supposant comme l'annoncent certains que le CO₂ représente 50 % des gaz à effet de serre, l'arrêt brutal du nucléaire représente donc une hausse de 4 % et le parc français seul, une hausse de 0,7 %. Or EDF possède plus d'une vingtaine de centrales thermiques à l'arrêt qui, couplées à l'arrêt des exportations, à l'arrêt de l'autoconsommation par la filière nucléaire (notamment La Hague) suffirait à remplacer le nucléaire quasiment du jour au lendemain. Il est donc tout à fait possible de basculer du nucléaire à thermique maintenant quitte à ensuite développer les énergies renouvelables et promouvoir les économies d'énergie. *Stop-Nogent, Nature & Progrès, 49, rue Raspail, 93100 Montreuil.*

Biomasse

■ **Inde : valorisation des déchets agricoles.** L'Etat d'Andhra Pradesh (sud-ouest de l'Inde) a commandé à une société finlandaise des installations de méthanisation qui valoriseront les déchets agricoles en produisant d'une part de l'électricité et d'autre part un amendement naturel. D'une puissance de 12 MW, chaque installation coûtera environ 100 millions de francs. (*Renewable Energy World, mars 2001*)

■ **Espagne : production de biodiesel.** Une importante installation est en cours d'installation à Barcelone pour produire environ 18 000 tonnes de biodiesel par an, recyclant pour une bonne part les huiles usagées, les huiles de cuisson et les graisses animales de la région, avec un complément provenant d'huiles végétales fraîches. (*Cler info, mars 2001*)

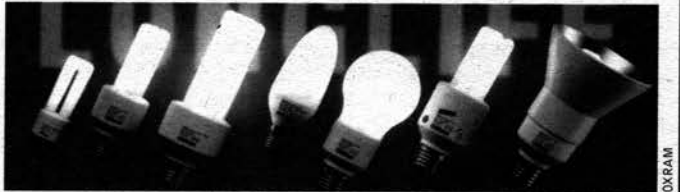
Maîtrise de l'énergie

■ **Décrochage de la croissance.** Selon les théories économiques, la croissance économique serait liée à la consommation énergétique. Pour la troisième année consécutive, pourtant, la consommation est moindre que la croissance (+ 1,7 % contre 3,2 %), ce qui prouve que le décrochage est possible. Toutefois, une vraie réussite serait d'arriver à une consommation en baisse.

■ **Attention au circulateur.** Même si votre chauffage n'est pas électrique, si vous utilisez un circulateur, celui-ci peut énormément consommer. En effet, il est courant (!) que celui-ci tourne en permanence même quand le thermostat stoppe la chaudière. Des mesures ont montré qu'en commandant l'arrêt du circulateur par le thermostat (ce que tout électricien peut vous faire), vous pouvez économiser plusieurs centaines de kWh par an.

■ **Vitrages économes.** Si vous voulez installer du double vitrage chez vous, optez pour des vitres à isolation thermique renforcée (ITR) : un fin film d'argent de quelques microns d'épaisseur améliore la capacité à faire rentrer la chaleur et limite les déperditions. Cela coûte un peu plus cher, mais c'est rapidement amorti par les économies réalisées. A signaler que cette technique est déjà employée par plus de 97 % des doubles vitrages en Suisse, 92 % en Allemagne, 90 % en Autriche... mais seulement 17 % en France. (*Environnement magazine, avril 2001*)

■ **Lampadaires halogènes.** D'une puissance pouvant dépasser les 500 W, ces lampes gaspillent énormément. Mais le pire est qu'en baissant le variateur, vous ne baissez pratiquement pas la consommation d'électricité. A proscrire absolument.



■ **Lampe de poche sans pile.** Les piles ne restituent que le millième de l'énergie qu'elles consomment, un bilan largement négatif. Une société américaine vient de mettre au point une lampe où la pile est remplacée par un électroaimant : on secoue la lampe pendant trente secondes et on a de la lumière pendant cinq minutes. Importateur en France : *Night Star, tél : 06 08 34 08 73* (*Environnement magazine, avril 2001*)

■ **Vendée : lycée économe.** Le lycée professionnel Jean-Monnet, construit dans les années 60, a une surface de 40 000 m². Aujourd'hui dégradé, il a fait l'objet d'une réhabilitation importante intégrant la « qualité environnementale » : étude acoustique, ergonomique, colorimétrie et énergétique. 70 millions de francs ont été investis dont 10 % pour l'énergie. Cette dernière partie permettra une économie d'énergie de l'ordre de 50 % : éclairage naturel amélioré, solaire passif, double vitrage, réduction des ponts thermiques, climatisation naturelle, éclairage économe et modulable électroniquement. (*Lettre de l'ADEME, avril 2001*)

■ **Bourgogne : efficacité scolaire.** La région Bourgogne a fait une étude portant sur les consommations d'électricité dans 80 lycées de la région. Cela lui a permis, par simple comparaison de comportements, d'améliorer l'efficacité énergétique et d'économiser un million de francs par an. Une étude est maintenant en cours sur dix lycées pour envisager des travaux permettant de poursuivre la baisse de la consommation. (*Lettre de l'Ademe, février 2001*)

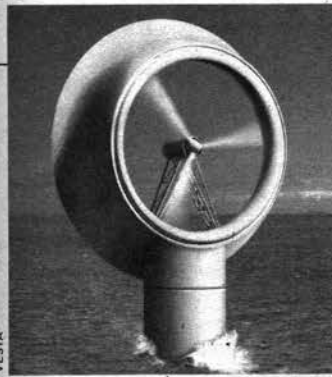
■ **Autriche : exemple à suivre.**

30 000 chaufferies-bois fonctionnent en Autriche, entre 100 kW et 20 MW (ou 20 000 kW), 30 à 40 réseaux de chaleur sont installés chaque année, dont certains couplés avec du solaire. Ce qui est le plus intéressant, c'est de voir qui sont les entrepreneurs : 50 % sont des associations ou des coopératives, 30 % des compagnies privées, 8 % des syndicats intercommunaux, 12 % sont mixtes. En France, un moyen de développer les énergies renouvelables serait que les particuliers se regroupent aussi en coopératives. (*Cler-Infos, janvier 2001*)

Eolien

■ **Toujours plus gros.** Une éolienne de 4 MW de 112 m de diamètre est en construction à Magdebourg, en Allemagne. C'est la plus grosse au monde. (*Tam-Tam, mai 2001*)

■ **Nouvelle-Zélande : controverses.** La construction d'une éolienne carénée (voir photo) provoque une controverse. Le rendement de l'éolienne est amélioré... mais l'aspect esthétique est critiquable. Vortex qui l'a mise au point argumente que pour une puissance de 3,5 MW, elle ne mesure que 54 m de haut alors qu'il faudrait atteindre 90 m



de haut sans carénage. (Renewable Energy World, mars 2001)

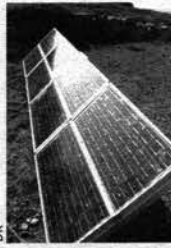
■ **Grande-Bretagne : 1000 MW.** Le gouvernement britannique a accordé le 5 avril des licences à 18 entreprises pour l'installation de parcs éoliens offshore situés entre 1,5 et 10 km des côtes. Les 18 entreprises sont de grosses sociétés. L'ensemble des parcs éoliens devrait être installé d'ici environ un an et représenter environ 1000 MW, l'équivalent d'un réacteur nucléaire. (Tam-Tam, mai 2001)

■ **Espagne : 795 MW.** En 2000, l'Espagne a vu la mise en route d'éoliennes dans 12 de ses 15 régions pour une puissance totale de 795 MW. Ceci permet à l'Espagne de disposer maintenant de 2300 MW éoliens. La Galicie, au nord du Portugal en est déjà à 683 MW et vise les 5000 MW, à elle seule, dans les cinq ans à venir.

■ **France : 9125 MW ?** L'ADEME a financé une étude sur les possibilités off-shore de la France (installation d'éoliennes en mer). Elle a ainsi repéré quatre pôles principaux : Languedoc-Roussillon (2800 MW), Bretagne (2050 MW), Basse-Normandie (3500 MW) et Pas-de-Calais (775 MW). Au total, on obtient 9125 MW qui peuvent s'ajouter aux projets terrestres. Les constructeurs et les opérateurs se disent prêts à exploiter ces potentiels, mais le gouvernement français se range pour le moment sur les positions d'EDF qui ne veut pas que l'on dépasse 500 MW dans les cinq ans... au risque d'être obligé d'arrêter des réacteurs nucléaires.

■ **La France ridicule.** En réponse à une question d'un député, le 25 décembre 2000, Dominique Voynet a répondu le 12 mars 2001 à l'Assemblée nationale que la France visait à atteindre les 500 MW éoliens d'ici 2005 dans le cadre du programme éole et que depuis 1996, EDF avait donné le feu vert à des projets pour une puissance totale de 360 MW. Cela fait du 50 MW par an... à comparer à l'Allemagne qui en est à 2000 MW par an ! (Journal officiel, 12 mars 2001)

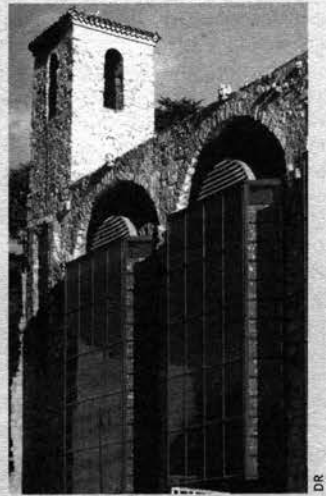
Solaire



DR

■ **Italie : plan photopiles.** Le gouvernement italien a adopté un plan de développement de l'énergie photovoltaïque qui prévoit une croissance dans ce secteur de 30 % par an pendant 20 ans. Le gouvernement estime que cette politique volontaire devrait permettre de poursuivre la baisse du prix des photopiles et donc du prix de l'électricité. Il espère ainsi faire passer le prix du kWh produit de 2,60 F actuellement à seulement 0,35 centimes dans dix ans, soit le prix actuel du kWh produit par les centrales thermiques. A terme, la surface de photopiles devrait atteindre entre 20 et 30 km² sous forme de toits solaires, mais également de centrales installées dans des zones rurales. L'Italie espère ainsi atteindre en 2010 15% de son électricité de manière renouvelable contre 2 % aujourd'hui. (Renewable Energy World, mars 2001)

■ **Gard : du roman au solaire.** La Maison du tourisme et des Cévennes, à Alès dans le Gard, est installée dans les vestiges d'une église romane du XI^e siècle. Trois arches de la nef, de 13 mètres de haut et 6 m de large, encore debout, ont été réhabilitées en y installant une centrale photoélectrique de 9,5 kW connectée au réseau. Les panneaux ont été placés sur un mur-rideau qui laisse passer environ 15 % de la lumière naturelle. Ce mur-rideau assure en été une ventilation (pour rafraîchir) et en hiver se comporte comme un capteur solaire (pour réchauffer). A l'arrière des panneaux photovoltaïques, des doubles-vitrages assurent l'isolation. L'importante structure de l'église initiale assure une inertie thermique importante.



DR

ARIEL SHARON VIOLEMMENT CRITIQUÉ PAR LA PRESSE ISRAËLIENNE



WAGNER

Israël-Palestine

■ **Force internationale : pétition.** De très nombreux mouvements de paix se sont réunis pour lancer une pétition adressée à l'ONU demandant l'envoi d'une force d'interposition internationale. Objectif : un million de signatures. Elle est sur internet : www.petitiononline.com/palpet/petition.

■ **Guerre non déclarée.** Tirs de mortiers, bombardement par hélicoptères, par avions, attaques au sol, destruction de constructions au bulldozer, le nouveau gouvernement israélien ne recule devant rien face aux faibles armes des Palestiniens.

■ **Ecovillages : une solution pour la paix ?** Un des problèmes majeurs de la région est la densité de population, la pénurie d'eau et des ressources en terres arables limitées. Le mouvement vert des Kibbutz a engagé une réflexion pour la création d'écovillages mixtes israélo-palestiniens qui en combinant les connaissances dans les différents domaines (permaculture, autonomie énergétique, habitat simple et mixité sociale) devrait pouvoir servir de modèle pour une future paix dans la région. *The Green Kibbutz National Movement, Jan Bang, Kibbutz Gezer, DN Shimshon, 99786 Israel, tél : 972 8 9270 464.*

■ **Jeunes prisonniers.** En plus des morts, il y a les prisonniers. Depuis la reprise des affrontements, de multiples Palestiniens se retrouvent dans les prisons israéliennes dont de nombreux jeunes de moins de 18 ans, 300 fin mars. Ceux entre 16 et 18 ans sont placés dans des prisons militaires, ceux de 14 à 16 ans dans la prison civile de Telmond. Les associations de défense des droits humains sont montées au créneau pour dénoncer les conditions de vie de ces jeunes Palestiniens qui doivent cohabiter avec les délinquants de droit commun israéliens. Cinq jeunes ont été blessés au rasoir pour refus d'obéir aux autres prisonniers, vols et au moins une tentative de viol... Les associations demandent que ces jeunes soient séparés des adultes et qu'ils ne soient pas victimes de tortures pendant leurs interrogatoires. *Agir ensemble pour les droits de l'homme, 31, cours Emile-Zola, 69100 Villeurbanne, tél : 04 72 44 24 99.*

Politique



Développement durable

■ **Totale incohérence.** Le 14 mai dernier, l'OCDE, Organisation de coopération et de développement économique, regroupant les 30 plus riches Etats, ouvrait à Paris un forum sur le «développement durable». La déclaration finale affirme que «l'augmentation de la production et de la consommation provoque un accroissement continu des déchets et une dégradation générale des ressources naturelles de la planète». Jusque-là tout va bien. Mais ensuite, elle ajoute «Il est indispensable que les pollutions augmentent moins vite que la croissance». Donc il faut quand même augmenter la pollution ! Il ne leur vient même pas à l'idée que le meilleur moyen d'assurer une «durabilité» à la planète, c'est de consommer et produire moins. A signaler que la réunion a été présidée par Dominique Voynet qui s'est félicitée de la bonne tenue des débats !

■ **Trophées de l'hypocrisie.** A l'occasion de la réunion de l'OCDE, les *Amis de la Terre* ont décerné des trophées de l'hypocrisie. Le premier trophée est allé à l'OCDE «pour l'utilisation

opportuniste du thème du développement durable pour améliorer l'image de son organisation». Un deuxième trophée est allé aux agences de crédit des trente Etats membres de l'OCDE qui multiplient les crédits pour les grands projets d'infrastructure qui détruisent l'environnement. Les *Amis de la Terre* font remarquer que ces prêts dépassent en importance ceux de la Banque mondiale. Un autre trophée a été remis au représentant de l'Allemagne, pays qui cultive son image verte, alors qu'il finance des projets très contestés de barrages en Inde et en Turquie. Un quatrième trophée a été remis au représentant des Etats-Unis pour avoir financé pour plus de 20 milliards d'investissement dans les pays du Sud pour des projets fortement émetteurs de gaz à effet de serre, alors que les Etats-Unis demandent à ces pays de réduire leurs émissions. Enfin, la France décroche le dernier trophée pour son organisme la Coface, un organisme qui garantit les exportations des entreprises françaises et qui ainsi soutient les pires régimes : soutien de TotalFinaElf en Birmanie, de Bouygues et Bolloré au Tchad, de Framatome en Ukraine. *Amis de la Terre, 2, rue Jules-Ferry, 93100 Montreuil, tél : 01 48 51 32 22.*



Marchandisation du monde

■ **Premier mai.** De plus en plus de manifestations se font contre les Bourses. L'année dernière, des affrontements violents avaient opposés manifestants et policiers dans la City londonienne. Cette année, la Bourse de Londres était protégée par 6000 policiers. A Sydney, en Australie, anarchistes et écologistes ont attaqué la Bourse, provoquant une vive réaction de la police. A Brisbane, toujours en Australie, l'attaque de la Bourse s'est soldée par 45 arrestations. A Paris, la LCR a bombardé le siège du MEDEF (patronat) avec cent kilos de fromage blanc. A Vienne, Autriche, plus de 100 000 personnes ont manifesté contre la présence de l'extrême-droite au gouvernement.

■ **Québec : cinq emprisonnés.** Un groupe dénommé *Germinal* avait projeté d'essayer d'entrer de force dans la zone protégée lors du récent sommet des chefs d'Etat américains. Le groupe avait été infiltré par la police et un policier leur avait fourni des bombes fumigènes et des bâtonnets explosifs (pour faire du bruit). Une semaine avant le sommet, la police interpellait cinq membres du groupe et menait une campagne pour criminaliser les manifestants en accusant ce groupe de «complot en vue de commettre un méfait pouvant causer un danger réel pour la vie des gens, possession d'explosifs, vol et recel de matériel militaire». Aujourd'hui les cinq jeunes, âgés de 20 à 23 ans sont toujours en prison. On peut leur écrire en précisant leur date de naissance : Mario Bertoncini 04 02 78, Alex Boissonneault 14 04 79, Roman Pokorski 09 11 78, Victor Quentin 23 02 80, Serge Vallie 03 08 79, chacun à l'adresse suivante : Centre de détention du Québec, CP 7130, Charlesbourg, Québec G1G 5E4, Canada.

■ **Québec : cher sommet !** Les dépenses pour la sécurité du sommet des 35 chefs d'Etat américain auraient atteint 100 millions de dollars contre seulement 9 millions pour Seattle. Pour la première fois, un arrêté local a permis à la police d'arrêter toute personne portant un masque à gaz.

GREENPEACE Année record

Greenpeace a toujours eu du mal à se développer en France, en particulier après l'affaire du *Rainbow Warrior* où à l'époque le bureau français avait même été fermé pendant un temps.

Grâce à la mise en place d'un programme *Dialogue direct* où des équipes de volontaires vont dans la rue pour parler de *Greenpeace*, le nombre d'adhérents a progressé de 42 % en 2000 pour atteindre le chiffre record de 17 575. Si cette opération coûte cher (près de trois millions de francs sur l'année), elle a largement contribué à augmenter les ressources de *Greenpeace* : les recettes sont en hausse de 55 % et l'argent affecté aux campagnes a ainsi pu passer de 6,6 à 8,9 millions de francs. Pour la première fois en 2001, *Greenpeace-France* espère être totalement équilibré vis-à-vis de la structure internationale qui ne lui a plus fourni que 6 % de son budget contre 14 % l'année précédente. L'argent des campagnes est allé pour 27 % contre le nucléaire, 26 % contre les OGM, 18 % pour les forêts, 10 % pour les transports et l'effet de serre, 8 % pour les énergies renouvelables, 8 % pour les océans, 3 % contre les déchets toxiques. Le rapport d'activités est public et peut être demandé à *Greenpeace*, 22, rue des Rassellins, 75020 Paris, tél : 01 44 64 02 02.

Un parti écologiste de droite ?



Le 2 mai, à Orléans, Jacques Chirac a fait un étonnant discours sur l'importance de l'écologie, mettant la nécessité de respecter le principe de précaution pour les OGM, l'application stricte du principe du pollueur-payeur, l'intégration de l'environnement dans toute la politique, la nécessité de faire de véritables enquêtes publiques mais sans pour autant mettre en place de nouveaux impôts (donc contre l'écotaxe). Si ces déclarations de principe sont grotesques de la part de celui qui a fait la promotion de l'agriculture intensive, du tout nucléaire, du béton, des voitures et qui a relancé les essais nucléaires, il traduit l'inquiétude de la droite qui voit les Verts manger une partie de son électoral. Il se dit

■ **Petite phrase.** «Si l'on cherche quelqu'un capable de donner des coups de gueule contre un parti socialiste en position dominante, Noël Mamère est le bon candidat. Si l'on recherche une personnalité capable de porter les propositions des Verts au centre de la recomposition politique, ce que j'appelle la «conquête de la majorité culturelle» alors je suis le mieux placé» Alain Lipietz, *Politis*, 3 mai 2001.

■ **Accord Verts-PS : complètement vide ?**

Dominique Voynet voulait quitter le gouvernement cet été après l'adoption d'une loi importante sur l'eau. Il n'en sera rien, le premier ministre ne l'a pas inscrit dans le calendrier de l'Assemblée nationale. L'écotaxe explicitement prévue dans l'accord Verts-PS a été totalement dénaturé et sera inefficace. La loi sur la transparence nucléaire et le débat sur l'énergie n'ont jamais vu le jour, quant à la proportionnelle prévue pour les élections de 2002, le PS n'a jamais eu l'intention d'en débattre. Le bilan se solde donc toujours par l'abandon de Superphénix, l'arrêt du canal Rhin-Rhône et des mesures secondaires.

■ **Proportionnelle.** Le dernier congrès des Verts avait fait adopter la position de principe de l'abandon de l'accord avec le PS s'il n'y avait pas une dose de proportionnelle aux élections législatives de 2002. Malgré le refus du PS, la direction des Verts ne respecte pas ce vote puisqu'elle négocie actuellement des sièges soutenus par le PS.

■ **Candidat aux présidentielles.** Sur 5950 votes exprimés au premier tour, Noël Mamère totalise 42,78 % des voix, devant Alain Lipietz 25,65 %, Alice Crété 12,59 %, Etienne Tête, 9,71 %, Yves Frémion 8,2 %. Noël Mamère est dépassé par Alain Lipietz dans quelques régions : la Bretagne, la Corse, la Franche-Comté, Rhône-Alpes, la Savoie. En Franche-Comté, pays de Dominique Voynet, c'est même le grand écart : 58 % pour Lipietz, 18 % pour Mamère.

■ **Démocratie interne.** En réalisant un vote interne totalement transparent, pour le choix de leur candidat aux élections présidentielles, les Verts font véritablement de la politique autrement. On peut alors s'étonner du taux de participation : 59,60 %. Comment se fait-il que quatre adhérents sur dix ne participent pas à la démocratie interne de son propre mouvement ?

■ **Journées d'été.** Ouvertes à tous, elles se tiendront du 28 au 31 août à Lamoura, dans le Jura. Programme : *Les Verts*, 107, avenue Parmentier, 75011 Paris, tél : 01 43 55 10 01.

dans les médias que pourrait naître un nouveau parti écologiste de droite et que Jacques Chirac préférerait voir Corine Lepage à sa tête plutôt que Brice Lalonde.

PARIS Ecolo-parade

L'écolo-parade se tiendra cette année le 30 juin, à partir de 14h30, départ place de la Bastille en direction du Carrousel du Louvre. Les chars symboliseront la lutte contre l'effet de serre, le commerce équitable, la solidarité internationale, l'agriculture biologique, la prévention contre le sida, la légalisation des drogues douces... Tél : 06 71 85 44 24.



Du côté du MEI

■ **Elections.** Le Mouvement écologiste indépendant, né au départ d'une scission des Verts lors du départ d'Antoine Waechter, n'a pas vraiment réussi à percer au cours des dernières élections municipales. Il revendique des candidats dans une centaine de communes. Denis Maurer à Schiltigheim réussit à faire 18 % au premier tour et 26 % au second. Aux cantonales, seul Antoine Waechter réussit à faire un score honorable : 15,4 % au premier tour. A Paris, Laure Schneider, élue écologiste depuis les années 80 n'est pas réélue, balayée par la vague verte. A Nice, Patrice Miran fait seulement 4,8 %. *MEI*, 92, avenue de l'Agriculture, 63100 Clermont-Ferrand.

■ **Journées d'été.** Le MEI organise ses journées d'été du 22 au 26 août à Confolens, en Charente. Renseignements auprès d'Alain Bertrand, *L'Age*, 87110 Le Vigen, tél : 05 55 30 10 01.

La liberté démasquée

L'exhumation de quelques déjà vieux documents nous a rappelé que certains (et non point un seul) avaient à ce point perdu le sens commun qu'ils avaient pétitionné pour le commerce sexuel avec les enfants ou s'étaient, des années durant, vantés de l'avoir tutoyé. Même s'il ne s'agit que d'une bien étrange forfanterie, l'affaire est bien plus révélatrice que ne l'ont dit les commentateurs.

Tant à charge qu'à décharge, les médiatisés ont commis la même malhonnêteté. A entendre les deux parties, tous ceux qui ont donné vie au mouvement des années 1960 et 70 et même tous ceux qui n'ont fait qu'espérer ont plus ou moins fait l'apologie de perversions, quand ils ne s'y sont pas adonnés. Les uns ont profité du déballage pour salir le mouvement. Les autres, pour défendre leur clan, ont jugé bon d'excuser des comportements individuels en mettant également en cause tout le mouvement social, mais pour aussitôt l'encenser afin de s'en réclamer. « Voyons, cela n'est pas si grave puisque c'était dans l'esprit de l'époque. Tous étant responsables, l'accusé ne peut, donc, être coupable. Pourtant, ne faisons pas non plus le procès d'un mouvement qui nous a tant apporté, un mouvement sans lequel... que serait devenu le monde ? etc. ». S'il en est, parmi ces derniers, qui sont de bonne foi, c'est qu'ils ont raté plusieurs épisodes. Et les uns de parler de grand lupanar collectif, les autres de remercier « la génération de 68 » d'avoir osé faire « la révolution sexuelle ».

Quelle «révolution sexuelle» ?

Celle qui, disent les accusateurs comme les défenseurs, a exercé une telle tyrannie sur les pauvres têtes folles de l'après 68 que presque tout le monde s'est perdu dans la tourmente d'une grande transgression des tabous. Et de souligner que cette «révolution» avait même entraîné les intellectuels dans ses débordements. C'est dire si tous étaient happés par le « vertige commun » !

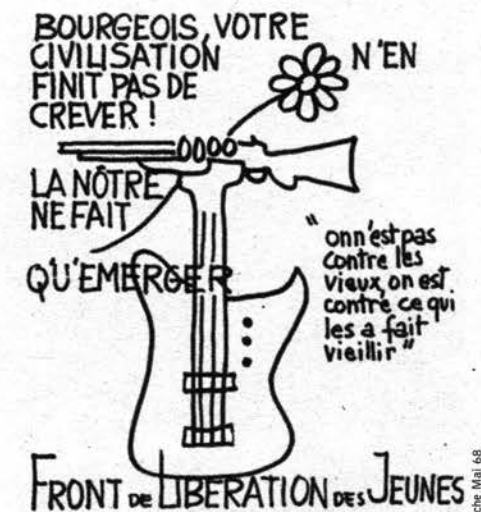
Les uns et les autres ne prendraient-ils pas leurs fantasmes pour l'expression de la réalité ?

Pour avoir vécu toute cette époque dans les premiers rangs du mouvement alternatif, j'ai vu beaucoup de choses, mais rien du côté d'une réduction de la misère sexuelle, ni même d'une évolution des rapports de séduction (surtout dans les milieux militants !). Nous étions côte à côte avec les féministes et les militants homosexuels, parlions ensemble de reconnaissance et d'égalité. Là était la «révolution sexuelle». Dans



un travail de déverrouillage culturel et psychologique de longue haleine. Rien qui prête à la gaudriole et moins encore à une quelconque dépravation. Cette «révolution» était très éloignée des orgies dont un milieu aisé/branché/surmédiatisé a, depuis, fait étalage, confondant ses ébats débridés avec «le grand soir» et s'imaginant peut-être que, toutes classes confondues, le monde entier avait participé.

Dans la foulée du célèbre «Il est interdit d'interdire», certains ont pris au pied de la lettre ce slogan à interpréter au second degré, et ont allè-



grement jeté l'enfant avec l'eau du bain. Il est vrai que cela les arrangeait bougrement, nous ne le savons que trop. Mais «certains» seulement...

Derrière la duplicité d'une plaidoirie doublement déplacée, l'amalgame est bien représentatif du délire d'une élite autoproclamée qui, à force de manipuler tout le monde, en est arrivée à croire qu'elle a toujours raison, qu'elle est exceptionnelle et qu'elle n'a pas de comptes à rendre.

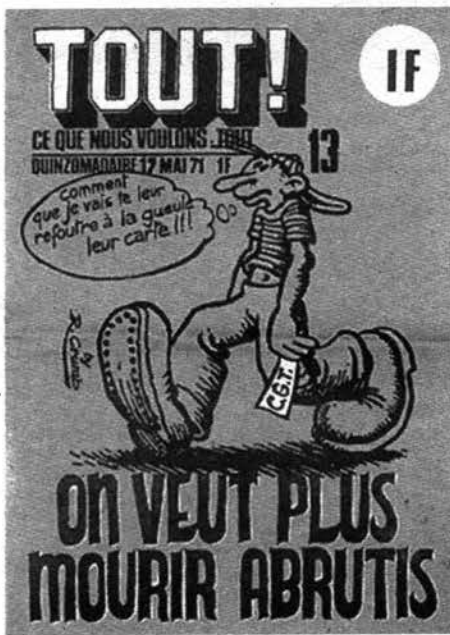
S'il est clair que les premiers commentateurs profitent de l'affaire pour travailler à décrédibiliser toute révolte, pourquoi les seconds font-ils un si grossier amalgame ? Est-ce pour se prévaloir une nouvelle fois des mouvements qu'ils n'ont cessé de trahir, en les trahissant une fois de plus ? En tout cas, les réactions stimulées par l'affaire dévoilent une confusion sans bornes.

Accusateurs et défenseurs réunis font mine d'ignorer que le pire se positionnait dans le sillage du meilleur, exploitant son inspiration, profitant de son élan pour se remettre à flot, se nourrissant des nouvelles dialectiques pour rajeunir le discours et les stratégies de l'exploitation.

Cette situation est loin d'être nouvelle, c'est pourquoi il peut être utile de revenir en arrière pour y voir plus clair.

Liberté ! Liberté ! Liberté ?

Le dénominateur commun aux révoltés, aux pédophiles, aux arrivistes et aux ultra-libéraux tient en un mot : «liberté». Tous s'en réclament. Les uns pour lui vouer un tel culte qu'ils prennent le risque de trop lui accorder, les autres pour l'accommoder de façon à couvrir leurs turpitudes en prenant les premiers en otages.



«La liberté» a été la grande aspiration des «Lumières» et de la révolution de 1789. Elle a également été la vedette des années soixante. Pourtant, ces deux vagues de libération ont été suivies de deux progressions spectaculaires de l'impérialisme. Est-ce un hasard ?

L'idée de liberté a été forgée en réaction à l'absolutisme pour catalyser la révolte et symboliser les aspirations à de meilleures conditions de vie. Support passionnel, elle n'a pas été définie en fonction des limites de l'environnement, à peine en pensant aux autres êtres. Bien au contraire, elle est passée de la lutte contre l'oppression à la volonté de ne plus s'encombrer de «contraintes» (le mot déforme déjà la pensée par sa connotation négative). Et pour cause ! Ceux qui ont une petite manie ou une grosse névrose ont vite saisi les possibilités offertes par la récupération et le détournement d'une idée aussi abstraite et imprécise. Glissant de la liberté révolutionnaire à la permissivité, puis à tous les relâchements, les exploiters de tous poils ont assuré la contagion de la confusion en flattant l'irrationnel des petits travers et des grosses perversions chez les autres. Les dominants n'ont pas été les derniers à profiter de «cette finalité sans fin qui, de ce fait, peut s'attacher à toutes les fins» (1).

C'est cautionnés par des philosophes qui se disaient héritiers des Lumières que, dès 1793, les usurpateurs se sont fait porter sur le pavois, s'emparant de la liberté afin de répandre des virus mortels pour la révolte et tout projet de civilisation juste et écologique (en particulier, l'individualisme et la propriété privée). Entre la manipulation de masse et les petits arrangements avec la morale bousculée par le chacun pour soi, le rêve d'émancipation a tourné en mythologie fourre-tout — le libéralisme — autorisant n'importe quoi : ainsi la liberté de «civiliser» les autres en les tyrannisant, de voler leurs communaux pour les changer en propriétés ou en marchandises et de faire de la planète une usine dépotoir.

Provos, Kabouters, Hippies, Situationnistes, Ecologistes, Beatniks, Autonomistes,

Féministes, Autogestionnaires, etc., les courants les plus originaux des sixties et des seventies s'étaient soulevés contre le renforcement du capitalisme libéral sous l'impulsion des technocraties nationales et des structures de combat créées à Bretton Wood en 1944 (Banque Mondiale, FMI, OCDE et toute la kyrielle des institutions internationales de «développement»). Pour la première fois, on dénonçait la société de consommation, l'aliénation, les gaspillages, les destructions et les mythes qui les font prospérer, tout en proposant d'autres façons d'être. Ces courants étaient l'expression d'une prise de conscience des limites personnelles, sociales et écologiques, que les fables du progrès et de la croissance avaient niées.

Parallèlement, toute une partie de la gauche divorçait dans la douleur de près de cinquante ans de communisme. Cela n'est sans doute pas sans rapport avec l'orientation de l'autre grand mouvement de ces années-là qui rassemblait nombre de «gauchistes» en rupture de banc. La contrainte idéologique que faisait encore peser le communisme autoritaire peut expliquer qu'en réaction ils se soient relâchés au point de perdre les repères essentiels et d'aller jusqu'à aborder sur l'autre rive. Toujours est-il que beaucoup de ceux qui tentaient d'échapper à l'emprise du communisme jouèrent, sans doute inconsciemment, un rôle important dans le détournement de l'idée de liberté. Leur revendication d'une «autonomie (...) poussée jusqu'à son paroxysme en niant tout sentiment de dette et de devoir envers les générations passées et à venir, rendant problématique l'idée de lien de filiation, de mémoire et d'avenir communs» (J.P. Le Goff, «Mai 68, l'héritage impossible») les emporta très loin des courants de sensibilité écologiste et, peut-être, très loin de leurs intentions initiales. Du collectivisme vertical, ils conservèrent les croyances modernistes (anthropocentrisme, progrès, matérialisme, mécanisme, utilitarisme, etc.) associées au culte de l'individu. Bien d'autres pesanteurs intellectuelles ont évidemment joué puisque la majeure partie de la culture occidentale classique constitue, par définition, un handicap pour aborder la culture écologiste et libertaire des différents courants du mouvement alternatif (ou convivial). En particulier les automatismes individualiste, élitiste et dominateur d'une frange embourgeoisée omniprésente «à gauche».

Le poids de l'idéologie individualiste eut de lourdes implications.

Le Dieu individu

L'individu n'évolue pas, comme chacun de nous, entre la bactérie et la biosphère, entre le corps et l'écosystème, entre ses sentiments et l'imaginaire collectif. Il est ailleurs. Car l'individu n'est pas la personne qui est faite d'un corps, de toute l'histoire de l'évolution de celui-ci et qui, par l'empathie et les interrelations, s'étend jusqu'à pouvoir embrasser le

monde et la vie. L'individu est d'une autre essence. Il n'a pas de corps et il n'appartient pas à la nature. Il est pensé comme indépendant, non social et prédateur universel. Il est une abstraction hors du monde dont les motivations ne sont pas celles des vivants.

Focaliser sur l'individu et croire en sa prééminence implique le refoulement du corps qui nous relie à l'ensemble vivant et le refus de la hiérarchie de celui-ci où chaque être est dépendant des structures qui l'englobent et assurent les conditions de sa vie. L'observation du monde au travers du seul individu renverse l'appréhension intellectuelle de l'ordre économique de la nature, créant une cascade d'inversions de la raison. En particulier celle du sens de la liberté. Celle-ci ne veut plus, alors, s'inclure dans les relations de réciprocité qui traversent tout le vivant, du plus petit au plus grand, du plus simple au plus complexe. Elle n'est plus la capacité d'agir avec les autres dans un esprit de coopération et de symbiose. Elle devient «cette liberté assimilée à la maîtrise, identifiée à la domination» (Miguel Benasayag, «Le mythe de l'individu», La Découverte). L'individualisme, héritier de l'idée chrétienne d'un Homme Esprit placé au-dessus de la création par Dieu, se traduit donc par le refus de prendre sa part dans l'effort de la vie. Il dissocie les relations de la solidarité communautaire, supprimant toute régulation.

«Événements» de Mai 68.



En autorisant une «libération» par rapport aux interrelations sociales et écologiques, en valorisant une idée irréaliste de soi, en stimulant l'égoïsme et le développement d'intérêts multiples et contradictoires, en engendrant l'hostilité au monde et des conflits sans fin, l'individualisme conduit inéluctablement au renforcement de la domination et enchaîne à des maîtres très exigeants. Car, s'il est déconnecté de la société et de la nature, l'individu est, suivant les besoins de l'idéologie et du commerce, relié à d'autres abstractions : le parti, le pouvoir, l'économie et le marché, la croissance et le développement, etc. (2). En

(1) En paraphrasant l'analyse de Max Horkheimer et Theodor Adorno sur «la raison» des Lumières : «La dialectique de la raison», Ed. Gallimard.

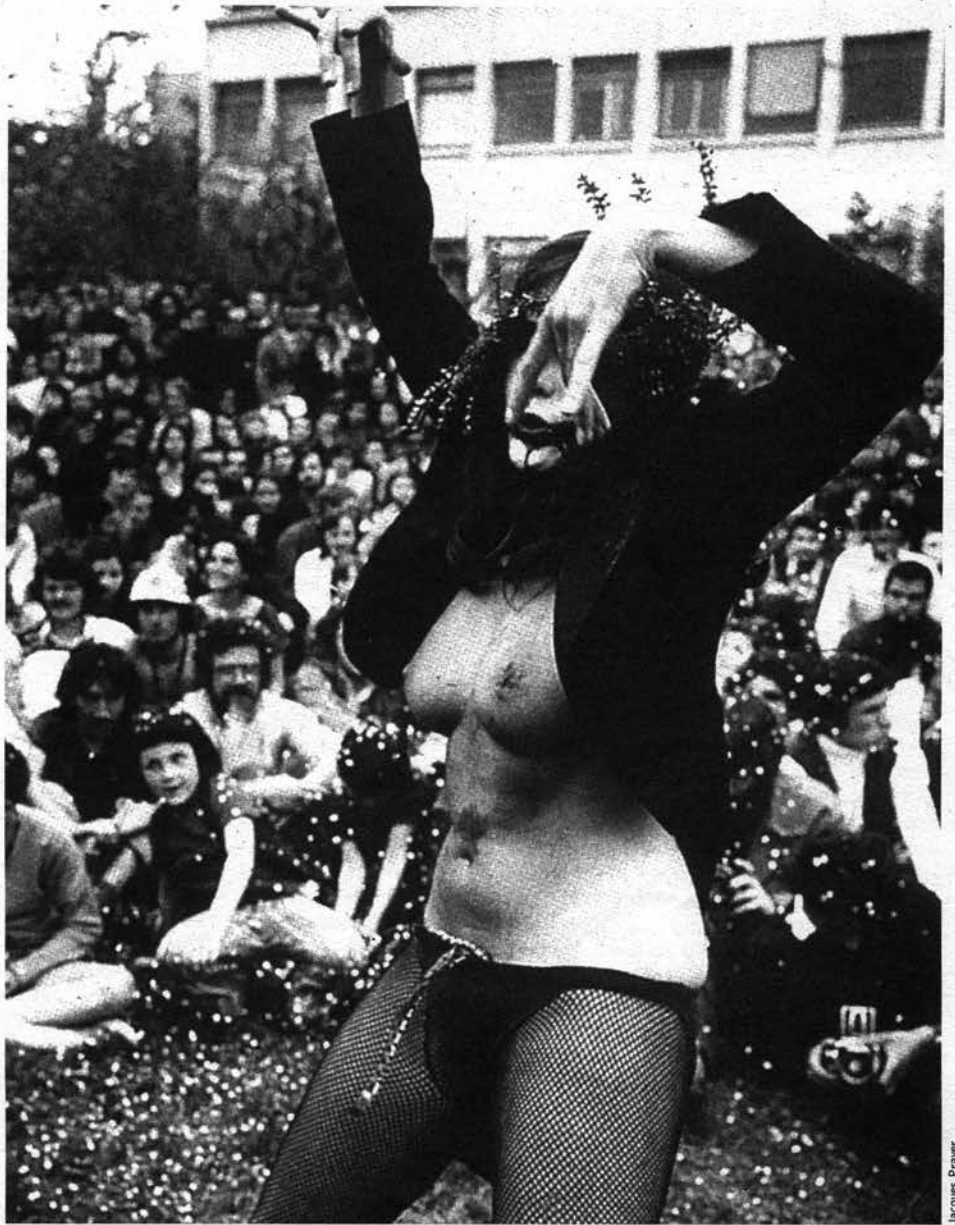
(2) On pressent déjà l'inversion réalisée par le capitalisme spéculatif voulant s'imposer à l'économie des sociétés humaines et à celle de la biosphère qui l'englobent.

n'étant plus en intelligence avec la vie, celui qui se pense en tant qu'individu a, en même temps, perdu la capacité d'agir avec les autres et le pouvoir de résister à l'autorité des nouveaux dieux. Il ne peut que s'inclure dans une structure de pouvoir, ou être phagocyté par elle. Si insignifiante soit-elle, sa participation servira à le soumettre davantage, tout comme les autres hommes et la nature : *«L'individu est le nom d'un type de communauté, d'un mode de lien social, celui qui est structuré par l'argent et le profit»* (Miguel Benasayag, *ibidem*). Ainsi, cet individualisme, dans lequel beaucoup ont sûrement voulu trouver une orientation positive, est-il à la base de la culture impérialiste. C'est une idéologie guerrière grosse de la tristement célèbre «lutte de chacun contre tous», du néo-darwinisme et de tous leurs dérivés : *«(...) le pouvoir du système sur les hommes augmente à mesure qu'il les éloigne de l'emprise de la nature»* (Horkheimer et Adorno, *ibidem*).

Faisant mentir sa seule justification, l'individualisme a fait à satiété la démonstration de son incapacité à prévenir le retour de la tyrannie. Au contraire, il s'est montré à la fois capable d'en stimuler les anciennes formes et d'en fonder des nouvelles ; tel ce capitalisme ultra-libéral qui s'en prend aujourd'hui à chacun et à chaque écosystème sur l'ensemble de la planète : *«Toute tentative ayant pour but de briser la contrainte exercée par la nature n'aboutit qu'à une soumission plus grande au joug de celle-ci»* (Horkheimer et Adorno)

Pendant que certains croyaient trouver le salut dans le renforcement de l'individualisme, les courants écologistes — et toujours libertaires — renouaient, au contraire, avec l'économie de la nature. Nous redécouvrons les interrelations complémentaires entre tous les êtres et la hiérarchie des différents niveaux écologiques (de la bactérie à la biosphère et au-delà), c'est-à-dire le principe holistique de l'architecture de l'univers. En rupture totale avec l'individualisme dont on nous avait bercé, la personne, le groupe, la société, retrouvaient leur place dans la communauté du vivant. Nous commençons à pouvoir exprimer ce qui avait été perdu de vue en Occident : que toute partie, tout être doit œuvrer au maintien (homéostasie) de l'ensemble englobant le plus grand pour que celui-ci puisse assurer en retour leur bien être. Sous les conditionnements à la domination, nous redécouvrons que la coopération est un principe bien plus important que la compétition dans l'évolution et l'organisation du vivant (3).

Dans la grande stimulation du brassage des idées et le pressentiment de toucher aux sources de la fraternité, nous pouvions faire le ménage des conditionnements à la domination et redécouvrons une évidence refoulée, à savoir que nos motivations profondes sont régulées par l'économie de la nature, donc réglées sur l'intérêt général. En mettant l'accent sur l'interdépendance entre toutes les parties du vivant et en amorçant la réconciliation de l'égoïsme et de la recherche du bien commun, la notion de *liberté* était relativisée. Ce mouvement qui surgissait partout sous des formes



Spectacle du Grand Magic Circus de Jérôme Savary en 1972.

variées était en train de bouleverser les références culturelles et la façon de regarder le monde qui avaient prévalu depuis deux à trois siècles. L'écologie holiste et la restauration des communaux promettaient de faire le ménage des *libertés* libérales. C'est en cela que ce mouvement portait *«(...) une critique dévastatrice de la société hiérarchique dans son ensemble tout en suggérant les lignes de force d'une utopie viable et harmonieuse»* (Murray Bookchin).

Gauchistes individualistes d'un côté, écologistes libertaires de l'autre, il n'y avait, donc, non pas un mouvement, comme on nous le répète en boucle, mais au moins deux mouvements enracinés dans des cultures totalement opposées ; deux mouvements qu'il était, alors, difficile de distinguer. La presque simultanéité de leur développement s'ajoutant aux fréquentes méprises sur le sens de l'engagement politique et à l'imprécision du langage relatif à la *liberté* ont contribué à créer une telle confusion que les deux mouvements se sont en partie superposés. Des gens gagnés à l'idéologie individualiste sont entrés sans arrière pensée dans des groupes écologistes. Certains s'y sont glissés sans difficulté, réalisant que cette cultu-

re et ces pratiques correspondaient mieux à leurs aspirations. Mais d'autres ne purent ou ne voulurent pas comprendre, et entreprirent d'imposer leurs façons de voir et d'organiser.

Ce mouvement libertaire qui reconnaissait l'économie de la nature constituait une menace sans précédent pour les dominations, pour toutes les structures dominantes, y compris les jacobins de gauche. Il en allait de leur survie. La mobilisation de la réaction fut donc exceptionnelle. Des penseurs de la droite à ceux de la gauche s'établit un consensus fort : il fallait stopper la pensée conviviale qui s'affirmait, si possible détourner son sens et inoculer à nouveau les conditionnements et les confusions qui font la force des dominations.

(à suivre).

Alain-Claude Galtié ■

(3) C'est lié à la dynamique de réciprocité baptisée homéotélie par Edward Goldsmith : *«Le défi du XXIe siècle»* («The way»), éditions du Rocher 1994. Voir aussi *«L'Entr'aide»* de Pierre Kropotkine, éditions Publico ou Ecosociété (cette dernière est distribuée par Silence).



Inégalités

■ **Gros salaires.** Bill Clinton devra vivre avec seulement 94 000 F plus 90 000 F de frais de personnel, par mois. Pour sa première conférence, il a touché la modeste somme de 700 000 F. Danielle Mitterrand, au moment de payer la caution de son fils, a indiqué qu'elle vivait modestement avec seulement 35 000 F par mois et une voiture avec chauffeur fourni par la République.

Selon l'enquête annuelle de l'association pour l'emploi des cadres, les rémunérations de ces derniers ont augmenté pour 54 % d'entre eux en 1999 avec une moyenne de 16,3 % pour les cadres de direction !

En rachetant Universal, Jean-Marie Messier, patron de Vivendi, a découvert qu'il gagnait deux fois moins que le troisième salaire d'Universal. Il touché pourtant 21 millions de francs par an.

A la suite du licenciement de 70 banquiers de la banque américaine Donaldson, rachetée par l'Union des banques suisses, on apprend que l'un des licenciés avait un salaire de 148 millions de francs par an !

■ **Impôts sur le revenu.** C'est un bon indicateur des inégalités de la société : la moitié des foyers fiscaux ne le paient pas alors que le 1 % le plus riche paie 25 % du total.

■ **Petits salaires.** Selon l'INSEE, en 1964, les ouvriers représentaient 37,5 % des emplois salariés, les employés 18,7 %, les ouvriers agricoles 14,7 %, soit au total 70,9 % de petits salaires. En 2000, les ouvriers représentent encore 29,3 %, les employés 28,9 % et les ouvriers agricoles 2,5 % soit au total 60,7 %. Il paraît que la lutte des classes, c'est dépassé. (*Alternatives économiques, hors-série, 3e trimestre 2001*)

■ **Formation de l'élite.** L'ensemble des grandes écoles accueillait, en 1965, 15,4 % d'élèves dont le père est paysan, ouvrier, employé, artisan ou commerçant. Aujourd'hui, après vingt ans de socialisme, ils ne sont plus que 7,1 %. (*Alternatives économiques, hors-série, 3e trimestre 2001*)

Agriculture

■ **L'agriculture intensive trop chère.** Une étude de chercheurs internationaux ont essayé de chiffrer le coût de l'agriculture intensive. En Grande-Bretagne, elle a estimé que les coûts extérieurs que provoque l'agriculture se montent à 27 milliards de francs par an : 1,5 pour les pesticides dans l'eau, 1 pour les chemins, routes et rivières victimes de l'érosion, 13 pour la pollution de

l'air, 2 pour le traitement des maladies bactériennes, 7 pour la «vache folle»... soit 2750 F par hectare. Le même calcul donne 2000 F par hectare en Allemagne et 820 F aux USA où l'agriculture est moins intensive. L'étude conclut que si on ajoute ces sommes aux subventions versées aux agriculteurs, cela coûte plus cher pour les produits finaux qu'une agriculture sans produits chimiques. (*correspondance Francis Desmoulin*)

■ **Opinion publique.** Si la Confédération paysanne n'a pas fait la percée attendue lors des élections agricoles (passant quand même de 20 à 26 %), au niveau de l'opinion publique, elle passe beaucoup mieux. A la question, *qui défend le mieux les agriculteurs* ? José Bové recueille 43 % d'opinion favorable (39 % un an avant), devant Galvany (19%), Guyau (17%), Chirac (8%), Jospin (7%). (*Ouest-France, 17 février 2001*)

■ **Représentativité.** Avec 53,5 % des voix, la FNSEA, syndicat des gros exploitants, s'adjuge 73,5 % des sièges et 94,5 % des directions des chambres d'agriculture soit 85 départements sur 90 en France-métropolitaine. C'est un des mystères de la démocratie représentative.

■ **Fièvre aphteuse et vaccins.** Vacciner coûterait trop cher ? Mensonge : un vaccin coûte 5 F alors que l'Etat indemnise à hauteur de 500 F par mouton. La vérité est plus simple : la vaccination a été suspendue depuis 1991 en Europe et l'entretien des stocks coûtant cher, il n'en a pas été fait. Quant au paysan qui a parfois payé jusqu'à 2000 F sa bête, il pourra toujours revendre sa ferme à un plus gros propriétaire. (*Soleil Vert, avril 2001*)

■ **Au bonheur des cochons.** Pendant des années, le gouvernement a dû financer des aides pour les éleveurs de cochons (principalement en Bretagne). Alors que la crise du mouton et de la vache fait flamber les prix du porc, pourquoi ces mêmes éleveurs industriels ne remboursent pas ces aides ?

■ **Abeilles et pesticides.** Alors que les firmes qui commercialisent le *Gaucho* et le *Régent* refusent toujours de reconnaître les dégâts que leurs pesticides provoquent sur les abeilles, les apiculteurs ont mené un travail de voisinage pour demander aux agriculteurs de renoncer à ces produits. Et cela marche : là où le produit n'est plus utilisé, on constate une reprise de la production de miel au même niveau qu'avant l'arrivée de ces deux produits.

Peine de mort

■ **Chine : massacres en série.** Selon Amnesty International, la

Emplois

■ **Israël : sous-traitance chinoise.** Une grève en Israël a révélé la présence de travailleurs chinois sous-payés. Certaines entreprises paient la venue de ces travailleurs directement à des agences de placement chinoises... Les travailleurs chinois sont payés une misère à leur retour en Chine, ce qui fait faire de grosses économies aux employeurs israéliens. Une nouvelle forme d'esclavage.

■ **Danone : petites phrases :** «J'ai la conviction que les entreprises qui réussiront dans le siècle qui s'ouvre sont celles qui, comme la nôtre, sont animées par des valeurs fortes et placent l'homme au cœur de leur démarche» ? C'est Frank Riboud, PDG de Danone, sur le site internet de la marque. Un drôle de patron.

Qui a dit : «Il ne faut pas tomber dans la sinistrose généralisée. Il ne faut pas non plus donner des illusions aux gens et penser qu'au motif qu'une entreprise est en bonne santé, elle pourrait s'exonérer de toute modification. [...] Si une entreprise ne prend pas les moyens qu'elle doit prendre à un moment donné, peut-être que ça reporte [...] des décisions encore plus chirurgicales plus loin» ? C'est Nicole Notat, citée dans *L'Humanité*. Une drôle de syndicaliste.

■ **Ethique du consommateur.** Un *Guide éthique du consommateur*, publié chez Albin Michel présente comme exemple de pratiques éthiques une action menée conjointement par Danone et Marks & Spencer ! Ça tombe mal !

■ **Travail précaire.** Si le chômage baisse, c'est avant tout grâce au développement des emplois précaires. Ainsi l'INSEE donne les chiffres suivants. Entre 1990 et 2000, le nombre de CDI, contrats à durée illimitée, a augmenté de 2 %. Pendant ce temps, les CDD, à durée limitée, ont augmenté de 60 %, les stages d'insertion de 65 %, l'intérim de 130 %.

■ **Lu : autogestion ?** L'entreprise ferme alors qu'elle est rentable ? Les élus alternatifs de Calais ont lancé une étude pour étudier la possibilité d'une reprise de l'usine par les ouvriers.

■ **Phillips rembourse ?** En 1996, pour ouvrir une usine au Mans, le groupe hollandais a touché 30 millions de francs de l'Etat (via la DATAR) et 24 millions du département et de la région soit 78 500 F par emploi créé. Seulement cinq ans après, l'usine est transférée en Roumanie. La multinationale va-t-elle rembourser les 54 millions ?

■ **Bénéfice pour Ernest-Antoine Sellière.** Celui-ci détenait 50,5 % du capital d'AOM-Air-Liberté, acheté 1400 millions. Sentant le vent tourner, il a réussi à revendre sa part à Swissair pour 1767 millions... faisant un gain de 367 millions quelques mois avant l'annonce du dépôt de bilan, avec 7500 emplois menacés. (*Canard enchaîné, 4 avril 2001*)

■ **La Bourse réagit.** L'annonce du plan de licenciement chez Danone n'a pas satisfait les investisseurs : l'action a baissé de 2,2 % le 29 mars, jour de l'annonce des 1816 emplois supprimés en Europe. Le plan a été jugé insuffisant. Par contre Marks & Spencer a provoqué une hausse de 17 % de son titre à Londres : 4400 emplois d'un coup (1700 en France) cela fait plus sérieux.



Chine a procédé à au moins 1263 exécutions en l'an 2000... Chiffre qui serait déjà battu dès le mois de mai cette année.

■ **Oklahoma : record par habitant.** Si la Chine a le record absolu d'exécutions, rapporté au nombre d'habitants, c'est l'Oklahoma, un état des USA, qui détient le record.

► **Mumia Abu-Jamal.** Alors que le journaliste noir est dans sa vingtième année de prison dans les couloirs de la mort, il a décidé de changer d'avocats. Bien lui en a pris puisque les nouveaux avocats, en remettant le dossier à plat ont réussi à retrouver



Mumia Abu-Jamal

un certain Arnold Beverly qui a avoué avoir tué le policier à bout portant le 9 décembre 1981. Reste à obtenir la révision du procès. Malgré ce fait probant, ce n'est pas encore évident.

■ **Turquie.** Depuis le 21 mars, 22 grévistes de la faim sont morts pour protester contre les conditions d'emprisonnement en Turquie : 18 prisonniers et quatre de leurs proches. 30 autres sont morts en décembre lors d'un assaut des forces de l'ordre pour essayer de faire cesser la grève de la faim. *Amnesty International* a multiplié les campagnes de lettres en direction de la Turquie depuis le début de l'année, mais en vain pour le moment. *Amnesty International*, 76, boulevard de la Villette, 75940 Paris cedex 19, tél : 01 53 38 65 65.

Logement



■ **Discrimination raciale (1).** En septembre 1999, le gouvernement crée le GELD, groupe d'étude et de lutte contre les discriminations. Celui-ci a rendu mi-mai un rapport sur le logement. En moyenne, 11 % des ménages français vivent en dessous du seuil de pauvreté, cette moyenne passe à 17 % pour les ménages originaires du Portugal, 34 % pour ceux d'Afrique sub-saharienne, 45 % pour ceux d'Algérie, 54 % pour ceux du Maroc et de Turquie. Ces pourcentages sont sensiblement les mêmes pour les ménages très mal logés : 11 % en moyenne, jusqu'à 50 % pour les Marocains. En moyenne, 75 % de ceux qui font une demande pour un logement social l'ont en moins de six mois et seuls 8 % attendent plus de trois ans... alors que pour les immigrés, seuls 58 % l'ont en moins de six mois et 19 % attendent plus de trois ans. Alors que les migrants d'Espagne et du Portugal sont dispersés, 51 % des Turcs, 44 % des Algériens, 41 % des Marocains, 43 % des Asiatiques vivent dans des quartiers où l'on compte plus de 20 % d'immigrés. Sur 5000 appels faits pour discrimination raciale sur le numéro gratuit (le 114), 12 % concernent des cas de logement. Les rejets camouflés par des délais sont tout autant le fait de communes de gauche que de droite. Le groupe recommande que les demandes de logements sociaux puis-

sent être faites de manière anonyme pour éviter la sélection sur le nom.

■ **Discrimination raciale (2).** SOS-Racisme a indiqué avoir déposé 27 plaintes contre des organismes HLM en moins d'un an pour possession de fichiers indiquant les origines ethniques des résidents.

Sans-papiers

■ **Réfugiés politiques.** En 1999, l'OFPRA, Office français de protection des réfugiés et apatrides avait reçu 30 907 demandes d'asile politique. Elle en a accordé 4659 (19,4%). En 2000, elle a reçu 38 777 demandes et n'en a accordé que 5185 (17,1%). Les demandes augmentent mais le pourcentage d'acceptation diminue et les délais pour avoir une réponse peuvent atteindre 18 mois. Les réfugiés venant de Chine et de Turquie sont les plus nombreux devant les anciennes républiques soviétiques et l'Afrique de l'Ouest.

■ **Lyon : grève et demi-victoire.** Sept sans-papiers lyonnais ont terminé le 13 avril une grève de la faim de 45 jours après avoir obtenu des papiers provisoires. Ils étaient tous non régularisables mais non expulsables : nés sur le territoire français, ils avaient pendant un moment fait le retour au pays de leurs parents avant de décider de revenir vivre dans leur pays, la France... et de se retrouver comme de nombreux autres dans une situation de non-droit. Les papiers sont malheureusement encore provisoires et seront périmés en plein été !

Publicité

■ **Interdiction dans les écoles.** La loi interdit depuis 1936 la publicité dans les écoles. Une circulaire ministérielle du 22 octobre 1970 «interdit les pratiques des démarcheurs et les insertions publicitaires dans les revues... et livres des établissements scolaires». Cela reste flou. Ainsi, dans les cantines, les enfants bénéficient du «mécénat» de grandes marques qui offrent des repas, des gâteaux, des desserts. Idem pour le matériel pédagogique : le pétrole expliqué par Total, le nucléaire par EDF, l'équilibre alimentaire par Nestlé... Si les enseignants soulignent que dans l'ensemble les enfants savent distinguer une marque d'une illustration, on peut être beaucoup plus critique sur le contenu des malettes pédagogiques dont le message est forcément orienté.

■ **Panneaux démontés.** De très nombreux panneaux publicitaires sont illégaux. Les autorités en font déposer environ 5000 par an, mais le ministère de l'environnement s'étonne de la disparité dans l'application de la

Internet

■ **Inégalités Nord-Sud.** environ 400 millions de personnes dans le monde ont accès à Internet... dont la moitié habitent en Amérique du Nord. 70 % de la population mondiale n'ayant pas accès au téléphone, on peut douter que la technique internet se répande partout. Signe de la domination de l'Amérique du Nord : 80 % des sites sont en anglais.

■ **Pluie, froid et solitude.** Ce sont les trois critères qui ont été mis en avant par une étude pour expliquer les différences de «pénétration du marché» d'Internet dans le monde. Plus le soleil brille et plus vous avez de liens sociaux, moins vous voyez l'utilité d'Internet. (*Alternatives économiques*, mai 2001)

■ **Mort des forêts ?** La révolution informatique devait diminuer la consommation de papier. Mais il n'en est rien. La lecture sur écran étant malaisée, la plupart des e-mails reçus sont imprimés. Une étude canadienne a montré que les consommations de papier ont augmenté de 40 % dans les entreprises du pays depuis l'arrivée d'Internet. (*Politix*, 3 mai 2001)

■ **Grande-Bretagne : archivage secret.** Actuellement les fournisseurs d'accès à Internet sont obligés de conserver en mémoire tous les échanges qui se font sur Internet pendant 24 h. Les services de police et d'espionnage britanniques estiment que c'est très insuffisant et ont fait une proposition pour la mise en place d'un entrepôt informatique où tout serait stocké... pendant sept ans ! Le rapport secret a été rendu public par des députés dénonçant l'absence totale de vie privée. (*Nexus*, mai 2001)

■ **Réseau contrôlé ?** Même les informaticiens ne s'expliquent pas comment cela est possible. Fin avril, Danone a réussi à bloquer le serveur du Réseau-Voltaire qui relayait l'appel au boycott. Le Réseau-Voltaire, soutenu par L'Humanité, les Verts et la LCR, a porté plainte pour essayer d'en savoir plus sur ce phénomène nouveau qui contredit tout ce qui se disait sur l'impossibilité de contrôler les sites sur la toile.

■ **Que pour les riches ?** Internet devait se populariser, être de moins en moins cher... et l'on nous promettait des connexions gratuites. Dans les faits, il n'en est rien ! Les fournisseurs d'accès espéraient gagner leur vie par la publicité, mais cela ne couvre pas les frais d'entretien du matériel. Après une période de baisse des tarifs d'abonnement, on assiste maintenant à une hausse régulière et les forfaits illimités descendus au-dessous de 80 F par mois atteignent maintenant jusqu'à 600 F. Ceci ne fera que confirmer le caractère élitiste de ce moyen de communication, déjà limité au faible pourcentage de la population mondiale qui a accès à un ordinateur.

■ **La fin de la spéculation.** Acheté par Vivendi une fortune au leader de la lutte des sans-papiers, le portail Vizzavi évalué l'an dernier à 163 milliards de francs n'est plus estimé aujourd'hui qu'entré 6 et 30 milliards de francs. Fini le rêve des autoroutes de l'info ! (*Nouvel observateur*, 5 avril 2001)



loi : 65 % des déposes se font dans 15 départements. C'est autour de Reims et dans le Tarn-et-Garonne que la loi est le mieux appliquée. Dans une circulaire datée du 5 avril 2001, Dominique Voynet a demandé aux préfets de veiller à une application plus stricte de la loi.

■ **Procès boîtes aux lettres.** Le 28 mai s'est tenu le procès intenté par Yvan Gradis à un distributeur de prospectus possédant une clé normalement réservée à la Poste pour accéder aux boîtes aux lettres. Le tribunal a longtemps hésité à traiter l'affaire avant de reconnaître qu'il y avait violation de propriété privée. Yvan Gradis a insisté

sur le fait que le distributeur est, comme lui, une victime de la publicité et que les poursuites devraient s'engager à un niveau supérieur. Verdict le 25 juin. *Le Publiphobe*, 56 bis, rue Escudier, 92100 Boulogne, tél : 01 46 03 59 92.

■ **Coupures interdites.** Le Parlement vient de voter une loi interdisant les coupures publicitaires dans les films diffusés à la télévision. Il interdit également ce type de coupures dans les émissions pour les enfants et les émissions religieuses. Précision : c'est le Parlement russe qui a voté cette loi en février. (*Le publiphobe*, mai 2001)

Tabac



■ **Infarctus : la dernière cigarette.**

Une étude américaine portant sur 902 personnes montre que fumer facilite l'apparition d'un caillot (thrombus) augmentant la gravité de l'infarctus. L'échantillon montre des fumeurs plus actifs et plus attentifs à leur santé que les non-fumeurs. Malgré cela, l'âge moyen d'intervention pour une revascularisation (nettoyage des vaisseaux) est de 54 ans chez les fumeurs, 65 ans chez les non-fumeurs.

■ **Drogue dure ?** Dans l'affaire de l'avion américain qui s'est posé en Chine, les diplomates ont du négocier pour que les soldats retenus puissent faire de l'exercice physique et bénéficier de cigarettes. Une belle occasion de se désintoxiquer de perdue.

■ **Ménopause avancée.** Une étude portant sur les cycles menstruels des femmes montre que ceux-ci sont raccourcis chez les fumeuses en moyenne de deux jours et demi. Ceci provoque un épuisement plus rapide des ovules et donc une ménopause prématurée de 2 à 3 ans. L'étude montre également que la fertilité est en baisse, la fécondation étant plus difficile. Enfin, fumer dans les deux ans avant une grossesse empoisonne le fœtus... comme la mère.

■ **Danger en gros.** Une directive européenne sur le tabac imposera à partir de 2004 que les avertissements sur les méfaits du tabac occupent 35 % du recto et 40 % du verso des paquets. Cette directive interdit également l'ajout de substances qui accroissent la dépendance, limite le taux de nicotine et de goudron. Elle prévoit une dérogation à l'exportation jusqu'en 2007.

■ **Difficultés des non-fumeurs.** Le Comité français d'éducation pour la santé a publié le 31 mai les résultats d'un sondage sur la situation des non-fumeurs. 75 % des Français (fumeurs et non-fumeurs confondus) se disent gênés par la fumée des autres. C'est dans les bars et les restaurants que la critique est la plus vive (60%) devant le lieu de travail (40%), le milieu scolaire pour les plus jeunes (50%), à domicile (30%). A part ce dernier point, il est pourtant interdit

de fumer dans ces lieux ! En présence d'un fumeur indélicat, un tiers ne réagit même pas, 20 % changent de place. Face à ces abus, le CFES recommande une attitude ferme et courtoise.

Amiante

■ **Ça coûte cher !** Le ministère de l'Education nationale a fait faire une étude pour connaître le prix du désamiantage de l'ensemble des établissements scolaires. C'est évalué à 13 milliards de francs. Rien que le désamiantage de la faculté de Jussieu se chiffre à 4 milliards. 7 % des collèges, 10 % des écoles primaires, 11 à 14 % des locaux universitaires posent encore problème. (Maison écologique, avril 2001)

Alimentation

■ **Poissons au mercure.** L'analyse des cheveux de jeunes femmes en âge d'avoir des enfants, aux USA, montrent que 10 % d'entre elles ont un taux de mercure trop élevé pouvant provoquer la naissance d'enfants malformés. Selon l'enquête du Centre de contrôle et de prévention des maladies d'Atlanta, la principale cause de cette accumulation de mercure proviendrait du poisson qui stocke le mercure dans ses graisses. (Politix, 15 mars 2001)

■ **Sodas et fragilité des os.** Une étude américaine portant sur 400 adolescents montre une relation entre la consommation de boissons gazeuses et la fragilité des os. Les plus gros consommateurs sont ceux qui ont le plus de fractures. La cause n'est pas identifiée pour le moment. Hypothèse : la présence d'acide phosphorique dans les boissons, ou le manque de calcium par absence de boissons à base de lait ? La fragilisation des os favorise à plus long terme l'ostéoporose.

■ **Repas plus déséquilibrés qu'après la guerre !** Une étude britannique comparant les régimes alimentaires de 4600 enfants anglais avec celui disponible au début des années 50, alors que l'alimentation est rationnée dans le pays, conclut que l'on mange plus mal aujourd'hui que pendant le rationnement ! Le régime d'aujourd'hui comprend trop de graisses, trop de calories, pas assez de vitamines, de fibres et de calcium. (Canard Enchaîné, 28 février 2001)

■ **Fromages sans présure.** Pour faire cailler le lait, on utilise de la présure dont l'origine est une macération de lamelles de la caillette, quatrième estomac de jeunes veaux non sevrés. A l'heure où les abats sont jugés impropres à la consommation,

Je suis la drogue

« Je suis la drogue ! Mon nom vous fait frémir ! Je suis l'amie fidèle de l'alcool et, tout comme lui, je vous déteste au plus haut point, surtout les jeunes. Mon travail est l'abrutissement du cerveau : c'est ma spécialité. Je trouve les arbres laids et j'ai une sainte horreur des fleurs. La nature que votre Dieu a créée, je la trouve affreuse : c'est pourquoi j'expédie les gens qui me consomment dans des pays d'épouvante et de désolation d'où, très souvent, on ne revient pas. J'aime les gens sans morale, la saleté, le désespoir et la mort. Mondialement connue, je traverse les continents à la vitesse de l'éclair et je laisse sur mon passage la destruction et la folie. Merci de me vendre, de me consommer et de me cacher ; votre aide m'est infiniment précieuse pour anéantir ce qui reste d'amour sur terre. Je suis l'ennemie jurée du bonheur, alors, consommez-moi sans réserves. Vous voulez devenir un de mes vendeurs ? Je suis toujours à la recherche de sang nouveau, tel un vampire. Mon seul ami est l'alcool ; nous faisons une belle paire de salauds. Il m'aime et me respecte. Hé, les jeunes, vous voulez me confier vos cerveaux ? Je vous promets de les détraquer à tout jamais et, par la même occasion, de faire de vous de véritables loques humaines ; avec un peu de chance, vous pourriez vous suicider ou terminer votre vie à l'asile ou en prison ! Je vous laisse réfléchir... Il faut que je vous quitte. Je suis débordée de travail. Excusez-moi, mais je n'aurai pas de temps à perdre pour assister à votre déchéance ou à vos funérailles. Sans remords aucun, la drogue. » Texte publié dans le livre d'André Haury, « Parcelles de sagesse », éd. Mortagne, Québec.

par suite du risque de la « vache folle », on peut s'étonner que cette présure soit encore commercialisée. Les associations végétariennes proposent une alternative : une levure obtenue à partir de la levure de boulanger (végétale) par culture en laboratoire. Une liste des fromages sans présure est disponible auprès de *Alliance Végétarienne, Beauregard, 85240 Saint-Hilaire-des-Loges, tél : 05 49 06 03 87.*

Vaccins

■ **USA : un syndicat pour le libre choix.** Les campagnes de vaccins

pour l'hépatite B aux USA y provoquent aussi des polémiques. L'association des médecins et chirurgiens américains (AAPS) a adopté, lors de son 57e congrès annuel, en novembre dernier une motion appelant à la fin des vaccinations obligatoires. Ses membres estiment que c'est aux patients de faire leur choix, et aux parents quand il s'agit d'enfants. Les médecins doivent informer des avantages mais aussi des risques que présentent les vaccins. Actuellement les vaccins sont obligatoires dans 42 Etats (sur 51) et certains enfants reçoivent jusqu'à 22 injections avant le début de leur scolarité. (Nexus, mai 2001)

■ **Sclérose en plaques.** La Cour d'appel de Versailles a condamné le 2 mai dernier les laboratoires Smith-Kline Beecham, reconnaissant qu'il existait un lien entre le développement de la sclérose en plaques et le vaccin de l'hépatite B. La cour s'est basée « sur des présomptions graves, précises et concordantes ». Elle a rejeté les études sur l'innocuité des vaccins, ces études provenant toutes d'équipes de chercheurs financés par les laboratoires commercialisant les vaccins. La firme a fait un recours en cassation. Cette condamnation intervient après la plainte de deux personnes malades. Il y a actuellement plus de 1500 dossiers de malades de sclérose en plaque déjà recensés pour 16 millions de personnes vaccinées.

■ **Enquête parlementaire.** Après la condamnation d'une firme pharmaceutique pour le vaccin de l'hépatite B, les Verts ont demandé, le 3 mai, la mise en place d'une commission d'enquête parlementaire pour recenser les victimes de ce vaccin et déterminer les responsabilités politiques. Rappelons que le ministre de la santé qui a lancé les vaccinations obligatoires dans les écoles et les milieux de la santé est Douste-Blazy, actuel maire de Toulouse.

Téléphone portable

■ **Et les antennes radios ?** Radio Vatican dispose des émetteurs les plus puissants du monde. Autour de ceux-ci, placés à Cesano, on constate un nombre de cancers supérieurs de 30 % à la moyenne italienne. Les émetteurs ont été installés en 1951. Une enquête officielle est en cours. (Nexus, mai 2001)

■ **Réglementation locale.** Interpellé par des habitants de sa commune, le maire de Vallauris, dans les Alpes-Maritimes, a fait des recherches juridiques lui permettant de prendre un arrêté municipal interdisant la pose d'antenne relais pour le téléphone

portable à moins de 300 m d'une habitation. Espérons que d'autres élus suivront son exemple. (*Vivre au pays, mars 2001*)

■ Jugements contre les antennes.

Le 27 mars dernier, le tribunal de Vannes (Morbihan) a ordonné le démontage d'une antenne-relais sur l'île aux Moines, sur plainte de l'artiste Gabriel Yared, estimant que cette antenne constitue un trouble anormal de voisinage sur les plans de l'environnement et de l'esthétique». Le 5 décembre 2000, le tribunal de Montpellier a justifié de la nullité d'un contrat passé en 1999 entre la SFR et le propriétaire d'un immeuble de location «Le Toulouse» car le contractant n'a pas averti le syndicat de l'immeuble alors qu'il n'ignore pas les risques qu'il y a pour la santé des occupants. ce jugement est particulièrement important car c'est le premier qui reconnaît des droits aux locataires. Le 13 mars 2001, le tribunal de Cergy-Pontoise a annulé un arrêté du maire de Montfermeil autorisant la pose d'une antenne de 23 m par la société Bouygues. (*L'Impatient, mai 2001*)

Vaches folles

■ **Ministère sous influence.** Le récent rapport du Sénat sur les farines animales démontre que le ministère de l'agriculture, trop proche des grands lobbies de l'agro-industrie, n'a que très tardivement pris des mesures pour endiguer la crise de la vache folle. Les fraudes se sont poursuivies ensuite longtemps. Les Verts demandent que le contrôle de la qualité sanitaire de l'alimentation soit ôté au ministère de l'agriculture au profit de celui de la santé. Ils demandent également qu'une directive européenne voit le jour pour que lorsqu'un produit est interdit de consommation, il ne puisse pas être encore produit pour l'exportation comme cela a été le cas pour les farines de 1988 à 1990. Les Verts, 107, avenue

Parmentier, 75011 Paris, tél : 01 43 55 10 01.

■ **Nouvelles viandes.** En trois ans, les importations de viande de kangourou sont passées de deux tonnes à cinq cents tonnes. La consommation de viande de cheval a augmenté de 80 %. Les Français préfèrent consommer d'autres viandes alors que les Britanniques, eux, se lancent à fond dans le végétarisme : plus de 10 % de la population de Grande-Bretagne est strictement végétarienne.

Soleil : caresse dangereuse

Les coups de soleil chez les enfants favorisent ensuite le développement du cancer de la peau. Or aujourd'hui, les enfants sont quinze fois plus exposés au soleil que leurs aînés il y a soixante-dix ans. Du soleil, oui, mais pas trop !

Sur le terrain

■ **Saintes : Université d'été des médecines d'avenir.** L'association *Les chantiers du futur* organise du 21 au 26 juillet à Saintes (Charente-Maritime) la troisième université d'été des médecines d'avenir. Au programme : le libre-choix thérapeutique, la médecine traditionnelle chinoise, les maladies provoquées par les médicaments, la visualisation des champs d'énergie, radicaux libres, eau et prion, les vaccinations, la maison saine, la kinésiologie, l'homéopathie, les OGM. Programme complet : *Les chantiers du futur, Maison des associations, 31, rue Cormier, 17100 Saintes, tél : 05 46 90 52 77.*

■ **Alsace : plantes médicinales.** Un stage de découverte des plantes médicinales des Vosges se tiendra du 13 au 18 août. *Béatrice Schreck, 59 A, rue de Lapoutroie, 68240 Kayserberg, tél : 03 89 78 16 11.*

OGM

■ **USA : la méfiance grandit.** Début avril, plus de cinquante projets de lois concernant les OGM sont en discussion dans les différents Etats américains. Neuf concernent l'obligation d'étiquetage des produits, trois demandant un moratoire sur les cultures. Ces projets de lois répondent à une méfiance grandissante. 75 % des Américains demandent un étiquetage et les agriculteurs craignent de ne plus pouvoir exporter.

■ **USA : pollution transgénique.** Devant la méfiance des consommateurs, les distributeurs essaient de mettre en place une filière non-OGM. Mais c'est bien difficile. Le *Wall Street Journal* a testé 20 produits étiquetés «non-OGM». Il s'est révélé que 4 seulement n'en avaient pas du tout, 11 moins de 1 % et 5 plus de 1 %. Cette pollution semble inévitable. *Iowa Soy* qui a mis en place une série de vérifications avec ses agriculteurs pour être non-OGM, malgré un tri rigoureux des semences, retrouve 5 % de ses récoltes polluées. Ceci montre à l'évidence que les pollens peuvent se déplacer sur de grandes distances. (*Courrier international, 26 avril 2001*)



■ **USA : baisse des exportations.** La découverte des effets allergènes d'un maïs transgénique interdit à la consommation humaine mais retrouvé dans 5 % du maïs américain a provoqué une véritable panique aux USA. Le gouvernement a débloqué 20 millions de dollars pour racheter les récoltes contaminées et les détruire. Malgré cela, les agriculteurs ont perdu de nombreux marchés à l'exportation : environ 40 % en 2000. (*Vie naturelle, mai 2001*)

■ **Canada : paysan condamné.** Pour avoir trouvé du colza transgénique chez un paysan qui n'en avait pas acheté, Monsanto lui a fait un procès pour vol de brevet. L'agriculteur canadien Percy Schneider a avancé une pollution par pollinisation mais le tribunal ne l'a pas cru et lui a dit qu'il aurait dû alors détruire le colza transgénique trouvé dans ses champs... en oubliant que rien à l'œil nu ne vous permet de faire la différence. (*www.chez.com/lautrinfo, mai 2001*)

■ **OGM et pesticides.** Les OGM les plus courants sont résistants à certains pesticides. Il est ainsi possible de traiter massivement des parcelles sans avoir à utiliser un pesticide trop spécifique. Un progrès ? Pas sûr, puisque cela signifie que l'on peut mettre autant de pesticides que l'on veut. Gilles-Eric Séralini, auteur du livre *OGM, le vrai débat* (Flammarion) demande que l'on fasse des analyses sur les conséquences humaines de ces pesticides. Les firmes affirment en effet qu'il n'y a pas de conséquences connues... Surtout quand on n'en cherche pas. (*La Vie Naturelle, avril 2001*)

■ **OGM inutiles.** Une étude du département de l'agriculture américain portant sur les premières années du soja transgénique montre qu'en moyenne les cultures transgéniques ont consommé 11,4 % d'herbicides de plus que les autres, ce qui est totalement contraire aux effets d'annonce de Monsanto. Une autre étude universitaire conclut que les rendements de ce soja transgénique sont inférieurs de 5 à 10 % au soja conventionnel. (*Greenpeace, 4 mai 2001*)

■ **OGM inutiles.** Une enquête menée par la revue philippine *Kampas* sur 500 hectares de cotons cultivés dans 9 districts différents des Philippines, sous contrat avec Monsanto, conclut que les résultats ne présentent aucun avantage pour l'agriculteur. (*www.chez.com/lautrinfo, mai 2001*)

■ **OGM et rapports Nord-Sud.** Le Réseau des consommateurs responsables de Bruxelles vient de publier un ouvrage sur ce thème, rappelant que les OGM ne constituent pas une réponse à la sécurité alimentaire car en créant une dépendance au niveau des semences, c'est une fragilisation de la production qui est en cause. L'uniformité génétique ne peut s'adapter aux conditions locales comme le font les milliers de semences actuelles, etc. La brochure aborde également les enjeux économiques avec la question générale des brevets, de secret commercial, et enfin les questions environnementales avec la mise en danger de la biodiversité. Cette brochure est disponible contre 180 FB ou 30 FF (+ 12 FF de frais de port) auprès de Réseau des consommateurs responsables, rue du Commerce, 70-72, B 1040 Bruxelles, tél : 02 545 90 75.



Les hommes violents



La dernière enquête nationale sur les violences sur les femmes, révèle que la violence domestique est un phénomène massif de notre société. Des recherches ont été effectuées pour comprendre l'origine de ces attitudes et des lieux d'écoute pour hommes violents se mettent progressivement en place.

Tout récemment encore, la violence domestique était marquée par le sceau du secret et restait confinée au sein de la famille, lieu sanctuarisé de la sphère privée. Les très nombreuses affaires de maltraitance sur enfants voire même sur personnes âgées au sein de la famille élargie, et la dernière enquête nationale sur les violences sur les femmes, révèlent que la violence domestique est un phénomène massif de notre société. Pour avancer dans la compréhension du problème et par là même tenter de prévenir violence et souffrance et d'y mettre un terme en rompant avec un phénomène de répétition transgénérationnelle, il faut regarder le problème sous un angle différent, plus ouvert, qui prend en compte l'ensemble des paramètres et des protagonistes. Pour rompre avec cette culture de violence installée jusque dans les rapports familiaux, peut-être faut-il accorder autant d'attention aux victimes qu'aux auteurs de violence.

Des femmes battues...

Dans le cadre de ma pratique professionnelle (assistante sociale) je suis confrontée à l'accueil des personnes victimes de violence domestique. Je reçois de temps en temps des femmes battues. C'est toujours assez éprouvant d'accueillir des femmes marquées sur le visage par les coups (œil au beurre noir, dents cassées, nez abîmé, trace d'essai de strangulation...) Les certificats médicaux sont plus explicites encore : côtes fêlées, sévices sur tout le corps... Que dire, que faire devant une telle barbarie ? Cette violence physique est souvent l'aboutissement d'une relation conjugale faite d'humiliation, de brimade, de vexation, de violence verbale, et psychologique, économique... Il faut savoir que lorsqu'une femme se décide à s'adresser à des intervenants sociaux, elle a déjà supporté beaucoup de violence, et sa vie devient un enfer. Il s'agit d'écouter, de protéger, de dissiper la honte, d'aider à gérer la crise, d'encourager à porter

plainte, de mettre à l'abri la femme et éventuellement les enfants, d'aider à prendre une décision, d'orienter vers des centres d'hébergement, de renseigner sur les démarches administratives, d'aider à comprendre, de réfléchir sur comment agir pour que cela ne se renouvelle pas, pour ne plus accepter cela...

...aux hommes violents

Depuis quelque temps face à ces situations, je demande à rencontrer les conjoints : ces hommes violents. La première réaction de la femme est de refuser de peur de représailles, puis, si j'arrive à la décider, elle a alors peur pour moi, me présentant son mari comme un homme dangereux. En fonction des circonstances et de mon évaluation de la dangerosité (présence d'arme à la maison par exemple), je propose un rendez-vous à mon bureau, au domicile, en dehors de la femme et des enfants. Je n'ai pas encore une grande expérience mais globalement ce sont des entretiens certes pas faciles mais intéressants. Il faut la ferme conviction d'avoir en face de soi une personne en souffrance pour aller au devant cet homme, et le rencontrer au delà de sa violence, au delà du traumatisme qu'il fait vivre à sa compagne. Les hommes bien sûr sont sur la défensive, questionnant ma légitimité à m'intéresser à eux, à leurs comportements dans leur sphère privée. Il ne s'agit pas d'avoir des propos moralisateurs, ou persécuteurs, ni de tomber dans le piège des alliances en prenant partie pour la femme contre l'homme ou inversement. Il s'agit de rappeler la loi : il est interdit de battre sa femme, et d'amorcer un dialogue si possible. Certains sont particulièrement énervés, agités, d'autres sont mutiques, mais ils sont tous étonnés que je prenne la peine de les rencontrer. Pour la plupart c'est la première fois qu'on leur ouvre un espace de parole, et qu'ils sont interrogés sur leur violence, qu'ils ont la possibilité même sommairement de mettre des mots sur cette attitude. Ils cherchent à se justifier expliquant par maints

détails que c'est le comportement de leur épouse qui les « met à bout », « elle téléphone sans cesse à sa mère », « elle m'énervé avec toutes ces questions... ». Quelques-uns ont des personnalités qui relèvent de la perversité et sont très manipulateurs, dans ces cas-là je ne rentre pas dans leur jeu et je limite mon entretien à un rappel de la loi. Il y a quelques individus qui sont fiers d'eux et pensent foncièrement que la violence est la seule façon de s'imposer et de régler les conflits conjugaux. D'autres sont violents uniquement sous l'effet de l'alcool, l'alcool n'est bien souvent que le révélateur de leurs pulsions. Beaucoup d'hommes disent aimer leurs femmes et être malheureux de cette violence qui les submerge. Apparemment il y a aussi de nombreuses femmes qui rendent les coups, la confrontation se transformant alors en pugilat. Sans généraliser, on peut toutefois remarquer que la violence exercée par les femmes sur leurs compagnons est plus « psychologique ». Plus habiles et agiles avec les mots, elles peuvent avoir des propos sarcastiques, méprisants, dévalorisants. Certaines attitudes infantilisantes peuvent rabaisser l'homme qui a déjà beaucoup de mal à se sentir à la hauteur de ce qu'il voudrait montrer dans son rôle d'homme. La colère de l'homme ne fait qu'augmenter et la seule solution qu'il trouve pour ne plus entendre ces propos insupportables pour lui, est de frapper pour faire taire sa compagne.

La violence conjugale

C'est un phénomène massif de la société, il y a deux meurtres par semaine en moyenne en France dans le cadre de la violence conjugale, elle touche en France 10% des femmes soit une femme sur 10, mathématiquement cela veut dire qu'on côtoie forcément parmi ses copines, sa famille, ses collègues, ses voisines, une femme battue, et qu'il y a donc en conséquence dans son entourage proche un homme qui a un problème avec la violence. Il y a un véritable tabou sur ce phénomène qui peut pendant des années rester confiné dans le domaine de la sphère privée. Tous les milieux socio-professionnels sont touchés. Les femmes battues d'un milieu aisé sont souvent en plus grande difficulté que les autres pour parler du drame qu'elles vivent. Dans mon cadre professionnel le témoignage le plus touchant et le plus insupportable que j'ai entendu était celui d'une pharmacienne, associée statutairement et financièrement à l'officine de son mari.

Cette violence renvoie à un ensemble de facteurs psychologiques et sociaux qui témoignent de la complexité de ce problème. Quelques études et recherches françaises et québécoises commencent à être publiées sur ce thème sur lesquelles on peut s'appuyer pour présenter la personnalité de l'homme violent.

Approche psychologique de la violence conjugale

L'homme violent à domicile est souvent apprécié par ses collègues de travail, ses amis et bénéficie d'une bonne image à l'extérieur de son foyer. Chez l'homme violent le désir de domination s'exprime dans l'ensemble des actes de la quotidienneté. Schématiquement on peut dire que l'homme violent est un être dépendant de son épouse ou compagne. Il est non autonome, rejette ses difficultés sur l'autre, l'accuse. Il fait preuve d'une grande rigidité de pensée : il sait et impose sa vérité. Il est d'une forte retenue émotionnelle. C'est un homme envahisseur avec à la fois une faible estime de soi et un fort sentiment d'insécurité, qui adhère pleinement aux stéréotypes masculins, il a une conception de la division sexuelle des tâches extrêmement figée. Le modèle social de la masculinité permet à l'agresseur de trouver toutes les justifications possibles à l'emploi de la violence. Il agresse sa partenaire pour se prouver qu'il la domine, il la violence pour contrôler ce qu'elle fait ou encore pour la forcer à se conformer à ses propres valeurs. L'homme violent a souvent des difficultés à assumer les rôles de performance dictés par le modèle masculin, tel qu'il est établi par la société. Ses attentes envers sa conjointe sont élevées voire démesurées. L'agression devient un moyen qui lui permet de correspondre aux normes masculines et momentanément de diminuer ses tensions. Les hommes violents veulent tout diriger et contrôler au sein de leur famille. Chaque manquement à leur volonté ou

à leur désir est source d'insatisfaction, les motifs de mécontentement non discutés s'accumulent et deviennent autant de prétextes et de justifications aux coups. Les hommes violents ont recours à la violence pour libérer les tensions accumulées.

Quatre portraits d'homme violent

C'est le chercheur Elbow qui a travaillé sur les différents types d'homme violent, sans tomber dans la caricature, il décrit quatre caractéristiques, quatre grandes tendances.

Le contrôleur : il établit des règlements qui augmentent les zones de dépendance de sa victime : un montant limité d'argent à disposition de sa conjointe, le contrôle des achats, de l'utilisation du téléphone, et des fréquentations familiales. Il se réserve le droit de vérifier l'exécution des tâches qu'il a ordonné de faire. Le contrôleur se sent comme responsable de la famille et se donne le droit de sévir si ses demandes ne sont pas exécutées

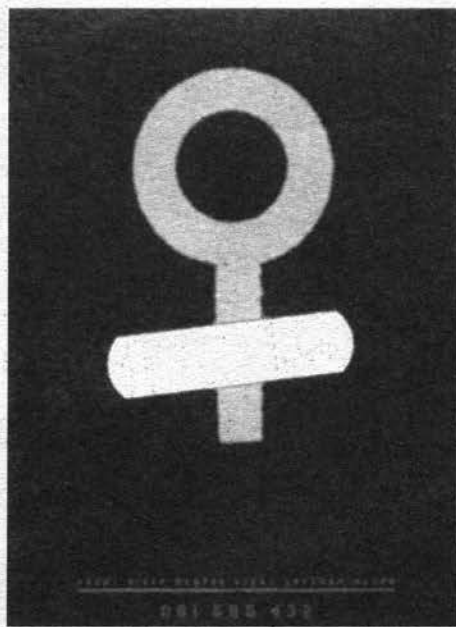
Le défenseur : il se présente comme l'autorité protectrice de sa conjointe et de sa famille. Il décide de ce qui est bon pour eux, car il veut les protéger, il veille au budget, il est celui qui sait tout faire et est mieux habilité que sa partenaire selon lui à réaliser les tâches. Il agit ainsi pour la protéger contre les erreurs qu'elle pourrait commettre par manque d'aptitude. Il comblera les siens de cadeaux pour être apprécié et renforcer son autorité.

Le possessif : cet homme établit une relation fusionnelle avec sa conjointe. Il dépend entièrement d'elle sur le plan affectif. Il lui demande par conséquent de répondre à tous ses besoins affectifs et de vivre centrée uniquement sur lui. Il ne peut tolérer la distance qui s'installe pour un besoin d'individualité. Il est jaloux, d'une jalousie excessive de toute attention qu'elle peut recevoir sa compagne, il la contrôlera donc et diminuera ses contacts sociaux.

Le perfectionniste : il est très préoccupé par son image sociale. Il veut être conforme aux normes. Les membres de sa famille ne doivent pas nuire à sa réussite, à sa réputation. Il tolère peu l'erreur. Le milieu familial devient son espace de dévouement.

Approche sociologique et culturelle de la violence conjugale

Après ce premier éclairage psychologique il est intéressant de voir dans quel contexte sociologique et culturel s'inscrit la violence conjugale. La violence conjugale est un mode d'expression dans la sphère privée de la domination mise en place collectivement par les



hommes sur les femmes. Les représentations culturelles de la masculinité et de la féminité engendrent des comportements normalisés. En ce qui concerne la représentation de la femme ou de la féminité on peut dire que dans le modèle d'éducation traditionnel, la femme est valorisée par le regard de l'autre. Elle est comme femme, dépendante des autres et en particulier de deux hommes, son père d'abord et ensuite son mari. Elle doit s'oublier, oublier qu'en dehors des fonctions sociales de mère ou d'épouse, elle existe comme sujet. Cette femme cherche un compagnon conforme à ce qu'on lui a appris : un homme protecteur, un «vrai» homme qui saura la défendre. Voici ce que la représentation sociale laisse entendre à chacun, à chacune, plus ou moins consciemment. Celle-ci est encore tellement présente dans nos sociétés qu'involontairement elle est transmise de mère en fille jusqu'à aujourd'hui. Le mouvement féministe et les luttes des femmes ont fait légèrement modifier cette représentation et permis une certaine libération de ce carcan.

Quant aux stéréotypes masculins traditionnels, ils entretiennent le maintien des comportements violents et la valorisation de la violence. L'homme y est décrit comme un pourvoyeur, un être rationnel, fort et productif. Il n'a pas accès à ses sentiments, et encore moins à l'expression d'émotions (tristesse, peur, insécurité...) qui s'opposent à l'image de force et de virilité à laquelle il doit se conformer. L'homme est celui qui assure, qui protège, qui doit être actif, mais surtout, celui qui doit être différent de la femme. Aujourd'hui ces représentations d'un rôle masculin très traditionnel se modifient et permettent aux hommes aussi de se libérer un peu de ce poids culturel. La période contemporaine qui est caractérisée par une perte de repère, une moins grande sécurité dans le travail, une déstabilisation d'un statut d'homme viril, une perte de la notion d'autorité, une répartition sexuelle des tâches moins clivée, peut entraîner chez certains hommes une grande fragilité, et un sentiment de malaise. Destabilisés, la tentation est forte





de s'accrocher à des certitudes et à des modèles anciens, et plutôt que de perdre de leur prestance, ils vont faire la démonstration d'une ultra virilité. Face à l'angoisse de paraître faibles, ils vont avoir des comportements disproportionnés, en devenant des «gros-durs». Pour acquérir une meilleure estime d'eux-mêmes, une image capable de les préserver de leur anxiété ou de leur manque de confiance en eux, ils font le coup de force. Dans leur propre représentation pour être un vrai mec il faut exercer une domination sur autrui. Dans la sphère familiale, la violence conjugale peut s'inscrire dans cette problématique d'identité sexuelle.

La spirale de la violence

C'est le sociologue toulousain Daniel Welzer-Lang qui a fait une étude précise de la spirale de la violence. La violence conjugale n'est pas une donnée stable, tout comme elle n'est pas égale ni quotidienne. La violence est un cycle qui vient ponctuer le vie du couple, qui vient la stigmatiser. La violence se déroule généralement en quatre phases : le quotidien du couple, l'irruption de la violence, les excuses, la lune de miel... mais cette typologie n'est ni systématique ni exhaustive.

Le quotidien de ce couple va être marqué par des silences, une absence de communication, un effort excessif de contrôle. L'homme domine, veut tout contrôler avec en arrière-fond la représentation qu'il se fait de ce que doit être le milieu familial, la réussite, le rôle de chacun. Les hommes violents ne parlent pas, ou du moins pas d'eux, pas de leurs émotions, pas de ce qu'ils vivent vraiment au fond d'eux-mêmes. Au début de la relation amoureuse, ils n'osent pas exprimer leur colère, leur attente, leur incompréhension. Au fil du temps, insatisfaction, rancunes, griefs s'ajou-

tent et s'accroissent jusqu'au trop-plein. Les hommes violents ont recours à la violence pour libérer ces tensions accumulées.

L'irruption de la violence sous forme de coup ou d'autres modalités. L'homme vit cette phase comme une libération, une décharge d'énergie. Pour la femme c'est la surprise, la peur, elle ne comprend pas l'arrivée de la violence.

Les excuses : phase de rémission. Après avoir usé de la violence, les hommes cherchent à minimiser leurs actes, et leurs conséquences. Ils invoquent des causes externes, des excuses pour justifier leur comportement : le stress, la fatigue, le chômage. Passé ces moments de crise, les hommes violents expriment des regrets, promettent de ne plus recommencer. Ils veulent se faire pardonner et ont peur de perdre leur compagne. Ils manifestent leur attachement amoureux par des attentions, des cadeaux. L'homme, la plupart du temps est sincère et honnête. Cette violence il ne la comprend pas, elle est un langage, elle n'a jamais pour objectif le départ de la femme, bien au contraire, donc il est nécessaire d'obtenir le pardon. Les excuses invoquées peuvent être la colère, l'alcool, le stress ou «je suis comme cela, il faut que tu fasses attention». Le pardon peut être recherché en faisant l'amour. L'homme peut pleurer, rester prostré...

La lune de miel : le bonheur retrouvé. Il y a une certaine dissipation du souvenir des violences. Cette phase a comme fonction d'effacer cet épisode de violence. Les femmes peuvent croire de nouveau à une vie de couple harmonieuse, penser que la violence va cesser. Si le retour au quotidien se fait sans changement, sans prise en charge, sans aide, sans un effort de dialogue dans le couple, alors le cycle infernal crise-lune de miel reprendra. Au fil du temps, les périodes de répit s'estompent pour tendre à disparaître. L'intensité et la fréquence d'apparition des crises vont augmenter. Le cycle de la violence se reproduit de plus en plus vite avec une intensité de plus en plus

forte, du fait de l'accoutumance aux coups chez l'homme et chez la femme.

Une séparation à multiples facettes

Cette spirale de la violence s'arrête quand le palier de l'intolérable est atteint, cela se manifeste en général par une séparation. Il se peut que ce soit l'homme qui décide de partir car il a peur de lui, de sa violence, peur de tuer sa compagne. La plupart du temps c'est la femme qui décide de mettre fin à cette spirale en ayant recours à des intervenants extérieurs comme des amis, les travailleurs sociaux, la police et en quittant le domicile. Quelles sont alors les réactions du conjoint au départ de sa compagne ? L'homme est littéralement consterné, il vit une crise importante. Il ne comprend pas. L'agresseur n'a pas accès aux sentiments de l'autre, il n'a pas notion de ce qu'il fait vivre à sa compagne, bien qu'il soit conscient des actes qu'il pose. Seulement, comme toute personne qui n'a pas subi la violence conjugale, le mari violent ne peut pas imaginer le vécu, le quotidien de la femme qu'il aime mais qu'il bat. Le monde qu'il s'était construit s'effondre, il se retrouve seul, réellement isolé, d'autant plus que souvent la femme est partie avec les enfants, pour les protéger. On peut toutefois observer que les hommes violents envers leur femme sont rarement des pères maltraitants, certes ce sont de bien piètres éducateurs car ils montrent à leurs enfants et leur transmettent que la violence est un mode de régulation banal de la vie de couple, mais c'est très rare qu'ils battent leurs enfants.

Les intervenants sociaux travaillent autour de la femme battue qu'il faut accueillir, soutenir, protéger, à qui il faut trouver un logement. Mais qui écoute et prend en charge l'homme violent ? La police et la justice n'ont pas de rôle d'écoute face à l'agresseur. La parole de l'homme déjà si difficile pour lui n'est pas entendue, son désarroi réel ne trouve pas d'oreille. Pour récupérer sa femme, il promet de ne plus recommencer, il va multiplier les contacts pour lui faire entendre raison et cela fonctionne. Souvent elle va revenir chez son conjoint, elle va abandonner les poursuites qu'elle a engagées contre son homme violent à la grande lassitude des agents de police. Tout comme le sentiment de culpabilité, la honte, le mythe du Prince Charmant n'est pas étranger à cette réconciliation et représente une grave difficulté pour ses femmes qui sont parmi celles qui ont le plus intégré les valeurs traditionnelles sur la différenciation sexuelle. De même, au vu des conditions matérielles offertes aux femmes battues (nombre limité de foyers, précarité des conditions d'accueil, personnel insuffisant...) il n'est peut-être pas surprenant qu'elles «s'accommodent» finalement de leur situation. On peut comprendre qu'une femme puisse préférer, une nouvelle fois, croire les promesses de son compagnon de ne plus recommencer. Ces

ruptures par étapes très fréquentes (le plus grand centre d'hébergement pour femmes battues à Lyon qui fonctionne depuis 20 ans a relevé une moyenne de 4 à 5 aller-retour avant une rupture définitive) sont en général mal comprises des personnes extérieures pourtant ces aller-retour ne sont pas vains. Ils participent à la construction d'un processus de rupture, c'est à chaque fois une étape supplémentaire et non un simple retour en arrière. Cette réalité renvoie parfois aux intervenants sociaux un sentiment d'impuissance qu'il faut savoir dépasser. Ce temps de maturation est nécessaire, il faut en effet que cette rupture fasse sens pour les protagonistes, ce doit être un acte volontaire, un arrêt du déroulement du quotidien, l'affirmation nette d'une volonté ferme de ne plus supporter la situation de violence, de rompre avec cette violence. Quand la femme est bel et bien partie, ce qu'elle demande pour son compagnon, c'est de l'aide malgré la rancoeur accumulée face à toutes les oppressions, coups et humiliations subies, car elle aime cet homme malgré tout. Et même si elle le maudit quand il la violence, la plupart des victimes ne souhaitent pas que leur agresseur soit puni, elles veulent simplement que les violences cessent et que l'on aide leur partenaire.

Aide pour les hommes violents au Québec

C'est à partir de ce constat qu'au Québec depuis les années 80, certaines équipes de travailleurs sociaux et de thérapeutes ont décidé de proposer une aide aux hommes violents. Ce sont souvent des facteurs extérieurs tels que le départ de sa compagne, les conseils de la police, l'avis des avocats de la défense, une ordonnance du tribunal ou du comité de probation qui poussent l'homme à prendre contact avec un lieu d'écoute pour hommes violents. Au Québec ces programmes d'interventions sur la violence masculine s'articulent autour de six grands objectifs :

- aider les hommes à mettre fin à la violence qu'ils infligent à leur compagne.
- inciter les hommes à assumer la responsabilité



- de leurs pensées, de leurs sentiments, de leurs perceptions, et de leurs comportements.
- renseigner les hommes au sujet des nombreuses formes que peut prendre la violence et de ses effets destructeurs dans leurs vies.
- enseigner aux hommes de nouvelles manières de penser et de se voir, qui soient plus positives.
- montrer aux hommes de nouvelles façons d'entrer en relation.
- garantir la sécurité et la protection de tous les membres de la famille.

Technique et méthodologie

Après un entretien individuel qui permet de repérer les besoins de la personne, d'envisager le cas échéant des orientations vers des services spécialisés (psychiatrie, centre d'alcoologie et de toxicomanie...) et de déterminer le stade de son cheminement personnel, le travail d'accompagnement se fait en groupe afin de briser l'isolement de l'agresseur et de créer une dynamique de soutien mutuel. Le groupe devient un lieu d'apprentissage sécurisant où chaque participant est encouragé dans ses changements, où il est valorisé dans ses efforts, où il peut en confiance parler de ses émotions. Il y a 6 à 8 personnes par groupe qui se rencontrent avec deux thérapeutes deux heures par semaine pendant au moins trois mois. Les personnes sont accueillies dans le groupe de la même façon quelle que soit leur démarche (volontaire, obligation posée par le juge ou le psychiatre, menace de départ de la compagne...).

L'objectif final d'un groupe pour hommes violents est de transformer ces comportements de violence pour un nouveau mode de vivre dans le quotidien. Pour arriver à cela, il est nécessaire d'étudier avec chaque membre du groupe la définition, les formes de violences, l'image et les rôles des hommes et des femmes, la conscientisation des stéréotypes masculins, et aussi les différents types de relation possible entre les individus. Différents supports sont utilisés pour soutenir ces apprentissages et pour travailler sur «l'ici et le maintenant» : mise en situations, analyse de saynètes, jeux de rôles, photo-langage, exercices basés sur l'expression des émotions et l'entraînement à l'affirmation de soi. En ce qui concerne les émotions, en général les hommes violents occultent grand nombre de sentiments, ils se sentent menacés et vulnérables quand ils vivent des émotions. A travers les différentes techniques d'animation, ils prennent conscience de celles-ci et vivent un certain déséquilibre. Il est déstabilisant pour les agresseurs de découvrir la présence de la tristesse, de l'anxiété et de voir naître en eux des sentiments associés à la dépression, alors qu'ils ont toujours eu d'eux-mêmes une perception d'homme fort, solide et infaillible. A chaque fois qu'il est possible il s'agit d'aider l'homme violent à identifier les premières manifestations émotives liées à un

événement. Il faut reprendre avec lui ces situations pour qu'il essaie d'y associer des émotions. En terme d'apprentissage de nouveaux comportements il est incontournable en préalable d'encadrer les manifestations de violence, au fil du temps, les hommes violents qui fréquentent ces groupes d'aide apprennent à reconnaître les signes avant-coureurs de la violence. Plusieurs propositions sont faites à l'homme violent qui se sent débordé par sa fureur : se retirer de la discussion, des lieux, appeler un ami, stopper l'escalade en verbalisant frustrations et émotion, frapper dans un coussin, crier dans une voiture, une forêt, un sous-sol... Dans les périodes difficiles, l'homme violent a besoin d'assistance par des techniques de soutien mutuel, telles que la chaîne téléphonique (chaque homme violent peut téléphoner à tout moment aux membres du groupe) ou le parrainage par un ex-agresseur. Lorsque le Réseau d'intervention masculine existait à Lyon, ce soutien mutuel par téléphone au moment de la crise fonctionnait et permettait une écoute empathique. Plus d'une fois cela a évité un passage à l'acte.

A chaque séance de groupe, un temps est consacré à la relaxation qui vise à utiliser positivement l'énergie générée par l'agressivité. Il est proposé aussi la tenue d'un journal de bord de la violence, chacun remplit pendant la semaine les rubriques suivantes : le comportement violent (quand, combien de fois, où, dans quelles circonstances, envers qui...), les pensées au moment de la crise, les sentiments et les émotions, le résultat, cet état des lieux sera étudié et discuté avec les intervenants. La relation avec l'animateur est importante pour l'homme violent qui côtoiera peut-être pour la première fois de sa vie un homme s'exprimant de façon calme et déterminée. C'est seulement dans ce contexte que l'agresseur se sentira respecté et sera confronté sans mépris à ses mécanismes de défense, de fuite, ainsi qu'à ses contradictions. L'intervenant prend une position claire contre la violence et la défend ouvertement. Il n'y a pas de faux-fuyants avec les hommes violents, qui se sentiront trahis et non respectés si les enjeux de l'intervention ne sont pas bien précisés. Il incombe à l'animateur de créer une interaction affective positive c'est-à-dire chaleureuse et respectueuse, mais en même temps directe, franche et ferme, il sera très attentif à tout dérapage car l'agresseur souvent sait bien manipuler ses interlocuteurs et mettre en place des mécanismes d'intimidation lorsqu'il se sent menacé.

Les différentes phases du processus

Cette aide aux hommes violents est un travail de longue haleine, il est souvent extrêmement éprouvant pour l'homme violent. Ginette Larouche qui a travaillé sur ce thème remarque que généralement ce cheminement passe par plusieurs phases :



- une période de contrôle extérieur des actes violents (soit par une ordonnance du tribunal, la menace du départ de la compagne...).
- une phase qui tend vers une prise de conscience par l'agresseur de son comportement et de sa responsabilité.
- une phase qui entraîne une grande vulnérabilité émotionnelle et une tendance dépressive.
- une étape qui permet d'accéder aux émotions et à leur expression.
- un processus de début d'affirmation de soi qui se confirme par une réappropriation de l'estime de soi.
- et en final une transformation de l'image masculine et une nouvelle représentation des relations homme-femme.

Et, en France ?

Il existe actuellement quatre structures de violences familiales qui accueillent des hommes violents envers leurs compagnes, elles se situent à Paris, Amiens, Belfort, et Marseille, une autre devrait voir le jour à Dijon. Le but de cet accueil est de permettre aux hommes violents d'exprimer leurs souffrances considérées comme à l'origine de leur brutalité. A terme l'objectif est de prévenir la violence privée en évitant les phénomènes de reproduction familiale. L'objectif est d'aider l'homme violent à comprendre qu'il est responsable d'un acte grave et répréhensible par la loi. Beaucoup d'hommes violents ont une mauvaise image d'eux-mêmes, leur personnalité s'est façonnée dans une ambiance familiale déstabilisante : certains ont été victimes de maltraitance, d'autres ont vu leur père frapper leur mère, d'autres ont grandi en obéissant à des règles de vie très strictes qui ont brimé leur sensibilité et empêché leur épanouissement. Le travail est long et nécessite une prise en charge d'au moins trois ans. Face à des actes de violence conjugale, la loi doit être dite, la violence, qu'elle soit physique et/ou psychologique est un délit. Il faut travailler avec les auteurs de ces actes violents sur la responsabilité plutôt que sur la culpabilité. L'intervention thérapeutique va questionner et faire travailler l'homme violent sur ses perceptions, ses valeurs, ses croyances, sur représentations. Les équipes

françaises spécialisées sur ces questions soulignent l'aspect un peu paradoxal de ces prises en charge, l'aide est souvent contraignante car à la demande d'un tiers (compagne, juge, comité de probation...) et l'enjeu du travail accompli est de favoriser une réappropriation de cette demande d'aide par l'homme violent en vue d'un véritable changement personnel.

Un énorme travail de prévention

Aujourd'hui de nombreuses structures, lieux d'écoute existent pour prendre en compte les victimes, que ce soient les femmes battues, les personnes victimes de harcèlement moral dans le cadre professionnel, les personnes victimes de traumatismes (braquage, attentat, catastrophe naturelle...) les personnes victimes d'abus sexuels. Plusieurs mairies, ou maisons de justice ont ouvert des permanences d'aide aux victimes. La souffrance, le ressenti de la victime sont entendus et pris en compte, à terme une réparation même symbolique permet de limiter le traumatisme et de sortir du rôle de victime. Parallèlement il semble nécessaire de prendre en compte la problématique des auteurs de violence. Au delà du rappel de la loi, fondamentalement nécessaire, de la sanction face à un acte délictueux (violence conjugale, délinquance, violence sexuelle...) voire de la privation de liberté, il y a nécessité d'ouvrir des lieux où les auteurs de violence pourraient mettre des mots sur leurs actes, où leur souffrance pourrait être écoutée, où ils pourraient être accompagnés vers un changement de leur représentation, de leur attitude, de leur relation à l'autre afin de rompre avec cette culture de violence.

Le travail mené au Québec autour de la problématique des hommes violents est très marquée par une approche comportementaliste (c'est sans doute l'influence américaine qu'on retrouve dans beaucoup de pays anglo-saxons), il s'agit d'éradiquer le comportement violent. En France on préfère recourir à un travail plus analytique qui s'attache à démanteler les mécanismes psychologiques de la violence. Peu importe la méthode, toutes ces équipes font un formidable travail d'accompagnement, d'écoute, de soin pour aider ces hommes à modifier leur comportement et leurs attitudes afin de ne plus utiliser la violence pour faire face aux conflits conjugaux.

Un énorme travail de prévention serait à mener pour aider les hommes à déconstruire leur certitude sur l'identité masculine basée sur la violence. Le public adolescent devrait être touché prioritairement par ces actions de prévention. La très récente enquête nationale sur les violences sur les femmes révèle que l'adolescence est une période très exposée, souvent par peur de ne pas être comme les autres. Les adolescents sont très traditionalistes et reproduisent les rôles sexuels dominants, bien véhiculés par la pub, la télévision, les jeux vidéo,

Bibliographie

- Welzer-Lang Daniel : «Les hommes violents» Lierre et Coudrier 1991, collection Ecart.
- Welzer-Lang Daniel : «Arrête, tu me fais mal ! la violence domestique» 60 questions, 59 réponses VLB éditeur 1992.
- Elbow M : «Theoretical considerations of violent marriages» Social Case Work.
- Fabre Catherine : «Le Québec et la violence conjugale : des modes d'actions plurielles face à une problématique de société complexe» Mémoire de DE Lyon 1999.
- Souffron Kathy : «Violences conjugales» Essentiel de Milan février 2000.
- Option : «Une alternative à la violence conjugale» Montréal 1999.
- Larouche Ginette «Agir contre la violence».

les films à succès, les sites internet, et les paroles du chanteur Eminem, par exemple, qui fait un véritable «tabac» chez les jeunes adolescents... Les témoignages parus récemment dans la presse sur la pratique de la «tournante» appelée quelquefois «les plans pétasses» ont de quoi inquiéter sur les relations garçon/fille chez certains adolescents: il s'agit d'une sorte de rituel durant lequel de jeunes garçons bien souvent mineurs affirment ensemble leur virilité au abusant d'une fille, le plus souvent la petite amie d'un des garçons. Il faut prévenir la violence conjugale dès l'adolescence car les premières relations amoureuses sont souvent l'occasion, dans la rencontre de l'autre ayant une identité sexuelle différente, d'expérimenter ces rôles sociaux encore bien ancrés dans l'inconscient collectif.

Non, la violence ne fait pas l'homme !

Yvette Bailly ■

membre du MAN-Lyon
Mouvement pour une alternative non-violente.

Contacts :

- Contexte et Réseau, Esplanade Pharo, 13007 Marseille, tél : 04 91 52 58 16.
- SOS Violences familiales, 11, rue Taine, 75012 Paris, tél : 01 44 73 01 27.
- AGENA, 124, rue de Rouen, 80000 Amiens, tél : 03 22 33 39 39.
- Parenthèses à la violence, 51, rue de Mulhouse, 90000 Belfort, tél : 03 84 54 06 03.





Irak : répressions

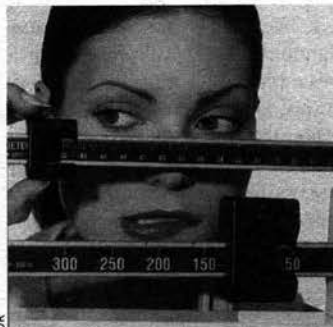
Depuis 1994, les femmes accusées de prostitution en Irak sont décapitées. Cette loi permet de fait de se débarrasser des femmes qui font de la politique. Au moins 80 femmes ont déjà été décapitées, la plupart sont des femmes ayant un fort niveau d'études et donc peu susceptibles de se prostituer. La loi sur l'adultère permet également de lapider une femme dénoncée par son mari comme infidèle. Après la disparition de milliers de Kurdes violemment réprimés pour éviter toute action politique, des femmes et de jeunes enfants se retrouvent sans ressources dans le nord du pays. Pour demander une commission d'enquête sur la condition des femmes, sous l'égide de l'ONU, une pétition circule. *Alliance pour les droits de l'homme, Françoise Brié, 2, passage de la Fonderie, 75011 Paris, tél : 01 43 57 13 10.*

USA

Lutte pour l'allaitement

Alors que les médecins recommandent d'allaiter les enfants jusqu'à un an, aux Etats-Unis, de très nombreuses femmes refusent de le faire sous la pression de leur environnement professionnel. Il y a même un groupe de fous qui prétend qu'il s'agit d'une forme d'inceste à prescrire ! Des femmes qui allaitaient en public ont été arrêtées par la police dans certains Etats pour indécence et déjà huit Etats ont légiféré pour réaffirmer qu'allaiter en public est légal. *(Courrier international, 26 avril 2001)*

par les hommes) qui pourrait la vie de nos enfants ! *(Le Monde libertaire, 11 janvier 2001)*



Salaires : Inégalités misogynes

Une enquête sur les écarts de salaires au-delà de 45 ans (donc en dehors de la question des congés de maternité), montre que le revenu moyen d'un homme est de 8790 F contre 6960 F pour une femme, soit un écart de 27 %. 20 % de cet écart s'explique par le fait que les hommes travaillent une heure salariée en plus en moyenne : le temps partiel (souhaité ou subi) est plus développé chez les femmes. 40 % de l'écart vient du fait que les femmes de plus de 45 ans ont fait moins d'études et ont donc des places moins bonnes. Reste environ 20 % d'écart inexplicable que l'INSEE n'hésite pas à classer comme purement misogyne. Dans ces 20 %, on classe le favoritisme en faveur des hommes, des pénalisations volontaires à l'encontre des femmes. *(INSEE, 21 février 2001)*

BELGIQUE

Encore plus égales

La Constitution belge précise que tous les Belges sont égaux devant la loi. Le 8 mars, un amendement a été adopté précisant que cela veut aussi dire égalité entre les deux sexes. *(Imagine, avril 2001)*

Dictature de la minceur

Une étude montre que dès six ans, les petites filles commencent à croire qu'elles mangent trop. A 12 ans, 70 % d'entre elles le pensent, à 17 ans, 80 % ne se trouvent pas assez «minces». Merci à la presse féminine (contrôlée

Défense de la gynécologie médicale

Une carte postale pétition pour la défense de la gynécologie médicale à envoyer aux élus est disponible auprès du *Comité de défense de la gynécologie médicale, 19, rue des Gobelins, 75015 Paris, tél : 01 43 36 62 28.*

Humanitaire pour les femmes

Un prix sera décerné le 8 mars 2002 au meilleur projet humanitaire en faveur des femmes par l'association *Gynécologie sans frontières*. Pour concourir, les projets doivent être en cours de réalisation et un dossier doit être retourné avant le 31 octobre 2001 à *Gynécologie sans frontières, 119, rue des Amandiers, 75020 Paris, tél : 01 42 24 49 27.*

Meilleures conductrices

Les femmes ont plus d'accrochages, mais moins d'accidents graves. Selon les statistiques des assurances, une femme fait en moyenne 14 700 F de dégâts dans un accident contre 16 500 F pour un homme. L'écart est surtout dû à la différence de comportement chez les jeunes de moins de 21 ans : les filles font en moyenne 17 900 F de dégâts contre 32 500 pour les garçons. L'une des explications tient sans doute dans le rôle de l'alcool : 95 % des procès-verbaux pour alcoolisme au volant concernent les hommes.

ROUEN fermeture du planning familial

Les deux centres du planning familial de Rouen et Saint-Etienne-du-Rouvray ont fermé en avril. Tout a commencé par la mise en place d'une provision dans le budget pour acheter des locaux. Le conseil général a estimé que cela signifiait un trop plein d'argent et a diminué sa subvention en 2000 (80 % du budget des deux centres). La spirale s'enchaîne : moins d'argent, moins d'activités, moins de subventions... Début 2001, la situation n'est plus tenable et les quinze salariés sont licenciés. En 1999, les deux centres avaient réalisé

plus de 2000 consultations médicales, 600 prescriptions de pilule du lendemain, 530 entretiens préalables avant avortement, 800 tests de grossesse, 600 entretiens pour des questions juridiques familiales... Un comité de soutien s'est mis en place début mai pour essayer d'obtenir la réouverture des deux centres. *Comité de soutien au Planning familial, 12, rue Albert-Glatigny, 76000 Rouen, tél : 02 35 73 31 50.*

SEINE-SAINT-DENIS 10 F chacun

Pour pallier un refus de subvention, le *Lieu de rencontre des Femmes* de la Cité des 4000, à La Courneuve, a lancé un appel à dons pour poursuivre son travail de dialogue social entre toutes et tous, travail effectué depuis maintenant dix-huit ans. Le groupe des femmes demande à chacun-e d'envoyer un chèque ou un timbre de 10 F à : *Lieu de rencontre des femmes, 1, rue Claude-Debussy, 93120 La Courneuve, tél : 01 48 36 98 89.*

Viols

■ **Crime contre l'humanité.** En acceptant de juger trois militaires coupables de viols et d'esclavage sexuel pendant le conflit en Bosnie, le Tribunal permanent international pour la Yougoslavie vient de créer une jurisprudence : le viol et l'esclavage sexuel peuvent être considérés comme des crimes contre l'humanité. Ces derniers n'étant pas limités dans le temps (jurisprudence sur les crimes nazis), les tribunaux vont pouvoir ouvrir des procès à la plupart des armées du monde entier car partout les viols ont été jusqu'alors considérés comme une pratique normale de la guerre. Quant aux «bordels militaires de campagne» qui accompagnent les armées françaises en campagne, et où se trouvent des prostituées généralement venues des pays pauvres, il faudrait déterminer où commence et où finit la notion d'esclavage sexuel.

■ **A l'armée.** Le tribunal correctionnel de Vannes a jugé à huis clos le 8 mars dernier (journée de la femme !) un capitaine instructeur de l'école militaire de Saint-Cyr Coëtquidan pour agression sexuelle sur une femme élève officier, le 22 juin 2000. Le capitaine s'en tire avec huit mois avec sursis, des dommages et intérêts, une mutation au sein de l'armée et pas d'inscription au casier judiciaire. Le viol semble encore une affaire bénigne pour l'armée. *(Courrier Alternatif, mai 2001)*



Equivoque humanitaire

Les entretiens de témoins dans le cadre des multiples affaires de financement autour des réseaux Pasqua apportent leur lot de révélations. Ainsi, Raymond Nart, ancien de la DST, affirme que les services secrets, la DGSE, ont régulièrement utilisé les missions des organisations humanitaires pour faire circuler des officiers du renseignement. Il cite plus précisément l'ancienne ONG *Equilibre* en Tchétchénie. (*Le Parisien* du 24 mars et *Le Canard enchaîné* du 28 mars 2001)

Marins abandonnés

Les marins de l'Olga J. bloqués depuis deux ans dans un port bulgare (voir silence n°270) ont pu être secourus par des groupes de solidarité français. Ils sont venus à Paris le 15 avril d'où ils ont pu regagner le Ghana, leur pays d'origine. Il reste d'autres marins abandonnés. *Solidarité Olga J. 13, quai de la Citadelle, 59140 Dunkerque.*

VIETNAM Des zébus aux cochonnes

Après l'initiative de financement de zébus à Madagascar (voir n°270), un autre programme de location-vente de truies est en cours au Vietnam. Même principe : l'investisseur vend une truie à un fermier qui paie progressivement en monnaie locale, monnaie que l'on peut récupérer lors d'un voyage sur place ou donner à une ONG locale. Avantage pour les paysans locaux : pas besoin d'apport de départ. *Pour le Viet-Nam : www.zob-vietnam.org.*

INDE Médecine traditionnelle

Le Ladakh, au nord de l'Inde, est une région où les médecins traditionnels ou amchis, prodiguaient des soins gratuits pour les plus pauvres jusqu'il y a peu, en échange le plus souvent de travaux agricoles. Avec le développement des villes et de la médecine occidentale, ce système de troc est peu à peu délaissé. Laurent Pordié, anthro-

pologue et ethnopharmacologue, essaie de restaurer cette médecine traditionnelle. En accord avec le gouvernement, il a mis en place des séminaires d'échanges de savoir. La plupart des amchis n'ayant plus le temps de cueillir eux-mêmes leurs plantes, il a aidé à la mise en place de banque de médicaments traditionnels (plantes et minéraux) qui peuvent soit s'échanger contre des services, soit se payer. Il essaie, pour lui-même, de vérifier les effets de cette médecine empirique qui dispose de douze siècles d'expérimentation. *Laurent Pordié, Nomad Health & Education, 24, chemin du Roussimort, 31270 Frouzins, tél : 05 61 92 24 78.*

BRÉSIL Contre l'esclavage

En 1995, le gouvernement brésilien décide que les inspections du travail ne seront plus annoncées pour lutter plus efficacement contre l'esclavage. Or aujourd'hui, entreprises rurales et fazendas sont de nouveau informées à l'avance du passage des inspecteurs... ce qui permet de cacher les travailleurs clandestins. Une campagne internationale de cartes postales a été lancée pour demander au gouvernement de lutter plus efficacement contre les pratiques esclavagistes toujours en cours. Les cartes postales peuvent être demandées à : *Réseau-Solidarité, 10, quai de Richemont, 35000 Rennes, tél : 02 99 30 60 53 ou à DIAL, 38, rue du Doyenné, 69005 Lyon, tél : 04 72 77 00 26.*



NIGERIA Les labos tuent

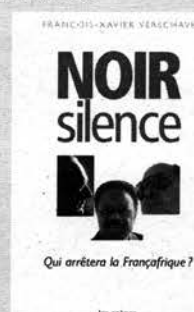
En avril 1996, une épidémie de méningite éclate à Kano, ville du nord du Nigeria. Deux camps de secours voient le jour : un dirigé par Médecins sans frontière fait un travail classique

Françafrique

■ **Tchad : élections truquées.** Comme dénoncé à l'avance par les ONG, les élections présidentielles au Tchad du 20 mai ont été truquées. Idriss Deby s'est attribué le modeste score de 67,35 % des voix au premier tour alors qu'il était opposé à six autres candidats. Ces derniers ont tous déposé un recours en annulation.

■ **Poursuite du procès Falcone.** L'avocat du marchand d'armes avait trouvé un vieux décret de 1939 disant que pour un trafic d'armes, les juges ne pouvaient instruire sans accord préalable du gouvernement. Les juges, estimant que la procédure a été lancée par une plainte des services fiscaux, services de l'Etat, ont estimé qu'ils respectaient ce décret.

■ **Campagne Bolloré.** Depuis octobre 2000, *Survie* a lancé une campagne pur dénoncer les agissements du groupe Bolloré en Afrique (voir Silence n°270). Une campagne de lettres soutenue par Greenpeace, Agir ici, AITEC, Amis de la Terre, Attac, Cedetim, Ritimo, Robin des Bois, est en cours pour demander la mise en place d'une commission parlementaire sur les pratiques du groupe en Afrique et sur son respect ou non du droit des populations locales. Modèle de lettre à demander à : *Survie, 57, avenue du Maine, 75014 Paris, tél : 01 43 27 03 25.*



■ **Noir silence : succès de presse.** Malgré son important volume, le livre connaît un grand succès (merci aux chefs d'Etat d'avoir fait un procès !). D'ores et déjà plus de 30 000 exemplaires ont été vendus. Plus impressionnant encore, le compte-rendu du procès *Noir procès* a été commandé avant même sa sortie à plus de 10 000 exemplaires par les libraires.

■ **Projet de loi.** Le 12 mars, quelques jours après le procès du livre *Noir Silence*, le sénateur Michel Dreyfus-Schmidt a déposé un projet de loi visant à abroger l'offense à chef d'Etat étranger. Cette loi pour offense à chef d'Etat évoquée

par les trois dictateurs africains Denis Sassou-Nguesso, Omar Bongo et Idriss Déby avait déjà bénéficié à trois de leurs célèbres prédécesseurs : Mussolini, Hitler et Duvalier !

■ **Elf et l'Etat.** L'ancien PDG d'Elf, Loïc Le Floch-Prigent, a rappelé lors de ses interrogatoires que les secrétaires généraux de l'Elysée ont de tout temps été avertis des montants et des pays bénéficiaires des aides d'Elf. Selon lui, cette pratique mise en place par De Gaulle dans les années 60 est toujours en vigueur aujourd'hui.

■ **Course hippique.** Les 11 et 12 mai dernier s'est tenu, à l'hippodrome de Vincennes le «Grand prix de l'amitié France-Afrique» sous le patronage d'Antoinette Sassou-Nguesso, première dame du Congo-Brazzaville. Les Femmes victimes de la violence au Congo-Brazzaville ont organisé pour la première fois une protestation contre l'indécence d'une telle réunion alors que dans ce pays règne une terreur soutenue par l'argent français. *FVCB c/o Union internationale des journalistes africains, 1, allée du 8-Mai-1945, 94140 Alfortville, tél : 01 48 93 70 12.*

■ **Ardèche : Noir silence.** François-Xavier Verschave, auteur de *Noir silence* donnera une conférence le 11 juillet à 20h30 au château d'Aubenas, à l'invitation d'Attac et de Terre des Hommes. La conférence sera précédée à 18 h d'une lecture d'extraits du livre *Dans le nu de la vie* par son auteur Jean Hatsfeld, sur les rescapés des massacres du Rwanda, de lecture de poésie et de musique africaine à la bibliothèque municipale. *Survie, 57, avenue du Maine, 75014 Paris.*



■ **Ardèche : Pierre Rabhi.** Auteur d'excellents livres de réflexion spirituelle sur le rapport entre l'homme et la terre, Pierre Rabhi animera une conférence au château d'Aubenas, le 26 juillet, à 20h30 sur le thème de la sécurité alimentaire, de la coopération entre le Nord et le Sud, etc. *Terre-et-Humanisme, BP19, 07230 Lablachère, tél : 04 75 36 65 40.*

■ **Rhône : le dossier Bolloré.** Attac-Rhône reçoit l'association *Survie* le samedi 7 juillet de 9 h à 10 h sur Radio-Pluriel (91.5 Mhz). Débat sur la multinationale Bolloré. *Attac, 44, rue Saint-Georges, 69005 Lyon, tél : 04 78 37 13 09.*

d'assistance. A ses côtés, un deuxième camp est ouvert par la firme pharmaceutique Pfizer. Celle-ci y teste ce qu'elle pense être un nouvel antibiotique, le Trovan. N'ayant pas assez de cas de méningites aux USA, la firme a en effet décidé de profiter de l'épidémie pour vérifier la bonne tenue du médicament. Pas de chance, sur 200 enfants enrôlés dans l'expérience, onze sont morts rapidement et d'autres ont gardé des séquelles (surdité, cécité, boiterie, incapacité de marcher ou de parler). Une enquête a montré que la firme n'a pas respecté les précautions à prendre lors d'une expérimentation, notamment le fait que lorsqu'une personne réagit négativement à une expérimentation, cette dernière est immédiatement interrompue, ce qui n'a pas été le cas. Selon la firme, ce taux de mortalité (6%) serait meilleur que celui des hôpitaux américains. Le médicament est depuis autorisé à la vente aux adultes aux Etats-Unis. (*Courrier international*, 18 janvier 2001)

BURKINA Affaire Zongo

Devant le maintien des mouvements de protestation, vingt-six mois après l'assassinat du journaliste Norbert Zongo, le président burkinabé, Blaise Compaoré a dû concéder l'inculpation d'un de ses proches, l'ex-chef de sa garde, Marcel Kafendo. (*Billets d'Afrique*, mars 2001)

SÉNÉGAL Course contre le racisme

Cinq cents délégués venus de toute l'Afrique à Dakar, en janvier, pour une conférence régionale contre le racisme, ont dû suspendre la conférence et libérer l'hôtel dans lequel ils étaient pour laisser la place... aux concurrents du Paris-Dakar ! Le colonialisme des automobilistes blancs n'est-il pas une forme de racisme ? (*Billets d'Afrique*, mars 2001)

Dettes du tiers-monde

■ **Des remises.** Les pays du G7 ont finalisé une réduction de la dette pour 22 pays du tiers-monde en échange de leur engagement à investir dans les domaines de la santé et de l'éducation. La réduction de la dette est en pourcentage souvent importante : entre 90 %

pour la Guinée-Bissau et 20 % pour le Honduras. Les autres pays sont : Bénin, Bolivie, Burkina, Cameroun, Gambie, Guinée, Guyana, Madagascar, Malawi, Mali, Mauritanie, Mozambique, Niger, Nicaragua, Ouganda, Rwanda, Sao Tomé-et-Principe, Sénégal, Tanzanie, Zambie. Le Tchad et l'Éthiopie devraient les rejoindre avant la fin de l'année. Cela représente une remise de plus de 20 milliards de dollars, mais de seulement 1 % de la dette totale du tiers-monde et pour ces pays de l'ordre de 2,7 % de leur PIB. Ce n'est pas négligeable, mais cela ne va pas changer fondamentalement la situation de la pauvreté dans ces pays. (*Alternatives économiques*, mai 2001)

MONACO Si pauvres !

Monaco est le pays du «sud» le plus aidé par notre gouvernement (voir Silence d'octobre 2000). Il y a de quoi : les 30 000 habitants n'ont que 340 109 comptes bancaires à gérer selon un récent recensement.

PARIS Mouvement des Sans-Terre

Une rencontre des Amis du Mouvement des Sans-Terre brésilien est organisée les 30 juin et 1er juillet à la Maison Nicolas-Barré, 83, rue de Sèvres, 75006 Paris. Débat autour des possibilités d'aide de la part des associations, des groupes de solidarité, des individus. Renseignements auprès de *Frères des Hommes*, 9, rue de Savoie, 75006 Paris, tél : 01 55 42 62 62.

SAINT-DENIS le Sud face à la mondialisation

Pour ses vingt ans, le *Réseau-solidarité* organise les 24 et 25 novembre à Saint-Denis, en Seine-Saint-Denis, un forum sur le renforcement des organisations du Sud face à la mondialisation. Quatre thèmes seront développés : l'accès à la terre (réforme agraire et justice), la sous-traitance : vers un label social, industrie agro-alimentaire, un monde néo-colonial, Banque mondiale et grands projets : où est la place de la population ? Programme complet : *Réseau-solidarité*, 10, quai de Richemont, 35000 Rennes.



Commerce équitable

■ **Thé équitable.** Début avril, Max Havelaar a annoncé la mise en vente de thé issu du commerce équitable. Alors que le café est souvent produit au niveau familial et qu'il a été possible de mettre en place des coopératives comme partenaires de Max Havelaar, le marché du thé appartient à des grands propriétaires terriens, en Inde. Par exemple, pour le Darjeeling, on ne compte que 78 propriétés... mais elles emploient 40 000 personnes soit une moyenne de 500 salariés par entreprise. Comment concilier cela avec le «commerce équitable» ? Un accord a été passé avec un propriétaire qui s'engage au respect des conventions de l'Organisation internationale du travail, au respect des dispositions légales de son pays en matière de droits sociaux et d'environnement, enfin à créer une commission paritaire entre salariés et membres de la direction pour gérer un fond de développement financé par la différence de prix entre le prix du marché et le prix garanti de la filière équitable. La plantation Makaibari qui fournit du thé équitable depuis 1994 a permis aux salariés l'achat de vaches dont le fumier est utilisé comme engrais biologique, tandis que le lait constitue un aliment. Elle a également construit une turbine qui permet l'alimentation en eau potable des maisons, et a mis en place une installation de biogaz qui permet de limiter la dépendance au bois. Elle envisage d'investir dans une campagne de reboisement et de diversification des revenus. Le propriétaire reste le propriétaire et tout cela ressemble fort au discours paternaliste de la droite chrétienne. Le passage en coopérative n'est pas envisagé. De même, le thé est commercialisé dans les grands magasins où là, le dialogue entre salariés et direction est réduit à sa plus simple expression. Pourquoi un label équitable ne s'appliquerait-il pas aussi à celui qui vend ? *Max Havelaar*, 41, rue Emile-Zola, 93107 Montreuil cedex, tél : 01 42 87 70 21.

■ **Avantages comparatifs.** Au XIXe siècle, le capitalisme invente la théorie des avantages comparatifs. Selon celle-ci, il faut produire au moindre coût, en grande quantité, là où c'est le moins cher et acheter ce qui serait un peu plus cher à ses voisins. C'est ainsi que les pays du Sud vont devenir les grands fournisseurs en matières premières de l'industrie du Nord. Ainsi, en 1815, l'Inde est largement exportatrice de tissus en coton. Les colons anglais vont les obliger à stopper la production de tissus pour ne devenir plus que producteur de coton et de colorants. Certains iront jusqu'à couper les doigts des tisserands bangalais pour qu'ils cessent leur habile travail. Avec les monocultures apparaissent les famines. Le Sri-Lanka (ex-Ceylan) va connaître le même phénomène, abandonnant ses cultures vivrières au profit du thé. Cette théorie qui a permis le protectionnisme des moyens de transformation du Nord a persisté jusqu'à nos jours. En important des coopératives locales des produits coloniaux comme le thé ou le café, on maintient donc un processus qui a détruit les économies locales. Peut-on alors parler de «commerce équitable» ? Les deux mots peuvent-ils être associés ? Il serait sans doute plus judicieux de s'assurer que les producteurs locaux satisfassent d'abord leurs besoins en cultures vivrières et en produits manufacturés, avant de leur imposer un commerce international. Pour en savoir plus : «La globalisation du monde», Jacques Gélinas, éd. Ecosociété, 2001.

■ **Du miel équitable ?** Max Havelaar a présenté lors de sa quinzaine du commerce équitable, en mai, les nouveaux produits que devrait couvrir le label. Parmi ceux-ci, du miel chilien ! A-t-on besoin de détruire l'environnement (par les transports) pour faire venir du miel de l'autre bout du monde ? Le commerce équitable commence par soutenir les producteurs locaux.

■ **Du côté du Chiapas.** Max Havelaar conteste les accusations portées par le collectif *Ya Basta* sur ses approvisionnements en provenance de certaines coopératives du Chiapas. D'une part, la coopérative citée comme étant liée avec des escadrons de la mort, Udeprom, n'a plus accès au label commerce équitable depuis 1999 suite à des contrôles montrant qu'elle ne respectait pas la charte, mais en plus, la plupart des coopératives caféières de la région ont bénéficié d'aides financières du PRI lorsque celui-ci était au pouvoir et Max Havelaar estime que cela ne présume pas d'une implication dans le conflit du Chiapas. Le collectif *Ya Basta* estime que si. (*Politix*, 3 mai 2001)



Mais pourquoi continuent-ils ?

«*Sénateurs, si votre vision de notre avenir agricole est une vision d'entreprises agro-industrielles sans fermes familiales, alors vous devez voter la reconduction du commissaire à son poste. Par contre, si vous imaginez une communauté productive de gens de la terre, et si vous voyez la beauté de son milieu naturel, alors, en votre âme et conscience vous ne pouvez pas maintenir ce commissaire et il vous faut, sans tarder, inciter le gouverneur à engager quelqu'un ayant les notions de base de ce qu'est la production de subsistance, qui accorde toute sa valeur à l'économie locale et qui nous encouragera à enrichir la terre, et non les firmes.*» Karen Shaw, exploitante d'une ferme laitière au Vermont, lors de l'audition d'entérinement du commissaire à l'Agriculture Leon Graves (1).

«... *La commission à l'Agriculture du Sénat a maintenu Graves [commissaire à l'Agriculture] en poste pour deux ans supplémentaires.*»

Burlington Free Press (2).

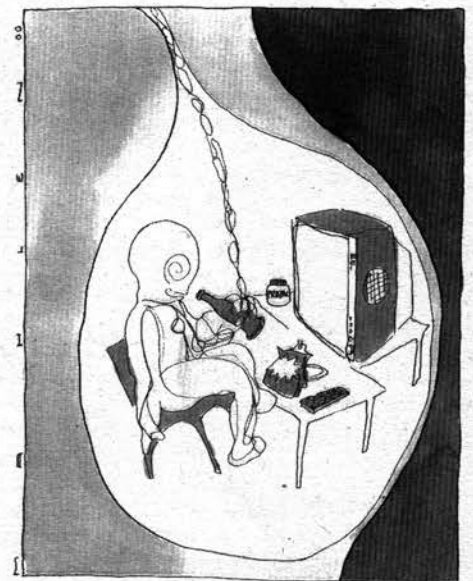
Les chapitres précédents ont souligné certaines des façons dont les politiques taillent sur mesure ce qui est de leur ressort (leurs infrastructures physiques, leurs institutions scolaires et de recherche, leurs lois et règlements en matière de commerce) de façon à encourager tout ce qui est gros et transnational, et non pas ce qui est petit et local. Comme la tendance à viser une échelle plus vaste et mondiale est le résultat de choix humains, ce n'est ni inévitable ni irréversible. Mais si notre sort est d'être poussés d'une chiquenaude, alors il est important de comprendre pourquoi les preneurs de décisions font si souvent les choix qu'ils font.

La raison la plus évidente concerne l'argent. Les échanges internationaux et la concentration économique sont les sources de puissants courants d'argent, et une partie de ces courants peut facilement être détournée par des élites influentes pour leur propre bénéfice — aussi bien dans le cadre du gouvernement qu'à l'extérieur de ce cadre. Au contraire, les économies plus localisées sont formées d'une multitude de petits magasins, de fermes et de producteurs locaux dispersés un peu partout, leurs relations sont souvent moins basées sur l'argent, et de ce fait les occasions sont moindres, pour qui a du pouvoir, d'ajouter à sa propre fortune. Dans le Sud, par exemple, des dictateurs comme Mobutu Sese Soko ou Ferdinand Marcos ont pu siphonner leurs mil-

lions tout simplement parce que des milliards coulaient dans leurs pays, pour des projets de développement et pour des investissements étrangers en direct.

C'était la même chose en Indonésie, où presque chaque importante société indonésienne était liée, par de complexes réseaux financiers, à la famille de l'ancien président Suharto. Trente années de dictature de Suharto — qui a décimé les forêts d'Indonésie, mis en péril sa flore nationale et ses espèces animales, et qui a décimé des populations indigènes comme, par exemple, les populations du Timor oriental, les Dayak, les Aceh et les Papous — ces 30 années, donc, ont fourni à la famille de Suharto une fortune estimée à quelque 40 milliards de francs français (3) (4). Pour de tels législateurs ce n'est pas seulement leur fortune qui dépend de tous ces flots d'argent que seules les grandes compagnies mondiales peuvent fournir, c'est également le pouvoir lui-même.

La corruption n'est assurément pas limitée aux pays les moins développés. Le surdéveloppement et l'hyperspéculation qui ont mené à l'effondrement de l'économie sud-coréenne en 1997 étaient exacerbés par un système de corruption et de prêts à mobiles politiques qui rapportèrent des centaines de millions de dollars en pots de vin à l'ancien président — qui lui valurent également une peine de prison à



vie, avant l'inévitable amnistie par son successeur (5). A Mexico, Carlos Salinas de Gortari, l'ancien président qui s'était fait le défenseur de l'ALENA [Accord de libre échange de l'Amérique du Nord] et qui avait même caressé le rêve d'être à la tête de l'OMC [Organisation mondiale du commerce] vit actuellement en exil ; un exil qu'il s'est imposé pendant que son frère, incarcéré, essaie d'expliquer la provenance des 550 millions de francs qu'il avait mis de côté sur des comptes en banque suisses (6).

Même les pays les plus développés ont leur dose de corruption. Aux Etats-Unis, l'ancien ministre de l'Agriculture du président Clinton a été mis en accusation en 1997 pour avoir régulièrement accepté des cadeaux et des faveurs de directeurs de quelques-unes des grosses sociétés agro-industrielles dépendant de son ministère (7). Il y a peu de temps enco-

(0) Cet article est la conclusion d'une série d'articles que nous avons publié dans les numéros 252, 255, 258, 259, 261, 264, 265, 268, 269, et 271.

(1) Karen Shaw, testimony before the Senate Agriculture Committee, State of Vermont, 25 avril 1996.

(2) Jeffrey Good, «After Criticism, Panel OKs Graves Term», *Burlington Free Press*, 1er mai 1997, p. 1.

(3) Barbara Crossette, «The 21st Century Belongs to...», *The New York Times*, 19 octobre 1997, sect. 4, p. 3.

(4) George Aditjondro, «Dictators United : The Suharto-SLOEC Business Connection», *Multinational Monitor*, vol. 18, n°9, sept. 1997, p. 11.

(5) Seth Faison, «One Korean Certainty : No more Business as Usual», *The New York Times*, 4 janvier 1998, sect. 4, p. 4.

(6) Geri Smith, «Catching Up with Carlos Salinas», *Business Week*, 15 juillet 1996, pp. 44-46 ; Geri Smith «New Revelations - And New Pressure on Zedillo», *Business Week*, 15 juillet 1996, p. 46.

(7) Stephen Labaton, «Agriculture Chief in '93-94' Cabinet is Indicted by US», *The New York Times*, 28 août 1997, sect. A, p. 1.

re, dans bon nombre de pays d'Europe on considérait que la corruption était une dépense à porter en déduction sur ses impôts.

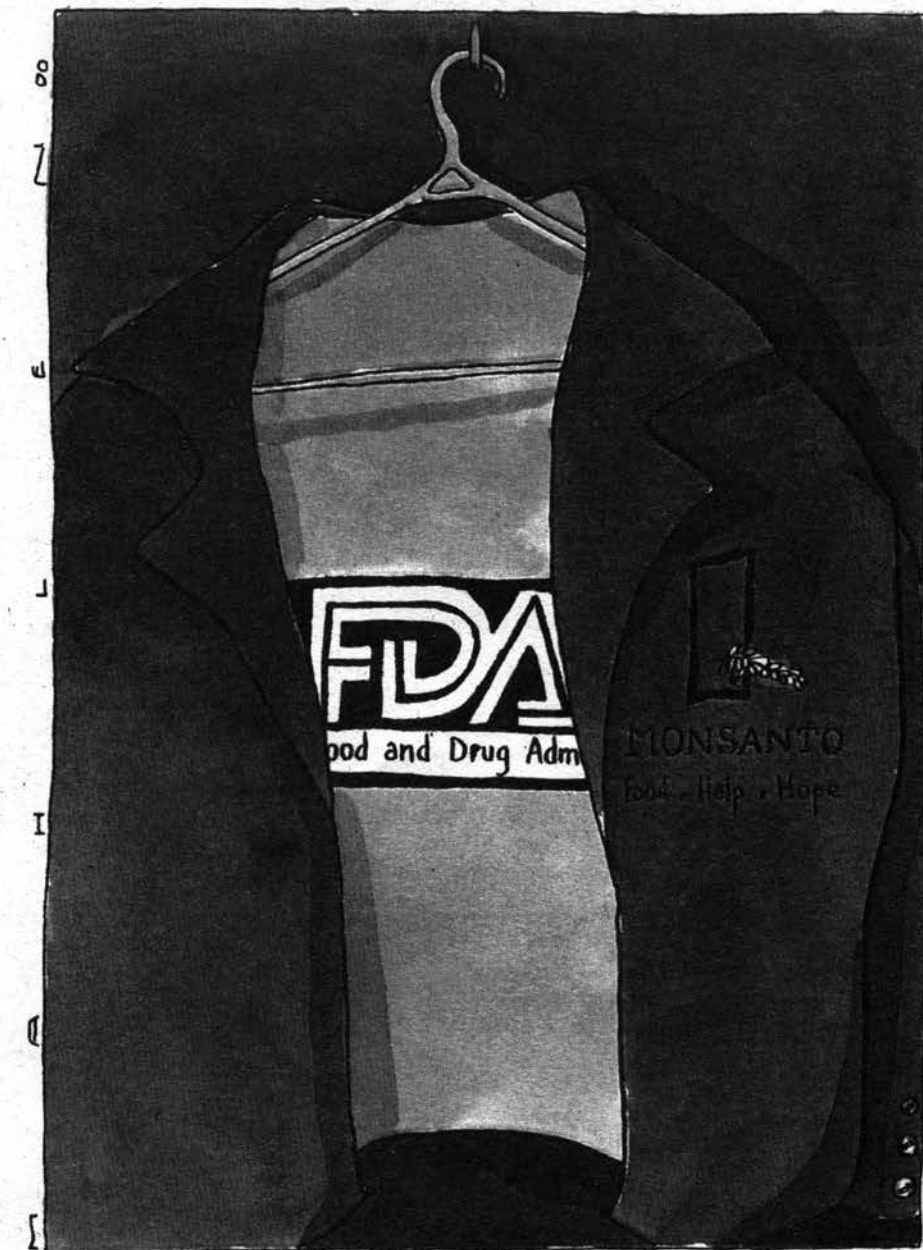
Un dollar, un vote

Dans les pays où les élections sont «libres», l'argent directement donné aux leaders politiques ne tombe généralement pas directement dans leur poche, il va le plus souvent sur les comptes bancaires qui financent leur campagne électorale. Dans de nombreux pays, les «publicités» télévisées sont devenues une condition préalable à la victoire électorale ; c'est là une évolution qui, outre le fait qu'elle limite le débat politique à des échanges creux et simplistes et des thèmes bien étriqués, rend le processus électoral si cher que seuls ceux qui ont accès à de vastes sommes d'argent peuvent entrer en compétition. Un des effets est que le principe «un homme, une voix» devient très vite «un dollar, une voix». Roger Tamraz est un entrepreneur américain du pétrole qui, dans l'espoir d'obtenir l'aide de l'Administration pour un projet pétrolier, a versé 300 000 dollars [environ un million et demi de francs] dans l'escarcelle du Democratic National Committee. Il a très succinctement exprimé la nouvelle réalité d'une démocratie conduite par l'argent : témoignant devant le Congrès, il a admis qu'il ne se cassait pas la tête à voter, les élections n'étant, de toute façon, pas décidées par les électeurs (8).

Alors que les grosses sociétés et leurs élites peuvent injecter des fonds à des candidats réceptifs à leur cause, les représentants des petites entreprises locales en sont bien incapables. Il n'est donc pas surprenant, du coup, que même des gouvernements «démocratiquement élus» inclinent tellement vers des fortunes concentrées.

Cette propension s'est développée pendant des années aux Etats-Unis, et on peut en voir le résultat dans la façon dont les contributions aux campagnes électorales marchent main dans la main avec les subventions attribuées aux sociétés impliquées. Par exemple, le US Public Interest Research Group [groupe américain de recherche d'intérêt public] a récemment fait part du fait que, entre 1991 et 1996, les candidats au Congrès avaient reçu de la part de diverses industries polluantes plus de 89 millions de dollars. En contrepartie, pour la même période le Congrès leur a alloué 19 milliards de dollars de subventions — soit 213 dollars pour chaque dollar «investi» dans les donations à la campagne électorale (9).

Les officiels élus qui sont les récipiendaires des largesses des compagnies s'empressent de faire remarquer qu'il ne s'agit pas de compensations — autrement dit, les dons accordés aux campagnes électorales n'ont rien d'une corruption éhontée. Ce que l'on admet, toutefois, c'est que les donations aux campagnes ouvrent aux donateurs les portes des fonctionnaires de l'Administration. Si monsieur Toulemonde téléphone ou écrit à un élu pour lui faire part



de son opinion sur un point critique, il y a peu de chances que l'élu reçoive directement le message et la réponse sera probablement une circulaire sortie d'un ordinateur. Par contre, un donateur distingué par sa donation est assuré de recevoir une réponse personnelle, et il peut souvent avoir un rendez-vous en tête à tête avec le fonctionnaire. La différence est de taille, et elle est la mesure de la façon dont l'argent divise les citoyens en deux classes distinctes et politiquement inégales.

La plus fortunée de ces deux classes fait régulièrement usage de son droit d'accès pour faire ployer les réglementations publiques. Dans le sillage des auditions de la commission du Sénat américain sur les abus de financements de campagnes électorales, Elizabeth Drew, auteur de *Whatever It Takes* [Quoi qu'il en coûte], livre sur le rôle de l'argent lors des élections de 1996, fait remarquer que «L'argent peut vous ouvrir les portes, mais la transaction ne s'arrête pas là... Le droit d'accès peut conduire à l'influence, qui peut affecter une législation. Il peut s'agir d'un amendement qui

va se trouver poussé de côté, d'un jugement de régulation, d'un contrat, ou d'une attention spécifique d'un fonctionnaire du Cabinet» (10).

Cela peut même acheter bien plus encore : un entrepreneur de Caroline du Nord a fait don de 30 000 dollars pour la campagne de réélection du gouverneur — il voulait obtenir un rendez-vous au bureau du ministre des Transports. N'ayant pas compris les subtilités des signes d'entente entre corrompus modernes il demanda qu'on lui rende son argent quand un siège au conseil lui passa sous le nez, et une de ses rancœurs était que quelqu'un d'autre, au conseil, «n'avait donné que 19 000 dollars» (11).

Dans un autre cas, un projet de loi destiné à faire une croix sur les clauses principales de

(8) Christopher Hitchens, «In the Pipeline», *The Nation*, 13 octobre 1997, p.9.

(9) «Feeding at the Trough», US PIRG, 15 avril 1997.

(10) Jill Abramson, «Money Buys a Lot More Than Access», *The New York Times*, 9 novembre 1997, sect. 4, p.4.

(11) Pat Arnow, «No Money Back Guarantee», *In These Times*, 23 novembre 1997, p.6.



l'Endangered Species Act [l'Acte des espèces menacées] était, en fait, l'œuvre d'une organisation regroupant les intérêts de négociants en bois, d'exploitations minières, de propriétaires de ranches et des intérêts de services publics, y compris des compagnies telles que Chevron ou la Kaiser Aluminium and Chemical Corporation. L'année précédente, le groupe financé par l'industrie avait versé 34 000 dollars [200 000 F] dans l'escarcelle du sénateur qui sponsorisait ce projet de loi.

Même lorsqu'il n'y a pas contribution en argent liquide, les grosses compagnies internationales ont un tel impact sur le tissu économique que les leaders politiques qui les ignorent le font à leurs risques et périls. La leçon a été impitoyablement enfoncée dans le crâne des leaders des affaires économiques asiatiques suite à l'effondrement économique de leur région à la fin des années 97. Pendant des années, par exemple, la Corée du Sud avait été réticente à ouvrir ses marchés financiers aux compagnies transnationales basées à l'étranger, mais la crise économique a frappé et la nation a eu besoin de milliards de dollars pour éviter l'écroulement — elle était mûre à point pour le chantage. Dans les jours qui suivirent l'effondrement du won, elle accepta que des banques internationales (comme la Citibank) rachètent des banques locales, et que de gigantesques compagnies internationales d'assurances (comme la New York Life) exploitent les marchés d'assurances coréens.

D'après Charlene Barshefsky, représentante du ministère américain du Commerce qui négocia l'accord sous les auspices de l'Organisation mondiale du commerce, «Cela faisait des années que ces négociations étaient en cours, et nous avons dû essayer d'avoir les gouvernements à l'usure les uns après les autres...

Ils savaient, finalement, qu'en s'obstinant à fermer des parts de leurs marchés aux investisseurs étrangers ils ne faisaient qu'aggraver leurs problèmes» (12).

Il ne s'agit pas là d'un simple problème Nord-Sud, car l'influence qu'ont ces énormes compagnies mondiales sur la souveraineté des gouvernements n'est pas moins présente au Nord. En Europe, par exemple, les firmes de la Communauté européenne qui constituent la Table ronde européenne ont leurs entrées de façon quasi illimitée dans les coulisses des pouvoirs nationaux et européens. Keith Richardson, secrétaire général de la Table ronde européenne, définit ainsi le mot «accès» : «Avoir accès signifie que vous pouvez passer un coup de fil à Helmut Kohl et lui recommander de lire un rapport... Avoir accès signifie également que John Major vous téléphone... pour remercier la Table ronde européenne de ses points de vue ; ou encore, déjeuner avec le Premier ministre suédois juste avant que la Suède ne prenne la décision de devenir membre de la Communauté européenne» (13).

Ainsi, ceux qui font que tout «baigne dans l'huile» pour ces compagnies ont toute l'attention de ceux qui établissent les règles, mais ceux qui parlent au nom des petites entreprises, des petits fermiers ou de l'environnement sont bien loin d'avoir autant de chance. Comme Ann Doherty et Olivier Hoedeman (de l'ASEED) l'ont fait remarquer : «Eurogroup, groupe de lobbying qui représente de petites entreprises... doit attendre des semaines et des semaines avant d'obtenir un rendez-vous avec un fonctionnaire, et le très estimé Bureau européen de l'environnement, dont le siège est à Bruxelles, a réussi à ne rencontrer qu'une seule fois en vingt ans le président de la Commission» (14).

Aux Etats-Unis, l'accès est faussé de la même façon par des intérêts monnayés. Le président Clinton a coutume de «louer» les chambres de la Maison Blanche en contrepartie de contributions à la campagne électorale et cela a fait les manchettes des tabloïds un certain temps, mais la connexion entre de folles masses d'argent et la politique du gouvernement est bien plus systémique qu'il n'y paraît. Lorsqu'un gros pourcentage de l'économie

dépend juste de quelques industries clefs, les directeurs de ces industries n'ont pas besoin de passer une nuit dans la chambre Lincoln pour faire savoir leurs besoins. Ainsi, l'industrie de l'armement représente encore 2,5 % de l'économie américaine — même après la fin de la course aux armements lors de la guerre froide —, donnant aux compagnies Boeing et Lockheed une forte influence sur la politique du gouvernement (15). De la même façon, on estime que toutes les industries reliées à l'automobile représentent 20 % de l'économie américaine ; les compagnies pétrolières et les fabricants de voitures ont donc un pouvoir encore plus grand (16).

La façon dont cette influence s'exerce a été révélée dans une lettre que les présidents de quelque 200 sociétés ayant leur siège aux Etats-Unis ont envoyée à Bill Clinton peu avant la conférence mondiale de Kyoto sur le réchauffement de la planète. La lettre mettait le Président en garde contre «des accords prématurs qui désavantageraient sérieusement l'économie américaine... Les Etats-Unis doivent être vigilants et éviter les engagements qui coûteraient des emplois au pays, qui retarderaient la croissance économique américaine ou qui porteraient tort à la compétitivité des Etats-Unis» (17).

Et donc, malgré l'évidence frappante que les procédés industriels altèrent le climat du globe et mettent en péril la santé de toute la biosphère, la recommandation fut de ne rien faire — sauf, bien sûr, si cela apportait de l'eau au moulin des industriels : «Il y a le temps de déterminer des stratégies optimales économiquement saines, d'impact général, centrées sur le marché et qui peuvent être adaptées au fil du temps, lorsque de nouvelles données et de nouvelles technologies ont fait leur apparition. C'est le cas lorsqu'il s'agit d'accélérer la recherche et le développement menant à des technologies sensationnelles...» (18)

Signée par les directeurs de Exxon, Occidental Petroleum, Mobil, Chevron, Texaco, General Motors, Ford, Chrysler, Boeing et autres têtes de sociétés tirant profit de l'utilisation du combustible fossile, la lettre est clairement la mise en application du principe «charité bien ordonnée commence par soi-même». Il n'en demeure pas moins que, l'économie étant dépendante de ces firmes géantes, les leaders politiques traitent ces documents du «monde amical des affaires» comme s'ils étaient d'une impeccable logique, impartiaux et à motivation civique. Le fait que toute l'at-

(11) Pat Arnow, «No Money Back Guarantee», In *These Times*, 23 novembre 1997, p.6.

(12) David E. Sanger, «Asia's Surrender», *The New York Times*, 14 décembre 1997, pp. 1, 12.

(13) cité par Ann Doherty et Olivier Hoedeman, «Misshapen Europe : The European Round Table of Industrialists», *The Ecologist*, vol. 24, n°4, juillet-août 1994, p.135.

(14) *Ibid.*, p.136.

(15) Martin Walker, «Air-raid warning for Europe», *Guardian Weekly*, 13 juillet 1997, p.6.

(16) Jane Holtz Kay, *Asphalt Nation*, (New-York : Crown, 1997), p. 123.

(17) Letter to President Clinton, signed by Lee F. Raymond, CEO of Exxon, et al.

(18) *Ibid.*

ention soit concentrée sur l'approche du terme des politiques électorales ne fait qu'exacerber le problème : si une réglementation devait aboutir à une récession économique ou, à court terme, à un marasme du marché boursier, ce serait un suicide politique pour tout leader assez téméraire pour l'endosser — même si ladite politique avait, à long terme, de bénéfiques effets sur la société, l'environnement et l'économie.

Les sièges tournants

Que les officiels soient désignés ou élus, ils sont de toute façon influencés par la richesse des firmes du secteur. Le tourniquet, qui dans un cas, conduit à des postes gouvernementaux et dans l'autre à des postes lucratifs dans des sociétés, aide à expliquer l'inclination des politiques en faveur des plus grosses firmes au sein de leurs supposés régulateurs. L'intime relation entre la Monsanto (compagnie de biotechnologie) et le gouvernement américain n'est pas si rare que cela. Mickey Kantor, proche conseiller du président Clinton, est devenu par la suite représentant officiel du Commerce et plus tard encore délégué américain aux Echanges. Monsieur Kantor siège aujourd'hui au conseil d'administration de Monsanto. Marcia Hale est passée du poste d'assistante personnelle du président Clinton à un poste pour Monsanto en Europe ; elle est maintenant proposée pour une autre besogne auprès du gouvernement (19). Le tourniquet entre Monsanto et la Food and Drug Administration, FDA, l'agence responsable de la supervision de bon nombre des produits de la compagnie, a tourné si vite qu'il est difficile de suivre toutes les allées et venues. Margaret Miller avait été pendant un certain temps à la tête de l'équipe de recherche de Monsanto, elle a récemment obtenu un poste au service de vérification des recherches à la FDA — incluant ses propres travaux. Michael Taylor, précédemment représentant du personnel au bureau d'avocats de Monsanto a ensuite pris du galon en devenant responsable des réglementations à la FDA, et il a tiré profit de son poste pour habilement modifier les termes d'étiquetage du lait produit par des vaches ayant reçu l'hormone de croissance bovine de Monsanto. Et une candidate bien placée pour la nouvelle direction de la FDA est Virginia Weldon, actuellement vice-présidente chez Monsanto (20).

Entre gens du même milieu

La différence entre le citoyen ordinaire et les gens qui favorisent l'économie mondiale n'est pas d'ordre exclusivement économique ; le tourniquet entre le gouvernement et les hauts lieux du monde des affaires illustre parfaitement ce point. Les personnages politiques et les élites du monde des affaires ont souvent

des parcours similaires ; ils ont reçu la même éducation et ils fréquentent les mêmes cercles sociaux. L'idée que chacun d'eux a du monde — immanquablement moderne et industriel — ne crée pas de vagues dans le milieu. Il est donc beaucoup plus facile pour un politicien de comprendre et de favoriser des réglementations basées sur la croissance économique, par exemple, plutôt que sur la nécessité d'un réseau communautaire ou sur la valeur intrinsèque de la nature. Lorsque d'autres cultures sont concernées, ce qui est le cas quand des réglementations menacent les moyens d'existence de villageois traditionnels du Tiers monde, le gouffre entre les deux est tout simplement infranchissable.

Les preneurs de décisions — tout comme l'élite des firmes — sont généralement bien ignorants des problèmes que créent leurs politiques. Le crime est le plus souvent absent de leurs communautés bien protégées par des barrières et surveillées par des gardiens, et des jardiniers sont embauchés pour faire en sorte que la nature soit bien représentée par des arbres bien sains, des pelouses sans mauvaises herbes et de riches jardins de fleurs. Il est peu probable qu'ils aient à faire face aux problèmes posés par des industries chimiques ou des installations nucléaires dans leur voisinage ou près de l'école de leurs enfants. Leurs divers déchets domestiques sont transportés en d'autres coins de la ville (ou du monde) avec une telle efficacité que, pour un peu, on croirait que le recyclage a résolu les problèmes des déchets et de la pollution. Il se peut qu'ils soient au courant des dangers des pesticides et des conservateurs dans les aliments, mais ils peuvent se payer une nourriture biologique, plus chère, et la bouche pleine chanter les louanges du «choix» qu'ont les consommateurs, choix grâce auquel les gens moins riches mangent des aliments moins chers et empoisonnés.

Il arrive que le niveau de vie élevé dont jouissent les élites qui ont tant d'influence repose littéralement sur la souffrance d'autres personnes. Ainsi, toute une industrie qui a coûté plusieurs milliards de dollars a été créée autour du cancer, créant de respectables et lucratives niches pour les chercheurs de haut vol qui étudient un mode de guérison pour cette épidémie de cancers. Une telle approche est tout à fait adaptée au paradigme industriel, et pendant ce temps-là ceux qui cherchent à éliminer les causes du cancer — et qui, de ce fait, remettent en question beaucoup des procédés dont dépend tout le système industriel — sont pris pour de foutus cinglés. Ils doivent se battre pour trouver des fonds, et on ne les entend d'ailleurs même pas.

Cela est également vrai en d'autres domaines. Wendell Berry l'a fait remarquer en ce qui concerne l'agriculture : « Transmettre un problème agricole aux promoteurs, aux organisateurs ou aux vendeurs de la technologie industrielle n'est pas demander une solution au problème, c'est demander davantage de technologie industrielle et une bureaucratie encore plus lourde pour résoudre les pro-



blèmes nés du mécontentement social, du chômage, de la mauvaise santé, de l'extension urbaine et du surpeuplement. Quelles que soient leurs références à l'«objectivité», ces gens-là n'examineront pas le problème pour y appliquer la solution la plus adéquate, non : ils vont renverser la procédure et définir le problème de façon à ce qu'il colle avec leur solution à eux, solution dans laquelle ils ont investi toutes leurs ambitions et leur style de vie. Ils prospèrent grâce à ce problème, ils n'ont donc certainement pas intérêt à le résoudre !» (21)

Des solutions uniquement industrielles

Ainsi que W. Berry le laisse entendre, le regard que l'industrie porte sur le monde — joint à cette habitude de penser de façon compartimentée qui est la signature de l'éducation moderne — limite effectivement le choix à ceux qui favorisent l'expansion du modèle industriel. Ce procédé est partout à l'œuvre. Par exemple, aux Etats-Unis, le taux de suicide des adolescents a triplé depuis les années 50 ; un nombre estimé à 5 % des enfants entre cinq et douze ans et 10 % des adolescents souffrent de dépression sévère (22) ; davantage encore de ces enfants ont été reconnus souffrant de perturbations émotionnelles telles que l'hyperactivité ou le manque d'attention. Si de tels problèmes sont réellement répandus chez les enfants américains, c'est que l'on a fondamentalement raté quelque chose ! Peut-être que la mer de produits chimiques industriels dans laquelle ils ont passé leur vie a perturbé le processus vital de développement du fœtus ou de l'enfance ; peut-être que l'éclatement de la famille élargie (mais aussi de la famille nucléai-

(19) Al Kamens, «Clinton Assistant Going Private», *Washington Post*, 21 avril 1997.

(20) Beth Burrows, communication personnelle.

(21) Wendell Berry, *The Unsettling of America*, p. 219.

(22) Mary Crowley, «Do Kids Need Prozac ?», *Newsweek*, 20 octobre 1997, pp. 73-4.

re) a creusé un vide émotionnel que ni la télévision ni les jeux d'ordinateurs ne peuvent remplir ; peut-être que les modèles de vie en chair et en os que l'on trouvait autrefois dans les communautés ont été supplantés par les images idéalisées des médias, et aucun enfant ne peut être à la hauteur de ces images.

Bon nombre d'explications de ce genre viennent à l'esprit mais, comme ce type de réflexions pourrait bien remettre en question le système industriel lui-même, les réflexions sont rarement poursuivies avec vigueur. On recherche plutôt une solution industrielle (dans ce cas, des médicaments modifiant le comportement), solution qui sera vantée et largement mise en application. On estime qu'environ 1,25 million de garçons d'âge scolaire prennent de la Ritaline pour «contrôler» leur hyperactivité (23). Des inhibiteurs sélectifs de sérotonine comme le Prozac, le Zoloft et le Paxil ont été prescrits à 600 000 autres enfants pour «combattre» leur dépression (24).

Les compagnies pharmaceutiques cherchent actuellement à rendre formel l'accord tacite du gouvernement pour que la prise de tels antidépresseurs soit permise aux enfants (quoiqu'ils n'aient jamais été totalement testés sur des enfants), ce qui reviendrait à dérouler le tapis rouge pour les campagnes de commercialisation directe et à en élargir l'usage. Tout ceci est plutôt alarmant vu sous l'angle de la santé globale d'une société, mais si ce sont les industriels qui regardent l'état de santé de leurs firmes ils voient surtout «du positif» et un analyste de marché a déclaré que «les firmes (pharmaceutiques) cherchent à étendre leurs marchés», révélant la façon dont le système industriel a réduit même les enfants à ce qui n'est rien d'autre qu'une niche supplémentaire de marché (25).

De la même façon, même la surpopulation doit avoir une solution émanant du modèle industriel — même si c'est l'industrialisation elle-même qui est la cause du problème. Presque tous les preneurs de décisions croient que l'expansion du développement industriel (souvent édulcoré avec une «éducation» de

type occidental pour les femmes) mettra fin à l'explosion démographique du Tiers monde. Une telle idée est basée sur le fait que, dans les pays industrialisés, l'accroissement de la population a stoppé ou s'est ralenti une fois atteint un certain niveau de richesse. Le Sud est donc encouragé à continuer à se développer selon le modèle consommateur et industriel, avec la foi que l'augmentation de la population se stabilisera quand le niveau de vie se sera suffisamment élevé. Cette théorie prend l'ère industrielle comme ligne de base, et le rôle que joue la modernisation dans l'explosion de la population est totalement ignoré. Edward Goldsmith fait remarquer que «l'expérience a été la même partout. Dès qu'une société traditionnelle pose le pied sur le sentier du développement économique, sa population explose tout simplement. Cela s'est produit en Grande-Bretagne, où la population était inférieure à huit millions au début de la révolution industrielle et où elle s'est multipliée au moins par sept avant de finalement se stabiliser. Cela se passe de nos jours partout où un développement économique a lieu...» (26).

Nourris de l'idée que les sociétés viables doivent reposer sur le modèle industriel, ces gens qui font les politiques n'ont absolument aucun état d'âme devant le fait qu'ils accrochent les quelques dernières sociétés traditionnelles de la planète au système industriel mondial. Si ces peuples survivent à la transition, leurs populations exploseront elles aussi ; mais les faiseurs de politiques ont une solution toute prête : développer davantage. La théorie de «la solution est dans le développement» ignore également le fait que la surpopulation est un problème d'abord et avant tout parce que la planète a des limites dans sa capacité d'absorber l'impact des activités humaines — impact qui croît de façon exponentielle avec l'élévation des niveaux de consommation. On pourrait demander quel problème est le plus important : est-ce le fait que la population du globe a doublé depuis 1950, ou est-ce le fait que le nombre de voitures — et tout ce qui va avec — a été multiplié par dix durant la même période (27) ? Stabiliser la population mondiale en encourageant le développement industriel revient à résoudre le problème de la surpêche en construisant des chalutiers plus nombreux et plus gros. Une politique de population aussi absurde ne peut sembler rationnelle que vue au travers de l'objectif fragmentaire des industriels.

Les temps ont changé

Lorsque les leaders du gouvernement parlent en faveur de ce qui est gros et mondial, ils ont l'idéologie économique dominante dans leur camp. Selon cette idéologie, la croissance économique et l'élévation du niveau de consommation sont le *sine qua non* du succès des sociétés. Une «compétence» accrue est le moyen d'y parvenir, et s'il faut trouver une raison de promouvoir une technologie à échelle

encore plus grande et d'un niveau encore plus élevé, Adam Smith et sa fameuse usine d'épingles sont toujours là. Son *Wealth of Nations* chanta, à l'aube de l'ère industrielle, les vertus de la division du travail et il posa en principe que, plus l'unité de production serait grande, plus le travail deviendrait spécialisé et, du coup, plus efficace. Et comme les grosses unités de production nécessitent de plus gros marchés, elles sont également devenues synonymes de compétence accrue.

Quel que soit le degré de validité que les théories de Smith ont pu avoir, elles s'effondrent une fois appliquées à des échelles de la taille de celles d'aujourd'hui. Il y a des limites au-delà desquelles «efficacité» ne signifie plus produire les biens nécessaires avec moins d'efforts mais plutôt remplacer des millions de personnes par des machines automatisées afin de produire des biens dont on a, en réalité, si peu besoin qu'un vaste système de lavage de cerveau (l'industrie de la publicité) est devenu impératif. Smith avait également sous-estimé l'importance du travail sensé, sens souvent aussi important pour les gens que tous ces produits pondus en série par les machines. Les métiers d'aujourd'hui, spécialisés et répétitifs au point qu'on en devient abruti, ne donnent pas du tout la notion d'un travail créatif. Pour Smith, «efficacité» voulait surtout dire que l'on allait économiser sur le travail humain ; il ne pouvait surtout pas prévoir que, 200 ans plus tard, le système industriel aurait tellement hypothéqué les ressources et le potentiel de régénération de la Terre qu'on en arriverait à devoir réduire la production et la consommation, et non pas à la développer indéfiniment.

L'avantage comparatif

Les politiques d'aujourd'hui s'appuient également lourdement sur le concept d'avantage comparatif que David Ricardo élabora au XVIII^e siècle. Ce concept pose — si on voit la chose simplement — que si une nation se spécialise dans la production d'articles moins chers à produire que d'autres et si elle fait des échanges avec une nation qui agit selon le même principe de production spécialisée, alors ces deux nations peuvent acheter davantage de biens de consommation que si elles n'avaient pas procédé à des échanges. Du temps de Ricardo les coûts relatifs d'une production à meilleur marché dépendaient de points bien naturels, comme le climat ou les ressources locales, autant que des capitaux, des technolo-

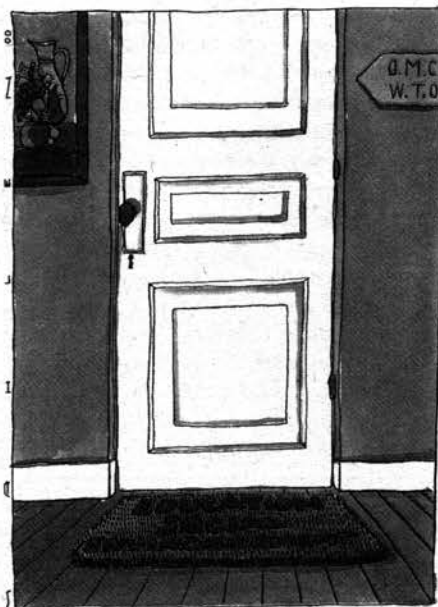
(23) Kristen Leutwyler, «Paying Attention», *Scientific American*, Août 1996, p. 12 ; «Resident Population by Age and State, 1995», *Statistical Abstract of the United States*, (Washington DC : Bureau of the Census, 1996), p. 33.

(24) Barbara Strauch, «Use of Antidepressant Medicine for Young Patients Has Soared : To Bolster Market, Makers Seek FDA Sanction», *The New York Times*, 10 août 1997, section A, pp. 1, 24.

(25) Ibid, section A, p.1.

(26) Edward Goldsmith, «Development Fallacies», in *The Future of Progress*, Norberg-Hodge et al., eds. (Tornes, UK : Green Books, 1995), p. 74.

(27) Lester Brown et al. eds. *Vital Signs 1997* (New-York : W.W. Norton, 1997) [L'Etat de la Planète 1997], p.74.



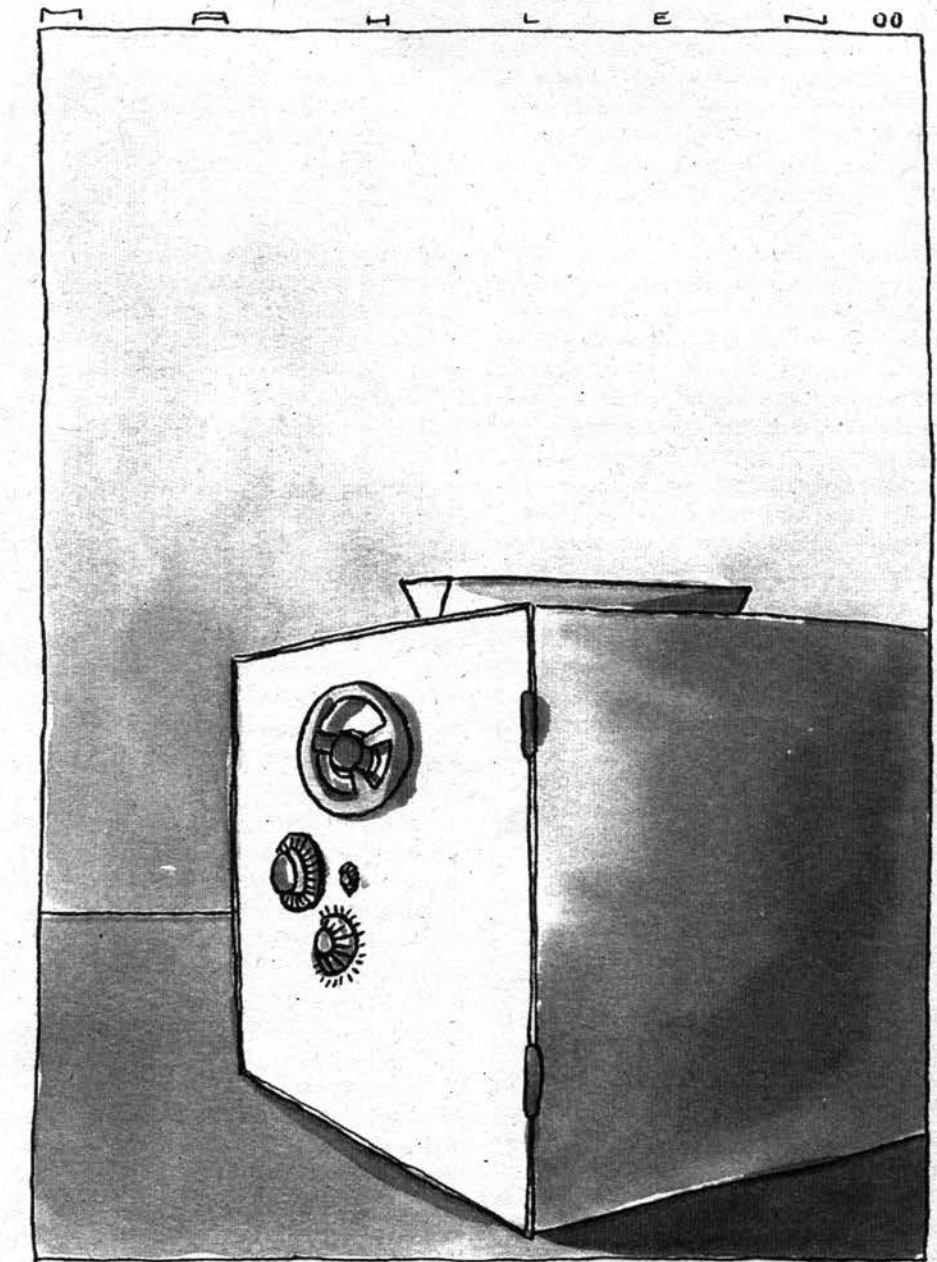
gies et des compétences localement disponibles.

Les promoteurs de l'économie mondiale ont récupéré l'avantage comparatif comme une justification fondamentale au libre échange, négligeant malheureusement d'importantes hypothèses sur lesquelles repose le modèle. Si l'on en croit l'économiste Herman Daly, «Le problème n'est pas la logique (de l'avantage comparatif). Le problème, c'est la pertinence de l'hypothèse, critique mais souvent oubliée, de Ricardo selon laquelle les facteurs de production, et spécialement les capitaux, sont internationalement immobiles. Cette condition, pourtant essentielle, n'est pas remplie dans notre monde d'aujourd'hui où des milliards de dollars peuvent passer d'une nation à l'autre à la vitesse de la lumière. De plus, les adeptes du libre échange encouragent de tels investissements à l'étranger comme une stratégie de développement. Bref, pour appuyer des réglementations dont le but est de rendre les frontières de plus en plus perméables aux capitaux et aux biens, les partisans du libre échange utilisent un argument qui ne s'applique que si ces mêmes frontières sont étanches à ces capitaux et marchandises» (28).

Ces gens qui font les réglementations n'ont absolument aucun état d'âme devant le fait qu'ils entraînent les dernières sociétés traditionnelles de la planète dans le système industriel mondial. Si ces peuples survivent à la transition leurs populations exploseront elles aussi, mais les faiseurs de politiques ont une solution toute prête : développer davantage.

Daly a décrit d'autres défauts de la foi en l'avantage comparatif. Pour que l'échange accroisse son efficacité, par exemple, ses coûts doivent être circonscrits au territoire d'origine, or cette condition non plus n'est pas remplie. Il est évident que l'échange repose sur le transport, et la plupart des coûts de transport sont externes : dépendre du pétrole implique des exemptions de taxes, des dépenses militaires, des fonds du gouvernement pour la recherche et d'importantes dépenses externes pour la santé et l'environnement — sans même parler de l'énorme infrastructure de transport financée par l'Etat. En fait, si ce que l'on recherche est l'efficacité économique, alors l'échange actuel, largement subventionné, est vraiment particulièrement inefficace. Daly le fait remarquer d'une façon facétieuse et tout à fait appropriée : «Les Américains importent des biscuits danois, et les Danois importent des biscuits américains. Echanger les recettes serait certainement plus efficace !» (29).

Alors que les promoteurs de l'économie mondiale vénèrent l'argument économique de Ricardo comme s'il s'agissait du Saint Graal, les avertissements d'économistes tout aussi importants (sur le même sujet) sont largement ignorés. John Maynard Keynes, entre autres, a écrit «Je suis du côté de ceux qui minimiseraient plutôt qu'avec ceux qui maximiseraient l'implication économique des nations entre elles. Les idées, les connaissances, l'art, l'hospitalité, les voyages... ce sont là des choses qui devraient,



de par leur nature même, être internationales. Mais laissons les biens être simplement locaux quand cela est raisonnable et possible, et faisons surtout en sorte que la finance soit, d'abord et avant tout, nationale» (30).

Cet avertissement est fidèlement ignoré des économistes influents, même lorsque la réalité du monde bien concret envahit l'atmosphère rarefiée de la théorie économique. C'est ainsi que le Fonds monétaire international [le FMI] a donné aux gouvernements de Thaïlande et de Corée du Sud de très bonnes notes pour leur «saine gestion macro-économique». Cela, quelques mois avant que les économies thaïlandaise et coréenne du Sud ne s'effondrent — et le FMI emploie plus de 1000 diplômés en économie. Par la suite il a approuvé une caution de plusieurs milliards de dollars des banques étrangères qui avaient coulé les deux pays avec de mauvais prêts. Recommander de limiter «l'implication économique» des nations entre elles, implication qui était à la base du problème, aurait certainement été bien plus intelligent (31).

Les coûts occultes

Le fait que les frais externes remettent en question l'«efficacité» des échanges internationaux s'applique également au modèle industriel tout entier. Les planificateurs et les preneurs de décisions désignent souvent l'élévation du produit national brut comme preuve du succès de leurs réglementations, passant complètement à côté du fait que le produit national brut est malheureusement bien peu adéquat comme jauge du bien-être d'une société. Redefining Progress, groupe qui cherche à remplacer le produit national brut par un ensemble d'indices bien plus réalistes, écrit que «Le produit national brut n'est rien d'autre qu'une mesure grossière de l'activité d'un mar-

(28) Herman Daly, «The Perils of Free Trade», *Scientific American*, novembre 1993, p. 51.

(29) *Ibid.*, p. 51.

(30) *Ibid.*, p. 50.

(31) David E. Sanger, «New World Audit : Fail-Safe Strategies in a Market Era», *The New York Times*, 4 janvier 1998, sect. 4, p. 1.

ché, de l'argent qui change de mains. Il ne fait de distinctions d'aucune sorte entre ce qui est désirable et ce qui ne l'est pas, ou entre les coûts et les gains. En plus, il prend en considération uniquement la part de la réalité que les économistes ont choisi de connaître — celle qui est impliquée dans les transactions financières... Cela (laisse) de côté deux domaines importants : d'une part les fonctions de la famille et de la communauté, et d'autre part l'habitat naturel. Au cours de notre siècle ces deux hypothèses sont devenues de plus en plus insoutenables. Ce n'est pas par hasard si à la fois l'habitat et la structure sociale ont souffert d'érosion sévère ces dernières années : ce sont précisément les hypothèses que les dix-huitième et dix-neuvième siècles avaient tenus à l'écart de leurs estimations du bien-être national — aussi bien dans les économies capitalistes que socialistes» (32).

Lorsque l'on exclut du bilan les services fournis par la biosphère, il est de plus en plus facile de comprendre pourquoi les politiques liées à la «technosphère» ne repoussent pas les arguments des compagnies opposées à de vigoureuses actions portant sur le changement climatique. La «contribution» économique d'une usine fonctionnant au charbon ou encore le transport longue distance sont entrés dans les comptes, alors que les contributions d'un écosystème en bonne santé — de loin bien plus importantes, mais non monnayables — sont ignorées.

Le regard que les industriels portent sur le monde est tellement égocentré que, même quand des valeurs monétaires sont placées sur les coûts de la modification du climat, les entreprises commerciales à haute technologie peuvent y voir d'intéressantes nouvelles niches à exploiter — ce qui, en retour, s'ajoutera au produit national brut. Pour les industriels, la possibilité de résoudre des problèmes à leur source en «fermant les robinets» n'est pas souhaitable ; il vaut mieux acheter d'autres serpillières et d'autres seaux.

Les coûts environnementaux ne sont pas les seuls exclus des estimations économiques car les coûts sociaux le sont également. Évaluée de façon étriquée et inégalement répartie, la richesse se porte bien dans le monde industriel mais le prix social en a été élevé. Robert Reich fait remarquer que «Faisant contrepois à tous ces gens fortunés, les Etats-Unis ont maintenant beaucoup plus de gens en prison ou à la rue et beaucoup plus d'enfants abandonnés que n'importe quelle autre nation développée» (33).

Reich aurait pu aussi mentionner, en preuves supplémentaires de l'effondrement social, le pourcentage de personnes âgées qui passent leurs dernières années non pas dans leur famille mais dans des maisons de retraite, inutiles et laissées de côté ; le taux de boulimie ou d'anorexie chez les jeunes femmes, le nombre de familles monoparentales, l'accroissement des suicides chez les adolescents, et des tas d'autres situations du genre.

Les Etats-Unis sont peut-être le pire des pays développés, ils ne sont cependant pas le

seul. Il est bien connu qu'au Japon, par exemple, où la société est très fortement basée sur la compétition, des hommes d'affaires sont dans une telle dépendance exacerbée par rapport à leur travail qu'on a donné leur nom à certaines maladies résultant du stress. En Angleterre et en Finlande, pays dont jusqu'à récemment les villes connaissaient peu les crimes et la violence, des enfants de moins de 10 ans ont été récemment accusés d'avoir tué d'autres enfants. Même au bien lointain Groenland, où ces 40 dernières années le style de vie est arrivé à égalité avec celui du monde industrialisé, le prix à payer a été élevé : l'alcoolisme et la toxicomanie règnent, des vagues de violences secouent les villages de l'île, et un homme sur sept se suicide entre l'adolescence et trente ans.

Le tiers-monde se développe et, parallèlement, sa population est victime des mêmes forces. D'après des militants de la santé en Inde et en Afrique, il y a un lien direct entre l'arrivée de MTV et d'autres stations par satellite (qui ont propagé la culture occidentale) et les taux de plus en plus élevés de dépressions, de suicides, de violence et de toxicomanie chez les jeunes.

De tels problèmes étaient plutôt rares dans les sociétés traditionnelles, comme les anthropologues l'ont toujours noté. Ainsi, par exemple, après avoir passé plusieurs années dans le Laddakh et sa culture d'avant-développement, Helena Norberg-Hodge concluait qu'elle n'avait «jamais rencontré des gens qui avaient l'air aussi sains émotionnellement et aussi sécurisés» (34). Un autre chercheur avait tenté d'étudier la dépression chez les peuples pré-industriels de Nouvelle-Guinée, et il n'avait simplement pu trouver aucun sujet dépressif.

Les sérieux problèmes émotionnels qui apparaissent dans les populations plongées dans le modèle industriel ou qui y sont soudainement exposées peuvent trouver une explication dans les pressions psychologiques pour vivre selon les normes idéalisées de richesse, de beauté et de style de vie, mais ce serait une explication partielle. Il y a d'autres raisons, beaucoup plus profondes. Le biologiste Hugh Iltis l'a fait remarquer : «Le blé et les vaches, le ciment et les voitures ne sont pas de taille à donner puissance à une psyché humaine qui, jusqu'à encore quelques générations, vivait quotidiennement en contact avec toute une variété de plantes et d'animaux ; une psyché qui, tamisée par la sélection naturelle, est génétiquement programmée pour répondre de manière positive à la nature et à ses schémas. En détruisant une aussi grande partie de l'environnement naturel, nous, les humains, sommes aussi en train de détruire des parties cruciales de notre propre habitat psychologique et physique... C'est une image bien lugubre» (35).

Evidemment, l'économie politique classique n'a aucune façon conséquente de prendre de tels coûts psychologiques en considération. Elle va plutôt ajouter le coût des anti-

dépresseurs, des séances thérapeutiques et des programmes de réhabilitation des toxicomanes au produit national brut, et la somme sera la preuve du progrès.

La dissolution de la démocratie

L'économie classique n'a aucun moyen de mesurer l'effet de sape sur le processus démocratique — autre symptôme de l'échelle croissante de l'économie. Dans beaucoup de sociétés à petite échelle, même dans celles dont les systèmes de gouvernement ne sont pas «démocratiques» dans le sens strict d'élections régulières à bulletin secret, les gens avaient un bon contrôle sur leur propre vie et sur leur communauté. Helena Norberg-Hodge a décrit ce mode de fonctionnement traditionnel, puis les changements apportés lorsque la région a été happée par de bien plus vastes systèmes économiques : «Dans l'économie décentralisée et à la taille du village, les individus avaient une réelle influence sur les décisions importantes qui les concernaient. Ils dépendaient de personnes qu'ils connaissaient et de ressources locales sur lesquelles ils avaient le plein contrôle. Maintenant, ils sont tenus de plus en plus serrés dans la structure socio-économique de l'Inde et chaque individu n'est plus qu'un parmi huit cents millions — un parmi plus de cinq milliards sur le plan de l'économie mondiale. Leur influence sur les forces économiques et politiques qui les concernent devient tellement restreinte qu'ils sont surtout impuissants» (36).

Aujourd'hui, même ces systèmes modernes de gouvernement décrits comme «démocratiques» sont corrompus par la part croissante de l'économie et par les compagnies qui les dominent. Peut-on parler de réelle démocratie lorsque ce sont les armes des grosses firmes (c'est-à-dire les contributions aux campagnes et le lobbying) qui déterminent les réglementations publiques ? La souveraineté du peuple est-elle réellement représentée quand l'Organisation mondiale du commerce (l'OMC), formée de bureaucrates que personne n'a élus mais qui se rencontrent secrètement à Bruxelles, peut se rire de standards nationaux et locaux sur l'environnement, la santé et le travail ?

Admiratif devant l'efficacité d'une usine d'épingles il y a quelques décennies, Adam Smith n'aurait jamais pu imaginer un monde

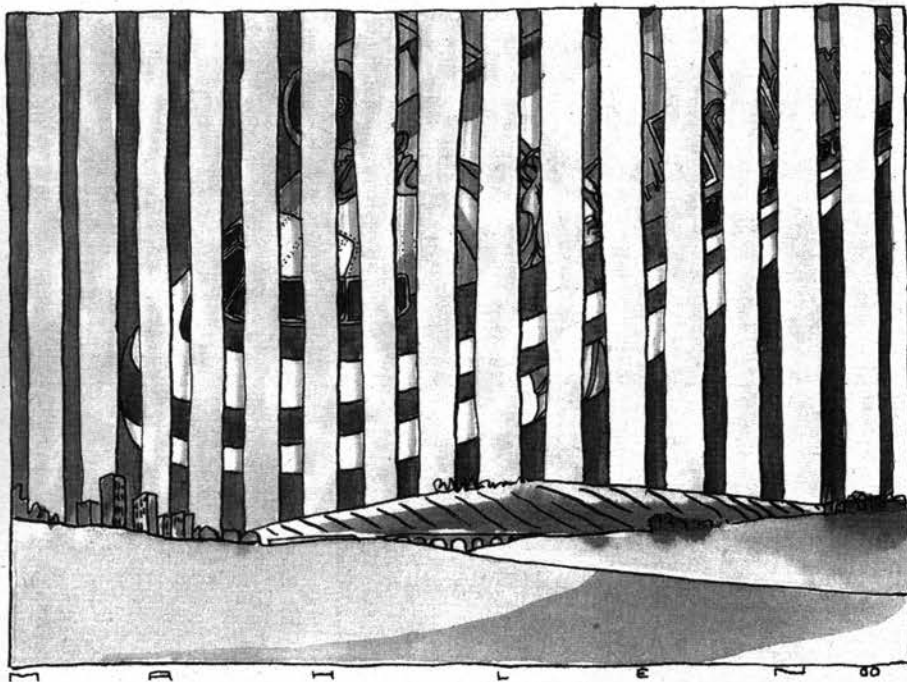
(32) Clifford Cobb, Ted Halstead, and Jonathan Rowe, «If the GDP Is Up, Why Is America Down?», *Atlantic Monthly*, octobre 1995, pp. 60-62.

(33) Robert Reich, «For Richer, for Poorer», *The New York Times Book Review*, 6 juillet 1997, p.11.

(34) Helena Norberg-Hodge, *Ancient Futures: Learning from Ladakh* (San Francisco: Sierra Club, 1991), p. 85.

(35) Hugh H. Iltis, «Serendipity in the Exploration of Biodiversity: What Good Are Weedy Tomatoes», in E. O. Wilson, ed., *Biodiversity* (Washington, DC: National Academy Press, 1988), p. 99.

(36) Helena Norberg-Hodge, «Ancient Futures», in D. Chiras, ed. *Voices for the Earth: Vital Ideas from America's Best Environmental Books*, (Boulder, CO: Johnson Books, 1995).



dans lequel des compagnies telles que General Motors et Mitsubishi étouffent l'économie de pays entiers. Mais l'impact des grandes compagnies sur la vie politique n'est pas du ressort de l'économie classique car, dans un tel domaine, les compagnies gigantesques sont avant tout un problème en ce qu'elles peuvent exercer une trop forte influence sur les marchés alors que ceux-ci ont besoin d'une concurrence parfaite pour fonctionner adéquatement. Donc, la seule raison « acceptable » pour intervenir sur l'accroissement d'une entreprise est de limiter son pouvoir de monopole, et non son impact sur le processus démocratique. On a eu occasionnellement recours à des statuts anti-trusts pour limiter le développement de certaines sociétés, mais la mondialisation économique a nettement écarté ce raisonnement déjà limité ; de nos jours, on part du principe que les compagnies ont *besoin* d'une grande échelle pour la concurrence mondiale.

L'expansion rapide du modèle industriel a encore beaucoup d'autres coûts, mais le seul biais par lequel l'un d'eux peut entrer dans le bilan c'est quand le système industriel trouve une « solution » commercialement viable. Par exemple, la pollution de l'air ou de l'eau à grande échelle est une niche lucrative pour les compagnies qui vendent des filtres à air ou de l'eau en bouteille. Beaucoup de crimes signifie grand bénéfice pour les constructeurs de prisons ou les sociétés privées de sécurité, ou pour les compagnies qui vendent des alarmes de cambriolage ou des articles anti-vol. Et tout cela s'ajoute à la croissance économique. Peut-être qu'aux Etats-Unis la dépression est un problème de plus en plus grave mais la « solution » Prozac ajoute 1,7 milliard de dollars au produit national brut (37). L'industrie du cancer représente une si grande part de l'économie des pays industrialisés en fournissant des niches commerciales par la recherche, la mise au point et la commercialisation de médicaments, les

hôpitaux et les cliniques, la littérature d'auto-guérison, les agences à but non lucratif et le reste que *prévenir* cette maladie pourrait avoir un effet économique désastreux. Par contre, les « traitements » pourraient générer d'énormes ventes et créer une source de profit totalement nouvelle pour l'industrie pharmaceutique — et quelle aubaine pour l'économie !

Etant donné la façon dont, partout, la comptabilité économique est menée, il n'est pas surprenant que les leaders du gouvernement soient si unanimes envers les politiques qu'ils favorisent. Les gens qui prennent les décisions ont les yeux vissés sur la trajectoire ascendante du produit national brut. Cependant, Redefining Progress a mis au point une série d'indices économiques bien plus appropriés, série qui sépare les pertes des gains, selon laquelle l'épuisement des ressources naturelles ampute le capital, et qui tient compte des aspects non financiers de l'économie, et Redefining Progress démontre que le véritable bien-être économique décline depuis des dizaines d'années.

Dans l'espoir d'un avenir

Les pages précédentes ont un peu montré comment les politiques publiques penchent constamment pour les grosses firmes mondiales, et elles ont fait allusion aux façons dont on ferait beaucoup mieux d'aider les entreprises de moindre taille et locales.

Comme cela a été dit au début, apporter de tels changements signifierait maîtriser de puissants intérêts investis et nécessiterait, pour l'industrialisme, une révision complète de la façon de voir le monde. Cela peut sembler décourageant au point que les bras nous en tombent,

surtout si l'on tient compte du fait que ceux qui favorisent la mondialisation des firmes ont un pouvoir bien boulonné. Mais ces forces industrielles sont aveugles, et elles menacent chacun : les communautés bien cloîtrées et bien barricadées des riches ne peuvent même pas se mettre pour toujours à l'abri de l'impact d'une biosphère dégradée ou d'un effondrement social.

Beaucoup des pas vers une plus petite échelle peuvent sembler minuscules et insignifiants. En effet, lorsque de massives bureaucraties administratives, par exemple, sont main dans la main avec de puissantes compagnies pour construire des infrastructures à plusieurs milliards de dollars destinées aux échanges internationaux, la possibilité de les remplacer par des pistes cyclables ou par la traction animale semble absurdement désuète. Prise isolément, chacune de ces étapes semblera toujours inadéquate pour stopper l'élan de la dévastatrice lame de fond industrielle.

Le problème est que les sociétés modernes sont systématiquement orientées vers une plus grande échelle et vers la mondialisation économique ; une toute petite alternative locale appliquée à un domaine de la vie ou à une partie du monde ne peut tout simplement pas se développer si toutes les autres parties du système continuent leur course destructrice. De la même façon que les cultures indigènes sont bien peu protégées contre la rapacité internationale de l'industrialisme, même les étapes les mieux conçues vers le local ont peu de chances de survivre si on ne fait pas simultanément d'autres pas sur plusieurs autres niveaux et dans beaucoup d'autres parties du monde.

Cependant, si on les place dans le contexte d'efforts coordonnés pour changer les politiques actuelles, les petits pas faits localement peuvent atteindre une bien plus grande portée. Des groupes issus du peuple peuvent travailler ensemble à l'échelle de la planète pour élire des représentants et contraindre les gouvernements à renégocier les traités d'échanges commerciaux. De telles étapes peuvent mettre en place le contexte dans lequel les communautés sont le plus à même de définir elles-mêmes de quelles façons, propres à leur milieu, elles peuvent assurer leur subsistance et retrouver l'équité, et elles pourront se prendre en main sans dépendre de compagnies internationales. Si les nations se mettent en commun pour déterminer les limites que les firmes ne peuvent dépasser, le viol de l'environnement peut cesser et les écosystèmes retrouveront une chance de guérir. Si l'on retire aux multinationales les droits qu'elles n'auraient jamais dû avoir, alors leur influence corrosive sur la vie politique peut être éliminée et l'incessant vacarme du commercialisme peut être étouffé.

Steven Gorelick ■

(traduction de Mariam Gayatri)

(37) Barbara Strauch, « Use of Antidepressant Medication for Young Patients Has Soared : To Bolster Market, Makers Seek FDA Sanction », *op. cit.*, section A, pp. 1, 24.



Commerce équitable et distributisme

Max Havelaar a raison de continuer son œuvre si cela améliore vraiment le sort des petits exploitants du Tiers-Monde. Mais Marie-Louise Duboin a raison de poursuivre sa lutte pour l'économie distributive.

L'œuvre de la société Max Havelaar est méritoire, mais l'économie de profit ne peut garantir aux déshérités de la planète l'extinction de leur misère. Pourquoi ? Parce que ce type d'économie tournée vers le profit est incapable de matérialiser cette possibilité révolutionnaire qu'autorise l'abondance : «donner aux uns sans prendre aux autres».

C'est vrai dans les pays du G7 pour l'ensemble des biens, dans le reste du monde pour la nourriture. Comme dans les années 30 sévit la honte du XXe siècle : la misère dans l'abondance, déjà vilipendée par Jacques Duboin, père de Marie-Louise.

Comment expliquer cela ? En régime de profit, on produit pour vendre. Le profit est alors indispensable pour éviter la faillite des entreprises. Le profit est la différence entre le prix de vente et le prix de revient. Pour augmenter le profit, il faut sans cesse baisser le prix de revient. Or, c'est ce prix de revient qui crée le pouvoir d'achat dans la mesure où il se transforme en revenus pour les salariés consommateurs.

Avec la révolution industrielle, on a fait un appel croissant aux machines et procédés techniques pour baisser les prix de revient. Malheureusement les machines n'achètent rien !

Le capitalisme repose sur le recyclage de l'argent. Celui-ci doit être le plus large et le plus complet possible. Comme l'avait montré Jacques Duboin, les investissements dans l'avalanche technique brisent le cycle du système capitaliste, le bloquent. La spéculation boursière a retardé le blocage total par la fameuse «bulle» financière qui atteint aujourd'hui 650 000 milliards de dollars. Les dépenses publiques (et le déficit budgétaire) essaient aussi de combattre ce blocage.

(...) Pour sortir des arcanes du profit, il faut certes une redistribution, mais aussi distribution comme le prône l'économie distributive. Celle-ci peut revêtir plusieurs formes à condition de respecter quelques principes de base :

- dissociation des revenus et du travail (un même travail permettant avec la technique de produire beaucoup plus)
- partage entre tous du travail nécessaire,
- monnaie et ensemble des revenus gagés sur la production,
- produits fabriqués pour leur usage et non pour gagner de l'argent.

On ne cessera plus de produire du blé ou des logements parce qu'ils ne sont pas rentables, alors que des millions de personnes grelottent ou meurent de faim ! Cessera au contraire la fuite en avant, à fabriquer n'importe quoi pourvu que ça se vende, tant pis si cela menace toute vie sur la planète ! On pourra sans problème interrompre ou développer une production.

L'économie comme la société est une création humaine. Elle peut et doit être remplacée par une autre lorsqu'elle a cessé de donner satisfaction, c'est-à-dire de fonctionner dans l'intérêt général. Une économie qui génère l'exclusion de par son fonctionnement et qui menace gravement la vie et les ressources planétaires, est condamnée à terme. Sur ce plan, on ne peut qu'approuver Jean-Paul Lambert !

(...) C'est la démocratie qui peut permettre d'en sortir. C'est le seul régime politique qui rende possible le contrôle de notre destinée dans la mesure où celui-ci est en notre pouvoir. Mais pour cela, elle a encore de sérieux progrès à accomplir. La démocratie est, en effet, un régime politique très exigeant. Elle exige que chaque citoyen en sache autant que les élus sur les problèmes socio-économiques fondamentaux. On ne peut construire une vraie démocratie dans une économie qui oppose constamment les citoyens les uns aux autres ! Inversement, on ne peut résoudre les grands problèmes actuels sans contrôle démocratique sur l'économie.

Le contrôle citoyen doit permettre l'expérimentation politique. Au lieu de discuter à perte de vue, on élabore un projet, on l'applique, on regarde le résultat, on le modifie jusqu'à ce qu'il donne satisfaction. Entre région, entre pays, on peut comparer les résultats. Mais cela suppose une économie solidaire et non plus concurrentielle.

(...) Cela nous obligera aussi à ne plus considérer le travail comme une fin mais comme un moyen. Il faut poser le problème de l'emploi sur le terrain des besoins : créer des emplois utiles en fonction de besoins non résolus. On n'installera pas une société écologique dans la déliquescence morale, la pauvreté et l'exclusion face à la richesse de quelques-uns, mais dans l'aisance matérielle et la joie de vivre ! Cela aussi est nécessaire pour remettre l'aspect matériel à sa place et lui enlever toute valeur superflue.

Jean Mestrallet ■
Haute-Savoie.

Un autre monde est-il possible ?

Je peux comprendre l'enthousiasme des personnes qui se sont rendues à Porto Alegre d'autant plus que lorsqu'il m'est arrivé de participer à des «événements importants», j'ai senti ce même enthousiasme. Cependant, rentré à la maison, replongé dans les activités quotidiennes cet enthousiasme retombait quelque peu suite à une analyse plus distanciée, et quelques critiques qu'on peut révéler suite à une observation lucide qui doit être la nôtre si l'on veut avancer vers «un autre monde»

Le rôle d'un mensuel comme *Silence* devrait être en partie celui d'alimenter cette observation critique pour enrichir, par exemple, les débats nécessaires autour de ce qu'on appelle le mouvement des citoyens sans oublier les citoyennes.

J'ai eu envie de réagir à l'article de Gilles Gesson (avril 2001) car il ne me semble pas y déceler de recul face aux événements qui se sont déroulés à Porto Alegre. Pourtant dès les premiers jours, nous qui n'étions pas au Brésil, nous lisions entre autres choses et avec étonnement que Chevenement avait été invité par les organisateurs et défilait en tête de cortège, avec d'autres mini-vedettes nationales... D'autre part, s'il est certain que des «liens» ont pu s'établir entre les diverses personnes présentes à ce premier Forum social mondial, entre collectifs, mouvements, etc., et s'il est à noter que pratiquer l'action directe contre des champs transgéniques, main dans la main entre militants de divers pays, est sans doute agréable, je n'en tire pas les mêmes conclusions que l'auteur de l'article. Je pense de plus en plus qu'une des alternatives possibles pour une société plus juste, plus équitable et plus libre réside dans un type d'organisation horizontale, la plus horizontale possible.

Ces grandes rencontres internationales, certes, permettent de montrer aux médias qu'il n'existe pas un seul mouvement, mais plusieurs organisations qui se battent contre la mondialisation verticale de l'économie, de la politique et des valeurs qui l'accompagnent. Mais c'est cela qui nous intéresse : que les grands médias parlent de nous ? Face à cette démarche verticale et sources de nombreux dysfonctionnements écologiques, économiques et politiques, nous savons qu'il existe partout des «résistants» qui s'organisent quotidiennement dans nos villes et quartiers. Il suffit de feuilleter *Silence* tous les mois... Je pense que c'est d'ici et par un regard horizontal sur le monde, par une pratique non hiérarchique que probablement «un autre monde sera possible», et non pas parce qu'on aura défilé devant des caméras assoiffées d'images fortes.

Est-ce celui-ci le message que l'on peut retenir de ce grand événement médiatique que a fait de l'ombre à l'autre grand sommet du mois de janvier, je veux parler de Davos ? Je veux bien le croire, mais les échos qui nous arrivent sont contradictoires. D'un côté on espère aider de nouveaux collectifs à s'organiser localement dans d'autres régions du monde (Afrique et Asie) pour se battre contre la mondialisation, et de l'autre on assiste aux prémices d'un parlement mondial...

Est-ce celui-ci l'«autre monde possible» ? De quel monde s'agit-il et qu'est-ce qu'il nous faudra faire, comment s'organiser, pour qu'il soit différent de celui-ci dans lequel nous vivons aujourd'hui ? Voici des réflexions qui devraient être les nôtres de plus en plus, en sachant que rien n'est jamais acquis et que l'on ne devra jamais baisser la garde de notre critique sociale.

C'est en tenant compte de ces observations que je voudrais suggérer que pour le deuxième forum social mondial, on organise dans nos quartiers et nos villes de multiples forums et initiatives locales permettant de renforcer les liens entre les diverses personnes et collectifs existants qui, quotidiennement, font quelque chose pour vivre autrement. En clair, à la place de la médiatisation verticale d'un événement, on en crée des milliers localement. Cela n'aura certes pas le même charme que la messe mondiale à laquelle nous invitent les médias. Mais pour moi «un autre monde sera possible» le jour où chacun et chacune d'entre nous commencera à apporter sur ce monde un regard horizontal lucide et critique. *Silence* peut ou «devrait pouvoir» accompagner ce mouvement...

À partir de ces considérations je serais amené à faire la même critique à l'interview que le même Gilles Gesson a réalisé à Porto Alegre pour avoir un témoignage direct sur le fonctionnement de ce bout de démocratie participative réalisée dans cette ville à travers le budget participatif (mai 2001). En effet, pour en parler, il indique qu'il est allé à «la source» c'est-à-dire à la mairie de cette ville, je pense que là encore on maintient un regard vertical sur ce phénomène. Choisir d'interviewer le maire et non pas des membres des assemblées,

Mairie de Porto Alegre



Gilles Gesson



ou aller voir ce qu'en pensent les gens, c'est un choix «partisan». C'est dommage que nous n'ayons pas des opinions contradictoires au sujet de cette expérience, des opinions qui viendraient non pas de militants idéologiques observateurs lointains du phénomène, mais des personnes qui y participent ou y ont participé. D'autant plus que si le maire indique qu'il y a eu des «erreurs» parallèlement il affirme des choses que je prendrais avec des pincettes. Par exemple quand il s'agit de savoir le nombre de personnes participant aux assemblées où sont discutées les priorités budgétaires, le maire indique candidement que «les gens qui [y] participent sont souvent des cadres de quartiers ou d'associations, qui représentent donc plus qu'eux-mêmes». Cela me semble une affirmation contestable qui pose de vrais problèmes quant à savoir comment organiser une démocratie participative non pas pour ces «cadres» mais pour tout un chacun. Il s'agit d'une question à laquelle je n'ai pas de réponses, mais autour de laquelle il faudrait nous pencher, surtout si l'on pouvait rassembler assez d'éléments pour réfléchir autour des «cinquante villes qui appliquent ce système» selon Parso Genro maire de Porto Alegre. Quelles sont ces villes ? Quelles sont les similitudes et les différences dans l'application d'un bout de démocratie participative, et comment pourrions-nous en tenir compte dans nos propres villes et quartiers ?

Mimmo Pucciarelli ■
Rhône.

Immigration et écologie

En page 20 de Silence du mois d'avril 2001, j'ai lu «Si l'Europe veut maintenir sa population à son niveau actuel, il faudrait accueillir 47,5 millions d'immigrés» et cinq lignes plus loin «Qu'attendons-nous pour ouvrir nos frontières ?». Ces idées m'étonnent. Je m'explique :

D'abord, pourquoi un écologiste ne voudrait pas voir la population plutôt baisser ? Ce que je vais dire est simplifié et peut paraître simpliste, mais je ne veux pas être trop long : bien sûr il faudrait alors payer plus pour les retraites, mais les loyers et valeurs immobilières finiraient par chuter et on pourrait restructurer et reverdir les villes en supprimant les logements les moins corrects socialement et écologiquement. Bien sûr il y aurait moins de consommateurs et moins de demandes, donc moins de travail.

Mais alors nous consommerions moins la planète, et aurions besoin de moins de travail aussi. Il y aurait des friches à faire revenir à la nature. Bien sûr l'Europe perdrait un peu son pouvoir dominateur et les USA accroîtraient peut-être le leur... L'Europe serait contrainte de tisser de vrais liens de coopération avec le reste de la planète pour appuyer la cause d'un développement doux face aux multinationales basées aux USA.

Moins de foules (en ville, à la montagne, à la plage...), moins de voitures polluantes, moins de salles de classes bondées, moins de consommation à 16 fois le niveau du tiers-monde ce qui met la population européenne au deuxième rang mondial par tête d'habitant. Est-ce que le continent le plus densément peuplé (plus que l'Asie à cause de la Sibérie si vaste mais si peu accueillante) a vraiment besoin de «maintenir sa population» ? Ne devrions-nous pas plutôt encourager tous les continents à baisser leurs populations malgré quelques inconvénients ?

Le deuxième point est plus délicat. Je suis immigré (nord-américain) et je ne suis pas contre l'immigration, d'autant plus que j'estime l'immigration comme une source de richesse et de revitalisation, et en plus c'est nécessaire pour palier les tragédies des peuples à travers le monde. Mais avant d'appeler à une immigration massive, est-ce que ceux qui militent pour ouvrir les frontières peuvent m'assurer qu'ils ont les forces militantes nécessaires pour obtenir les changements essentiels pour «accueillir» les immigrés et pour convaincre des millions de gens qui sont remontés contre l'immigration, pas parce qu'ils sont forcés «racistes», mais parce qu'ils vivent très mal les relations conflictuelles avec des cultures différentes et les conséquences d'une intégration «ratée» ? Excusez-moi si j'en doute. Sans des changements radicaux, cet accueil mènerait tout droit à l'exclusion de beaucoup et risquerait fort de générer à son tour une nouvelle vague de «racisme»... qui ferait reculer le pays en le faisant basculer vers une politique réactionnaire de la pire espèce (les USA ne sont pas devenus réactionnaires et violents par hasard : leur accueil des immigrés a toujours été «chacun pour soi»... je caricature à peine).

Souvent le «racisme» se développe sur la base de mauvaises expériences. Faire de la morale et dire que les gens ne devraient pas être «racistes» ne fait que couper le dialogue sans répondre aux nombreuses difficultés qu'ils doivent

affronter. Affirmer que nous sommes tous les mêmes n'est qu'un mensonge flagrant. Si certains immigrés, tôt ou tard, surmontent les difficultés et parviennent à se faire accepter, d'autres réussissent moins rapidement ou pas du tout. Le niveau d'éducation, les caractéristiques linguistiques, la structure familiale, les relations homme-femme et famille-société, la religion, les valeurs sont autant de facteurs et de différences qui facilitent ou rendent plus difficile une adaptation, ce qui explique en partie les sorts différents de divers groupes d'immigrés et l'accueil qui leur est fait. Certains, en ayant perdu beaucoup de repères, se déstructurent et se détruisent.

Actuellement, si peu de choses sont faites pour une cohabitation positive, l'ouverture des frontières ne pourrait que développer les conflits, la violence, et l'exclusion. Est-ce cela le but que nous recherchons ? Chaque chose dans son temps... sinon la réaction fera reculer le pays pendant des décennies.

Prenez trois domaines seulement où un changement radical devrait être opéré avant une telle ouverture... mais où les forces vives de changement me semblent nettement insuffisantes à l'heure actuelle :

- **L'éducation.** Former les élites républicaines n'est pas la même chose que permettre à chacun de s'épanouir et de partager une culture de base commune. La compétition débridée s'oppose à l'esprit de coopération, d'entraide, et d'échange nécessaire pour l'intégration culturelle, la progression individuelle, et la formation d'un caractère ouvert. Les jeunes exclus réagissent très mal à un système qui leur dit qu'ils ne valent rien. Nos militants minoritaires, sauront-ils faire bouger le mammoth ? Sinon, une partie significative des immigrants va se rajouter aux problèmes sociaux.

- **La démocratie.** Les musulmans à Marseille n'ont toujours pas leur mosquée (alors que comme toute église en France, elles sont financées en grande partie par les collectivités à qui elles appartiennent). Sans vote, comment ces personnes vont-elles pouvoir faire évoluer les choses, et faire respecter leur façon de vivre afin de pouvoir respecter la façon de vivre des autres ? Cette lutte-là n'est pas gagnée, mais que penser de l'état délabré de la démocratie en général quand les enquêtes publiques sont bafouées, quand les pouvoirs de l'argent peuvent imposer leurs décisions sur le nucléaire, les OGM, l'eau, les médicaments et j'en passe... Est-ce que l'on pense que ces changements seront soutenus par des populations en pleine crise identitaire et affrontées par de nouveaux problèmes sociaux ?

- **L'économie.** Un travail existe-t-il pour tous ? Ou même un revenu minimum correct, sans parler d'une révolution distributive au lieu de rester dans la «redistributive» ? N'y a-t-il pas déjà assez de gens apeurés ou irrités par le besoin «d'assister» des «bons-à-rien» ? Par réaction, ne risque-t-on pas d'assister au démantèlement des presta-

tions sociales pour retrouver «le chacun pour soi» américain, accompagné de ses vagues de violences et d'inconscience consummatrice (je sais, je caricature encore...) ? Et à quand la mise en place d'une véritable politique de développement respectueux des hommes et de la nature avec refus au niveau de l'Etat et des communes des produits exploités et avec soutiens aux peuples et leurs économies autocentrées pour échapper à la domination des multinationales et enrayer leurs souffrances ? A-t-on déjà la force d'imposer cela ?

Il me semble qu'il doit y avoir, dans la réflexion écologiste, des priorités. Et des notions de ce qui est possible politiquement pour ne pas produire le contraire de ce que nous souhaitons. Si l'on commençait pas rendre ce pays vraiment accueillant pour tout ceux qui y vivent, de le rendre vraiment écologique avant d'essayer d'accueillir la différence de nouveaux arrivants... au lieu de déplacer les gens sans résoudre les problèmes de fond ?

Entre-temps, accueillons les réfugiés quand on peut le faire, mais gardons à l'esprit que nous les introduisons dans un système qui a besoin d'évoluer beaucoup afin de les accueillir correctement. Et œuvrons pour qu'un développement vraiment durable fasse baisser la population partout.

Gregg West ■
Isère

Silence : Bien sûr la question n'est pas simple. Nous voyons d'un bon œil la baisse de la population mondiale qui s'annonce vers 2030-2040. Mais rappelez-vous que les frontières sont d'abord des instruments de pouvoir. Disons ensuite que pour beaucoup, les priorités ci-dessus ne sont pas les leurs. Pour la majorité des personnes du Sud, il s'agit d'abord de manger. La première priorité, pour nous, est peut-être moins «hédoniste» : réduire notre consommation de manière radicale pour arrêter de faire mourir 80 % de la planète. Ce n'est sans doute pas plus plaisant pour certains que d'ouvrir sa porte à l'autre. Ouvrir les frontières serait peut-être un choc culturel, mais est-il pire que de mourir de faim ? Ce choc est-il fatal ? Le 1er arrondissement de Lyon, avec 17 % d'immigrés (le record à Lyon) a réélu son maire Vert à 63 % et l'extrême-droite est faible dans le quartier (moins de 5 % pour le total FN + MNR).



Marche des zapatistes

Le 2 décembre dernier, un nouveau président mexicain, Vicente Fox, issu du parti de l'alliance nationale (PAN), est entré en fonction. Il mettait ainsi fin à plus de 70 ans de présence ininterrompue du Parti révolutionnaire institutionnel au pouvoir. Le PAN est un parti clairement très marqué à droite, complètement inféodé aux intérêts néolibéraux des entreprises nationales et étrangères, notamment américaines (Fox est un ancien dirigeant de Coca Cola pour l'Amérique Centrale). Malgré cela, de nombreuses personnes y compris à gauche ont voté pour lui afin de mettre fin au pouvoir du PRI, miné par la corruption et les scandales.

Profitant de ce changement à la tête du pouvoir, l'EZLN (Armée zapatiste de libération nationale, mouvement de guérilla qui a vu le jour dans l'Etat du Chiapas au sud-est du Mexique le 1er janvier 1994, date d'entrée en vigueur de l'Alena, le traité de libre échange nord-américain) a appelé en début d'année à une marche allant de San Cristobal de las Casas (deuxième ville du Chiapas) à Mexico. Cette marche (en fait de longues étapes d'autocars) a duré 16 jours au cours desquels il y a eu près de 80 prises de paroles des délégués zapatistes (constitués de 23 des commandants de l'EZLN et du sous-commandant Marcos, tous indiens à l'exception de celui-ci) tout au long des 12 Etats du Mexique traversés. Le but de cette marche, appelée «la marche de ceux de la couleur de la terre» selon le style d'expression mi-politique, mi-poétique des zapatistes, était à la fois de briser l'isolement imposé par les années de clandestinité au fond de la jungle de la forêt Lacandone (zone montagneuse de l'Etat du Chiapas ou les insurgés zapatistes ont établi leur base), dialoguer avec la société civile et aller devant le congrès mexicain expliquer l'importance de l'approbation de la loi Cocopa sur les droits et la culture indienne.

Rappelons que cette loi est la transcription juridique des accords de San Andres portant sur le même sujet, signés en 1996 entre l'EZLN et le gouvernement d'alors mais jamais appliqué par celui-ci. L'EZLN avait cessé les discussions sur les négociations de paix suite à la non-application de ces accords. Pour les reprendre, elle demande au nouveau gouvernement trois signaux clairs : libération de tous les prisonniers politiques, évacuation de sept bases de l'armée au Chiapas (sur plus de 250) et mise en application de cette loi dite Cocopa.

Cette marche qui a regroupé environ 2000 personnes (les délégués zapatistes, plusieurs centaines de Mexicains et environ 500 étrangers, pour beaucoup italiens et espagnols mais aussi des Français, des Canadiens, des Allemands, des Etats-Uniens...) s'est révélé être un événement historique passionnant, considéré par beaucoup des Mexicains avec qui nous avons eu l'occasion de dialoguer comme aussi important que l'entrée de Zapata à Mexico en 1915. Les deux grandes semaines de voyage auront été l'occasion à la fois de multiples rencontres avec les indiens du Mexique mais aussi avec toute une partie du peuple mexicain luttant depuis de longues années dans des conditions très difficiles, confrontés à une répression et à une violence très forte. Leur présence, alors qu'ils ne font pas partie de l'EZLN, a permis à la fois de relativiser et de donner une autre dimension à la marche des délégués zapatistes en l'inscrivant dans tout un ensemble de mouvements sociaux au Mexique. Si ceux-ci ne se rangent certes pas tous derrière la bannière de l'EZLN, ils en sont néanmoins très largement solidaires.

La grande intelligence des zapatistes aura été de choisir pour les lieux d'étape des endroits chargés d'histoire où se sont déroulés ou même se déroulent encore des luttes, évitant ainsi tout effet de banalisation et de lassitude pouvant être engendré par la multiplication des meetings. Ce fut le cas à La Pila, un faubourg de la ville de Toluca où le gouvernement après avoir autorisé la population à construire ses maisons veut maintenant les exproprier pour revendre leur terre, à Tepoztlan ou encore à El Tephé près d'Ixmiquilpan. Les indiens Otomi de cet endroit avaient commencé à construire une sorte de centre balnéaire (un hôtel avec piscine) fonctionnant comme une coopérative dont tous les bénéfices étaient redistribués à l'ensemble des membres de la communauté. Des promoteurs ont voulu récupérer les lieux, n'hésitant pas pour cela à envoyer des hommes de main avec pistolets et machette. De longues années de lutte ont permis aux Indiens, au prix de plusieurs morts de conserver leur coopérative.

La profonde humanité des discours zapatistes, leur force et leur poésie, leur diversité et leur finesse ont maintenu un enthousiasme permanent tout au long de cette marche. Si les discours de la première semaine, en prévision du Congrès national indien (CNI), qui se tenait le week-end ont été très orientés



sur les droits et culture indiens, ceux de la deuxième semaine, alors que nous allions vers Mexico étaient beaucoup plus orientés sur la jonction des luttes paysans-ouvriers, sur la répartition des richesses, sur la nécessité de tous lutter, indiens et non-indiens («nous sommes tous des indiens de la terre») contre une société voulant homogénéiser toutes les cultures et toutes les pensées pour mieux faire accepter l'exploitation capitaliste. Une bonne réponse à ceux qui veulent cantonner la lutte zapatiste à une lutte indigéniste, ne voyant dans cette marche que la recherche de droits pour les indiens et occultant l'incompatibilité profonde entre beaucoup des traditions indiennes et les pratiques du néolibéralisme.

Deux des jours les plus intéressants auront été ceux passés à Nurio dans l'Etat du Michoacan. Là, dans cette communauté indienne de 3000 habitants se tenait le troisième Congrès national indien avec près de 5000 représentants de 49 des 57 peuples indiens du Mexique. Il a été passionnant de voir leur fonctionnement : les décisions se prenaient au consensus avec un sens du pratique permettant une grande efficacité.

Pas de perte de temps à s'écouter parler, à ergoter sur une virgule mal placée ou une nuance mal acceptée. De longues années de pratique leur ont appris la souplesse nécessaire pour aller à l'essentiel, à privilégier l'efficacité du groupe sur l'importance de l'ego de chacun, à transformer des propositions en décisions prises au consensus ! Intéressant aussi de voir la finesse de l'analyse politique sur des sujets comme les prisonniers politiques ou les relations aux médias (bien d'autres sujets ont été abordés dans d'autres tables de discussion). Il existe au Mexique un grand nombre de prisonniers politiques qui ont en fait été condamnés pour des délits de droit commun. Comme ces deux paysans du Guerrero condamnés à vingt ans de prison pour avoir pêché dans un lac où cela était interdit. Comme les Indiens ne parlent souvent que leur langue et pas l'espagnol, on les charge de différents délits (vol, trafic de drogue...).

Par ailleurs la protection de l'environnement et de la biodiversité, l'opposition à la biopiraterie et aux OGM, la mise en avant d'un mode de développement durable sont constamment revendiqués et ont toujours été présents dans les déclarations.

Au moment où nous écrivons ces lignes, après une épreuve de force de plusieurs jours avec le pouvoir, le Congrès des députés a finalement accepté de recevoir les délégués zapatistes ainsi que plusieurs représentants du CNI pour qu'ils viennent défendre devant les députés l'importance de l'approbation de la loi Cocopa sur les droits et cultures des indiens. Quatre membres de la délégation zapatiste (avec à leur tête une femme, la commandante Esther et sans le sous-commandant Marcos) et plusieurs membres du CNI se sont exprimés pendant quatre heures devant le parlement mexicain. Les zapatistes sont ensuite retournés au Chiapas pour aller rendre compte des résultats obtenus devant les communautés indiennes qui les avaient mandatés.

Si un certain nombre de signes d'ouverture se sont incontestablement manifestés ces derniers temps, il convient de rester vigilant. L'intérêt du gouvernement est de pacifier ces régions et notamment celle du Chiapas à la fois pour se donner un vernis démocratique mais aussi pour pouvoir exploiter à la fois des ressources naturelles considérables (pétrole, uranium, biodiversité déjà largement «biopiratée») et une main d'œuvre bon marché. Le gouvernement a déjà planifié la mise en œuvre d'un plan dit «Puebla-Panama». Il s'agit d'un projet visant à construire dans le sud du pays toute une série d'infrastructures (routes, ponts...), décidées sans aucune concertation avec les populations, et devant permettre un accès facilité aux richesses de ces régions mais aussi la construction d'usines pour délocaliser encore davantage les productions nord-américaines. Il pouvait difficilement réaliser cela avec une guérilla active bénéficiant de très large soutien dans la population. Son calcul est donc d'accorder aux indiens l'approbation de cette loi Cocopa, d'une certaine manière comme un solde de tout compte. Les zapatistes considèrent à l'opposé que ce ne sera que le début de la reprise des négociations de paix. En effet si cette loi reconnaît le droit à l'autonomie des peuples indiens, leur reconnaît le droit de s'organiser selon leurs coutumes et le droit de disposer des ressources se trouvant sur leur territoire elle n'est que théorique. Toutes ses dispositions pratiques restent à négocier. Et cela paraît difficilement compatible avec la politique inscrite dans le libéralisme du gouvernement Fox. C'est là que les difficultés vont commencer.

François-Xavier Chaunier ■

Comité de solidarité avec les peuples du Chiapas en lutte
33, rue des Vignoles - 75020 Paris.

L'imaginaire utopique

Alain Pessin,
2001 - 262 p. - 143 F



Avec la fin du siècle et la fin du millénaire on nous a annoncé le retour de l'utopie.

Ecrivains, sociologues, politiques ont dépoussiéré les livres des

grands utopistes des siècles passés, et n'ayant plus aucun autre radeau auquel s'accrocher (fin des idéologies de droite et de gauche, fin des antagonismes entre pays *démocratiques* et pays *socialistes*) ont pris du plaisir à nous re-proposer un peu d'utopie. Cela, ont-ils affirmé, ne peut pas faire de mal à nos sociétés. Nous avons quand même besoin de «rêver», d'apporter quelques corrections à cette marche forcée vers la mondialisation de nos besoins et de nos désirs qu'on nous inculque quotidiennement par le plus simple des moyens : une boîte magique que nous avons tous en bonne place chez nous. Une idéologie qui n'a pas de couleur politique, mais des arguments tels qu'efficacité, réussite, argent. Le problème est que, malgré la disparition du spectre «communiste», de l'autre monde se proposant comme «concurrent» et antagoniste à celui «démocratique et libéral», les problèmes ne sont pas résolus pour autant.

Des centaines de milliers de personnes partout dans le monde s'opposent à cette «mondialisation» et certains «rêvent» de canaliser ces mouvements vers une «utopie» démocratique : la construction d'une Europe forte, par exemple.

Ce mot d'utopie depuis longtemps est utilisé à la fois comme un ailleurs inaccessible, mais aussi comme une sorte d'idéal nous permettant de nous engager dans la transformation du monde. Il est certes difficile de trancher à ce propos, mais ce sont des questions qui sont toujours présentes dans les discussions que nous avons dans les milieux alternatifs.

Sommes-nous utopistes et qu'elles seraient les caractéristiques de cette utopie ?

Alain Pessin vient de nous offrir un livre dont l'appareillage théorique peut nous permettre d'aller plus loin dans ce débat. En effet, après une critique de l'utopie classique abolissant le hasard et les aventures, il reconnaît

dans les activités croix-roussiennes, des initiatives déployant un imaginaire utopique. La caractéristique principale de celui-ci est une forme d'«utopie d'aventure» qui ne se propose pas de mettre en scène des utopies écrites, mais développe une dynamique promouvant des modes de vies alternatifs ici et maintenant. S'agit-il toujours d'utopie ? L'auteur n'exprime pas une opinion définitive à ce sujet. L'essentiel n'est pas là !

Je pense que ce livre est doublement important. D'un côté l'auteur fait l'effort de nous faire comprendre le rôle de l'imaginaire dans notre vie, et en particulier dans ce mouvement de transformation sociale constitué par ce théâtre contemporain de l'utopie dans lequel nous jouons tel ou tel rôle toujours à la première personne du singulier. De l'autre, contrairement à beaucoup de «grands sociologues» préoccupés par les grands mouvements de masse, par les grandes idées : démocraties, fraternités, il a su se pencher et écouter ces petites initiatives croix-roussiennes diverses entre elles, pas toujours efficaces, un peu chaotiques, mais montrant qu'une «utopie» est présente dans ce quartier de Lyon depuis une trentaine d'années et qui renforce jour après jour l'imaginaire de ses acteurs. Le livre d'Alain Pessin en nous rappelant l'existence de cette utopie croix-roussienne ne renforce pas seulement «un mythe» social et politique qui entoure cette colline de la Croix-Rousse depuis deux siècles, mais nous permet, d'ors et déjà, d'envisager d'autres recherches nécessaires pour rendre compte du monde des utopies existantes un peu partout autour de nous.

Vous conseiller la lecture du livre de Pessin c'est le minimum que l'on puisse faire aujourd'hui face à ce texte qui ouvre dans l'espace théorique de la sociologie des brèches, pour l'aventure de la connaissance des utopies, comme les initiatives alternatives ouvrent des brèches dans l'expérimentation pratique de modes de vie alternatifs.

Espérons seulement que d'autres sociologues «sortent de l'ombre» non seulement pour quetter ce qui se passe dans les sociétés d'exception, mais pour qu'ils apportent leur contribution critique et en plein jour, comme l'a fait Alain Pessin avec son livre. MP.

L'aventure hippie

de Jean-Pierre Bouyxou
et Pierre Delannoy
Ed. du Lézard
2000 - 302 p. - 195 F

Une histoire très bien illustrée du mouvement hippie qui commence dans les années soixante à la suite de

beatniks pour refuser la société de consommation, qui organise des «étés de la paix», découvre la drogue, le rock, lance la presse alternative, conteste la guerre du Viet-Nam puis se lance dans les tentatives communautaires plus ou moins éphémères avant de prendre la route et de s'échouer progressivement, bien que le phénomène se prolonge sur la scène culturelle. Intéressants aller et retour entre les USA et l'Europe. Dans la postface de cette troisième édition, Noël Gaudin, l'entarteur, voit dans le rassemblement de Millau un prolongement de ce mouvement. Est-ce bien sûr ? Si de nombreuses valeurs de cette époque sont aujourd'hui passées dans les mœurs, c'est plutôt du côté des mouvements communautaires que l'on peut retrouver la suite du mouvement hippie. Alors que les auteurs signalent qu'il y a eu jusqu'à 500 communautés en France à l'apogée du mouvement entre 1972 et 1975, nous estimons, dans Silence, qu'il en existe aujourd'hui plus de 200, mais qui vivent dans plus de discrétion. MB.



Gandhi

de Frédéric Baquet
Ed. Dagorno
2000 - 124 p. - 20 F



Une nouvelle biographie de Gandhi, mais qui laisse un peu de côté le penseur de la non-violence pour s'attacher plus à son rôle

politique et notamment à ses liens avec le nationalisme indien. Comment Gandhi a-t-il pu se battre aussi sévèrement pour les Indiens d'Afrique du Sud sans s'intéresser aux conditions de vie des Noirs ? Comment peut-il écrire aux Juifs qu'il ne faut pas résister au bourreau nazi puisqu'ils se réincarneront ? L'homme politique avait un charisme incroyable, une facilité à dompter les foules, mais faisait parfois preuve d'une vision du monde un peu étroite. Un recadrage dans l'histoire mondiale pragmatique et de lecture facile. MB.

Gandhi L'héritage

coordonné par Marie-Pierre Bovy
Ed. Siloë (Nantes)
2001 - 224 p. - 120 F

Enfin un livre sur la non-violence aujourd'hui ! Les non-violents ont trop tendance à s'arrêter à l'assassinat de Martin Luther King en 1968 (comme les anarchistes à la guerre d'Espagne). Cet intéressant recueil collectif se penche sur les avancées de la non-violence dans la société. Il y a bien sûr le choix communautaire de l'Arche de Lanza del Vasto, mais il y a aussi tout un travail fait dans le milieu social comme les réseaux d'échanges et de savoir (Claire Heber-Suffrin), les Réseaux Espérance, etc. Il y en a aussi les grandes luttes politiques qui se sont appuyées sur l'héritage de Gandhi : les luttes de l'Est qui ont participé à la chute du bloc soviétique, les révoltes en Nouvelle-Calédonie, la résistance pendant la guerre d'Algérie (Christian Delorme), et Jean-Marie Muller de conclure sur la nécessité de développer une culture non-violente. Ce livre laisse toutefois sur sa faim. Il manque d'ouverture en direction, par exemple, de travaux de sociologues (Charles Rojzman ?) sur l'idée de la non-violence dans le grand public, sur les débats qui la lient ou non à la religion (ce que font la plupart des auteurs de ce livre), sur ses répercussions en politique (les Verts allemands ont été les premiers à mettre le mot non-violence dans leur sous-titre), etc. Espérons une suite à ces travaux. MB.

Pour le tiers-secteur

Alain Lipietz,
Ed. La Découverte /
Documentation française
2001 - 154 p. - 89 F.

Publication du rapport du député européen vert commandé par le ministère de la solidarité. Pour l'auteur, le développement du tiers-secteur (emplois aidés d'utilité publique dans les domaines sociaux, environnementaux...) se justifie par la fin de la croyance en la toute-puissance de l'Etat ! Bizarre, pour nous, c'est exactement la vision inverse que nous avons : en subventionnant les associations, l'Etat supplée aux manques de ses services à moindre coût, mais met la main sur tout un ensemble d'activités qui ne peuvent plus vivre sans ces subventions. De même, il nous fait le coup des emplois-jeunes qui — c'est la loi — doivent correspondre à de nouveaux secteurs d'activité... sous-



entendu, relancer la croissance économique, en épongeant ce que l'on peut dans le social. Reste un bon tour d'horizon des réalisations déjà engagées... mais il serait temps que les Verts découvrent les écrits d'André Gorz, Ivan Illich, Wolfgang Sachs... pour découvrir que le but dans la vie n'est pas de créer des emplois nouveaux mais de répartir mieux les richesses. Les Verts sont-ils condamnés à un réformisme sans imagination ? Le PS pourrait tout à fait signer ce texte. MB.

L'écologie politique au miroir

de Jean-Paul Curnier
Ed. Sens & Tonka,
2000 - 42 p.

Ce petit pamphlet affirme que l'écologie politique arrive à récupérer les insatisfaits en tout genre par la confusion de ses opinions observable au niveau de la querelle des tendances. Si elle peut ainsi ratisser large, une prise de pouvoir conduirait à la confusion la plus totale. La force de l'écologie politique serait d'avoir réintroduit le sentiment avant la raison, et ainsi une certaine recherche de l'harmonie, d'un monde plus juste. L'écologie devient «une éthique qui cache une esthétique malheureuse» [p.15]. L'écologie serait «l'abandon revendiqué de toute pensée sur les moyens d'un devenir de l'homme et des sociétés humaines, de leur organisation, des finalités, obscures ou avouées, qui les animent, au profit d'un devoir d'entretien du monde en regard de la liberté laissée à tous» [p.16]. Or, selon l'auteur, cela représente la même alternative que ce que propose en d'autres termes l'extrême-droite : au nom de la raison scientifique, de la protection de la planète, on est amené à tout contrôler. On se retrouverait donc à l'opposé de l'«accueil sans condition» des humanistes. Et pour bien montrer que l'homme n'est pas dans la nature, l'auteur nous parle de la ville «Ici, ce n'est plus la nature qui fait l'homme (...) mais l'homme qui fait la nature comme il fait la ville (...) désormais son milieu naturel» [p.27]. Il nie la ville dans un écosystème : «La ville-environnement est sans histoire» [p.28] et prône «la ville-cœuvre, donc arrachée à la nature en tant que création de l'homme» [p.34]. On retrouve dans ce petit livre, sans aucune référence, la pensée confuse d'un Ferry, gardien des «Lumières». Ces intellectuels qui vivent sans manger, sans consommer d'énergie, sans produire de déchets et qui, esprit au-dessus de

corps, peuvent vivre sans cette nature qui nous impose tellement de contrôle sur notre vie. Heureux les simples esprits ! MB.

Rire pour vivre

de Bernard Raquin
Ed. Dangles
2000 - 240 p. - 110 F

Le rire est à la fois un excellent moyen de voir ce qui ne va pas chez nous (en voyant les moqueries que nous ne supportons pas) et un moyen de guérison (en apprenant à affronter nos peurs, nos souffrances). La question du rire est ici abordée par un psychologue. Si le rire est un remède, il est également un excellent stimulant pour les relations sociales, une forme d'esprit, un moyen de se connaître, etc. Complété par des exercices, ce livre vous fera mesurer toutes les potentialités du rire pour guérir, sans oublier cette phrase de Mark Twain : «Un tel rire était de l'argent de poche, car rien ne réduit davantage la facture du médecin» (p.61). Rappelant qu'aux USA, des hôpitaux ouvrent des salles pour rire, qu'en Inde, des animateurs accompagnent en public des personnes âgées pour les inciter à rire, l'auteur vous propose d'assouplir votre vie : «En devenant plus souple mentalement, en jouant avec les contradictions, la personne assouplit aussi sa démarche. Son corps est moins rigide, moins coincé. Et le corps et l'esprit désignant la même personne, mieux respirer, rire, permet de mieux s'amuser des contradictions de la vie. En développant son sens de l'humour, on développe aussi son sens relationnel» (p.150). De forts bons conseils, même si la multiplication des blagues, sous-entendus, notes humoristiques, etc. finit par rendre certains passages franchement lourds. MB.

ROMANS

Les voisins de l'horizon

Didier Cornaille
Ed. Albin Michel
2001 - 344 p. 120 F

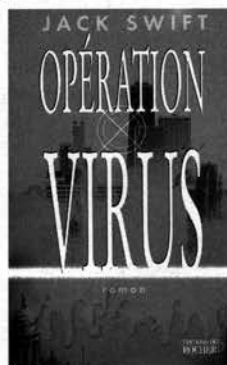
Une idée de scénario pour le moins originale : un paysan du Morvan se demande ce que signifient les traits rouge et blanc des chemins de grande randonnée. Il se lance avec sa mule sur les routes de Compostelle, prétexte pour l'auteur à nous promener dans les lieux sauvages du Massif central. A travers anecdotes et rebon-

dissements, notre héros s'ouvre au monde. Le lecteur redécouvre le monde extérieur : «Ils avaient fini par croire, pour se l'être tant de fois fait répéter par ceux qui en étaient partis et par ce qu'ils en voyaient ordinairement à la télévision, [que le monde extérieur] n'était fait que de villes tentaculaires. Et s'il restait, hors de celles-ci et de leurs collines, quelques lambeaux de nature, la vue qui leur en était donnée par les mêmes, au travers du prisme citadin, était si plate, si morne que les paroles de Lazare parlant de la terre, de ce que les hommes qui l'habitent ont fait, de leur vie et de leurs croyances, étaient pour eux comme une véritable révélation» [p. 312]. Les randonneurs et les amateurs de nature apprécieront. FV.



Opération Virus

de Jack Swift
Ed. du Rocher
2001 - 300 p. - 118 F



L'arme bactériologique est accessible relativement facilement pour un Etat ou pour un groupe riche. Pour s'en protéger, les services secrets américains ont fait des expériences «réelles». On suspecte aujourd'hui le Sida d'être le résultat imprévu d'une telle expérience. Il se dit même que l'on aurait tenté là de faire un virus ethnique qui ne tue que les noirs. C'est à partir de cette accusation que ce livre à suspense est conçu. Une secte bien délirante, manœuvrée par un agent infiltré va tenter de réaliser une attaque bactériologique pour affirmer sa puissance. L'occasion d'aborder de multiples sujets d'actualité : les intérêts des firmes pharmaceutiques, le rôle des vaccins, les liens entre sectes et politique, la chasse anti-secte, les écoutes sur Internet, etc... Un réalisme terrifiant. FV.

B . D .

Les filles d'Ariane

de Violette Le Quérecq
Ed. INRA (Versailles)
2000 - 40 p. - 79 F
(+30 F de port)

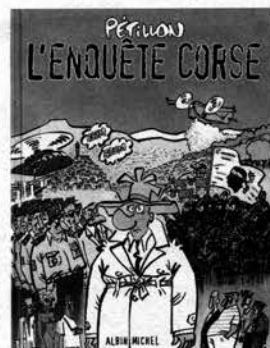
L'INRA, Institut national de recherches agronomiques, continue, en BD, à faire la promotion de ses domaines de recherche. Ce coup-ci, une aventure liée aux perspectives du clonage. Comme dans le livre précédent (sur les OGM), la question de fond est pour eux surtout la question de la propriété des découvertes plutôt que les risques du clonage. On apprend quand même dans l'introduction que les vaches les plus performantes sont aujourd'hui exploitées pendant deux cycles et demi de lait et sont donc envoyées à la boucherie vers trois ans. Rappelons que la vache actrice dans *La Vache et le prisonnier* est morte à l'âge de 40 ans ce qui en dit long sur le niveau d'exploitation de nos vaches aujourd'hui. On peut comprendre qu'elles en deviennent folles. MB.



L'enquête corse

de Pétillon
Ed. Albin Michel
2000 - 52 p.

Grand prix de la BD à Angoulême, cette nouvelle aventure du détective Jack Palmer nous fait découvrir de manière totalement loufoque une Corse où les forces de police ont des comportements aussi compliqués que les différents groupes indépendantistes. Un sommet de l'humour. MB.





Les aliments trafiqués

de Brewster Kneen

Ed. Ecosociété

(diffusé par Silence)

2000 - 250 p. - 125 F

A partir de l'exemple des biotechnologies, des organismes génétiquement modifiés, l'auteur, agriculteur biologique au Québec, nous entraîne plus largement dans un vaste et agréable débat éthique. D'un côté des industries obsédées par la rentabilité humaine, de l'autre le vivant, les animaux dont l'homme. Car ce que l'on peut faire à une plante ou à un animal aujourd'hui, nul doute qu'on le fera demain à l'humain... si ce n'est déjà fait : «Les innovations technologiques qui ont bouleversé la vie des poussins et des vaches sont comparables à celles qui ont modifié la gestion des être humains : amniocentèse, tri génétique, thérapie génique et lait maternisé. Quel intérêt les compagnies qui commercialisent ces produits auraient-elles à distinguer un utérus sur deux pattes d'un utérus sur quatre pattes ? Après tout, un mammifère est un mammifère» [p.17]. Et on peut même inclure dans les «manipulations génétiques» les plans structurels des grandes institutions financières qui obligent les pays à renoncer à leur identité pour se plier au souhait des multinationales. Au delà des descriptions techniques des hormones de croissance, des OGM et autres joujoux coûteux de l'agroalimentaire, l'auteur s'intéresse à la vision de la mort qui transcende toutes ces recherches «Le paradigme selon lequel la vie exige la mort est fondamental dans la monoculture de l'agriculture industrielle et, plus généralement, dans la culture de la science occidentale» (...) «Au contraire, l'accueil sans réserve de la vie qui anime l'agriculture biologique ou écologique met l'accent non pas sur la compétition et l'élimination mais sur la communauté des êtres vivants (...) Plutôt que l'intervention massive, c'est l'intervention minimale qui devient la règle» [p.25]. Et encore «Les pratiques de la monoculture poussée à l'extrême perpétuent une conception de la vie axée sur la compétition. Tuez vos ennemis ! Ne ramenez aucun prisonnier ! Et surtout ne cherchez pas à découvrir l'origine du problème, ni la façon dont vous pourriez le résoudre en estimant la vie entière et non seulement quelques 'élus', qu'il s'agisse de plantes, de fourmis ou d'être humains» [p.28]. L'agroindustrie se cache sous le terme de sciences de la vie : «Ces sciences de la vie sont en

réalité des condamnations à mort (...) s'inspirant d'une philosophie selon laquelle il n'y a pas assez d'espace ni de ressources pour tous les êtres vivants, que la vie est un combat acharné pour 'la survie du plus apte' ; la vie des uns exige la mort des autres» (...) «la purification ethnique ou génocide exprime essentiellement la même attitude ; elle découle inévitablement de l'amélioration génétique» [p.28 et 29]. Heureusement, certains documents sont bien dans ce livre montrent clairement quel est le vrai objectif des multinationales : «Notre mission est de protéger l'agriculture américaine et d'accroître notre compétitivité face aux agriculteurs des autres pays. Sans cela, nous n'avons aucun moyen de protéger notre technologie» affirme ainsi un biologiste du département de l'agriculture US [p.31]. A partir de là, les autorités US donnent de multiples autorisations aux firmes, même si les agriculteurs freinent tant qu'ils peuvent. Et si ces manipulations provoquent une épidémie dans le style du sida ? «Il n'y a rien de mieux pour le produit national brut qu'une augmentation du nombre de gens malades ou agonisants à soigner, qui requièrent toutes sortes de biens et de services commercialisables (...) L'omniprésente industrie pharmaceutique est là pour nous rappeler les énormes profits à tirer d'une population malade. La mort représente une menace fondamentale de grande valeur. Cela vaut également pour les végétaux et les animaux. Plus on peut les rendre dépendants et plus longtemps on peut les conserver dans cet état, plus ils deviennent profitables et plus ils contribuent à la croissance économique» [p.41]. Alors ces progrès vont nourrir le monde ? Quelle naïveté : «L'industrie de la biotechnologie n'a pas du tout l'intention de nourrir quiconque ne peut payer» [p.45]. Ces technologies «dénotent une attitude de domination et de possession qui laisse croire qu'il est possible, raisonnable et moralement acceptable de revendiquer la propriété du vivant» [p.47]. «L'argument implicite de la biotechnologie, c'est que la nature est incompétente — comme la femme pour nourrir son enfant — et par le fait même leurs mères s'en tireront mieux s'ils deviennent dépendants du lait maternisé concocté par une multinationale que s'ils sont nourris au sein maternel» [p.53-54]. Et cela donne des milliers de morts parce que les femmes ont été séduites par les publicités pour le lait en poudre de Nestlé. Pour contrôler la population tous les moyens sont bons et puisque «l'esclavage déclaré n'est plus acceptable, on recourt donc à des méthodes plus insidieuses pour asservir tous les habitants de la planète» [p.54].

Brewster Kneen

Les Aliments trafiqués

Les dessous de la biotechnologie

Préface de Louise Vandelac



Brewster Kneen multiplie les exemples et montre à chaque fois que la dépendance est la chose importante pour assurer le produit. Bien sûr, on promet à l'agriculteur de meilleurs rendements (ce qui n'est même pas toujours vrai), mais on ne lui dit pas qu'en choisissant des monocultures, il fragilise ses cultures et donc augmente sans cesse sa dépendance. L'auteur s'interroge sur la prétention des biotechnologies à contrôler la nature. Il rappelle intelligemment que nous ne connaissons pas grand chose de cette dernière. Nous en sommes encore à identifier les espèces vivantes : nous ne connaissons que 4000 bactéries alors qu'elles sont estimées à trois millions, nous ne connaissons que 70 000 champignons alors qu'ils sont estimés à 1,5 million, nous n'avons identifié que 5000 virus, alors qu'ils seraient au moins 0,5 million. Il y a plus d'êtres vivants dans une poignée d'humus que d'êtres humains sur la planète. Ces industries de la mort sont sur le même registre que l'énergie nucléaire. Dans un chapitre sur les compromissions dans les réglementations en Amérique du Nord, il montre combien ces deux industries ont compris que l'agriculture biologique était un risque mortel. Elles ont donc essayé de faire adopter en 1997 et 1998 une norme pour les produits bio autorisant l'irradiation des aliments et les OGM. Le tollé a été tel que les autorités ont dû reculer. Il y en effet une différence fondamentale : «Dans le cas des produits issus de la biotechnologie (...) c'est la salubrité du produit final qui est considérée. Mais dans le cas des cultures biologiques, c'est d'abord et avant tout les méthodes de production et de transformation qui sont déterminantes» [p.154-155]. Le refus du public pose problème aux biotechnologies. Alors que depuis maintenant 1974, elles annoncent des lendemains qui chantent, les résultats ne sont pas au rendez-vous. D'un côté, elle doit garder la population à distance, de l'autre, elle a besoin de publicité pour continuer à aspirer l'argent des investisseurs. Là aussi, le

parallèle avec le nucléaire est saisissant. Nous ne sommes plus dans le domaine de la science, mais dans celui de la science-fiction. Un jour le premier nourrira le monde, le second fournira de l'énergie bon marché... Mais les résultats ne viennent toujours pas. Brewster Kneen s'est penché sur les écrits féministes en matière de santé. Nombreuses sont les féministes qui ont relevé que l'approche des hommes et des femmes sont bien différents : depuis toujours, les femmes font de la prévention, coopèrent entre elles, s'entraident, alors que les hommes font des progrès technologiques, coupent dans le vif, et vendent des produits. Il cite alors Evelyn Fox Keller selon laquelle «la science occidentale est une entreprise conçue et promue par les hommes en vue de percer les secrets de la vie détenus par les femmes» [p.201]. Cette science a commencé par les dissections, puis la vivisection pour en arriver aujourd'hui aux manipulations génétiques, séparant de plus en plus, dans l'infiniment petit, alors que toutes les recherches en écologie montrent l'importance d'aller vers le complexe, vers la symbiose aux différents niveaux d'organisation de la vie. Les biotechnologies ne représentent que la dernière étape actuelle pour nous éloigner de la réalité. Nous allons vers une société de plus en plus repliée sur elle-même, une agriculture de plus en plus stérile, de même que la monoculture ne peut plus admettre le moindre insecte, la société qu'on nous construit n'acceptera plus aucun partage avec qui que ce soit. La technologie Terminator qui stérilise les plantes modifiées est le stade ultime de notre égoïsme. Dans un dernier chapitre, Brewster Kneen appelle à la résistance, se félicitant que déjà de très nombreuses actions soient engagées de par le monde. Il espère que se mette en place une opposition non-violente forte comme pour le désarmement car les OGM sont plus subtils que les armes : «les bombes mutilent et tuent, mais au moins elles ne possèdent pas la faculté de se reproduire» [p.223]. De même si la radioactivité a une demi-vie et qu'elle peut disparaître après des milliers d'années, les OGM ne peuvent plus être rattrapés une fois libérés. «Le temps est venu de remplacer l'idéologie de la compétition par celle du partage» conclut l'auteur [p.235]. A part trois chapitres centraux sur l'histoire des biotechnologies, parfois un peu trop techniques, l'ensemble du livre pose d'excellentes questions qui dépassent largement le cadre strict des biotechnologies pour poser la question du choix de société que nous voulons : consommer ou partager ? MB.